TRENTE-NEUVIÈME ANNÉE — Nº 11769 — MERCREDI 1er DÉCEMBRE 1982

41783

Selon la radio vietnamienne

Une tentative de « rébellion armée » aurait été déjouée à Ho-Chi-Minh-Ville

LIRE PAGE 48

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,00 dh. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 8,50 Kr. ; Espagne, 80 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 45 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1 000 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 85 d

Tarif des abonnements page 14

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Impasse au Liban

Un vent d'inquiétude se lève sur le Liban. Sans doute était-ce inévitable après les espoirs parfois euphoriques qu'avaient suscités la « réunification » de la capitale, l'élection d'un président à une quasi-unanimité et la mise en place d'un gouvernement. Toutefois, la persistance des combats dans le Chouf, la perspective d'un hiver d'occupation israélienne et le piétinement des tentatives diplomatiques de règlement sont autant de cruels rappels aux réalités.

Mesurant l'immense difficulté de sa tâche, M. Gemayel vient de lancer un appel aux Etats-Unis, à la France et à l'Italie pour leur demander d'accroître considérablement les effectifs de la force multinationale. Du même coup, il convient que son armée, encore convalescente, n'est pas en mesure de rétablir l'ordre dans la montagne libanaise.

Or la situation dans le Chouf se détériore de façon préoccupante et risque de déboucher, si des mesures urgentes ne sont pas prises, sur une nouvelle guerre civile. Les Israéliens ne font visiblement rien pour mettre un terme à un état d'insécurité qui justifie leur maintien sur place. Toutefois, les affrontements entre miliciens de M. Joumblatt et phalangistes — qui, théoriquement du moins, dépendent du gouvernement central — perpétuent les déchirements entre Libanais, que l'immense majorité de la population voudrait à jamais révolus. Il se pourrait même, comme l'a affirmé lundi M. Walid Joumblatt, que certains de ses adversaires « s'efforcent de déraciner les druzes de leurs montagnes » en bafouant l'autorité de Beyrouth.

Alors que se poursuivent ces luttes de factions, rien n'annonce le retrait des forces étrangères, tant israéliennes que syriennes, en dépit des efforts du médiateur américain, M. Philip Habib, qui a repris il y a deux semaines ses consultations au Proche-Orient. Jérusalem est, en effet, toujours résolu à obtenir à ses conditions un accord « politique » avec le Liban avant d'en évacuer ses troupes. Or c'est là une exigence inacceptable pour Beyrouth, et le président Gemayel n'a pas hésité à la qualifier, lundi, de « chantage inadmissible », en accusant Israël de multiplier les obstacles afin de retarder l'ouverture des négociations. « Nous ne discuterons dorénavant que lorsque nous connaîtrons très exactement et une fois pour toutes les conditions israéliennes », a déclaré le chef de l'Etat libanais, assurant par ailleurs compter sur « l'appui sans équivoque » des Etats-Unis pour débloquer la situation.

Pour sa part, Damas a rejeté récemment le « plan de retrait partiel et simultané » de ses forces et de l'armée israélienne que lui avait suggéré M. Habib. Les Syriens voient dans une telle procédure un « désengagement des forces qui permettrait à Israël d'obtenir des arrangements de sécurité au Sud-Liban ».

Même si, ce qui paraît peu probable, le président Gemayel voyait renforcer de façon très importante les contingents multinationaux à Beyrouth, Jérusalem aurait toujours en main les clés de la paix. D'ores et déjà, des voix s'élèvent en Israël pour demander qu'une attitude moins intransigeante dans la négociation évite au pays de s'enliser dangereusement au Liban.

LE MONDE DIPLOMATIQUE de décembre est paru

Moscou met en garde l'Europe contre l'installation des Pershing-II

Tandis que commencent à Bruxelles les traditionnelles réunions atlantiques de fin d'année et que se poursuivent à Paris les travaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (M. Hernu y prend la parole ce mardi, et M. Mauroy a assisté, lundi soir, au dîner de l'organisation), l'agence soviétique Novosti a publié un commentaire destiné à mettre en garde les Européens contre l'installation des fusées Pershing et des missiles de croisière américains qui doit commencer dans un an.

L'agence affirme notamment que l'emploi de ces armes, même accidentel, déclenchera une *« riposte immédiate »* de l'U.R.S.S., et que *« les quelques minutes de vol d'une eurofusée deviendront immanquablement les premières minutes d'une catastrophe nucléaire européenne et mondiale ».*

Le commentaire de l'agence Novosti, diffusé lundi 29 novembre, déclare notamment :

« Les quelques minutes de vol des eurofusées jusqu'aux frontières de l'Union soviétique excluent la possibilité de prévenir par une voie non militaire le déclenchement d'un conflit. Un coup nucléaire de rétorsion et de châtiment reste l'unique possibilité dans le contexte d'un laps de temps trop petit. Il n'y a pas d'autre alternative. La rétorsion sera dirigée non seulement contre les lanceurs américains mais contre des états-majors, des centres de transmission et des arsenaux dont beaucoup se trouvent directement, on le sait, dans des régions à population dense des pays d'Europe occidentale. »

L'auteur anonyme de cet article — qui se réfère à *« des milieux militaires soviétiques »* met dans le même sac les fusées balistiques Pershing-2, dont le temps de vol est de quatre à six minutes, et les missiles de croisière, sortes d'avions sans pilote à vitesse subsonique dont le temps de vol se chiffre en heures, car, selon lui, cet engin *« est en mesure d'approcher les objectifs soudainement et de porter des coups inattendus »*.

Mais après cet hommage forcé à la supériorité de la technique américaine de pénétration face aux moyens soviétiques de détection, le commentateur s'en prend vivement aux États-Unis qu'il accuse de *« vouloir porter le premier coup nucléaire à des objectifs soviétiques d'importance vitale, après quoi l'utilisation des missiles intercontinentaux est prévue »*.

Une raison supplémentaire pour lui de souligner *« ce danger américain pour toute l'Europe »* et la *« lourde responsabilité »* des dirigeants européens qui, *« pour satisfaire les ambitions géopolitiques de l'actuelle administration américaine, se décideront à négliger les intérêts vitaux de la sécurité en Europe »*.

On notera que cet article proclame, sans le dire, une doctrine qui a été souvent écartée comme dangereuse par des responsables américains, celle du *« lancement sur alerte »* (launch on warning) par laquelle l'ordre de tir doit être donné dès que des ogives non identifiées apparaissent sur les écrans de radar, de peur que les moyens nucléaires « amis » soient détruits avant d'avoir servi. Or, pour le commentateur de l'agence Novosti, on ne peut exclure le déclenchement de ces moyens *« à la suite d'une erreur humaine ou d'une défaillance technique »*. Mais l'U.R.S.S. n'aura pas d'autre choix qu'une *« riposte immédiate »*.

La thèse soviétique serait plus convaincante si Moscou n'avait pas mis en place depuis cinq ans ses fusées SS-20 (trois cent quarante à l'heure actuelle, selon les dernières estimations américaines, pour les deux tiers dirigées contre l'Europe), lesquelles, elles non plus, ne laissent guère de préavis à leurs victimes potentielles : de six à quinze minutes, selon la portée qui sera retenue pour leur emploi.

MICHEL TATU.

(Lire la suite page 8.)

Le pouvoir d'achat du SMIC est majoré de 1 %

Préavis de grève à la radio-télévision pour jeudi et vendredi

M. Jean Auroux, ministre du travail, va proposer au conseil des ministres du mercredi 1er décembre d'augmenter le SMIC de 3,3 % au 1er décembre, ce qui le portera à 20,29 F (au lieu de 19,64 F) pour une heure, à 3 429 F sur la moyenne forfaitaire de 169 heures (contre 3 319,16 F), à 3 516,87 F sur la base de 173 h 33 (contre 3 404,21 F). La dérive des prix aurait dû conduire à une augmentation automatique de 2,3 %. Le gouvernement va donc consentir un coup de pouce en pouvoir d'achat de 1 %, s'ajoutant à ceux de 1 % en mars et de 1,2 % en juillet. Du 1er janvier au 31 décembre 1982, le SMIC aura été relevé de 14,2 % (9,8 % attendus pour les prix), soit un gain de 3,2 % en pouvoir d'achat au lieu des 4 % promis. Devant la commission supérieure des conventions collectives réunies le 30 novembre, M. Auroux a cependant annoncé que le 0,8 % manquant serait accordé lors du prochain relèvement automatique (sans doute en février ou au plus tard en mars).

Alors que les conflits sont peu nombreux dans le secteur privé, à la radio-télévision, un conseil national extraordinaire de la C.F.D.T., réuni ce mardi 30 novembre, doit décider du maintien ou non du préavis de grève que son syndicat des techniciens de l'audiovisuel a déposé pour le jeudi 2 décembre. A Radio-France, l'intersyndicale a confirmé ses consignes de grève pour le vendredi 3 décembre.

Le ministre du travail n'entendait pas seulement, lors de cette ultime réunion de la Commission supérieure des conventions collectives en l'état (1), recueillir un « avis motivé » sur la revalorisation du SMIC. Il tenait à faire la démonstration de la bonne santé de la politique contractuelle dans le secteur privé. De fait, si l'heure n'est pas encore celle d'un renouveau généralisé de la négociation, la pratique des contrats salariaux a indéniablement marqué des points au cours de ces derniers jours. Au moment de l'entrée dans le blocage des salaires, seules vingt-six branches professionnelles, sur les deux cent quatre-vingt-huit habilitées à discuter des salaires, avaient des conventions collectives nationales portant sur les salaires réels. La pratique collective avait montré ses limites puisque 61 % des salariés du secteur privé ne bénéficiaient d'aucun accord salarial.

Le paysage s'est sensiblement modifié. Cent douze branches ont négocié la sortie du blocage, dont la totalité des soixante-dix-huit qui comptent plus de dix mille salariés.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 46.)

(1) Conformément à une des « lois Auroux », la commission supérieure des conventions collectives va, en effet, se transformer en commission nationale de la négociation collective. Une de ses premières tâches pourrait être de préparer une réforme du SMIC (un groupe de travail s'est déjà penché sur ce sujet, en réfléchissant notamment à une mensualisation du SMIC).

Légère reprise du dollar

Après son vif recul du lundi 29 novembre, le dollar s'est légèrement raffermi, passant de 7,03 F à un peu plus de 7,05 F sur la place de Paris, et de 2,49 DM à 2,4960 DM à Francfort. A la veille du week-end, il valait encore 7,15 F et 2,53 DM. La devise américaine semble donc avoir atteint un palier, les spécialistes ne prévoyant pas une baisse au début de 1983.

Un palier

Plusieurs indices semblent indiquer, actuellement, que non seulement le mouvement haussier sur le dollar a pris fin, mais encore qu'une correction en baisse a débuté. Les cours de la monnaie américaine viennent de fléchir nettement, revenant en quinze jours de plus de 7,30 à Paris (record absolu) à un peu plus de 7 F en début de semaine, de près de 2,60 DM à Francfort à 2,49 DM, et de 270 yens à Tokyo à 250 yens environ. Ce mouvement est tout récent, car, il y a quelques semaines encore, le dollar, très demandé, était considéré comme une « valeur refuge » : « tout lui est bon », soupirait alors M. Jacques Delors, que ce soient de nouveaux incidents en Pologne, un regain de tension au Proche-Orient, les difficultés de paiement du Mexique ou la mort de Leonid Brejnev. Puis, d'un seul coup, le sentiment a changé, et, sur toutes les places, on a commencé à vendre du dollar.

Certes, il y a eu les *« affaires »* du yen et de la livre sterling. Très pessimistes sur le Japon un mois auparavant, à cause de la crise ministérielle et de la dégradation de la balance commerciale, les milieux financiers internationaux ont brusquement changé d'avis, tandis que de gros capitaux quittaient la Bourse de New-York après sa hausse « explosive », pour revenir sur celle de Tokyo jugée à nouveau intéressante. Du coup, le yen, très demandé, a vivement remonté par rapport au dollar.

Quant à la livre sterling, la baisse tendancielle du prix du pétrole, de nature à diminuer le flux des pétrodollars en provenance des gisements britanniques en mer du Nord, conjuguée avec le fléchissement continu des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, a incité les détenteurs de capitaux, à quitter en partie, la City, pour aller s'investir ailleurs, notamment au Japon, mais aussi en R.F.A. Ces transferts se sont effectués par l'intermédiaire du dollar, qui s'est trouvé massivement vendu.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 45.)

LE MARKETING POLITIQUE ET LES MUNICIPALES

Propagande ou « communication » ? Publicité ou information ? Le marketing politique se joue des mots. Il est un peu tout cela et plus. Marketing politique : l'expression recouvre les sondages, les études de motivation, les diagnostics, les stratégies de campagne. Plus largement, le marketing politique désigne aussi le recours à la publicité. Les hommes politiques, naturellement, ne dédaignent pas pour autant les moyens plus classiques qui peuvent assurer leur promotion.

La préparation des élections municipales consacre, en France, une percée remarquable du phénomène. Laurent Greilsamer l'analyse dans le premier article d'une enquête, qui est publié page 10.)

Pour une polyphonie planétaire

par AMADOU-MAHTAR M'BOW (*)

Alors que se poursuit la conférence de l'UNESCO, une consultation nationale est lancée, ce mardi, sur le Centre international de la communication, qui devrait voir le jour à la Défense avant 1990.

Dès le 16 novembre 1945, les fondateurs de l'UNESCO exprimaient, dans l'acte constitutif de l'organisation, leur conviction commune que *« l'incompréhension mutuelle des peuples a toujours été, au cours de l'histoire, à l'origine de la suspicion et de la méfiance entre nations, par où leurs désaccords ont trop souvent dégénéré en guerre », et que « les guerres prenant naissance dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes que doivent être élevées les défenses de la paix. »*

Cette conviction résumait bien la leçon que le monde commençait alors à tirer de la dernière guerre mondiale. Le fascisme et le nazisme avaient reposé sur un système d'endoctrinement sans précédent dans l'histoire, à la faveur duquel des populations entières avaient été psychologiquement coupées du reste de l'humanité et, dans un climat de fanatisme exacerbé, lancées à la conquête du monde.

C'est pourquoi les États signataires de la convention portant création de l'UNESCO se donnaient notamment pour mission d'assurer *« ... le libre échange des idées et des connaissances... de développer et de multiplier les relations entre leurs peuples en vue de se mieux comprendre et d'acquérir une connaissance plus précise et plus vraie de leurs coutumes respectives »*.

Ces exigences s'imposent, à l'heure actuelle, comme elles s'imposaient à l'esprit des fondateurs de l'UNESCO — mais dans un contexte mondial fort différent.

(*) Directeur général de l'UNESCO.

(Lire la suite page 2.)

Page 14
UN INVENTAIRE DES FICHIERS DE POLICE
Un article d'EDWY PLENEL

AU JOUR LE JOUR

Laxisme

La cour d'appel de Nancy a donné raison au patron d'une jeune femme qui fut licenciée parce qu'elle venait au bureau sans soutien-gorge.

On ne sait ce qu'il faut le plus admirer : la constance de cette employée, qui a retrouvé un travail et ne mène, depuis deux ans, qu'un combat de principe, ou le sérieux de ces juges, qui ont trouvé dans les codes la justification de leur pudique arrêt.

Après tant de « laxisme », voici en tout cas des magistrats décidés à traquer ceux qui empêchent les honnêtes gens de dormir, ou de travailler.

BRUNO FRAPPAT.

« LE SAPERLEAU » A SAINT-DENIS

La parole est au rire

Après *les Bas-Fonds* au théâtre Gérard-Philipe, la Salamandre, centre dramatique du Nord, reprend *le Saperleau* aux Halles de Saint-Denis.

Virage à 90 degrés. De la nécropole splendidement misérable, on passe à une cage de verre, posée comme un magasin vide au milieu d'un endroit public, et le spectateur n'est plus rejeté dans le noir, il est au-dedans du spectacle. Les spasmes rageurs d'épaves à la dérive dans la clarté glauque d'un sous-sol fermé sur la mort laissent la place aux éructations drolatiques de quatre personnages enluminés (Marieff Guittier, Agnès Mallet, Christian Blanc, Christian Ruché) habités par une force vivace, agressivement joyeuse. Ils parlent un dialecte purement théâtral, inventé par Gildas Bourdet, et qui ressemble à la chanson mi-terrifiante mi-absurde que l'on entend quand on ne sait pas encore parler.

Curieuse chanson gaillarde qui attrape les hoquets du langage, en extrait des folingueries voyageuses. Langage d'école buissonnière qui retrouve la vérité artificielle de la farce et la violence du rire.

C. G.

(Lire page 21 un entretien avec GILDAS BOURDET.)

هكذا من الاصل

Le Monde

idées

Communication

Une consultation nationale sur le Centre international de la communication est lancée ce mardi 30 novembre. Serge Antoine, au nom de la mission d'études du programme « Tête Défense » explique les tenants et aboutissants du projet dans lequel Francis Ampe voit un outil au service des régions et Ignacy Sachs une nouvelle chance pour le dialogue avec le tiers-monde. De son côté, Amadou-Mahtar M'Bow, rappelant la mission de l'UNESCO, constate que les progrès des techniques de communication permettront l'épanouissement d'un vrai pluralisme à l'échelle du monde.

Pour une polyphonie planétaire

(Suite de la première page.)

L'espace de la communication est en train de se mondialiser — avec la circulation de plus en plus intense des hommes et des biens, l'essor des télécommunications et de l'informatique, la prolifération continue des messages diffusés, sur l'ensemble de la planète, par les médias de masse.

Les grands organismes, publics et privés, nationaux ou internationaux, qui contrôlent ces médias disposent de moyens de pression et d'action considérables, susceptibles de peser de plus en plus sur les centres de décision politique et économique. En émettant des messages qui peuvent être reçus instantanément sur l'ensemble du globe, ceux qui contrôlent ces médias sont capables d'exercer une influence énorme sur les opinions du monde entier.

La force même de leur impact affaiblit les circuits de communication locaux et interpersonnels, crée une dépendance croissante de la part d'une immense majorité de « récepteurs » vis à vis d'une minorité d'« émetteurs », et introduit de graves déséquilibres dans la production et la circulation de l'information, à l'échelle de la communauté internationale comme à l'intérieur de chaque société.

Ainsi quelques grandes agences, situées dans un petit nombre de pays, contrôlent-elles aujourd'hui 80 % des nouvelles distribuées dans le monde. Elles ont tendance à faire prévaloir leurs propres systèmes de références, leurs propres points de vue ; elles sous-estiment, parfois même méconnaissent, la culture des autres pays, négligent leurs préoccupations et, finalement, leur renvoient une image mutilée d'eux-mêmes. Certains médias, quant à eux, privilégient le sensationnel, voire le scandaleux, au détriment du respect de la dignité, de la vie privée des individus.

Dès lors, se perpétuent les stéréotypes et se renforcent les ethnocentrismes ; dès lors se propagent de nombreux préjugés générateurs d'incompréhension, de frustration, d'intolérance.

Mais, en même temps qu'ils peuvent sécréter de nouvelles structures de domination et de conditionnement, les médias modernes peuvent ouvrir à la compréhension mutuelle des horizons jusqu'ici inconnus. Ils rendent techniquement possible une polyphonie planétaire permettant à chacun, dans un constant dialogue avec ses semblables, de s'exprimer, de créer, de participer à l'aventure du monde.

Bientôt, avec les émissions télévisuelles en direct depuis les satellites, le monde deviendra un champ totalement ouvert, par où les autres pourront faire quotidiennement irruption dans la vie de chacun. C'est là, dans l'histoire des hommes, un développement d'une immense portée — qui peut aussi bien mener à élargir les espaces de liberté personnels et collectif, que tendre vers des formes insoupçonnées de contrôle des consciences.

Un laboratoire d'expériences

C'est à élargir les espaces de liberté que s'efforce l'UNESCO. En ralliant la communauté internationale à des solutions qui dotent les différentes nations des moyens nécessaires pour faire entendre leur voix ; qui favorisent l'épanouissement de toutes les formes de communication dans tous les pays ; qui encouragent la recherche et la mise en pratique d'innovations permettant une adaptation plus souple des structures de la communication à des utilisateurs différenciés ; qui suscitent une information fondée sur une plus large participation des populations et sur une diversification accrue des expressions culturelles.

En ce moment historique où tous les peuples commencent à revendiquer leur part de responsabilité dans l'avenir du monde, où tous les individus commencent à se percevoir comme sujets actifs de leur destin, les moyens matériels et scientifiques existent, désormais, de réaliser ce *rapprochement mondial des* consciences où les fondateurs de l'UNESCO voyaient l'une des conditions premières de la paix. Reste à en établir les voies pratiques — celles d'un vrai pluralisme, à l'échelle du monde comme au sein de chaque pays, - qui offrent à toutes les paroles les moyens effectifs d'être entendues, et fassent des médias modernes les instruments d'une liberté croissante par où les individus, comme les peuples, parviendront de plus en plus à conjuguer l'affirmation de leur être et la découverte des autres.

Aujourd'hui comme hier, la vocation de l'UNESCO fait d'elle, en matière de communication, un carrefour mondial d'idées, un laboratoire d'expériences nouvelles, le lieu par excellence où s'élaborent des initiatives concrètes visant à donner corps à ce pluralisme dans les faits.

AMADOU-MAHTAR M'BOW.

Un « port franc » pour les citoyens de demain

par SERGE ANTOINE (*)

DANS les moments de l'histoire où les techniques, les pratiques, les habitudes de la communication changent à l'œil nu et laissent parfois l'adulte pantois ou perdu, nos sociétés ont besoin de lieux de contact, de compréhension, d'appropriation, il faut des « ports francs » pour que les citoyens manipulent, au banc d'essai, avec leurs mains, les instruments qui feront leur vie de demain et échangent leurs cultures vivantes. Tel est le sens du futur Centre de la communication.

Ces lieux doivent être ouverts : ils ne réussiront que s'ils exercent leurs fonctions autant hors les murs qu'*intra muros*. Ils doivent bâtir un réseau de compréhension, d'échange et d'amitié avec tous ceux qui, dans les régions — ils sont plus d'une centaine en France, — se lancent dans des initiatives de maisons multimédia de la communication. Pour le Centre de la communication à la Défense, nous avons tenu à ce que la première écoute soit celle des régions : trois cents personnes en Rhône-Alpes et en Languedoc ont été les premières entendues.

1983 c'est aussi, selon le vœu de l'ONU, l'Année mondiale des communications ; bonne occasion pour affirmer la dimension internationale du centre : celle qui, en définitive, justifie le choix de la région parisienne pour son implantation.

Dans les régimes unitaires, mais aussi dans les autres, l'aspiration à des « communications alternatives » est perceptible comme une respiration.

Dans les pays de fort développement, des lieux de la communication sont en projet qu'on n'aurait pas imaginés il y a dix ou même cinq ans ! A Dallas, il y a dix jours, s'est ouvert un chantier qui, dans quatorze mois, sur 130 000 mètres carrés, aboutira à la création d'un marché de la communication. Il en sera de même à Boston en 1983 et, avant 1985, dans deux autres lieux aux Etats-Unis. En Angleterre, la Open University (sans murs), que l'on croyait déclinante, vient d'accueillir en ville nouvelle les équipes de la B.B.C.

Les techniques et les industries européennes n'ont pas de temps à perdre pour disposer de terrains d'explication, de démonstration, de pédagogie. Mais s'agit-il de la seule technique ?

L'originalité du projet français, en fait, résidera dans l'initiative publique qui est à son origine, dans la volonté de ne pas y dissocier la dimension culturelle et la dimension de l'innovation technologique. C'est bien cela qui devrait permettre à ses partenaires dans le monde d'y trouver intérêt et envie d'être là, non comme des utilisateurs ou des passants, mais comme des acteurs.

Le choix a été délibérément fait d'y cultiver la clef des échanges et de la culture : la langue. Parce qu'on aura en priorité le souci des identités culturelles, l'accent sera mis sur la pluralité des trois mille langues parlées du monde et, en particulier, sur les minoritaires ; sur l'exigence aussi qu'elles ont d'être à la fois elles-mêmes et de s'adapter ou de dialoguer avec la machine sans se perdre. La fabrique ou l'échange de logiciels sera une des activités que le centre aimerait accueillir. Le bureau P.T.T. de l'an 2000, qui est déjà prévu à la Défense, offrira des guichets automatiques, la vidéo-conférence mais aussi la cassette, celle-là même qui, dès aujourd'hui, relie les ouvriers immigrés avec les leurs chez eux.

La décision prise en France, en mars 1982, de créer, à la Défense dans moins de huit ans, un Centre de la communication a surpris une opinion habituée à voir se succéder, sur cet axe historique de Paris, des projets d'architecture intéressants mais sans grand programme et encline à en débattre surtout à partir de la vue qu'on a du rond-point des Champs-Elysées.

La décision a été prise par la plus haute instance de l'Etat de faire précéder le concours d'architecture (qui a battu d'ailleurs un record d'intérêt : quelque neuf cents inscrits, dont un tiers sont français) par affirmation d'une volonté forte autour d'un thème-clef, la communication ; elle ne surprendra pas ceux qui savent qu'une des qualités de l'urbanisme réside dans l'expression d'un thème fort pour ponctuer l'espace, lui donner une fonction, une lecture, un symbole. La Défense en avait besoin pour être plus qu'un « quartier d'affaires ».

FICHE D'IDENTITÉ

Origine : décision du président de la République du 6 mars 1982 dans le cadre des grandes opérations d'urbanisme.

Lieu : extrémité du quartier de la Défense, près du CNIT, sur 5 à 6 hectares.

Calendrier : mars à juillet 1982, avant-projet de la mission « Tête Défense ». Juillet 1982 à avril 1983, lancement d'un concours d'architecture, huit cent cinquante-sept candidats, et, à partir de décembre, une consultation ouverte sur le contenu. 1984, début des travaux. 1988, ouverture prévue du centre.

Surfaces : 88 000 m², dont 30 000 m² ouverts au public (Centre Beaubourg = 50 000 m²) ; 15 000 m² utilisation professionnelle ouverte ; 30 000 m² sièges ou antennes d'organismes associés ; 10 000 m² commerces et services ; 3 000 m² halle publique.

Financement : 60 000 m² de construction financée sur crédits publics : 520 millions de francs.

Membres de la mission : Serge Antoine, Colette Durand, Jean-Paul Lacaze, François Lombard, François Mathieux, Serge Motard, Charles Nugue, Martine Roger Machart, Pierre Taillardat, Gérard Thurnauer.

Un besoin de forums

Le paradoxe est d'abriter dans une architecture localisée une fluidité sans territoire.

L'explication est triple :

● A ceux qui conçoivent la communication en termes de technologie ou de produits de la société marchande distribués par millions dans les ménages ou dans les entreprises, il faut répondre que la communication ne doit pas être confondue avec ses supports ; alors on découvre que la géographie des télécommunications ne peut pas être indépendante de celle des défis culturels ou de celle des réalités politiques. Si la première se dessine dans une trame que l'on dit indifférenciée, (mais est-*ce vrai à l'heure des câbles ?*), la deuxième a besoin de lieux de création et d'expression.

● La communication sociale ne saurait se confondre avec la satisfaction individuelle à domicile. Bien sûr, la place sera toujours grande, mais la communication de groupe va croître. La société n'a pas le choix ; il y va de sa survie de donner plus de place à la communication communautaire, au spectacle collectif. La ville a besoin, plus qu'elle ne le croit, de forums et d'agoras : et ces forums contemporains, à l'échelle d'une agglomération de 10 millions d'habitants, ont besoin des porte-voix que sont les médias.

● Il est utile, enfin, de trouver des endroits où la technologie de la communication s'explique. Va-t-on laisser la fantastique croissance de l'information, de la communication, sans monument aujourd'hui, alors qu'elle dépasse en importance l'industrie pour laquelle, depuis plus d'un siècle, nos sociétés ont fabriqué des monuments, des symboles, des musées, des lieux de contact ? Habitués depuis vingt ans au découpage entre les activités primaires, secondaires et tertiaires, nos économistes se sont trop contentés de parler de la « montée du tertiaire ». Dans ce flou artistique, on n'a pas mesuré l'émergence décisive des activités de l'*information et de la communication* qui, depuis 1960, permettent pourtant de qualifier les sociétés développées de « sociétés de la communication ». Déjà, en France, plus de quatre millions de personnes travaillent pour elle.

(*) Responsable de la mission « Tête Défense ».

Carrefour du monde

Par Ignacy SACHS (*)

L'ÉLECTRONIQUE, les ordinateurs, la télématique, transforment de fond en comble les techniques de production et de communication. Dans les pays en développement, cette nouvelle révolution industrielle suscite surtout des craintes, d'ailleurs fort justifiées, et quelques espoirs timides. Les craintes portent sur le renforcement de l'actuel ordre économique international biaisé en faveur des pays riches détenteurs des techniques de pointe sur la réduction de l'emploi industriel sous la poussée de l'automatisation et l'élimination des industries d'exportation du tiers-monde, tel le textile, qui aujourd'hui font valoir leur main-d'œuvre bon marché.

L'espoir concerne la mise en place d'un réseau authentiquement démocratique de communication pour le développement permettant aux peuples pauvres de se mettre en rapport et d'échanger des informations, c'est-à-dire de les produire, les faire circuler et les recevoir.

Une telle entreprise est, d'ores et déjà, techniquement envisageable. Elle se heurte, cependant, à un ordre international de communication contrôlé par les grandes puissances et vivement dénoncé sur le plan politique par les pays du tiers-monde comme un instrument de domination (1).

A l'heure où la France essaie de *renouveler ses rapports avec le Sud* et se déclare disposée à aider un développement endogène, la communication pourrait devenir un domaine privilégié de coopération — à condition de fournir un appui désintéressé à la mise en place d'un réseau de *communication pour le développement* permettant de resserrer dans tous les domaines les collaborations Sud-Sud et de contribuer aussi à une meilleure connaissance chez nous des peuples du tiers-monde.

L'aménagement de la « tête Défense » offre une belle occasion de doter Paris d'un ensemble d'institutions qui lui permettraient de devenir, au sens littéral, le carrefour du monde, la plaque tournante de la communication des pays du tiers-monde, disposant de tous les moyens techniques les plus modernes. En voici une première liste :

— Un centre d'information sur l'information, relié à toutes les grandes banques de données, internationales et nationales, et branché directement sur des relais situés au tiers-monde, serait en état de diriger l'usager, où qu'il se trouve, vers les sources d'information demandées en donnant la préférence aux sources de première main. Les services du centre pourraient être gratuits pour une certaine catégorie d'usagers des *pays en développement*.

— Une vidéothèque rassemblerait le matériel audiovisuel produit au tiers-monde et sur le tiers-monde. Pour les Parisiens, on pourrait prévoir, en outre, des salles de télévision où serait retransmis en direct un choix des programmes des télévisions de l'autre hémisphère et, en tout cas, des salles de projection présentant des films non commerciaux ;

— *Une salle de lecture, ouverte* au grand public, abondamment fournie en journaux et périodiques du monde entier, viendrait combler une lacune des bibliothèques parisiennes. Le côté animation du « carrefour du monde » serait complété par une *foire-exposition permanente* des cultures populaires du Sud. L'accent serait mis sur l'invention du quotidien et les cultures urbaines émergentes. Il ne faut pas oublier qu'au début du vingt et unième siècle une forte majorité de latino-américains, une majorité d'Africains et une proportion plus grande qu'aujourd'hui des habitants d'Asie seront des citadins, pour le meilleur ou le pire.

La clé du succès dépendra de l'ingéniosité déployée à briser les monopoles actuels d'information internationale, à créer des circuits libres des censures des Etats et de l'emprise des multinationales, à donner la parole au « tiers-système », c'est-à-dire aux associations de toute sorte et aux producteurs indépendants d'informations. Le pluralisme est inséparable de la démocratie et de la liberté.

Dans l'organisation de ce commerce entre les peuples, la part belle sera faite aux « organisations non gouvernementales », créées pour porter aide à travers le monde et promouvoir une meilleure connaissance réciproque. Qui, en France, n'a pas entendu parler de Médecins sans frontière ou de Frères des hommes, pour ne citer que deux exemples ? Il est donc naturel qu'une maison des associations vienne compléter le dispositif décrit ci-dessus et qu'un effort soit consenti pour qu'un certain nombre d'associations internationales, pas seulement françaises, viennant s'établir à la Défense.

Ce *projet peut paraître ambitieux*. Il est à la mesure de ce que le tiers-monde attend d'une France socialiste.

(*) Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

(1) Voir à ce propos l'excellent dossier sur le nouvel ordre mondial d'information et de communication publié par la revue suédoise *Développement Dialogue*, 1981 : 2 (Fondation Dag-Hammarskjöld, Uppsala) en collaboration avec l'Institut des études *transnationales* (ILET) à Mexico.

Au service des régions

par FRANCIS AMPE (*)

LA décision du président de la République de construire un Centre international de la communication à la Défense peut incontestablement donner à la France les moyens de jouer un rôle d'avant-garde dans la maîtrise et la promotion des *nouveaux moyens* de communication que la télé-informatique rend possibles aujourd'hui. Cette décision revêt une grande importance et comporte un grand risque. L'enjeu est en effet de créer un lieu, foisonnement de recherches et d'expérimentations, *permettant à notre société* de maîtriser l'utilisation de ces nouvelles techniques afin de les mettre au service des priorités sociales, économiques et culturelles de notre civilisation. En revanche, le risque est que ce Centre, par sa localisation parisienne, soit soumis à une expression et à une orientation qui ne soient pas celles de la France dans sa diversité régionale.

La décentralisation, si elle est une aspiration ancienne, n'est qu'une revendication récente. Et qui plus est, sa mise en œuvre est encore à inventer. Les résistances du pouvoir parisien seront fortes et l'on en perçoit déjà très clairement les germes. C'est pourquoi le Centre international de la communication, si l'on n'y inscrit pas dès l'origine, dans ses objectifs, d'être au service de toute la France, dans sa diversité régionale, peut rapidement être accaparé par la vision parisienne des choses. Qu'on me comprenne bien, la fonction de la capitale est une fonction difficile, et à sa manière Chambéry, capitale de la Savoie, peut très bien avoir objectivement (et presque à son insu) un rôle centralisateur vis-à-vis du reste du département. On est toujours le centralisateur de quelqu'un.

On peut alors se demander comment inventer le projet de ce Centre pour qu'il soit réellement à la fois l'expression de la diversité nationale et au service des régions.

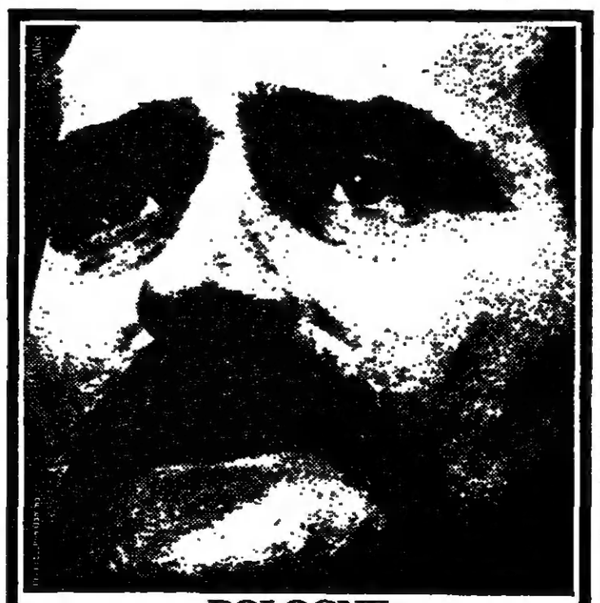
Plusieurs exigences peuvent être formulées afin d'éviter le risque évoqué. La première, c'est qu'il ne fonctionne pas comme une seule banque de données, comme un seul lieu de rassemblement de tout ce que produit le territoire national, mais comme un lieu d'échanges et de communications inter-régional. Si cet objectif est atteint, il peut contribuer à la création d'une nouvelle conception de la culture nationale fondée non plus sur la colonisation culturelle, mais sur la valorisation des identités.

La seconde exigence concerne les régions. Trop souvent administratives, de nombreuses régions n'ont pas encore aujourd'hui d'identité culturelle. Cela est, en tout cas, très réel pour une région comme Rhône-Alpes. L'identité est encore bien souvent à construire ou, en tout cas, à reconquérir. Les moyens modernes de communication peuvent contribuer à cette conquête si les responsables régionaux savent saisir l'occasion qui leur est offerte, s'ils savent en quelque sorte utiliser l'impulsion donnée par la création du nouveau Centre.

La troisième exigence, enfin, est une exigence de démocratie. Les sociétés traditionnelles pyramidales ont produit des cultures fortes, élément essentiel de cohésion sociale. Le développement économique, la généralisation de la consommation individuelle, ont produit une société atomisée où la pulsion de la consommation engendre la solitude, l'angoisse et à terme le néant, par la destruction du tissu social. L'exigence de démocratie peut permettre la recomposition de communautés fortes, privilégiant l'écoute et la promotion de nouvelles pratiques collectives : les moyens modernes de communication, jusqu'au niveau de la plus petite communauté, peuvent déployer les échanges et produire une *nouvelle culture*.

Faire de ce Centre international de la communication un outil vivant au service des régions, par la recherche et la mise en œuvre de l'échange inter-régional, cela me paraît être le souhait impérieux que peut formuler aujourd'hui le maire d'une ville moyenne de province, qui n'est française que depuis un peu plus de cent ans. C'est à ce prix aussi que la France pourra alors jouer pleinement son rôle sur la scène internationale.

(*) Maire de Chambéry.



POLOGNE
La révolution autolimitée.

Par Jadwiga Staniszkis

Observatrice et actrice, Jadwiga Staniszkis nous présente une approche inédite d'une des plus extraordinaires expériences révolutionnaires. Terminé après le coup de force du général Jaruzelski, son ouvrage a le grand mérite d'aborder sans ambages toutes les questions théoriques et politiques soulevées par le mouvement de la société polonaise. Une critique lucide pour un livre de référence.

Collection "Recherches Politiques" - 336 pages - 135 F

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN = 0395-2037

Le Monde étranger

ASIE

Afghanistan

Les mouvements de résistance, comme le Pakistan, sont favorables à la recherche d'une solution politique

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté, lundi 29 novembre, par 114 voix contre 21 et 13 abstentions, une résolution appelant au retrait immédiat des *« forces étrangères »* d'Afghanistan, à une solution fondée sur son indépendance et son non-alignement et la poursuite de la médiation des Nations unies. Une résolution dans le même sens avait été approuvée l'année dernière par 116 voix pour, 23 contre et 12 abstentions.

A New-Delhi, M. Mitterrand a longuement analysé, dans sa conférence de presse, la situation en Afghanistan. Affirmant que l'on ne *« sortirait de ce guêpier que par un retour à l'autodétermination du peuple afghan et la définition d'une neutralisation de cette zone »*, il a ajouté : *« L'Afghanistan est un poison dans le corps soviétique »* et du fait de son intervention, l'U.R.S.S. se trouve *« éloignée des pays non alignés, des pays musulmans et du tiers-monde »*. Le chef de l'État a souligné que *« tous les plus grands intérêts »* étaient mêlés dans cette affaire.

Interrogé sur une éventuelle évolution de la politique soviétique à la faveur du changement d'hommes au Kremlin, M. B. Rabbani, président de l'Unité islamique des combattants d'Afghanistan, regroupement de mouvements fondamentalistes, a déclaré (1) qu'il était ouvert au dialogue avec l'U.R.S.S. *si celle-ci* recherchait réellement la paix. Mais il a rappelé qu'il combattait pour la libération complète de son pays et l'établissement d'un Etat islamique. Les porte-parole de la résistance expriment en général l'espoir de voir Moscou s'engager dans un processus de règlement politique, bien que le Hezbi-e islami, membre de l'Unité islamique, affirme en même temps vouloir poursuivre le jihad (la guerre sainte) jusqu'au bout.

A la vérité, la population afghane ressent avec une certaine lassitude la prolongation de la guerre près de trois ans après l'intervention militaire soviétique. Et si les *états-majors* des partis à Peshawar — capitale provinciale, à l'ouest du Pakistan, où sont installés les principaux responsables de la résistance — seraient éventuellement disposés à en finir, cela tient à plusieurs raisons. Ils craignent en particulier d'être tôt ou tard débordés par quelques chefs de maquis ou par une lutte qui a pris, partout, un caractère national et populaire. Les membres de la tendance « non fondamentaliste » de la résistance, rassemblement modéré, nationaliste et volontiers pro-occidental, sont sans doute les plus pressés de parvenir à un compromis, car ils craignent *une radicalisation de la lutte de libération, dans un sens islamique*, bien entendu.

Jusqu'à maintenant, les tentatives de règlement se sont déroulées « par-dessus la tête » des résistants. Le problème se pose donc de savoir à quel niveau de représentation, et à quel stade des pourparlers, ceux-ci pourraient y participer. Or la résistance ne dispose actuellement d'aucune personnalité capable de parler en son nom.

Ce qui la caractérise, c'est d'abord sa fragmentation, les divisions tribales, notamment, étant souvent plus fortes que celles à caractère politique ou idéologique. Est-ce parce qu'elle n'a pas achevé un processus de maturation passant par de rudes épreuves de force entre groupes qu'elle n'a pas encore fait son unité, au point de décevoir même les encouragements dans ce sens que lui avait prodigués en 1980 la Conférence islamique ? Non seulement, en fait, les « groupes de Peshawar » ne sont guère en mesure d'imposer leur autorité aux combattants de l'intérieur, mais les rapports qu'ils entretiennent les uns avec les autres ne sont pas déniués d'animosité. Celle-ci est d'autant plus vive que les états-majors ont pour principale fonction de *distribuer secours*, passe-droits, armes et munitions. Cela alimente une belle surenchère entre eux, chaque groupe cherchant à élargir sa clientèle à des fins politiques.

L'attitude d'Islamabad

Il faut reconnaître que le Pakistan a plutôt découragé ces derniers temps toute tentative de constitution d'une alliance unique de la résistance, à plus forte raison d'un front de libération afghan, pouvant se poser en interlocuteur. « *Tout se passe*, dit un Afghan en exil, *comme si les Pakistanais laissaient à la résistance la responsabilité de la guerre contre l'occupant, pour se charger, eux, de sa diplomatie.* » Les autorités pakistanaises contrôlent, en outre, le niveau qualitatif et quantitatif des armes et munitions adressées aux maquisards (le principal et modeste courant, provenant de l'Egypte — financé par les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, assure-t-on à Peshawar — serait pratiquement tari depuis la mort de Sadate). *« Elles en gardent une partie, les plus neuves et notamment les matériels anti-aériens, et distribuent le reste selon leur préférence, les fondamentalistes étant les mieux servis, en particulier ceux du Jamiat-e-islami, le parti de M. Rabbani, équivalent afghan des frères musulmans »*, nous assure le même interlocuteur.

Contrairement à la thèse de Kaboul et de Moscou, loin de pousser les Afghans à la guerre, le Pakistan a tendance à les freiner. Mais il ne peut s'opposer au va-et-vient entre les camps de réfugiés et l'Afghanistan, à travers une frontière impossible à surveiller, de part et d'autre de laquelle, de surcroît, les populations ont de vieilles traditions de solidarité. Tout au plus le Pakistan s'efforce-t-il d'installer les camps plus profondément à l'intérieur de son territoire, des camps qui servent en général aux maquisards de base de repli plus que d'entraînement.

Hanté par sa sécurité, le régime militaire, au pouvoir depuis 1977 à Islamabad ne peut se permettre de perdre le « contrôle » de la résistance afghane et courrait de très gros risques à laisser le conflit dégénérer et se prolonger indéfiniment. En raison, bien évidemment, du fardeau que représentent les 2,7 millions de réfugiés, mais aussi parce que ces derniers peuvent devenir un facteur d'agitation sociale et politique, à la limite de « déstabilisation », dans les régions occidentales, où le gouvernement fédéral n'impose pas son autorité. Et ce risque augmentera d'autant plus que les « sanctuaires » auront un caractère permanent et la résistance tendance à s'unir et à se radicaliser. On comprend, dans ces conditions, qu'Islamabad veuille par dessus tout éviter la constitution d'une entité politique de la résistance comparable à l'O.L.P. et soit désireux de rechercher une issue honorable pour toutes les parties.

L'appui des Etats-Unis

En l'affaire, les Pakistanais jouent une partie compliquée. L'intervention soviétique de décembre 1979 a permis à leur pays de retrouver l'assistance militaire et économique, vitale, des Etats-Unis. Ils bénéficient d'une certaine sollicitude internationale, l'exécution d'Ali Bhutto étant apparemment oubliée par beaucoup de capitales. Après avoir été reçu à Pékin et à Moscou, le général Zia-Ul-Haq va l'être prochainement par le président Reagan, avant de visiter le Canada et l'Espagne.

Le voyage à Washington a d'autant plus d'importance que le Pakistan a besoin de solides appuis diplomatiques avant d'entrer dans un processus de négociations. Or, *contrairement à ce que l'on aurait pu croire* après le rétablissement de l'aide américaine, les relations entre les deux pays sont restées, ces derniers temps, empreintes d'aigreur. D'une façon générale, les responsables pakistanais jugent que l'attitude américaine dans l'affaire afghane a quelque peu manqué de courage. En un mot, ils n'ont pas le sentiment que les Etats-Unis soient, pour leur pays, un allié sûr au point de se porter à leur secours au cas où l'U.R.S.S. ferait peser une menace encore plus grave sur la région.

Certains hauts responsables militaires pakistanais semblent, en outre, trouver insuffisante l'aide américaine indispensable à la modernisation de leur armée (ils viennent de recevoir livraison du premier appareil F-16). Mais le Pakistan est soucieux de ne pas apparaître comme un allié privilégié des Etats-Unis — ce qui était le cas autrefois, — afin de ne pas nuire à son statut récent de pays non aligné.

Avant le voyage du général Zia-Ul-Haq à Washington, le régime militaire d'Islamabad a cependant fait plusieurs gestes pour s'attirer les bonnes grâces des Américains auxquels le sac de leur ambassade, en, 1979, a laissé de mauvais souvenirs. Il a fait entendre qu'il était *« profondément engagé »* dans la restauration d'un système de gouvernement civil (nullement comparable toutefois à une démocratie de type occidental), qu'il était prêt à offrir des garanties à l'Agence internationale de Vienne sur son programme nucléaire (l'ambassadeur américain à Islamabad a déclaré qu'une explosion atomique pakistanaise aurait des effets détestables sur les relations entre les deux pays), qu'il portait l'attention voulue enfin au problème de la production de stupéfiants, sujet qui tient particulièrement à cœur aux responsables américains.

Dans toute discussion sur un règlement du problème afghan, le Pakistan accordera un caractère prioritaire à la sauvegarde de sa frontière. Or c'est là une question qui intéresse également les Occidentaux, soucieux de ne pas voir l'armée rouge camper sur les bords de l'océan Indien. Il y a quelques semaines, le président Zia-Ul-Haq exprimait devant nous le point de vue que le conflit afghan *« était politique et devait être réglé politiquement »*. *« Il ne peut y avoir d'accord*, affirmait-il, *sans retrait des troupes soviétiques. Tant que la cause du conflit ne sera pas réglée, le problème lui-même ne pourra l'être. »*

La position pakistanaise se résume donc en quatre points : retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères ; respect de la souveraineté territoriale et du statut de pays non aligné de l'Afghanistan ; respect du droit du peuple afghan à déterminer la forme de gouvernement qui lui convient ; création des conditions d'un retour des réfugiés dans leur pays. Autant de points qui figurent dans la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU.

Par principe, les Pakistanais ne veulent pas discuter avec le régime Karmal. Mais ils sont conscients que les Soviétiques ne quitteront pas l'Afghanistan sans y avoir assuré leurs arrières, autrement dit, sans qu'il y ait au pouvoir à Kaboul une équipe acceptable par Moscou et capable de maintenir d'étroites relations avec l'U.R.S.S. En privé, ils paraissent s'être faits une raison sur la présence d'un régime progressiste, pour ne pas dire communiste, en Afghanistan et de forces soviétiques en effectifs limités.

Ne pas provoquer l'U.R.S.S.

Avec l'U.R.S.S., le Pakistan s'efforce de maintenir les relations les plus normales possibles — malgré l'anticommunisme notoire du régime — et se garde de tout geste pouvant apparaître comme de la provocation envers Moscou comme envers Kaboul, au point qu'on en est à se demander parfois s'il n'existe pas de part et d'autre un « gentleman agreement » ! Comment expliquer autrement le fait que les forces afghanes et soviétiques, et notamment l'aviation, n'aient pas usé ces derniers mois de leur droit de suite ? Le Pakistan n'a pas procédé de son côté à des déploiements particuliers de forces le long de sa frontière avec l'Afghanistan, le gros de son armée restant stationné face à l'Inde. Enfin, la coopération entre Moscou et Islamabad se poursuit comme si de rien n'était depuis l'intervention soviétique, en particulier pour ce qui en est le symbole, la construction d'une aciérie à laquelle travaillent quelques centaines de Soviétiques.

Sur le plan politique, les rapports entre les deux pays étaient empreints d'une grande froideur depuis décembre 1979. Mais le président pakistanais a en quelque sorte rompu la glace en se rendant aux funérailles de Brejnev. Moscou, d'ailleurs, n'a pas manqué de répondre à ce geste en donnant un relief particulier aux entretiens de M. Andropov avec Mme Gandhi, M. Karmal et le général Zia-Ul-Haq, à quelques jours du vote de l'ONU sur la question afghane.

La voie diplomatique

Le sentiment prévaut généralement chez les observateurs dans la capitale pakistanaise que les Soviétiques ne pourront « avoir le dessus » sur les résistants — du moins sans engager des forces beaucoup plus importantes que les cent mille hommes actuels — mais que ceux-ci ne sont pas non plus en mesure de *« bouter l'occupant dehors »*. Les conséquences de l'équipée afghane sur la « cote » de l'U.R.S.S. dans le tiers-monde (le nombre des pays hostiles à son intervention militaire est supérieur aux cent seize qui viennent de s'exprimer dans la résolution de l'ONU), peuvent, d'autre part, inciter la nouvelle direction soviétique à avoir désormais — la «débrejnevisation » relative aidant — une attitude plus politique, sans qu'il soit question, pour autant, de reculade.

Il y a, au demeurant, le choix, entre deux voies. L'une d'elles serait un changement d'hommes à Kaboul. Peut-être les jours de M. Karmal, qui a été installé au pouvoir lors de l' intervention militaire, sont-ils comptés. Mais il n'existe pas à l'intérieur de l'Afghanistan de personnalités ou de forces politiques sur lesquelles fonder une « libéralisation » du régime, et qui seraient tolérées par la résistance.

L'autre voie est celle de la diplomatie. La médiation de la Conférence islamique a été découragée du fait que l'Iran s'est refusé à se prêter au jeu et, aussi, de ce que certains pays musulmans ne souhaitent pas s'entremettre avec Moscou dans cette affaire. Les porte-parole de la résistance n'ont d'ailleurs pu s'adresser au mois d'août à la dernière conférence ministérielle de Niamey, faute, il est vrai, d'un accord à ce sujet entre fondamentalistes et « modérés ».

C'est maintenant au tour de l'ONU de tenter de créer des conditions favorables à l'ouverture de discussions entre les parties. Son secrétaire général, M. de Cuellar, tient à montrer ce faisant que les Nations unies mettent en œuvre les résolutions qu'elles adoptent. Pour le moment, toutefois, les résistants sont exclus des conversations exploratoires indirectes engagées à Genève et dans lesquelles le représentant spécial du secrétaire général pour l'Afghanistan, M. Diego Cordovez, faisait en juin la navette entre le ministre des affaires étrangères du Pakistan, M. Yaqub Khan, et celui d'Afghanistan, M. Dost (ce dernier apparemment épaulé par des diplomates soviétiques).

Quant à l'Iran, qui ne veut pas participer à de telles discussions sous prétexte qu'il ne reconnaît pas le régime de Kaboul, son ambassadeur était, dans les couloirs, informé de leur teneur. *« Ces contacts*, vient de dire à New-York M. de Cuellar, *ont permis de définir en détail les positions des parties, d'identifier les points d'accord et de développer les idées sur la structure et la contenu d'un règlement global »*. Le secrétaire général reconnaît cependant que les principales étapes d'un processus négocié restent encore à régler. M. Cordovez a reporté la visite qu'il aurait dû faire avant la fin de l'année à Kaboul, à Islamabad et à Téhéran, et ne reprendra finalement son bâton de pèlerin qu'en janvier, à quelques semaines du sommet des pays non alignés.

Certains résistants pensent que l'ONU « amuse le tapis »... Mais l'organisation internationale apparaît actuellement comme le seul cadre au sein duquel le problème puisse être examiné. Elle pourrait en outre fournir éventuellement les garanties que sont en droit d'attendre les différents protagonistes. Le Pakistan est sensible à ce dernier point et au fait qu'il dispose aux Nations unies d'un très large soutien international.

Néanmoins, peu de temps après sa visite à Pékin, il y a un mois, le général Zia-Ul-Haq a lancé l'idée — *« à titre personnel »*, a-t-il dit — d'une conférence internationale qui se réunirait après le retrait des troupes soviétiques et regrouperait *« des représentants du peuple afghan »*, ceux de tous les *« États riverains »* (Iran, Pakistan, U.R.S.S. et Chine) et les États-Unis *« en tant que grande puissance »*. De là à ce que toutes les parties se réunissent autour d'une table, il reste, à n'en point douter, beaucoup de chemin à parcourir.

GÉRARD VIRATELLE.

(1) Dans une prise de position diffusée par le Centre afghan d'information et de documentation, 5, rue Las-Cases, 75007 Paris.

LA FIN DU VOYAGE EN INDE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

M. Mitterrand juge « considérables » les perspectives de coopération ouvertes durant sa visite

De notre correspondant

Avant de regagner Paris, mercredi matin 1er décembre, M. Mitterrand devait se rendre, mardi, au terme de son voyage officiel en Inde, à Bangalore, dans le sud du pays, où il devait visiter un centre aérospatial et prononcer un discours sur la coopération scientifique et technique. La presse indienne a généralement salué la visite du chef de l'Etat comme un succès politique et culturel et le point de départ d'une coopération plus étendue entre les deux pays.

New-Delhi. — Entre M. Mitterrand et l'Inde, ce fut, lundi 29 novembre, la journée de la séduction. L'opération charme devait d'abord être engagée devant les deux chambres du Parlement indien, dont le président français a salué les membres comme les législateurs de *« la plus vaste démocratie du monde »*. Suivait un hommage attendu au mahatma Gandhi, *« l'homme qui avait donné ses lettres de noblesse à la résistance passive et à la non-violence »*. Une morale dont il devait cependant reconnaître, un peu plus tard, en d'autres lieux, que, *« si elle avait fait un jour ses preuves en Inde, elle n'était pas encore pratiquée, loin de là, par la société humaine »*. *« Si cette pensée devait devenir la loi humaine, j'y souscrirais volontiers »*, affirmait M. Mitterrand qui, en attendant, se voyait *« contraint à s'armer pour assurer la défense de son pays »* et qui, *« sans vouloir inciter à des révolutions sanglantes »*, n'en comprenait pas moins la révolte des victimes *« de la domination et de l'exploitation »*.

Comment aurait pu s'exprimer autrement celui qui, un peu plus loin dans son discours, confiait à son auditoire la leçon qu'il retirait de ses nombreux voyages : *« Les peuples du monde se satisferont de moins en moins de ce qui est ? »*

Tel était d'ailleurs, à son avis, le sens profond du non-alignement auquel, constatait-il, l'Inde entend restituer sa pleine signification. Telle était également l'une des raisons de l'engagement de la France, réaffirmé avec solennité, aux côtés des pays en voie de développement. *« Une démarche originale »*, observait-il, dans laquelle la France s'engageait malheureusement *« en solitaire »*.

Reconnaissant que son pays avait mis longtemps à admettre l'importance de l'Inde (les Européens ayant, à son avis, mésestimé l'Asie), M. Mitterrand exprimait, de nouveau avec force, sa volonté de voir les relations franco-indiennes prendre *« un nouveau départ »*. *« Mon voyage*, affirmait-il, *constitue une étape importante, non un simple épisode après lequel chacun reprendrait sa route indépendante et divergente. »* Aussi, pour terminer, invitait-il les élus indiens, qui l'ont applaudi à plusieurs reprises, à poursuivre au plus haut niveau le dialogue politique engagé, à accroître résolument les échanges économiques entre les deux pays, à donner une nouvelle dimension à la coopération industrielle en y incluant les transferts de technologie, formule *« audacieuse »* par laquelle passait, selon lui, *« une coopération mutuellement bénéfique »*. *« Retrouvons*, concluait-il, *la flamme des précurseurs du dialogue entre nos deux civilisations. »*

M. Mitterrand devait renouveler cet appel, en fin d'après-midi, devant la presse internationale et indienne, cette dernière étant visiblement l'objet d'égards particuliers de la part d'un président patient et didactique, qui lui présentait une remarquable *« défense et illustration »* de la politique étrangère française.

Cet exercice fut d'autant plus apprécié qu'il illustrait parfaitement les convergences entre le deux diplomaties. *« Cela va bien entre nous »*, constatait le chef de l'Etat, qui relevait, une fois de plus, l'absence de tout contentieux entre les deux pays et l'accord existant entre eux sur *« la démarche générale pour arriver à construire la paix dans le monde et, si possible, parvenir au désarmement »*. *« Cela marche bien*, insistait-il, *mais cela pourrait aller encore mieux.* » D'où la volonté, exprimée au cours des entretiens, d'accroître les échanges entre la France et l'Inde. Apparemment, semble-t-il, avec un certain succès, puisque M. Mitterrand estimait *« considérables »* les perspectives ouvertes au cours de sa visite. *« Nous sommes sur la bonne voie »*, constatait-il, *avec une visible satisfaction.*

Uranium et Mirage

Il n'en devait pas moins marquer les limites d'un rapprochement entre deux pays décrits comme *« deux bons compagnons, sur la scène internationale »*. D'une part, en précisant qu'il ne s'agissait nullement, pour la France et l'Inde, de s'aligner l'un sur l'autre (la France, notait-il, n'est pas un pays non aligné et n'aurait aucune raison d'assister au prochain sommet de New-Delhi comme le bruit en avait couru ici), ni de faire de l'Inde *« un partenaire exclusif »* de la France en Asie. D'autre part, en indiquant que la politique menée à l'égard de l'Inde ou de l'Egypte en matière de coopération militaire — *« il faut bien commencer par un bout »* — pouvait très bien également être appliquée avec d'autres pays *« dans lesquels nous aurions confiance »*.

Que la France justement ait confiance en l'Inde, une confiance intuitive — *« c'est comme ça, cela se sent »*, — la preuve devait en être donnée lorsque M. Mitterrand, après avoir expliqué et justifié la stratégie française de la dissuasion, évoquait le *« très grave problème »* posé par la prolifération mais n'en semblait pas moins comprendre les raisons qui avaient pu pousser *« un pays de sept cents millions d'habitants »* à se doter, *« par ses propres moyens »*, de l'arme atomique.

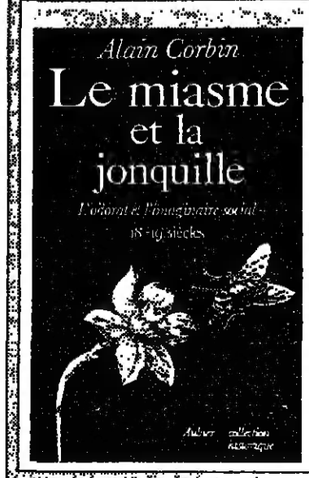
Reste qu'en précisant les modalités de l'accord franco-indien sur la livraison d'uranium enrichi, en donnant de ce document quelque peu sibyllin la lecture française, M. Mitterrand n'aura pas manqué d'en souligner l'ambiguïté et par conséquent, d'éveiller après-coup les inquiétudes des analystes indiens. Rappelant que la France était en effet tenue par un certain nombre d'obligations internationales, en particulier les directives de Londres, il jugeait que *« celles-ci étaient satisfaites jusqu'en 1993 »*, date de l'expiration de l'accord. Et tout en reconnaissant que l'Inde avait tenu à garder son indépendance de décision au-delà de cette date, il soulignait que la France avait obtenu le principe d'une consultation mutuelle, et *« le cas échéant permanente, pour décider des engagements ultérieurs convenables »*.

Ainsi, marquait-il l'importance que la France attache à cette *« série de conversations »* qui, d'ici à 1993, permettront aux deux pays de *« débattre de tout ce qui leur paraîtra utile »*. Il est vrai aussi, et le président français devait insister sur ce point, que l'Inde s'est engagée à n'utiliser le combustible fourni qu'à des fins pacifiques. Cet engagement de principe, estime-t-il, est *« tout à fait clair »*.

Reste aussi qu'en niant toute relation entre l'accord nucléaire et les négociations passées et futures concernant la vente, le montage et la fabrication du Mirage-2 000, M. Mitterrand, démentait l'hypothèse selon laquelle la France aurait accepté de céder sur les conditions de livraison de l'uranium afin de vendre son avion. De ses propos, comme de ceux de son entourage, on retirait le sentiment que non seulement la France n'avait nullement « capitulé » sur l'uranium mais qu'elle nourrissait de sérieux espoirs de voir aboutir le second volet du contrat Mirage.

PATRICK FRANCÈS.

ALAIN CORBIN



Du fantasme érotique à la lutte des classes.

« Un maître livre. »
PIERRE LEPAPE - TÉLÉRAMA

« Un travail stupéfiant d'originalité et d'érudition. »
ROLAND JACCARD - LE MONDE

L'odorat et l'imaginaire social 18e-19e siècles

Le miasme et la jonquille

98 F

AUBIER

EUROPE

Pologne

Le primat appelle les artistes à cesser le boycottage de la télévision

Les autorités polonaises ont annoncé lundi 29 novembre la libération *« ces derniers jours »* de trois cent vingt-sept personnes internées en vertu des décrets de l'état de guerre. Ces mesures d'élargissement ramènent à environ sept cents le nombre de syndicalistes et d'opposants encore internés et qui devraient en principe recouvrer la liberté lorsque la Diète aura voté la levée de l'état de siège.

Le flou reste en revanche entier sur les intentions du pouvoir à l'égard des personnes, trois à cinq mille selon les estimations, inculpées ou condamnées pour activités politiques illégales depuis le 13 décembre dernier. Elles devraient, elles, pour sortir de prison bénéficier d'une mesure d'amnistie que les autorités n'envisagent apparemment pas de prendre. Selon l'agence officielle P.A.P., *« les progrès importants survenus dans le processus de stabilisation de la vie sociale (...) »* expliqueraient ces dernières libérations d'internés.

A deux semaines de la levée probable de l'état de guerre, la commission mixte Eglise-Etat s'est d'autre part réunie lundi pour examiner *« les questions d'organisation relatives à la prochaine visite du pape Jean-Paul II »* en Pologne. Les deux parties se sont en outre penchées, indique le communiqué officiel, sur *« la situation prévalant actuellement »* dans le pays. Elles ont étudié dans ce contexte la *« possibilité de réactiver les clubs d'intellectuels catholiques »*. Ces clubs, les K.I.K., formés après le *« printemps polonais »* de 1956 et dont le nombre s'était considérablement accru durant les seize mois d'existence de Solidarité, regroupent les plus militants des laïcs catholiques dont plusieurs chefs de file, notamment M. Mazowiecki, étaient les conseillers politiques du syndicat indépendant, ou de M. Walesa personnellement.

« Suspendus » en vertu seulement de l'état de siège, ces clubs doivent pouvoir reprendre légalement leurs activités dès lors que la loi martiale aura été levée.

L'annonce solennelle, encore qu'implicite, de leur *« réactivation »* n'en constitue pas moins un geste particulier fait en direction des milieux intellectuels tant par l'État que par l'Église. Celle-ci montre ainsi que son engagement en faveur d'une stabilisation de la situation politique est payant.

Allant un peu plus loin dans cette voie, le primat a d'ailleurs appelé, *lundi, les acteurs de théâtre et de cinéma* à mettre fin au boycottage de la télévision nationale qu'ils observent depuis l'instauration de l'état de guerre. Prenant la parole à l'occasion de la huitième semaine de la culture chrétienne devant de nombreux artistes, Mgr Glemp a notamment déclaré : *« Ceux de nos frères qui dans un mouvement de protestation morale ont cessé d'accomplir leur fonction dans certaines institutions devraient y retourner afin que nous puissions tous nous rencontrer à Noël devant le petit écran. »*

Expliquant longuement qu'une politique de *« présence »* était plus souhaitable, même dans de *« mauvaises institutions »*, que celle de la chaise vide, le primat a cependant souligné que son appel ne devait pas être interprété comme *« une incitation à la collaboration avec le régime »* : *« Je désire*, a-t-il dit, *que ce genre d'interprétation ne soit jamais tirée de l'attitude de l'Église ou des paroles du primat. »*

Cette prise de position qui risque d'être assez mal reçue dans une large partie de l'opinion ne peut évidemment l'être que favorablement par les autorités. Sur le fond pourtant, on peut se demander si le primat n'a pas seulement souhaité précéder une évolution qui risquait de se faire, plus lentement mais inévitablement après la prochaine levée de l'état de guerre et surtout après les mesures administratives que viennent de prendre les autorités pour casser le mouvement de boycottage. L'agence P.A.P.a en effet annoncé lundi une importante *« réorganisation des institutions artistiques de Varsovie »* qui vise à retirer aux troupes les plus militantes les grands théâtres de la capitale.

B. G.

Belgique

UNE GRÈVE « GÉNÉRALE » PARALYSE LA MOITIÉ DU PAYS

(De notre correspondant.)

Bruxelles. — La moitié de la Belgique est paralysée, ce mardi matin 30 novembre, par une grève générale qui doit avoir lieu en deux temps. Aujourd'hui, l'arrêt du travail intéresse le Brabant, les régions d'Anvers, de Namur et de la Flandre orientale. Ce sera le tour des cinq autres provinces du pays dans une semaine, le 7 décembre.

Les syndicats chrétiens (C.S.C.) et socialistes (F.G.T.B.) sont parvenus à rétablir une certaine unité d'action — ils sont d'ailleurs appuyés par les syndicats libéraux, — sans dissiper pour autant la méfiance qui, depuis pas mal de temps, trouble leurs rapports. La F.G.T.B. continue d'ailleurs, dans ses mots d'ordre, de mettre beaucoup plus l'accent sur la lutte contre la politique gouvernementale d'austérité et de modération, alors que, du côté chrétien, on concentre le feu sur les organisations patronales. — *J. W.*

Espagne

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT SOCIALISTE

M. Felipe Gonzalez souhaiterait renégocier les accords avec Washington et l'entrée dans l'OTAN

M. Felipe Gonzalez, secrétaire général du parti socialiste ouvrier (P.S.O.E.) vainqueur des élections générales du 28 octobre, devait présenter son programme de gouvernement, ce mardi 30 novembre, devant le Congrès des députés à Madrid. Un programme très modéré qui met l'accent sur la nécessité de rassurer le patronat et les milieux d'affaires et de relancer l'investissement privé. C'est une ligne nettement social-démocrate que devait défendre M. Felipe Gonzalez, qui peut compter dans un premier temps sur la modération des syndicats de tendance socialiste ou même communiste.

M. Gonzalez s'est encore entretenu pendant trois heures, le lundi 29 novembre, avec M. Carlos Ferrer Salat, président de la Confédération du patronat, afin d'étudier les mesures propres à relancer la croissance et à lutter contre l'inflation. Ce programme modéré a déjà suscité des réserves dans certains secteurs du P.S.O.E. et M. Alfonso Guerra, plus radical que le secrétaire général, n'a accepté qu'au dernier moment le poste de vice-président du nouveau gouvernement.

Après les interventions des représentants de l'opposition, le vote devrait intervenir mercredi. Sans surprise puisque le parti socialiste dispose de la majorité absolue au Congrès des députés (220 sièges sur 350). M. Gonzalez présentera alors son équipe, qui est déjà connue daté *le Monde* 28-29 novembre) et *dont la moyenne d'âge est de quarante ans.*

Le premier gouvernement socialiste de la monarchie devrait en revanche adopter des positions plus *fermes en politique étrangère.* M. Guerra a fait savoir que l'Espagne retirerait sa candidature au Marché commun si elle n'était pas membre en 1985. Dans une interview au magazine allemand *Stern*, M. Gonzalez a, d'autre part, confirmé que l'Espagne allait demander l'arrêt du processus d'intégration à l'OTAN. Pendant la campagne électorale, le chef du parti socialiste a promis qu'un référendum serait organisé sur cette question en cas de victoire. M. Gonzalez a cependant admis dans sa déclaration que son pays *« devait participer à la défense de l'Occident »*. On peut donc penser qu'il s'orientera vers une renégociation globale des accords militaires conclus avec les États-Unis et du processus d'intégration à l'OTAN.

M. Alfonso Guerra : l'homme orchestre du parti

« C'est Alfonso Guerra qui travaille à la cuisine pour préparer les plats tandis que Felipe Gonzalez est au comptoir pour les présenter au public. » *Cette boutade d'un dirigeant du P.S.O.E. montre l'importance au sein du parti du nouveau vice-président du gouvernement. Eminence grise, maître incontesté de « l'appareil », animateur du groupe parlementaire et polémiste redouté, M. Guerra est l'homme-orchestre du parti socialiste. Son titre officiel est vice-secrétaire général. Ingénieur, licencié en philosophie et en lettres, c'est un passionné d'art. Il dirigeait une troupe de théâtre avant de se consacrer totalement à la politique.*

M. Gonzalez offre l'image d'un modéré et d'un conciliateur au langage mesuré qui recherche toujours les points d'accord avec ses interlocuteurs. Incisif, la réplique cinglante, le « numéro deux » du parti semble au contraire considérer toute discussion publique comme un duel. Tandis que M. Gonzalez améliore son profil d'homme d'Etat responsable et au-dessus des partis, M. Guerra rassure par sa vigueur des socialistes qui craignent de voir leur formation perdre sa spécificité.

On retrouve l'influence décisive de M. Guerra tout au long de la carrière du secrétaire général. Dans les années 60, alors qu'ils étaient tous les deux étudiants à l'université de Séville, c'est lui qui persuadera M. Gonzalez, attiré par les milieux démocrates-chrétiens, de travailler avec lui à la reconstitution des jeunesses socialistes dans la clandestinité. C'est lui aussi qui a organisé l'offensive des socialistes de l'intérieur contre les dirigeants « historiques » en exil. Ce qui lui permettra de jouer un rôle-clé dans l'élection de M. Gonzalez comme secrétaire général du P.S.O.E. au congrès de Suresnes en 1974. C'est M. Guerra encore qui a mené, en 1979, la contre-offensive contre l'aile gauche du P.S.O.E. qui reprochait à M. Gonzalez de vouloir « démarxiser » le parti.

M. Guerra ne compte évidemment pas que des partisans dans sa formation. Certains lui reprochent d'étouffer le débat d'idées et d'empêcher l'accès aux postes de responsabilité de ceux qui ne lui sont pas favorables.

Son entrée au gouvernement pourrait tempérer la ligne « social-démocrate » du cabinet en donnant une sorte de « caution socialiste » au premier gouvernement formé par le P.S.O.E. — Th. M.

M. BOYER : rassurer le patronat

« Ce ne sont pas les étiquettes politiques qui déterminent l'investissement privé, mais les conceptions économiques du gouvernement : si notre stratégie est réaliste, les chefs d'entreprise investiront, quel que soit le parti au pouvoir et son idéologie », *nous affirmait, il y a peu M. Boyer. De tous les experts économiques du P.S.O.E., c'est lui qui apparaît le mieux placé pour gagner la confiance des milieux d'affaires. Superministre (il contrôlera à la fois l'économie, les finances et le commerce), il peut espérer rassurer un patronat espagnol prompt à dénoncer toute velléité de dirigisme, fut-il des plus modérés.*

M. Boyer a multiplié les contacts avec les représentants des chefs d'entreprise et des milieux bancaires, tant espagnols qu'étrangers. Son langage n'était pas pour leur déplaire. Selon lui, il faut écarter toute idée d'un plan de relance basé sur l'augmentation de la demande, suivant l'exemple français, car il n'aboutirait qu'à augmenter l'inflation et à déséquilibrer le commerce extérieur. Une reprise de l'activité économique en Espagne ne pourra s'appuyer que sur une relance de l'investissement privé.

Pour cela, précise M. Boyer, il faut, dans un premier temps, contrôler les coûts salariaux et permettre un élargissement des marges bénéficiaires des entreprises.

De 1974 à 1978, il a travaillé, avec le président du gouvernement sortant, M. Calvo Sotelo, au service de planification de la société Explosivos Rio Tinto, la plus grande entreprise espagnole de chimie. Il a dirigé le service d'études de l'INI, qui regroupe les industries du secteur public et celui de l'Institut national des hydrocarbures.

Ses thèses ne font pas l'unanimité dans le parti. Certains lui reprochent d'avoir accéléré, grâce à son influence sur M. Gonzalez, le glissement du P.S.O.E. vers la social-démocratie. Les critiques affirment qu'il se préoccupe davantage d'orthodoxie économique que de transformation sociale, et ils contestent son adhésion aux principes idéologiques du P.S.O.E.

M. Boyer est pourtant un militant de la première heure. Dirigeant des Jeunesses socialistes dans la clandestinité, il fut arrêté en 1962 et passa cinq mois en prison. Il quitta toutefois le P.S.O.E. après sa légalisation pour rejoindre les rangs d'une petite formation social-démocrate qui a disparu. Après s'être présenté, sans succès, comme indépendant, aux élections de 1977, il a rejoint les socialistes en 1978.

Th. M.

L'ÉQUIPE ÉCONOMIQUE

Pour mener à bien sa politique de stimulation de l'investissement privé, M. Boyer aura une équipe d'économistes qui appartiennent, comme lui, au courant social-démocrate du P.S.O.E. Les trois principaux experts du parti, professeurs universitaires, et membres du gouvernement, sont : M. *Carlos Solchaga*, diplômé du MIT (Massachusetts Institute of Technology), ancien conseiller de la Banque de Biscaye, chargé du ministère de l'industrie et de l'énergie ; MM. *Enrique Baron* et *Ernest Lluch* (deux diplômés d'une grande école parisienne), qui prennent respectivement les portefeuilles des transports et de la santé.

Le nouveau titulaire du travail, M. *Joaquim Almunia* (rédacteur du programme économique présenté par le P.S.O.E. durant la campagne électorale), devra convaincre les bases syndicales socialistes de la nécessité d'une politique de modération salariale. Il fut conseiller de la centrale socialiste U.G.T. (Union générale des travailleurs) en 1976, puis secrétaire relations syndicales du P.S.O.E. en 1979.

M. MORAN : une diplomatie gaullienne

Le nouveau ministre des affaires étrangères est le seul membre du cabinet qui ait appartenu à l'aile gauche du P.S.O.E., mais il a également exercé des fonctions officielles à l'époque du franquisme. Entré dans la carrière diplomatique en 1954, il a dirigé le département Afrique et Proche-Orient du ministère des affaires étrangères avant d'être nommé conseiller général à Londres, en 1973.

M. Moran, beau-frère du président du conseil sortant, M. Calvo Sotelo, a appartenu au P.S.P. (parti socialiste populaire), de M. Tierno Galvan, qui s'est intégré au P.S.O.E. après avoir essuyé un échec aux élections de 1977. Il a un moment adhéré au secteur « critique » du P.S.O.E., qui remettait en cause la politique « modérée » de Felipe Gonzalez. Au congrès de 1979, et contre l'avis du secrétaire général, il avait défendu le maintien du terme « marxiste » dans les statuts du P.S.O.E. Il semble, toutefois, s'être rallié depuis à des positions plus centristes.

Il défend la nécessité d'une diplomatie « tous azimuts », qui n'est pas sans accents gaulliens. Tout en affirmant l'appartenance de son pays au bloc occidental, il considère que l'Espagne doit acquérir une plus grande autonomie. Elle doit développer les relations traditionnellement étroites qu'elle maintient avec l'Amérique latine et les pays arabes, afin de pouvoir servir de pont entre ces régions et l'Europe. Et si l'Espagne doit continuer à demander son intégration à la C.E.E., ce n'est pas la priorité de sa politique. Le nouveau chef de la diplomatie espagnole estime qu'il faut éviter, en Méditerranée ou en Amérique centrale, d'aborder les problèmes internationaux sous l'angle du conflit Est-Ouest, car une telle vision sous-estime la réalité des situations locales. — Th. M.

M. NARCIS SERRA : un Catalan à la défense

M. Narcis Serra n'était certainement pas le plus attendu à la tête du ministère de la défense. Les problèmes militaires ne sont pas la spécialité de ce professeur de théorie économique de l'université de Barcelone, bon gestionnaire à la chambre de commerce de Barcelone d'abord, de 1965 à 1970, puis dans le premier gouvernement provisoire catalan, dont il fut le « conseiller » aux travaux publics. Il est membre du parti socialiste catalan, qu'il a contribué à reconstituer dans la clandestinité. Maire de Barcelone depuis les élections municipales de 1979, il s'est révélé un excellent administrateur.

Sa nomination s'explique parce que le secrétaire général du P.S.O.E. entend diriger lui-même la politique militaire de son parti, et qu'il attend du titulaire de ce ministère d'être un bon « administrateur des affaires courantes ».

M. BARRIONUEVO : de la police municipale à la police nationale

Le nouveau ministre de l'intérieur semble davantage avoir été choisi pour gérer ce département difficile que pour en déterminer les grandes orientations. La lutte contre le terrorisme et les rapports du gouvernement avec la garde civile seront suivis de près par M. Gonzalez lui-même. M. Barrionuevo jouit cependant d'une certaine expérience. Elu conseiller municipal de la capitale en 1979, il s'est distingué par la fermeté avec laquelle il a dirigé la police municipale.

AIR AFRIQUE TARIFS VISITE

ABIDJAN Aller-retour 4085 F*

BANGUI Aller-retour 4890 F*

CONAKRY Aller-retour 3760 F*

LOME Aller-retour 4085 F*

SUR VOLS REGULIERS

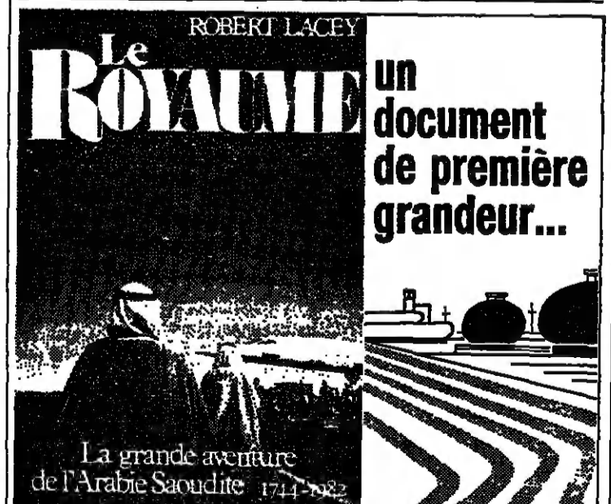
Pour découvrir l'Afrique Noire, Air Afrique vous propose toute une gamme de tarifs réduits. En plus du tarif visite à 55% de réduction, (valable même si vous voyagez seul), il y a des tarifs pour les jeunes, pour les familles, pour le 3e âge...
Il y a 21 Tarifs Réduits. Il y en a sûrement un pour vous. Consultez Air Afrique ou votre agence de voyages.

AIR AFRIQUE

*Prix valables au 1.11.82 et soumis à certaines conditions d'application.

EXPOSITION ET DEMONSTRATION CHEZ
CAPELOU
SPECIALISTE DU CONVERTIBLE
Réputés pour leurs robustesse et dimensions PEU ENCOMBRANTES, se font en 1 ou 2 places (literie : 0,65, 0,80, 120 et 140). Matelas bultex, latex ou polyéther. Style ou moderne. Grand choix en exposition.
37 Av. de la REPUBLIQUE ■ PARIS 11e
Métro : Parmentier ■ Tél. 357.48.35

ROBERT LACEY
Le ROYAUME
un document de première grandeur...



L'Arabie Saoudite :
Une carte maîtresse sur l'échiquier mondial.
Les multiples secrets d'un pays fascinant. 1 vol. 79 F
Presses de la Renaissance

Centre ISTH Centre
AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
EXPERTISE COMPTABLE
DECS 23
trois certificats
• Au choix : cours du jours ou du soir
• Préparation complète :
Janv. à Juin avec préparation intensives mi-Août au début Sept.
AUTEUIL 6, Av. Léon Heuzey 75016 Paris Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris Tél. 585.59.35

Italie

Un important réseau d'échange d'armes contre de la drogue a été démantelé

Plus de deux cents arrestations

De notre correspondant

Rome. — Armes en échange de drogue. C'est peut-être l'un des plus importants réseaux de trafic d'armements (allant jusqu'à des chars et des canons) et de stupéfiants implantés en Italie que la justice de Milan et de Varèse ont démantelé la semaine dernière. Déjà plus de deux cents personnes ont été arrêtées, et l'enquête s'oriente désormais vers le monde de la banque et les éventuelles protections dont auraient bénéficié les trafiquants.

Selon certaines rumeurs circulant en Italie et dont fait état, d'autre part, la revue de Beyrouth *The Middle East*, la Banco Ambrosiano et son ancien président, M. Calvi, auraient pu être mêlés à ce trafic.

L'affaire est partie d'une banale enquête sur la drogue menée depuis deux ans dans le triangle Trente-Bolzano-Vérone. L'arrestation d'un certain Carlo Kofler et d'un hôtelier de Trente, connu dans le milieu de Vérone et lié au terrorisme du Haut-Adige, fut le premier maillon de la chaîne : 140 kilos d'héroïne furent alors saisis. Puis l'enquête s'orienta vers les têtes de l'organisation : trois Turcs furent arrêtés par la police de leur pays et deux Syriens par celle de Milan.

C'est apparemment par un autre Turc, vivant en Italie, qui avait déjà « donné » Kofler, que la police découvrit la piste du trafic des armes, lié à celui des narcotiques, et qu'elle a pu procéder aux récentes arrestations. Parmi les personnes arrêtées figurent un Syrien de soixante-dix ans, Henry Arsan, résidant à Milan, qui serait l'un des cerveaux de l'organisation, un fabricant d'armes de Brescia et un armurier ayant pignon sur rue à Milan. Une société, la Stibam International Transport, servait à Henry Arsan de couverture à des *opérations de grande envergure, dont le centre névralgique était Milan*. La Stibam avait des bureaux au Liechtenstein et à New-York.

Tel qu'il a pu être reconstitué à partir des bribes d'informations données par la magistrature, le trafic consistait en la fourniture d'armes en provenance d'Italie, d'Allemagne et des Etats-Unis à certains pays du Proche-Orient. Ces livraisons étaient payées en devises ou, le plus souvent, en drogue. Les armes, parfois du matériel lourd, comme des chars Léopard, des hélicoptères Cobra et des canons Vulcan, étaient soit rachetées sur place au Proche-Orient, soit déroutées vers d'autres destinations une fois embarquées sur des bateaux qui, en pleine mer, changeaient de destination.

C'est ainsi que certaines armes *américaines à destination d'Israël* auraient fini entre les mains des Iraniens, précisément au plus fort de la tension entre Téhéran et Washington à la suite de la prise d'otages. Pour le matériel léger, il s'agissait la plupart du temps d'expéditions par les réseaux traditionnels de la contrebande de la région de Trieste. Le trafic, qui a duré des années, se chiffrait par centaines de millions de dollars.

Une nouvelle piste

Selon des témoignages figurant au dossier, un des lieux de rencontre entre trafiquants d'armes et de drogue serait Sofia (les enquêteurs italiens soulignent d'ailleurs qu'ils n'ont eu aucune aide de la Bulgarie). Tandis que les armes étaient destinées à des mouvements insurrectionnels au Kurdistan, au Liban ou en Syrie, précisent certains témoins, la drogue, qui arrivait de Turquie à bord de camions, via Trieste, était revendue sur le territoire italien et en Europe. Sur ce dernier trafic se greffait la Mafia sicilienne, notamment le clan de Gerlando Alberti. La magistrature estime que ces trafics ont aussi permis aux terroristes rouges ou noirs italiens de se fournir en armes.

L'enquête semble s'orienter vers une nouvelle piste : celle de M. Calvi, ancien président de l'Ambrosiano, et des frères Kunz, qui *l'avaient aidé dans sa fuite hors* d'Italie une semaine avant sa mort. Le fait que la société qui couvrait les trafics ait eu ses locaux dans un *immeuble de Banco Ambrosiano, précisément au-dessous de l'appartement de son vice-directeur*, M. Rosone, peut aussi bien être un *indice qu'une coïncidence*.

Cependant, selon *The Middle East*, citant des sources diplomatiques allemandes, l'une des couvertures à un autre trafic d'armes serait une société helvétique appartenant à MM. Hans et Albert Kunz, qui étaient les représentants en Suisse de M. Calvi. Toujours selon la revue de Beyrouth, ce serait cette société qui aurait joué un rôle d'intermédiaire entre l'Iran, en guerre contre l'Iraq, et Israël : Téhéran fournissant à Tel-Aviv du pétrole en échange d'armes. La revue rappelle qu'en octobre 1980 deux journalistes italiens venus enquêter au Liban sur le trafic d'armes vers la Syrie et l'Iran, et de stupéfiants destinés à l'Europe, ont disparu quelques semaines après leur arrivée.

En ce qui concerne les appuis politiques dont aurait bénéficié la Stibam, le procureur de la République de Trente a déclaré à la presse : *« Dans cette affaire, les organismes de l'Etat n'ont pas fait tout leur devoir ; dans certains cas, il y a eu incontestablement des comportements coupables. »*

PHILIPPE PONS.

République d'Irlande

M. FitzGerald souhaite s'entretenir rapidement avec Mme Thatcher du problème de l'Ulster

Après les élections du 24 novembre en République d'Irlande, M. Garret FitzGerald devrait prendre très prochainement la direction du gouvernement, à la tête d'une coalition entre son parti, le Fine Gael, et le parti travailliste.

Le remplacement de l'ancien premier ministre, M. Charles Haughey, par M. FitzGerald devrait permettre de relancer le dialogue entre Dublin et Londres à propos de l'Irlande du Nord.

Accusé par M. Charles Haughey, premier ministre sortant, de se montrer trop complaisant à l'égard de Londres dans l'affaire de l'Irlande du Nord — voire d'être « *le candidat des Anglais* » — M. Garret FitzGerald avait dû, pour limiter les effets de cette campagne, s'expliquer longuement sur le sujet, en particulier au cours d'un important dîner-débat, le 18 novembre dernier à Dublin. Quitte à durcir un peu le ton pour bien signifier — c'était indispensable face à un électorat aussi nationaliste que celui de la République d'Irlande — qu'il n'avait pas de leçons de patriotisme à recevoir.

Cette contre-offensive de la dernière chance, de la part de M. Haughey, devait se révéler insuffisante pour lui permettre de regagner tout le terrain perdu puisque le Fianna Fail n'a pu sauver sa majorité aux élections du 24 novembre. Mais elle a du moins eu le mérite de faire préciser à M. FitzGerald une attitude qui demeurait assez floue, même si on le savait déjà globalement plus conciliant vis-à-vis des Britanniques et favorable à une « politique des petits pas ». Si, comme tout semble le confirmer, il devient « *taoiseach* » à son tour, en remplacement de M. Haughey, le leader du Fine Gael devrait logiquement tenter de mettre en œuvre à propos de l'Irlande du Nord la politique qu'il avait définie le 18 novembre.

D'une manière générale, on estime dans l'entourage de M. FitzGerald qu'il lui faudra prendre, dès les premières semaines de son mandat, un certain nombre d'initiatives en faveur d'un déblocage de la situation en Ulster. Sitôt nommé premier ministre, il va très certainement demander à Mme Thatcher l'organisation d'un sommet anglo-irlandais, de préférence avant deux mois. Sans même attendre cette échéance, un contact plus étroit pourrait être établi avec M. James Prior, secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, qui doit, de son côté, s'entretenir avec les élus unionistes d'Ulster de la lutte contre le terrorisme dans le courant de la semaine.

L'analyse de M. FitzGerald est que le gouvernement britannique, quelle que puisse être l'intransigeance affichée par Mme Thatcher sur toutes les questions territoriales, n'est pas le dernier à souhaiter une évolution des mentalités dans la communauté protestante d'Irlande du Nord. Ni à se préoccuper de la montée de la violence parfois la plus féroce chez les ultras de l'unionisme. *« Mais si nous voulons aider le gouvernement britannique à convaincre les unionistes qu'une nouvelle approche est nécessaire pour sauver l'Irlande du Nord du chaos*, explique M. FitzGerald, *il nous faut montrer aussi notre propre bonne volonté, tant à l'égard de ces unionistes que des nationalistes. »*

La « politique des petits pas »

En particulier, le probable futur *« taoiseach »* estime que l'une des raisons pour lesquelles même la partie modérée de la majorité unioniste d'Ulster redoute tant la réunification de l'Ile tient moins à la politique proprement dite — Grande-Bretagne et République d'Irlande sont après tout deux démocraties parlementaires et libérales — qu'aux structures sociales. A tort ou à raison, beaucoup de protestants du Nord regardent encore le Sud comme une terre d'archaïsme, aux évolutions éternellement ralenties ou même bloquées par des conservatismes paralysants, des préjugés sociaux et religieux. Et aussi comme une sorte de vivier naturel pour le terrorisme, au nom d'une tradition de violence qui s'exerce aujourd'hui au Nord mais qui serait typiquement et presque exclusivement irlandaise. M. FitzGerald pense donc que la modernisation de la société irlandaise et un certain aggiornamento des mentalités, auxquels le Fine Gael invite depuis plusieurs années les Irlandais, seraient de nature à faire évoluer les choses. Etant bien entendu qu'il ne s'agirait là, au mieux, que *de créer des conditions plus favorables* à une telle évolution chez les unionistes, en désarmant un certain mépris contre les Irlandais.

Pour marquer plus concrètement le déblocage de la situation, M. FitzGerald compte proposer à Londres une unification progressive de la police et de la justice sur l'ensemble de l'île. Suggestion à la fois ingénieuse et risquée : il s'agit, évidemment, là d'un domaine hyper-« sensible » en Irlande du Nord, et les Britanniques peuvent se montrer plus que réticents devant ce projet de dessaisissement partiel d'un secteur important des attributs de l'Etat. Mais, d'un autre côté, ils peuvent être tentés, si le nouveau pouvoir irlandais leur inspire confiance, de faire partager, à Dublin, le fardeau du maintien de l'ordre et de la lutte contre l'IRA (lutte dans laquelle la République d'Irlande tient d'ailleurs sa part depuis le début des troubles). Fardeau financier, humain, mais aussi politique...

Il est vrai que la réunification de ces deux services publics peut avant tout sembler, aux yeux des Britanniques et des unionistes, préfigurer d'autres abandons qu'ils jugeraient, eux, politiquement inacceptables. La « politique des petits pas », mais jusqu'où ?

BERNARD BRIGOULEIX.

Afin de reconstituer son fichier clients en partie détourné

LES ÉDITIONS

JEAN DE BONNOT

offrent

EN CADEAU

1° La plus ancienne carte de France (1578), format 44 x 62 cm
2° Le plus ancien plan de Paris (1550), format 44 x 62 cm
3° La fameuse dictée de Mérimée, format 30 x 42 cm
4° Des images anciennes à découper pour les enfants,

à tous les bibliophiles amateurs de beaux livres qui voudront bien lui communiquer leur nom et leur adresse, afin de recevoir par la suite, en priorité, une documentation sur les nouveaux ouvrages d'art à paraître sous sa signature.

Pour prendre ou faire prendre ce cadeau offert gratuitement, sans la moindre obligation d'achat, il suffit de présenter, après l'avoir complété, le bulletin ci-dessous à la librairie Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8e (à l'angle de la rue Royale).

La boutique est ouverte tous les jours sans interruption de 9 heures à 18 heures 30, sauf le dimanche.

Compte tenu de ses dimensions, ce cadeau ne sera pas expédié par la poste.

Afin que nos amis de Province ne se sentent pas lésés, nous nous permettrons de leur adresser le même cadeau contre 16 francs, correspondant aux frais d'emballage et d'affranchissement.

Jean de Bonnot

BON POUR UN CADEAU

A découper et à présenter, après l'avoir complété, à la boutique Jean de Bonnot, 7, faubourg Saint-Honoré, Paris 8e

Nom (en majuscules).....
Prénoms .....
Adresse complète.....
.....
Code postal ..... ville 1

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 44783
CLASS
DATE

EUROPE

R.F.A.

APRÈS DE NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE L'HEBDOMADAIRE « DER SPIEGEL »

Tous les grands partis sont compromis par le rebondissement d'une affaire de pots-de-vin

De notre correspondant.

Bonn. — L'« affaire Flick » va-t-elle empoisonner l'atmosphère préélectorale de la République fédérale ? Elle ne pourrait profiter qu'aux Verts et aux tendances antiparlementaires de l'opinion, car les quatre partis siégeant au Bundestag sont également impliqués. De quoi s'agit-il au juste ?

Le cartel Flick est un ensemble d'entreprises qui dépendent non pas d'actionnaires, mais d'une famille. Son propriétaire, M. Friedrich Karl Frick, décida un beau jour de vendre le paquet d'actions qu'il détenait chez le constructeur de voitures Mercedes Benz. Il y en avait pour 1 milliard et demi de marks (plus de 4 milliards de nos francs). Somme imposante et... imposable. Il y avait un moyen légal d'échapper au fisc : investir cet argent à l'étranger, dans une affaire qui rapporte de l'innovation technologique à la République fédérale. C'est ce que sembla faire M. Friedrich Karl Flick en prenant une participation dans la société chimique américaine Grace. Mais, pour quelque raison que ce soit, il n'en ressortit pas d'innovation et, de l'avis général, M. Flick aurait dû payer des impôts sur son milliard et demi de revenus.

Seulement, l'homme d'affaires, et surtout son fondé de pouvoir, M. Eberhard von Brauchitsch, avait des « relations » à Bonn et environs. Il entretenait la bonne volonté à son égard par des « douceurs » qui finissaient par paralyser le bras séculier qui aurait dû s'abattre sur lui. Une information pour trafic d'influences fut ouverte dont on aurait dû voir la fin cette année, mais qui s'est tellement ramifiée qu'elle ne sera pas close avant quelque temps. En attendant, l'hebdomadaire *Der Spiegel* s'est procuré les procès-verbaux des dépositions comme témoins de personnalités aussi en vue que MM. Franz Josef Strauss, Alfred Dregger, actuellement chef du groupe parlementaire C.D.U. au Bundestag, M. Alfred Nau, ancien trésorier du S.P.D., et son successeur, le professeur Halstenberg. *D'autres témoins sont cités dans l'article.* Il ressort clairement de ces listes que tout le monde voulait du bien à la maison Flick, laquelle ne se montrait ni ingrate, ni mesquine.

Neuf cent mille deutschemarks auraient transité par les mains de M. Franz Josef Strauss et par la Fondation-Friedrich Ebert, institution culturelle sociale-démocrate qui aurait touché un chèque de 4,5 millions de deutschemarks, sans parler du plus menu fretin.

Pour « la bonne cause »

Nulle part il n'est dit que cet argent ait enrichi personnellement des politiciens, mais il est évident qu'il servait à la bonne cause, à savoir l'immunité fiscale sur le milliard et demi tiré de la vente des titres Mercedes. Sur ce point, le doute n'est pas possible. Avec une minutie de notaires obsédés, les agents de Flick consignaient soigneusement leurs conversations et leurs démarches en ce sens. Les juges d'instruction munis de réquisitions en règle n'eurent qu'à puiser dans cet étonnant trésor d'archives. Confrontés avec elles, les témoins manifestaient une curieuse amnésie ou, comme M. Dregger, « *se souvenaient vaguement* ».

Le gouvernement fédéral a regretté la publication des procès-verbaux qui devaient rester confidentiels. En fait, les interrogatoires ont été photocopiés en plusieurs exemplaires pour être remis aux avocats des témoins susceptibles de se retrouver, d'ici à Noël, en posture d'inculpés. C'est bien ce qui pourrait arriver à une douzaine d'autres personnalités, parmi lesquelles le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, ainsi que son prédécesseur, M. Friderichs.

La morale de l'histoire — s'il y en a une — c'est que le monde de la politique a été ébloui par le grand capital qu'incarnaient M. Flick et son fondé de pouvoir (dont il vient, d'ailleurs, de se séparer) et, au lieu de suspecter ses intentions, on *favorisait ses desseins. M. Strauss ne lui* a-t-il pas écrit, il n'y a pas si longtemps, pour lui conseiller d'investir aux Etats-Unis ? Tout s'est passé comme si le vrai pouvoir était détenu par le magnat des affaires et non par les représentants du peuple. Et les sociaux-démocrates ne furent pas les moins zélés à aider M. Friedrich Karl Flick à se soustraire à ses devoirs de contribuable.

Le fondé de pouvoir avait enrecours au ministre social-démocrate, M Wischnewski, pour tempérer l'ardeur du député Dieter Spöri et du secrétaire d'Etat parlementaire au ministère des finances, M. Rolf Böhme, qui tous deux jugeaient inadmissibles le traitement de faveur dont jouissait le groupe Flick. Car il n'y avait nul mystère dans le bon procédé dont celui-ci profitait. Ce qu'on ignorait, en revanche, c'est que M. Flick savait retourner la politesse en espèces, voire de la main à *la main. La « politique de l'enveloppe »*, telle que la reconstitue dans le détail *Der Spiegel*, survivra-t-elle au procès qui aura probablement lieu l'année prochaine ? Ce n'est pas le premier scandale de ce genre, mais c'est le premier à être jugé à Bonn.

ALAIN CLÉMENT.

U.R.S.S.

CRITIQUÉ PAR M. ANDROPOV

Le ministre des chemins de fer a été démis de ses fonctions

Moscou (*A.F.P.*). — M. Ivan Pavlovski, ministre soviétique des chemins de fer depuis janvier 1977, a été démis de ses fonctions, lundi 29 novembre. Le présidium du Soviet suprême lui a donné pour successeur M. Nicolas Konarev, qui était jusqu'à présent premier vice-ministre.

Une semaine plus tôt, l'activité du ministère des chemins de fer avait été vivement critiquée par M. Andropov devant le plénum du comité central.

Dans son discours à la réunion plénière du comité central, le 22 novembre, M. Andropov avait vivement critiqué la situation dans les chemins de fer, « dont les résultats empirent d'année en année ». *Il avait ajouté :* « A l'évidence, non seulement la direction de ce ministère, mais le conseil des ministres de l'U.R.S.S. et le comité central devront tirer des conclusions sérieuses des remarques faites à ce plénum. » *Le secrétaire général du parti avait critiqué aussi, pratiquement dans les mêmes termes, le ministère de la sidérurgie, que dirige M. Kazanetz. Ce dernier connaîtra-t-il le même sort que M. Pavlovski ?*

Du temps de Leonid Brejnev, certains ministères étaient aussi critiqués, ce qui n'empêchait pas leurs responsables de demeurer à leur poste. Dès le début de son règne, M. Andropov marque ainsi une volonté de rupture avec la méthode de son prédécesseur. Ne disait-il pas dans le même discours que « ceux qui ne savent pas s'y prendre », *ceux qui laissent se développer* « l'inactivité et l'irresponsabilité », *devront en subir les conséquences* « de manière directe et irréversible dans leur situation professionnelle et leur autorité morale » *? Mais le nouveau secrétaire général risque ainsi de s'attirer l'animosité de cette partie de la* « nomenklatura », *pour laquelle Brejnev avait eu le mérite majeur de garantir la stabilité de l'emploi.* »

● *Soutien à Anatole Chtcharanski.* — Détenu à la prison de Tchistopol (U.R.S.S), Anatole Chtcharanski poursuit une grève de la faim entamée le 27 septembre parce qu'il était privé de toute visite et de toute correspondance depuis le début de 1982. Un *sit-in* de soutien au dissident soviétique se tiendra place de la Bastille, le mercredi 1er décembre 1982, à 18 heures.

COPIES GEANTES NOIR-BLANC SUR XEROX 2080
SUR PAPIER BLANC/COULEURS, CALQUE, POLYESTER. LARGEUR 0,62 CM. LONGUEUR ILLIMITÉE
REDUCTION/AGRANDISSEMENT. POUR PLANS, CONTRECALQUES, AFFICHES, POSTERS
ETRAVE 38, Av. Daumesnil PARIS 12e ☎347.21.32 Tx 220064 F

PROCHE-ORIENT

Israël

LE VOYAGE DE M. SHAMIR AU ZAIRE

Le début de véritables retrouvailles avec l'Afrique ?

De notre correspondant

Jérusalem. — Accompagné d'une imposante délégation, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, est arrivé, le 29 novembre, au Zaïre, pour une visite officielle de trois jours. Aux yeux des Israéliens, ce voyage revêt une importance considérable qu'ils font tout pour souligner. Le Zaïre avait décidé, en mai dernier, de renouer avec l'Etat hébreu des relations diplomatiques interrompues voici neuf ans au moment de la guerre du Kippour. Le gouvernement de Jérusalem espère que cette visite marquera le début de véritables retrouvailles avec l'Afrique et que l'exemple du Zaïre sera suivi par d'autres Etats de ce continent.

A la fin des années 60, Israël avait établi des liens de coopération fructueux avec de nombreux pays d'Afrique noire. Le développement de ces relations était même devenu l'un des axes principaux de la politique étrangère israélienne. Mais quand a éclaté le conflit israélo-arabe de 1973, sur la trentaine d'Etats africains qui disposaient d'une ambassade en Israël, la plupart l'ont fermée par solidarité avec le monde arabe et notamment avec l'Egypte, membre de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.). Seuls la République Sud-Africaine, le Malawi, le Lesotho et le Swaziland n'ont pas suivi le mouvement. Depuis lors, les différents gouvernements israéliens n'ont eu de cesse de mettre un terme à cette rupture. Celle-ci, cependant, n'a jamais été totale, loin s'en faut, puisque, avec un pragmatisme qui leur a souvent réussi, les dirigeants israéliens, par l'intermédiaire d'entreprises privées ou de *sociétés multinationales*, ont discrètement maintenu et accru leurs échanges avec de nombreux pays africains : le Nigéria, la Côte-d'Ivoire, le Kenya et le Ghana notamment.

En 1980, Israël était parvenu à tripler ses exportations vers l'Afrique. Selon le président du groupe industriel Koor (contrôlé par la centrale syndicale la Histadrout), il y a maintenant deux fois plus d'experts israéliens en Afrique qu'en 1973. Des centaines d'étudiants et de techniciens africains ont continué à venir parachever leur formation en Israël. Avec certains pays, la coopération *s'est étendue au point de se traduire* par une importante assistance israélienne dans l'équipement ou l'organisation de leur police ou de leur armée. L'expérience militaire d'Israël n'est plus à vanter, et son industrie d'armement, de plus en plus développée, a besoin de débouchés. Ce n'est pas un hasard si, il y a un an, le choix de M. Begin s'est porté sur le ministre de la défense, M. Ariel Sharon, et non sur le ministre des affaires étrangères (comme cela eut paru plus normal), pour effectuer un voyage secret dans plusieurs capitales africaines, Kinshasa entre autres, afin de sonder les intentions de *quelques gouvernements* susceptibles de renouer officiellement avec Israël.

Les visées stratégiques de M. Sharon ne se limitent pas, on le sait, au Proche-Orient. Alors que Jérusalem était en passe de signer un accord de « *coopération stratégique* » avec Washington, M. Sharon *avait laissé clairement entendre que* ce projet (gelé depuis l'annexion du Golan) pouvait avoir trait, sur le continent africain, à la défense des intérêts occidentaux contre la politique des Soviétiques et celle de leurs alliés cubains ou libyens. La première mission israélienne envoyée au Zaïre depuis le rétablissement des relations diplomatiques était, en octobre, composée de militaires de haut rang, et maintenant M. Shamir est accompagné du général Abraham Tamir, l'un des principaux conseillers du ministre de la défense.

Un partenaire embarrassant

Pour justifier leur offensive diplomatique, les Israéliens ne manquent pas d'arguments. Ils savent, en effet, que de nombreux gouvernements africains ont été déçus par l'aide que leur ont promise les pays arabes, celle-ci étant jugée insuffisante, surtout au regard des pression dont elle était assortie. Les Israéliens, d'autre part, ont pu faire valoir que le boycottage politique d'Israël n'a plus guère de raison maintenant que l'Egypte a signé un traité de paix et que le Sinaï a été restitué. C'est juste après la restitution de ce territoire, en avril, que le Zaïre a pris la décision d'envoyer un ambassadeur à Jérusalem (1) mais Israël demeure un partenaire embarrassant. l'invasion du Liban ayant accru les hésitations des gouvernements africains qui étaient tentés de suivre l'exemple du Zaïre. le président Mobutu lui-même a paru regretter quelque peu sa décision. A l'origine c'était M. Begin lui-même et non M. Shamir qui devait se rendre à Kinshasa. Le voyage du premier ministre a été une première fois annulé en août, à la demande du président zaïrois, prétextant des raisons de santé qui ont semblé diplomatiques à plus d'un observateur israélien. Ensuite M. Begin a dû renoncer à ce déplacement à cause de la maladie puis du décès de sa femme.

Vis-à-vis des pays d'Afrique noire la politique de Jérusalem comporte, en dehors du conflit israélo-arabe un inconvénient de taille : le maintien de rapports très étroits avec la République Sud-Africaine. Les échanges commerciaux entre Israël et le pays de l'*apartheid* sont importants et l'on soupçonne Jérusalem et Prétoria, malgré les démentis des deux capitales de coopérer assez largement sur le plan militaire et même de mener en commun un programme de recherche et d'expérimentation nucléaire. Par ailleurs, les Israéliens n'ignorent pas que depuis l'arrivée de M. Mitterrand au pouvoir le gouvernement français après s'être montré relativement bienveillant à l'égard des tentatives israéliennes en Afrique commence à s'inquiéter de cette concurrence parce qu'elle s'exerce particulièrement dans les pays francophones.

FRANCIS CORNU.

(1) L'installation de l'ambassade du Zaïre à Jérusalem et non à Tel-Aviv a réjoui les Israéliens et provoqué la colère des pays arabes car, après la confirmation de l'annexion de Jérusalem en 1981, les treize Etats qui y disposaient de chancellerie, les ont transférées à Tel-Aviv en signe de protestation.

(Publicité)

AIDE A L'EXPORTATION

Développer les intérêts des entreprises françaises au Moyen - Orient.

Le Moyen-Orient, malgré certains conflits, est sans aucun doute la région du monde la plus intéressante pour les entreprises qui savent s'y implanter et développer leur activité.
Dans la plupart de ces pays, l'image de la France est excellente, sa haute technologie reconnue par tous, et l'industrie, le commerce français ont tout à y gagner.
Le Liban, la Syrie, l'Arabie Saoudite, l'Iraq, pour ne citer qu'eux, sont autant de marchés gigantesques qui n'attendent que vos propositions.
Par quel moyen entrer en contact avec les responsables économiques de ces états ? Comment conquérir ces marchés ? Quels sont les créneaux porteurs ? Comment conquérir ces marchés ? Comment implanter une usine ou développer des relations commerciales ? A quelles exonérations avez-vous droit ? Quelles sont les facilités que vous obtiendrez ?
"MIDDLE EAST BUSINESS-FACTS FOR THE 80'S", écrit par John Townsend, l'un des plus grands spécialistes du monde arabe, vous apporte l'une des clés essentielles pour exporter et pour vous développer dans cette partie du monde.
Vous trouverez dans ce livre de 380 pages une analyse économique du Moyen-Orient, une première approche de ces pays avec tous les textes législatifs à connaître, toutes les adresses pratiques (Ministères, Chambres de Commerce, hauts responsables...) pour vos démarches et une foule de renseignements pratiques que seule une longue expérience de ces pays aurait pu vous donner. Mais, attention, seulement 3 000 exemplaires de cet ouvrage sont disponibles. Pour vous le procurer, écrivez à : ACTION Audiovisuel - 12, rue du Mail 75002 Paris. Prix du livre relié : 795 F T.T.C. (Joindre le règlement à votre lettre).

A la Mutualité

L'O.L.P. NE RECONNAITRA JAMAIS ISRAËL déclare M. I. Souss

L'Organisation de libération de la Palestine « *ne reconnaîtra jamais Israël* », a affirmé, lundi soir 29 novembre à Paris, M. Ibrahim Souss, représentant de l'O.L.P. en France, au cours d'un meeting houleux qui rassemblait environ un millier de personnes dans la salle de la Mutualité, à l'occasion de la journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien. M. Souss a indiqué que « *la condition prioritaire est la création d'un Etat palestinien* ». Cet Etat, a-t-il ajouté, « *décidera ensuite qui il veut reconnaître* ».

De son côté, M. M'Hamed Yazid, représentant de la Ligue arabe à Paris, a déploré l'absence de représentants du parti socialiste à cette réunion. Il a, par ailleurs, souligné les nouvelles difficultés rencontrées par les ressortissants de pays arabes aux postes frontières français en dénonçant « *l'équation sécurité-terrorisme-bougnoules* ». Il a préconisé une action de protestation contre cette « *campagne dangereuse qui vise avant tout les Palestiniens et les Arabes* ».

Dans un communiqué publié mardi, le Comité pour la paix au Proche-Orient (30, rue Notre-Dame-des-Victoires) déplore « *que le meeting de solidarité avec le peuple palestinien ait donné lieu à des manifestations d'intolérance inacceptables après que M. Saint-Prot ait rappelé le rôle positif joué par le gouvernement français lors du siège de Beyrouth et qu'il ait insisté sur les aspects positifs du sommet de Fès* ». Le communiqué ajoute que « *les insultes proférées par une partie du public à l'encontre du président de la République et les propos tenus par certains responsables participant au meeting ont entraîné le départ du représentant du Comité pour la paix au Proche-Orient à cette manifestation* ».

Publicité

APPEL POUR LES BAHA'IS D'IRAN

Les Baha'is d'Iran sont en danger. Bien qu'ils forment la plus importante minorité religieuse de ce pays, ils sont aujourd'hui exclus de la société, pourchassés, et leurs dirigeants élus, membres des institutions spirituelles, assassinés.

De hauts responsables iraniens ont déjà proclamé leur volonté de faire disparaître cette minorité pacifique en éliminant physiquement son élite et ses intellectuels dans le but de convertir les masses par la force.

Exclus par la Constitution de la vie publique, privés de leurs droits civiques, frappés par une législation qui les *place hors la loi, les Baha'is réclament la fin des exécutions* sommaires ; ils demandent à être reconnus comme des citoyens à part entière, jouissant des mêmes droits que les autres citoyens dont le droit de disposer d'un état civil, celui de pouvoir légalement se marier, d'avoir leur témoignage recevable devant les tribunaux, d'exercer la profession de leur choix, de percevoir une retraite, et pour leurs enfants d'avoir accès à l'instruction publique et aux universités ; tous droits dont ils se voient aujourd'hui exclus. Ils demandent également de pouvoir jouir de la liberté de conscience et de culture sans risque d'être inquiétés pour leurs opinions philosophiques et religieuses.

Les signataires de cet appel, ayant pris connaissance de ces graves persécutions, qui s'ajoutent à beaucoup d'autres contre d'autres secteurs de la population iranienne, expriment leur inquiétude devant cette violation caractérisée des droits de l'homme qui dépasse le cas d'individus isolés pour s'attaquer à cette communauté sociale tout entière avec le projet avoué de la faire disparaître.

Ils expriment leur crainte qu'un tel engrenage, qui a des précédents dans l'histoire, conduise à des actes plus graves encore qui mettent en danger la vie d'un grand nombre d'individus.

Les signataires de cet appel demandent au gouvernement français, à l'Assemblée nationale et au Sénat, ainsi qu'à toutes les institutions internationales qu'ils usent de toute leur influence auprès du gouvernement iranien en faisant appel à l'esprit de tolérance de l'Islam et des peuples d'Iran, pour que cessent ces violations flagrantes des droits de l'homme qui ne peuvent être ignorées plus longtemps par la communauté internationale.

ONT ÉTÉ LES SIGNATAIRES DE CET APPEL :

ALIGROS Andrée, Amicale des études iraniennes ; ALLARD H. ; ARON Raymond, membre de l'Institut ; ASTRUC Alexandre, cinéaste ; AUBIN Jean, historien islamisant ; AURENCHE Guy, avocat ; BALANDIER Georges, prof. à la Sorbonne ; BARTH Maurice, responsable des droits de l'homme à la CIMADE ; BEAUCHARD Pierre, médecin ; BEAUGÉ André et Jacqueline ; BEAUVILLARD Michelle, avocat ; BENTELLIS-BLOCH Ruth ; BÉRANGUER Géralde ; BETTELHEIM Charles, historien ; BLAISE Marie ; BLUM Michel, secr. gén. Féd. inter. droits de l'homme ; BOISSEL Jean, prof. université de Montpellier ; BONHOMME Alice ; BONNAL M.F. ; BOTHOREL Nicole, prof. université de Haute-Bretagne ; BOTTF Roger, C.N.R.S. ; BOURBON André ; BOURBON Danielle ; BOURDET Claude, journaliste, ancien conseiller de Paris ; BOUVIER-AJAM Solange, avocat, vice-présidente Association juristes démocrates ; BRUN Max ; BUTTIN Maurice, avocat.

CARDONNEL Jean, dominicain ; CASSOU Jean, écrivain ; CEZANNE Andrée ; CHALIAND Gérard, écrivain ; CHAPMAN Antoine, prof. de médecine ; CHAUCHARD P., dir. honoraire École des hautes études ; CHEVALIER Ariette ; CHEVALIER Raymonde ; CHICHERIO Giovanni, sec. gén. Ligue suisse des droits de l'homme ; CLÉMENT Didier ; CLÉMENT Marie-Noëlle ; CROZIER Michel, sociologue ; COCHIN Jacques, sociologue ; COLIN M. prof. faculté médecine de Lyon ; CONFORTES Claude, metteur en scène ; CRÉMÉNÉ Adrien, écrivain ; CRÉMÉNÉ Mioara, écrivain ; CROULET Roger ; CROZIER Michel, sociologue ; DACHER Michèle, technicienne EHESS ; DANIEL Luce, CEA-EHESS ; DAVEZIES Robert, prêtre, journaliste ; DECRET François, prof. Université Antilles-Guyane ; DÉRENNE Jean-Philippe, prof. agrégé ; DER Stepanian ; DOLLÉ Jean, philosophe ; DOLLÉ Sabine ; DOMENACH Jean-Marie, écrivain ; DUFAIRE ; DUGAST Francine, prof. Université de Haute-Bretagne ; DURESTE François ; DUVIGNAUD Jean, écrivain.

ESTOUR Gérard ; ETCHERELLI Claire, écrivain ; FABRE Pierre, économiste ; FAUVET Marie ; FAYE Jean-Pierre, écrivain ; FEJTO François, historien, journaliste ; de FELICE Jean-Jacques, avocat, vice-président Ligue droits de l'homme ; FILIU Jean-Pierre ; FISCHER Georges, dir. recherche CNRS ; de FOUQUIÈRES, colonel honoraire ; FUKS Simon, grand rabbin du Haut-Rhin ; GAGNAUX Jean-Noël, avocat ; GARNIER Jean-Pierre, architecte, prof. École spéciale architecture ; GAULMIER Jean, prof. honoraire Sorbonne ; GAZAN ; GEISMAR Alain, physicien ; GÉRAUD Paulette ; *Mgr GERMAIN*, évêque de l'Eglise orthodoxe de France ; GROFFIER Jean, écrivain ; GRUNENWALD, M. prof. agrégé Université ; GUÉRIN, abbé ; Père GUIMBERT.

HADJ CHERN ; HALBWACHS, prof. Université ; HAAS André ; HELLAR, prof université Haute-Bretagne ; HENNEBELLE Guy, journaliste ; HERNÉ Pierre, avocat ; HUSUM Jean-Serge, directeur photo ; IKOR Roger, écrivain, président du C.C.M.M. ; JACOBY Daniel, avocat ; JALLON Andrée ; JANIN Anne-Marie ; JANKÉLÉVITCH L. ; JANKÉLÉVITCH Vladimir, philosophe ; JANTON Pierre, prof. de lettres université de Clermont-Ferrand ; JEANJEAN Brigitte ; JEANSON André, ancien dirigeant syndical ; JOUFFA Yves, avocat, président Association anciens déportés ; JULLIAN René, prof. à la Sorbonne ; *JOXE Alain*, universitaire ; CADENA-JOXE Cécilia ; KAMICHETTI Babou, indianiste ; KASTLER Alfred, prix Nobel de physique ; KLOTZ Henri-Pierre, prof. de médecine ; KOPP Anatole, architecte, prof. Université ; LACAZRIS Line ; LACOSTE Yves, géographe ; LANOÉ, Marie-Elizabeth ; LANOUX Armand, prés. académie Goncourt ; LEDUC Victor, dir. de publications ; LÉONARDON ; LE ROY LADURIE Emmanuel, prof. au Collège de France ; LWOFF André, prix Nobel médecine.

MAC DERMOT Niall, sec. gén. Commission internationale des juristes ; MADAULE Jacques, écrivain ; BARTHÉLÉMY-MADAULE Madeleine, prof. université de Picardie ; MARTHELOT Pierre, dir. d'études à l'EHSS ; MARTIN Claudine ; MARTIN Robert ; MATHIEU Ghislaine, journaliste ; MAUREL Bruno ; MAVAUT Jeanne ; MECILI Ali, avocat ; MERLO Jean, dominicain ; METGE Pierre, économiste ; MILLIEZ Paul, prof. honoraire de médecine ; MINKOWSKI Alexandre, prof. de médecine ; MONGIN Olivier, rédacteur revue Esprit ; MONOD Théodore, membre de l'Institut ; MONTARON Georges, dir. Témoignage Chrétien ; MONTEIL Alain, ancien dir. Centre culturel français Ispahan ; MONTEIL Geneviève, ancien sec. gén. Institut français de Téhéran ; MORA Philippe ; MOREALE Josette ; MULLER Claude, maître-assistant université Haute-Bretagne ; NARDI Marie-Dominique ; NAVILLE Pierre ; NORRE Denise, technicienne C.N.R.S. ; NORRE-MEIRINHOS José ; EHESS ; OBERLENIcole ; ORSINI.

PAGES Robert, dir. laboratoire C.N.R.S. ; PAGE Cléo, CEA, EHESS ; PARMENTIER Roger, pasteur, enseignant Université ; PECKER Jean-Claude, prof. Collège de France ; PELLAS Marc ; PELLAT Charles, prof. islamologue ; PENRAD Jean-Claude, ethnologue ; PERRET Edith, comédienne ; PESQUIER Chantal ; PIROLLEY Ginette ; PUISSANT Antoine, prof. faculté de médecine ; QUEROUIL Olivier, chercheur ; RANCIÈRE Jacques, maître-assistant université Paris ; RAVIER Jean ; RAVIER Michèle ; REBOUL Gisèle, journaliste ; REGY Claude, metteur en scène ; REZVANI, écrivain ; REZVANIAN M.H., traducteur-expert près cour d'appel de Paris ; REY Anne-Marie ; RISPAL Jacques, comédien ; RIVA Emmanuèle ; RIVERO Jean, prof. Université ; RODINSON Maxime, islamologue ; ROMÉO Claudine, enseignante Université ; ROSTOKER Christian, avocat, sec. gén. adjoint Ligue droits de l'homme ; ROUSSET David ; ROUX Claude ; ROUX Jean ; ROUX Marie-Louise ; ROUX Yvonne, ingénieur C.N.R.S.

SALQUE Edmond et Suzanne ; SCHWARTZ Laurent, mathématicien ; SENGHOR Jean-Gabriel, avocat ; SINDZINGRE ; Nicole-Alice, EHESS ; SOULIER Gérard, prof. de droit ; de SOUSA Mireille, membre rédaction revue Esprit ; SPIRE Antoine, prof. Université ; THIBAUD Paul, dir. revue Esprit ; THOBIE, prof. université Haute-Bretagne ; TOULAT Pierre, membre commission française justice et paix ; TUBIANA J. ; TUBIANA Michel, avocat ; TCHENSKY ; VARGAS Yves ; VEIL Simone, ancien prés. Parlement européen ; VERCORS, écrivain ; VERNANT Jean-Pierre, prof. de médecine ; VERNANT Pierre ; VIDAL-NAQUET Pierre, historien ; VIEILLE Paul, sociologue ; VIRNOT Delphine, membre revue Esprit ; VIVIEN Alain, vice-prés. Assemblée nationale ; VOGE M. pasteur protestant ; WALTHER Anne ; WEITZMANN Marc ; WITCHITZ Serge, prof. agrégé de médecine ; ZEMAL Françoise, archéologue.

∴

Toute personne désirant se joindre à cet appel peut envoyer sa signature à « Appel pour les Baha'is d'Iran », 11, rue de la Pompe 75016 Paris, Tél. 224-94-45.

L'afflux des réfugiés d'Ouganda au Rwanda

Le drame d'une minorité expulsée vers un pays déjà surpeuplé

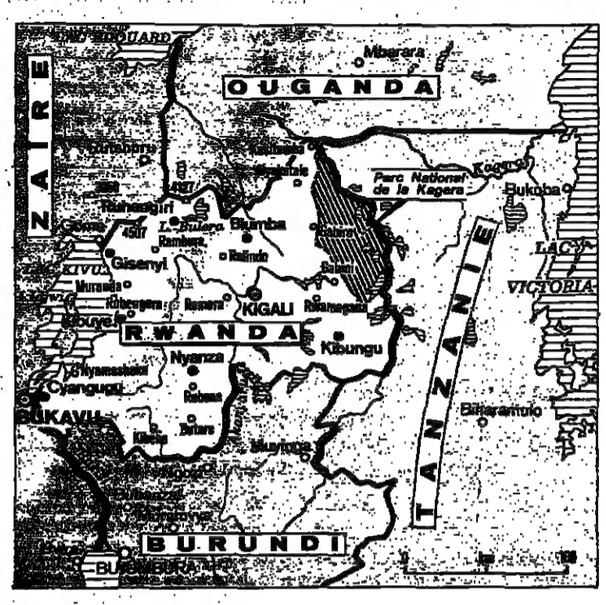
De notre envoyé spécial

Mahéga (Nord-Rwanda). — Au détour de la piste, une flaque blanche s'étale à l'horizon. Etrange vision que ce bivouac immaculé dans un décor verdoyant où rôdent les troupeaux de buffles. Une multitude de tentes, alignées au cordeau, protègent quelque mille sept cents familles d'éleveurs, émigrés de la peur échoués sur ces collines, un certain jour d'octobre, avec leurs calebasses pour *tout* bagage et leurs vaches pour seule fortune. A vol d'oiseau, l'Ouganda, d'où ils viennent, est à 10 kilomètres. Quand leurs huttes brûlèrent, on voyait d'ici les nuages de l'incendie.

Mahéga est l'un des deux camps abritant les réfugiés d'Ouganda. L'autre se trouve plus au sud, à Kanyinya, où plus de trente mille exilés ont entassé leurs cases de chaume sur les versants d'une vallée. Neuf sur dix sont agriculteurs. Dans les sentiers, comme autour des trois sources, règne une ambiance villageoise. On transporte l'eau et le bois fraîchement coupé, on surveille les marmites où mijotent les haricots, on patiente devant le dispensaire. On fait aussi la queue chez les recenseurs pour répondre aux questionnaires.

Tous racontent, en gros, la même histoire. Leur infortune présente découle d'une obscure affaire de vols de bœufs, qui se solda, fin septembre, par la mort de deux enquêteurs, tués par erreur dans le district de Mbarara. Les autorités firent grief à la population locale d'avoir provoqué cette méprise en leur fournissant de fausses informations. Les jeunesses du parti gouvernemental, le Congrès du peuple ougandais (U.P.C.) et les « forces spéciales » — une unité paramilitaire — déclenchèrent le cycle répression-peur-exode contre l'ethnie des Banyarwandas, majoritaire dans la région frontalière : sévices et exactions, terres saisies, maisons et récoltes détruites.

On les plaça devant l'alternative suivante : soit quitter le pays, soit rejoindre les deux camps — Ruchinga et Nakivale — où vivent de longue date quelque douze mille réfugiés rwandais. Choix en fait illusoire, car ceux qui se présentèrent aux portes des camps — surpeuplés il est vrai — s'en virent interdire l'accès. Certains, rentrés plus tard au village, en furent aussitôt chassés. Restait la fuite. On les empêche, sur le chemin de l'exil, d'acheter nourriture et médicaments. L'avant-garde déferla début octobre à quelques kilomètres du poste frontière de Kakitumba, où des familles épuisées trouvèrent refuge dans une chapelle. Ils arrivèrent ensuite au rythme de plusieurs milliers par jour. Quarante-cinq *mille réfugiés franchirent* la frontière en trois points avant son bouclage.



Le Rwanda fit bon accueil à ces cousins surnuméraires échoués sur son sol. Face à l'ampleur de cette migration, le gouvernement du général Habyarimana alerta rapidement le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), qui débloqua un budget d'urgence, et le Programme alimentaire mondial (PAM), qui offrit son aide. Une noria de camions transporta les exilés, regroupés en lieu sûr. La Croix-Rouge rwandaise, d'une efficacité rare en Afrique en pareille circonstance, prit en charge les opérations de secours, distribuant tentes et couvertures. On puisa des vivres dans les stocks nationaux. Le pays hôte — pourtant l'un des plus pauvres de la planète — eut une ligne de conduite exemplaire.

Une efficacité exceptionnelle

Tant s'en faut évidemment, chez le voisin ougandais. Depuis un siècle, l'ancienne « *perle de l'Empire britannique* » aurait reçu un million de Rwandais, venus par vagues successives. A la fin du dix-neuvième, des guerriers tutsis s'installèrent avec familles et clientèles dans ce qui était alors le royaume d'Ankolé. Pendant les années 30, les disettes, le manque de terres et le servage imposé à la majorité hutu par la royauté tutsie incitèrent nombre de « saisonniers » à partir travailler sur les plantations de sucre et de thé d'Ouganda. Ils restèrent sur place, prirent femme et firent souche.

Lors du renversement de la monarchie en 1959, les maîtres d'hier, *fuyant la révolution*, trouvèrent à leur tour asile en Ouganda. Des milliers d'autres firent de même en 1972, par crainte de représailles, après les massacres de Hutus, au Burundi. *Résultat* : le H.C.R. enregistra quelque quatre-vingt mille réfugiés rwandais en Ouganda, dont la majorité se sont assimilés au fil des ans. La plupart des Banyarwandas chassés aujourd'hui d'Ouganda sont d'implantation ancienne. Habitant l'« enclave » frontalière de Bufumbira, ils étaient passés sous souveraineté britannique en 1916 après la conquête belge du Rwanda, lorsque Bruxelles céda à Londres leur région natale. Beaucoup ne parlent plus la langue des ancêtres, le kinyarwanda, mais seulement celle du pays d'adoption, le kinyankole. De retour au Rwanda, ce sont des déracinés. Quant aux éleveurs nomades, certains quittèrent le Rwanda lorsque le pouvoir décida d'y limiter la liberté de mouvement des troupeaux. Mais les plus nombreux parmi les proscrits de 1982 sont des Bahimas qui habitaient l'Ankole depuis des siècles. Eux aussi ne parlent que le kinyankole.

Quatre réfugiés d'octobre sur cinq sont donc des ressortissants ougandais et se considèrent comme tels, ainsi qu'ils l'ont déclaré lors des formalités d'identification conduites par le Rwanda. La thèse inverse, soutenue par Kampala au début de l'exode, est injustifiée. La Constitution ougandaise tient d'ailleurs pour citoyens ougandais tous les Banyarwandas qui appartenaient au moins à la deuxième génération au moment de l'indépendance en 1962.

« Etranger dans mon pays »

Les relations entre les Banyarwandas et le président Obote furent toujours orageuses. Sous son premier « règne », il avait menacé d'expulser cette communauté qui, catholique, avait rallié le parti démocratique (D.P.), principal mouvement d'opposition, hier comme aujourd'hui. Amin Dada, qui s'appuyait sur les minorités d'origine étrangère, les fit rentrer en grâce. La plupart des réfugiés quittèrent les camps et s'installèrent sur des terres vierges. Après les élections entachées d'irrégularités de décembre 1980, prélude au second règne d'Obote, les Banyarwandas furent à nouveau tenus en suspicion et victimes de discriminations quotidiennes.

Pour les exilés d'octobre, qui instruisent le procès du régime ougandais et disent souhaiter sa chute, leur détresse actuelle ne résulte ni d'une initiative locale ni d'une quelconque « bavure », mais marque l'épilogue d'une entreprise mûrement préparée ayant abouti à une chasse à l'homme. « *Le ministre des coopératives en personne*, raconte l'*un des rares réfugiés d'origine urbaine, a tenu un meeting près de Bushenyi, où il a classé la population de l'Ouest en trois catégories : les « vrais » Ougandais, les réfugiés des camps et les « immigrants » — sous-entendu les Banyarwandas. J'ai trente-sept ans, je suis né en Ouganda et on a dû, dès le lendemain, me faire enregistrer comme « étranger » dans mon propre pays.* »

Certes, le président ougandais, malade, contrôle mal son parti. Certains responsables et élus locaux, profitant de sa faiblesse, ont sans doute cherché à lui forcer la main. Lors d'une importante réunion à Mbarara le 29 octobre, on donna lecture d'un message apaisant de M. Obote. Sitôt après, le chef du district jetait l'anathème contre les « *Rwandais* », qualifiés de « *tueurs* » et de « *contrebandiers* », accusés de répandre la terreur et de soutenir la guérilla antigouvernementale.

« Un serpent dans le lit »

« *Il est difficile*, lança-t-il, *de garder un serpent dans son lit.* » Est-on plus clair ? M. Obote peut difficilement plaider l'innocence. Il a mené un double jeu : d'un côté, il calmait par des propos rassurants une opinion extérieure mise devant le fait accompli ; de l'autre, il laissait le champ libre à des miliciens qui savaient agir impunément et que nul n'a sanctionnés. En faisant place nette, M. Obote a atteint un double objectif. Il a démantelé un bastion de l'opposition légale tout en privant de recrues potentielles le chef de la lutte armée dans l'Ouest, M. Yoweri Museweni. Ce dernier appartient au peuple bahima, dont certains membres sont probablement à l'origine de l'incident qui servit d'alibi au pouvoir. Rien d'étonnant si treize mille éleveurs bahimas furent, en un amalgame commode, mis à l'index et chassés en même temps que leurs voisins banyarwandas. Les deux peuples ont été associés, dans un réflexe de rejet, contre les « *étrangers* », fussent-ils en Ouganda depuis des siècles (1).

Paradoxalement, le caractère régional des persécutions montre qu'elles obéissaient à des motifs autant politiques qu'ethniques. Nombre de Banyarwandas sont dispersés dans le pays, notamment à Kampala. Ils n'ont pas été inquiétés dès lors que leur éparpillement les rendait inoffensifs. Dans l'immédiat, les quarante-cinq mille réfugiés d'octobre bénéficient du soutien multiforme de la part d'une dizaine d'agences internationales et des pays occidentaux sous l'égide du H.C.R. Ceux de Kanyinya seront bientôt transférés dans trois immenses camps de toile. Le PAM fournira dès vivres, au moins jusqu'à la fin de l'année. Les rations alimentaires répondent aux besoins en calories et en protéines. Une équipe de Médecins sans frontières participe aux soins quotidiens. Le niveau de malnutrition est inférieur à celui du pays d'accueil.

Le seul incident grave eut lieu en *Ouganda, assez loin de la frontière* — le long de laquelle environ cinq mille personnes restent en souffrance, — lorsqu'une trentaine de désespérés mirent fin à leurs jours en *avalant un produit vétérinaire, non* parce qu'on les avait refoulés du Rwanda, mais parce qu'ils avaient perdu leur bétail, seule richesse du pasteur. Autour de Mahega, les pâturages seront épuisés dans quelques semaines. Personne n'envisage un retour prochain des réfugiés en Ouganda, à commencer par les intéressés. Le pays hôte, où le moindre *pouce de bonne terre est déjà* cultivé, a une faible capacité d'absorption. Lors de l'accord bilatéral du 27 octobre, le Rwanda, qui avait jusqu'ici refusé tout « *droit au retour* » pour les exilés, a accepté d'intégrer ceux qui seraient clairement identifiés comme nationaux. M. Gatabazi, ministre rwandais des affaires sociales, les évalue à « *environ six mille* ». « *La majorité*, nous dit-il, *devraient pouvoir rejoindre des parents restés au Rwanda. Un viatique facilitera leur réinsertion. Le reste sera installé dans les nouveaux paysannats, récemment défrichés.* »

Et les quarante mille autres ? Outre le manque de terres — obstacle à leur intégration, — la présence, parmi eux, d'une importante communauté tutsie menace de rompre le délicat équilibre ethno-politique du Rwanda et de remettre en cause la politique de réconciliation nationale. Or beaucoup la jugent ici trop généreuse envers une minorité qui, dans le Burundi voisin, ne joue pas le jeu et continue d'exercer sa domination sur la majorité hutu. La solution, à l'*évidence, se trouve au-delà* des frontières. Et chacun songe à la Tanzanie, si riche en espaces inhabités. Mais le Rwanda, pauvre et enclavé, est à la merci de ses voisins.

L'Ouganda peut, en effet, du jour au lendemain, le priver de son ravitaillement par route. Au fil de la négociation, qui porte depuis plusieurs années sur le transfert d'un million de Rwandais vers les savanes tanzaniennes, Dar-Es-Salaam a dicté à Kigali des conditions inacceptables. Cette fois, l'opération serait plus modeste. Le Rwanda fonde ses espoirs sur une médiation du H.C.R. L'entreprise risque de créer cependant un dangereux précédent en incitant d'autres régimes africains à se débarrasser aux moindres frais de leurs minorités turbulentes.

Au-delà de sa spécificité — historique, ethnique et culturelle, — la mésaventure des réfugiés du Rwanda illustre de manière exemplaire à quel point il est difficile, une fois l'exode accompli, de rechercher une solution politique qui réponde à l'attente des exilés sans léser les intérêts légitimes du pays d'accueil.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

(1) Les Bahimas sont d'origine hamitique, comme les Tutsis.

AVIS

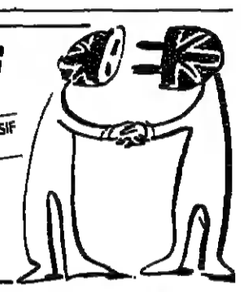
Ouverture d'un consulat honoraire de la Jamaïque à Paris

Le gouvernement de la Jamaïque a le plaisir d'annoncer qu'il a confié à M. Albert Fickel, 60, avenue Foch, 75116 Paris, tél. : 500-62-25, la fonction de consul honoraire de la Jamaïque à Paris. Tout renseignement pourra être obtenu en téléphonant au numéro ci-dessus mentionné.

Faites des étincelles en anglais!

PROCHAIN COURS INTENSIF le 6 décembre

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine
75006 Paris - Tél. 325.41.37



EN 128 PAGES, LE TIERS-MONDE, EN NOIR ET BLANC

un livre fort, grinçant, qui porte plus que bien des discours

128 pages, 48 F

François Maspero
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

Un banquier, c'est fait pour aider les patrons qui foncent.

BANQUE PARISIENNE DE CREDIT
au cœur de la vie des P.M.E.

bpc

RM Bach

AMÉRIQUES

États-Unis

Le Congrès sortant se réunit pour une ultime session consacrée au budget 1983 et au missile MX

De notre correspondant

Le Congrès sortant s'est réuni lundi 29 novembre pour une session extraordinaire qui devrait s'achever aux alentours de Noël. Cette ultime session du quatre-vingt-dix-septième Congrès (le quatre-vingt-dix-huitième a été élu le 2 novembre dernier) devrait être consacrée aux derniers ajustements budgétaires pour 1983 et à la question du missile MX.

Washington. — Les responsables américains ont jeté un froid, lundi 29 novembre, en laissant entendre que le déficit de l'année budgétaire en cours (1983) se situerait entre 180 et 190 milliards de dollars (1), ce chiffre est sans commune mesure avec le déficit de 1982 (111 milliards) et s'éloigne sensiblement des *prévisions initiales pour 1983* (115 milliards). Même privé, ces dernières semaines, les collaborateurs de M. Reagan n'avançaient pas un montant supérieur à 150 milliards de dollars.

Le directeur du budget, M. David Stockman, se fonde pourtant sur un scénario assez optimiste : 3 % de croissance en 1983. Seule une reprise économique beaucoup plus forte que prévu pourrait réduire le déficit qu'il envisage, puisque les grandes lignes des comptes fédéraux ont été déjà votés.

Pour l'avenir, la direction du budget n'est guère encourageante. A l'en croire, les déficits augmenteraient progressivement d'année en année, pour atteindre 250 milliards de dollars *en 1987. Or c'est à partir* de 1987 que le Congrès serait contraint d'équilibrer le budget fédéral, selon un amendement constitutionnel patronné par la Maison Blanche.

Le missile MX en difficulté

En brossant un tableau noir, l'administration Reagan espère peut-être pousser les élus à effectuer des coupes budgétaires. Mais cela peut fort bien se retourner contre elle. Au lieu de s'en tenir à une diminution des dépenses sociales, le Congrès sera tenté de s'en prendre à la défense ou de créer de nouvelles taxes — deux remèdes auxquels M. Reagan s'oppose depuis son arrivée au pouvoir.

Le président continue de croire à la « théorie de l'offre », selon laquelle les allégements fiscaux relancent l'économie et finissent par rapporter des recettes supplémentaires à l'Etat. Il a même songé récemment à avancer de six mois la troisième tranche des allégements d'impôts sur le revenu, fixée au 1er juillet 1983. Ce projet s'est heurté à l'opposition de la plupart des élus, républicains compris, et ce ne sont pas les nouvelles prévisions budgétaires qui les feront changer d'avis.

Ces thèmes dominent la session extraordinaire du Congrès, ouverte lundi. Il s'agit, en fait, de l'ancien Congrès, remplacé par un autre lors des élections du 2 novembre, mais qui poursuit un travail inachevé. On l'appelle la « *Lame Duck Session* » (« la session des canards boiteux », non réélus). Ceux-là, au nombre de quatre-vingt-quatre, peuvent faire preuve d'indépendance au cours des votes.

La « *Lame Duck Session* » avait été demandée par M. Reagan pour obliger les élus à terminer leur travail budgétaire. Mais elle prend une tout autre allure avec des républicains rendus inquiets par la persistance de la récession et des démocrates plus agressifs, sachant que leur majorité s'est encore élargie, le 2 novembre, à la Chambre des représentants. On aura, au cours de *ces trois semaines de débat, un* avant-goût des batailles futures entre la Maison Blanche et le nouveau Congrès.

Deux votes devraient dominer cette session. Le premier concerne la création d'une taxe de 5 cents (35 centimes) par gallon (3,8 litres) d'essence pour financer un vaste programme de rénovation des autoroutes et des ponts. Programme évalué à 5,5 milliards de dollars et devant procurer du travail à quelque trois cent vingt mille chômeurs dans l'année. M. Reagan s'y est résigné, malgré son aversion pour les augmentations d'impôts et, de façon générale, pour toute intervention gouvernementale dans l'économie. Il ne veut voir dans ce projet que des travaux publics nécessaires, et non des créations d'emplois.

Le chômage aux Etats-Unis a atteint un taux de 10,4 % en octobre. Une amélioration rapide est exclue, quelle que soit l'ampleur de la reprise escomptée. Reprise qui vient de se manifester dans les ventes d'automobiles, mais pas du tout dans l'industrie sidérurgique. Celle-ci a enregistré la semaine dernière son plus faible niveau de production depuis 1971 (915 000 tonnes) et tourne à peine à 31 % de ses capacités.

L'autre vote important de cette session extraordinaire concerne le missile MX. M. Reagan veut en placer cent exemplaires sur une surface très réduite du Wyoming, selon la méthode du *Dense Park* (« groupement serré »), qui résisterait à toute attaque soviétique. De nombreux membres du Congrès rechignent, soit qu'ils doutent de l'efficacité de cette méthode inédite, soit parce que le MX leur paraît trop cher. Appelée à débloquer une tranche de crédits au cours de la session, la commission des approbations de la Chambre des représentants pourrait bien s'y opposer.

ROBERT SOLÉ.

(1) L'année budgétaire 1983 a commencé le 1er octobre 1982.

DIPLOMATIE

Moscou se déclare à nouveau prêt à avoir des relations normales avec Tirana

Comme elle le fait chaque année à l'occasion de la fête nationale albanaise, mais avec peut-être plus d'insistance que de coutume, l'U.R.S.S. se déclare prête à avoir des relations normales avec Tirana. Ces jours derniers, trois prises de position ont retenu l'attention.

L'hebdomadaire *Temps nouveau* a prôné la reprise du dialogue. Les *Izvestia*, organe du gouvernement soviétique, ont écrit que cette normalisation « *répondrait aux intérêts des peuples des deux pays* ». Enfin la *Pravda* revenait sur ce thème, par le biais d'un long article affirmant que « *l'Union soviétique a invariablement, dans ses relations avec l'Albanie, adhéré aux principes de l'égalité, de l'autodétermination et du respect de la souveraineté et de la non-ingérence* ». L'organe du comité central souligne à ce propos que M. Andropov avait lui-même appelé dans son discours du 22 novembre devant le plénum du comité central à un rapprochement entre tous les pays socialistes.

Cette offensive a cependant peu de chances d'être accueillie positivement par Tirana. Le premier ministre albanais, M. Carcani, a accusé, dimanche 28 novembre, son prédécesseur, Mehmet Shehu, d'avoir voulu, entre autres crimes, faire « *dépendre le pays des puissances impérialistes et révisionnistes* ». Ce dernier adjectif désigne, dans le vocabulaire politique albanais, l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie. — *(A.F.P., A.P.)*

Moscou met en garde l'Europe contre l'installation des Pershing-2

(Suite de la première page.)

Et tous les arguments de l'agence Novosti peuvent être retournés à leur auteur par les Européens en ce qui concerne les moyens nucléaires soviétiques. A cette nuance près que, les Pershing et les missiles de croisière devant rester sous contrôle exclusif américain, Moscou a beau jeu d'opposer les Etat-Unis à leurs alliés et de prétendre que Washington entend régler ses comptes avec la superpuissance rivale sur le dos des Européens.

Tout indique en tout cas que la polémique va se durcir au fur et à mesure de la mise en route des préparatifs du nouveau déploiement américain en Europe, qui doit commencer pour de bon à la fin de 1983 (des essais du Pershing-2, jusqu'ici plutôt infructueux, se déroulent actuellement aux Etats-Unis).

En mars dernier, Brejnev avait fait un « geste » en annonçant l'arrêt du déploiement des SS-20 dans la partie européenne de l'U.R.S.S., mais il avait semblé revenir sur cette décision dans son dernier discours, le 27 octobre, d'ailleurs l'installation de nouveaux sites s'était poursuivie, selon les Américains.

Dans ses premiers discours, M. Andropov m'a donné aucune nouvelle précision sur cet épineux dossier, et l'on ne peut exclure qu'une nouvelle « approche » des négociations qui se déroulent, à ce sujet, à Genève soit à l'examen à Moscou. Dans un article anonyme publié le 25 novembre, *la Pravda* a réaffirmé son hostilité à « *l'option zéro* » (aucune fusée terrestre, américaine ou soviétique, sur le continent européen) proposée par M. Reagan, sans exclure pour autant des conversations et accords « *honnêtes* ». Et le geste de mars 1982 qui paraissait oublié à la fin du règne de Brejnev, a été rappelé dans d'autres commentaires.

Cela dit, l'article de *Novosti* confirme que le but fondamental de Moscou reste la renonciation de l'OTAN à sa décision de 1979 et que les « *moyens éprouvés* » sont utilisés à cette fin. Aujourd'hui, c'est l'intimidation qui est brandie, mais l'on aura recours aussi à la séduction. Sans parler de l'appel direct aux « peuples », autrement dit aux mouvements pacifistes, que M. Andropov, le 22 novembre, a invités à des « *actions énergiques et déterminées pour éliminer la menace de guerre nucléaire* ».

MICHEL TATU.

DEVANT LES PARLEMENTAIRES DE L'U.E.O.

M. Mauroy souhaite une négociation pour « réduire les risques de conflit en Europe »

Ouvrant, lundi 29 novembre, à Paris, la session de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale, son président, M. Fred Mulley (travailliste britannique), a demandé que « *le fondement et le rôle* » de cette organisation soient modifiés à l'occasion de son trentième anniversaire, en 1984. « *Il faut examiner*, a-t-il dit, *si l'ensemble des organes et des fonctions créées en 1954 par le traité de Bruxelles modifié, qui a donné naissance à l'U.E.O., sont toujours appropriés* », notamment « *en ce qui concerne le mode d'accès des députés européens à l'Assemblée, et celui d'autres pays membres de l'OTAN, qui manifesteraient la volonté d'adhérer à ce traité* ».

Cette allusion semble viser les pays du sud de l'Europe, comme l'Espagne (nouveau membre de l'OTAN), le Portugal et la Grèce, dont certains pourraient vouloir compenser leur manque de ferveur atlantique par un intérêt plus grand pour une défense proprement européenne, domaine dans lequel, comme l'a rappelé M. Mulley, « *l'U.E.O. est la seule instance habilitée à formuler une politique européenne commune* ».

« *Il n'y aura jamais de véritable protection de l'Europe si les Européens ne l'assurent pas d'abord eux-mêmes* » a déclaré M. Mauroy, hôte à dîner, lundi 29 novembre, de l'assemblée de l'Union de l'Europe occidentale. C'était la première fois que le chef du gouvernement français participait à une manifestation de cette association européenne, la seule compétente en matière de défense, qui réunit les six pays fondateurs de la Communauté et la Grande-Bretagne.

Le premier ministre a encore déclaré : « *Si l'Europe vit en paix, c'est grâce à une vigilance sans faille (...) Le gouvernement français estime indispensable la plus extrême vigilance à l'égard de toute action qui aboutirait à accepter le déséquilibre des forces sur le théâtre européen. Une telle situation mettrait à terme la paix en péril* ».

« *La France ne baissera pas la garde* », a encore dit le premier ministre, soulignant qu'elle consacre cette année et l'année prochaine 3,90 % de son produit intérieur brut à la défense, « *pourcentage qui n'a jamais été aussi élevé au cours du septennat précédent* ».

Soulignant que « *la France entend décider librement des conditions de sa sécurité* », le premier ministre a poursuivi : « *Ce principe fondamental — celui de notre autonomie de décision — ne signifie pas que la France ignore que sa sécurité s'inscrit dans un cadre européen.* »

« *Il convient de promouvoir les responsabilités accrues de chacun des Etats européens* », a-t-il dit. Evoquant enfin la limitation des armements « *et à terme le désarmement* », M. Mauroy a souligné le rôle de l'Union soviétique et des Etat-Unis, auxquels « *il revient d'abord de s'engager dans cette voie,compte tenu de la taille considérable de leurs arsenaux respectifs* », et conclu : « *Nos moyens, quant à eux, ne sauraient être, dans un premier temps, affectés par des négociations que nous encourageons au demeurant. En revanche, nous sommes prêts à participer à une négociation contribuant à réduire les risques de conflit en Europe et à corriger le déséquilibre des forces conventionnelles par des réductions effectives et véritables.* — M. D.

anglais intensif ELS USA
UNIVERSITÉ NEW YORK
DE VRAIES ECOLES DE LANGUES, 36 Rue de Chezy 92200 Neuilly Tel. 637.35.66

A TRAVERS LE MONDE

Gabon

● AMNESTY INTERNATIONAL a appelé lundi, 29 novembre, le président gabonais El-Hadj Omar Bongo à libérer les vingt-neuf personnes condamnées vendredi dernier par la Cour de sécurité de l'Etat du Gabon *(le Monde* du 29 novembre) à des peines allant de dix-huit mois a vingt ans de travaux forcés. Amnesty, rappelant que les accusés *ont été jugés coupables d'avoir* distribué des documents d'opposition, observe qu'ils n'ont pas fait usage de la violence et ne s'en sont pas fait les avocats.

Ghana

● NOUVELLES ARRESTATIONS. — Sept militaires ghanéens ont été arrêtés à la suite de la tentative de coup d'Etat qui s'est produite mardi 23 novembre à Accra. Les sept hommes ont été dénoncés par des soldats de leur propre bataillon pour participation au putsch manqué. De nombreuses arrestations de militaires et de civils avaient déjà été annoncées jeudi. D'autre part, Radio-Ghana a annoncé officiellement lundi la démission du général Joseph Nunoo-Mensah, chef d'état-major, précisant que le chef de l'Etat, le capitaine Jerry Rawlings, assumait désormais ses fonctions. — *(A.F.P.)*

Mozambique

LIBÉRATION DE SIX RELIGIEUX. — Le porte-parole à Lisbonne de la Résistance nationale du Mozambique (mouvement de lutte armée contre le régime de Maputo) a annoncé, vendredi 26 novembre, que six religieux (un prêtre portugais, un Brésilien et quatre religieuses italiennes) avaient été libérés la veille par son organisation. Il n'a pas précisé le lieu de cette libération, mais le directeur de l'organisation « Consolata » de Turin, à laquelle appartiennent les religieux, se trouve actuellement à Johannesburg. — *(Reuter.)*

Nicaragua

● OFFENSIVE DE SOMOZISTES REPOUSSEE. — Le ministre nicaraguayen de l'intérieur, M. Tomas Borge, a affirmé, dimanche 28 novembre qu'un groupe de somozistes venant du Honduras, et qui avait réussi à établir une tête de pont dans la province de Nueva-Segovia, avait finalement été repoussé vers le pays voisin. — *(Reuter.)*

Pérou

● L'ARMÉE ENGAGÉE CONTRE LA GUÉRILLA. — Le président Belaunde Terry a annoncé dimanche 28 novembre que l'armée participerait désormais à la lutte contre la guérilla, jusqu'ici du seul ressort de la police. Il n'a cependant pas précisé les détails de cette participation, ni mentionné quand elle commencerait. Le terrorisme et la guérilla ont recommencé en 1980, peu après le début du deuxième mandat de M. Belaunde. La police tient pour principal responsable de la violence un groupe maoïste, le Sentier lumineux, qui a proclamé la guerre du peuple pour la prise du pouvoir. — *(A.P.)*

Roumanie

● L'ANCIENNE REINE DE ROUMANIE, épouse du roi Carol II et mère du dernier souverain roumain, le roi Michel, est morte à l'âge de quatre-vingt-quatre ans dans la nuit du dimanche 28 au lundi 29 novembre, à Lausanne (Suisse). (A.F.P.).

Tchad

● CONFÉRENCE SUR L'ASSISTANCE INTERNATIONALE. — Une conférence internationale sur l'assistance au Tchad, qui connaît de graves difficultés financières, s'est ouverte lundi 29 novembre au Palais des Nations à Genève, en présence de M. Idriss Miskine, ministre des affaires étrangères du Tchad, qui a lu un message du président Hissène Habré, « *retenu dans sa capitale par les problèmes causés par l'attitude de la Libye* ». Soixante-dix pays, ainsi que de nombreuses organisations internationales, participent à cette conférence dont la convocation fait suite à une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU de décembre 1981. La rencontre aurait dû se tenir à Nairobi en juin, mais avait été ajournée. *(A.F.P.).*

GRANDE CAUSE NATIONALE 1982
«découvrir pour guérir»
La recherche médicale nous concerne tous. Aidez la!

Participez à l'appel «découvrir pour guérir»
... en achetant le N° Spécial de Recherche & Santé vendu chez tous les marchands de journaux. 30F
... en retirant le bulletin de souscription mis à votre disposition dans les : Bureaux des P & T - Pharmacies Boulangeries - Banques et Caisses d'Épargne - Loto et Loterie Nationale - chez les Fleuristes «Interflora».
Mandaprint
FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE

(Publicité)
DÉBAT organisé par la Fédération Séfarade de France
« LES SÉPHARADES CONTRE LA PAIX ? »
avec
SCHMUEL TRIGANO ET AMI BOUGANIM, ÉCRIVAINS
Le 2 décembre 1982 à 20 h 30 au 184, bd Saint-Germain, 75006 Paris

(Publicité)
ÉCOLE DE NAVIGATION DE PLAISANCE
23, bd Vital-Bouhot, Île de la Jatte, 92, Neuilly
Téléphone : 747-61-35
Alain GOUTHIER
Centre officiel d'examen - Marine marchande
TOUS PERMIS MER (A, B, C) ET RIVIÈRE

LE PROJET SUR LES TRANSFERTS DE COMPÉTENCES A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Defferre souligne l'irréversibilité de la décentralisation

L'Assemblée nationale a commencé, lundi 29 novembre, la discussion du projet de loi portant *« révision des conditions d'exercice de compétences de l'État et de leur répartition entre les communes, les départements et les régions »* (1). Ce texte, qui avait été adopté par le Sénat en première lecture, le 5 novembre, constitue le second volet de la réforme de la décentralisation ; réforme amorcée par le vote de la loi du 2 mars 1982 sur les droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Comme les sénateurs, les députés n'examineront cependant qu'une partie du projet initial (65 articles sur 135), le gouvernement ayant estimé nécessaire (en raison de l'encombrement du calendrier parlementaire) d'ajourner l'examen des dispositions qui n'entreront en vigueur qu'en 1984 et en 1985 (la réforme est, en effet, échelonnée sur trois ans).

Les compétences qui, en 1983, seront transférées de l'État aux collectivités locales concernent l'urbanisme, le logement, la formation professionnelle et l'apprentissage, la planification et l'aménagement rural. En 1984, les transferts intéresseront les transports, l'action sociale et la justice. En 1985, l'éducation, la culture, l'environnement et l'étatisation de la police.

Cette première journée de débat n'a permis qu'une approche globale, *même si*, au travers des diverses interventions, on a pu prendre la mesure du caractère épineux ou contesté de certaines dispositions. Nul doute, à cet égard, que l'article 16, notamment (limitations du droit de construire en l'absence de plan d'occupation des sols), constitue un des points essentiels du projet. M. Defferre, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, s'est attaché, lundi, à rappeler les grandes lignes de sa réforme ; les porte-parole des groupes politiques, de leur côté, ont présenté leur conception de la décentralisation. M. Guichard (R.P.R., Loire-Atlantique), notamment, « décentralisateur » convaincu, a fait part de son scepticisme devant la méthode décentralisatrice du gouvernement. M. Defferre a souligné le scepticisme habituel du maire de La Baule.

D'une façon générale, l'opposition a paru reprocher au ministre d'État une certaine lenteur à décentraliser, tout en estimant que cette démarche s'effectue dans une certaine précipitation. Seul, M. Foyer (R.P.R., Maine-et-Loire) s'est gardé de faire grief au gouvernement de cette prétendue lenteur. Il aurait souhaité, au contraire, *« une maturation un peu plus longue »*.

La discussion des articles, qui a été entamée ce mardi 30 novembre et qui se poursuivra toute la semaine, permettra, sans doute, de mieux juger des velléités décentralisatrices des uns et des autres. Elle permettra d'entrer vraiment dans le vif du sujet, c'est-à-dire une matière éminemment technique. En tout état de cause, le travail accompli par le Sénat n'aura pas été inutile : même si le gouvernement et la majorité de l'Assemblée nationale ont l'intention de supprimer bon nombre de dispositions introduites par les sénateurs, ils concèdent que la Haute-Assemblée, sur plusieurs points, a amélioré le texte initial.

Le rapporteur de la commission des lois, M. Worms (P.S., Saône-et-Loire), a évoqué d'emblée la difficulté de la tâche : transférer les compétences impose de modifier profondément les codes, d'où *« un travail méticuleux et fastidieux, où l'erreur est toujours possible »*. Bref, cette loi *« risque d'être d'une grande complexité »*. Or, il faut qu'elle soit compréhensible par tous ceux qui auront à s'en servir. M. Defferre partage ce sentiment. *« L'urbanisme doit être simple et accessible à tous les citoyens »*, a-t-il souligné.

La décentralisation facteur de changement social : *« A l'heure actuelle*, a insisté M. Worms, *le partage des tâches entre l'Etat et les collectivités locales est ménagé selon le schéma le plus réactionnaire qui soit : l'économique au centre, le social à la périphérie »*. Face à cette situation, le gouvernement a choisi une *« méthode progressive »*, a remarqué M. Roger-Machart (P.S., Haute-Garonne). M. Galley (R.P.R., Aube), bien sûr, n'a pas fait la même analyse : selon lui, le gouvernement *« a pris peur devant l'ampleur des sommes dont les collectivités locales pourraient réclamer le paiement. Alors, il a réinventé le jacobinisme et trouvé de bonnes raisons de rogner ici ou là »*.

Constat similaire pour M. Millon (U.D.F., Ain) : *« L'Etat, qui connaît lui-même de sérieuses difficultés financières, n'est pas en mesure de procéder aux transferts nécessaires (...), tout se passe comme si, par sa gestion financière imprévoyante, le gouvernement s'était lui-même retiré les moyens d'aller jusqu'au bout de son projet de décentralisation. (...) Quand viendra l'heure des comptes, on s'apercevra que l'Etat se sera davantage allégé de charges que de pouvoirs. »*

« Vous pratiquez l'I.V.D., l'interruption volontaire de décentralisation ! », a affirmé M. Guichard. Pour lui, M. Defferre se présente *« les mains vides ou presque... Votre projet ne prévoit que la « dévolution » de compétences dont l'Etat se désintéresse, et quand vous abordez un domaine qui vous intéresse, votre bonne volonté décentralisatrice s'arrête »*. M. Guichard est déçu : le texte va *« tromper les Français »* en leur donnant de *« faux espoirs »*.

M. Defferre, comme il l'avait fait au Sénat, a expliqué la méthode choisie par le gouvernement : *« Nous avons essayé, dans la mesure du possible, de procéder à des transferts « par blocs », à un bloc de compétences correspondant un bloc de ressources. »* Parlant de la scission du texte initial, le ministre d'Etat a indiqué que le gouvernement est d'accord pour inscrire à l'ordre du jour prioritaire une proposition de loi d'origine sénatoriale portant sur la partie du texte dont l'examen est ajourné. Ce « geste » indéniable envers une Assemblée qui ne ménage pas le gouvernement s'accompagne d'une sorte d'avertissement. *« Désormais*, a souligné M. Defferre, *la décentralisation est irréversible. Quel gouvernement pourrait retirer aux élus les pouvoirs qui leur auront été donnés ? »*

M. Defferre a ainsi paru répondre aux propos tenus par M. Giscard d'Estaing, qui, lors du congrès de l'U.D.F., avait indiqué : *« Tout texte de loi par le Sénat fera obligatoirement l'objet d'un nouvel examen après le changement de majorité. »* (*Le Monde* du 30 novembre.)

Le ministre de l'intérieur a tenu également à clarifier les responsabilités : *« Comme nous avons aussi posé en principe que les élus seront pleinement responsables de l'utilisation de leurs ressources, il faut souhaiter que celles-ci ne proviennent pas seulement d'un transfert de crédits budgétaires mais aussi d'un transfert d'une partie du pouvoir fiscal de l'État. »* En outre, le gouvernement souhaite que les régions *« consacrent effectivement à ces actions* (en matière de formation professionnelle et d'apprentissage) *à tout le moins autant de moyens que ceux que l'État mettait en œuvre avant le transfert »*.

La majorité partage ces préoccupations. Elle souhaite surtout que le texte sur les compétences soit suivi par d'autres projets, d'autres mesures, afin, notamment, de permettre aux collectivités territoriales de contracter des emprunts « globaux ». Il faudra également réformer l'assiette des impôts locaux, envisager une réforme de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle, comme l'a souligné M. Laignel (P.S., Indre).

Et puis, plusieurs orateurs des groupes socialiste et communiste ont insisté sur ce point, il faudra mettre sur pied un système de péréquation clair et efficace, afin d'éviter que les écarts ne se creusent encore entre riches et pauvres. *« C'est la condition sine qua non de la réussite et de l'irréversibilité de la décentralisation »*, a insisté M. Worms. La commission des finances, a ajouté M. Laignel, *« a refusé la politique des préalables suivie par le Sénat ; elle a supprimé les dispositions qui subordonnaient les transferts ultérieurs de compétences à telle ou telle condition financière »*.

Le débat, lundi 29 novembre, n'a pas été très passionné. On en était encore, il est vrai, au stade des grands principes. Les choses concrètes commençaient mardi. Les élus locaux que sont aussi les députés ont une semaine complète pour faire œuvre de décentralisation. Cela suppose que l'on ne s'essouffle pas trop vite.

LAURENT ZECCHINI.

(1) Ce texte a été analysé dans *le Monde* du 17 juin. Sa discussion au Sénat a fait l'objet de comptes rendus dans *le Monde* des 23, 30 et 31 octobre, 4, 6 et 7-8 novembre.

Résistible plafond...

Pauvres régions ! Seront-elles jamais considérées comme des êtres majeurs capables de fixer elles-mêmes le montant des impôts qu'elles souhaitent prélever sur leurs contribuables ? La loi de 1972, qui les a créées, leur a fixé un plafond de ressources fiscales par habitant (25 francs en 1975). Depuis, le « déplafonnement » est à l'ordre du jour.

Chaque année leurs défenseurs ont dû batailler avec les ministres des finances successifs pour obtenir une augmentation de leurs recettes ; en 1981 ils ont enfin obtenu que celles-ci croissent régulièrement comme la formation brute de capital fixe des administrations publiques (le plafond a ainsi été de 79,32 francs en 1982).

Une liberté totale faisait peur aux élus des régions les plus pauvres qui craignaient que les plus riches n'abusent de leur puissance et ainsi ne creusent l'écart qui les sépare. M. Defferre, malgré cela, s'est décidé à franchir ce pas : son texte prévoyait la suppression du plafond pour les régions de province. Le Sénat, tout en étendant cette nouvelle liberté à l'Ile-de-France, a renvoyé son application à une décision d'une loi de finances. Les commissions des lois et des finances de l'Assemblée nationale sont encore moins pressées ; elles préfèrent attendre que les régions soient des collectivités locales de plein exercice, c'est-à-dire que les conseils régionaux soient élus au suffrage universel.

M. Maurice Pourchon (P.S., Puy-de-Dôme), président du conseil régional d'Auvergne, admet que les régions riches ne doivent pas être entièrement libres mais il souhaite que toutes puissent disposer d'un peu plus de liberté. Il a donc proposé que le « plafond » soit, pour l'instant, maintenu, tout en étant doublé. Seulement, voilà : son amendement n'a pas été discuté par le groupe socialiste, comme il aurait dû l'être. De toute façon, le ministre de l'intérieur reste — pour l'instant — ferme sur ses intentions. Voilà un premier sujet de désaccord entre M. Defferre et la majorité socialiste de l'Assemblée. Mais la ligne de partage entre les régionalistes et les autres ne passe pas forcément par les frontières des groupes politiques.

T. B.

AU PALAIS DU LUXEMBOURG

Le budget de la défense est repoussé par une majorité sénatoriale « qui ne fait pas de quartier »

Ministère après ministère, le Sénat rejette les crédits budgétaires que lui présente le gouvernement. Après la mer, les transports, les anciens combattants, le temps libre, la jeunesse et les sports, le tourisme, ce fut le tour, lundi 29 septembre, des crédits de la défense.

Pour que l'opinion ne se méprenne pas, M. Blin, rapporteur général et sénateur centriste des Ardennes, avait souligné solennellement, le 22 novembre, (le Monde *du 24 novembre*) *que l'adoption par la majorité sénatoriale de la première partie de la loi de finances n'avait qu'une signification tactique et ne correspondait surtout pas à une approbation du projet. Cette précaution apparaît bien vaine aujourd'hui où le vote des recettes de la première partie ne peut plus faire illusion ; il visait, bien évidemment, à permettre l'expression d'une opposition « qui ne veut pas faire de quartier ».*

Le Sénat, pour la première fois dans l'histoire de la Ve République, a donc repoussé (180 voix contre 109, P.C., P.S., M.R.G. ; 178 contre 109 ; 180 contre 109 et 181 contre 109) les crédits des divers titres du ministère de la défense que M. Charles Hernu avait vainement défendus, soulignant que les annulations de crédits qui lui sont si vivement reprochés ne représentent que 5,7 % d'un total qui augmente de 11,2 %, et affirmant que les objectifs de la loi de programmation, en termes de livraisons d'avions de combat, seraient atteints en 1983, à 99 %, au prix de la substitution de Mirage-I aux Mirage-2000.

Pour l'armée de terre, les objectifs de cette loi seront même dépassés, a-t-il dit, pour certains matériels. Quant à la marine, aucune commande de bâtiment majeur ne serait supprimée ni même reportée. Au sujet du char destiné à remplacer l'AMX 30, aujourd'hui en service, dont le premier ministre a annoncé la mise à l'étude, M. Hernu précise qu'il sera « plus compact, mieux armé ».

L'automatisation poussée des différents postes, leur ergonomie très étudiée, autoriseront un équipage à trois hommes. *« Le niveau élevé des ressources allouées aux armées préserve notre potentiel*, conclut le ministre de la défense, *et la part de la richesse nationale qui lui est consacrée place la France au premier rang des démocraties occidentales de taille comparable. »*

M. Francou (Un. Centr., Bouches-du-Rhône), rapporteur de la commission des finances, dénonce *« l'écart qui se creuse d'année en année entre un discours rassurant et des crédits dont la modicité inquiète »* (son article dans *le Monde* du 30 novembre).

M. Legouez (R.I., Eure), constate, au nom de la même commission, que ce budget ne permettra pas de faire la soudure avec la prochaine loi de programmation. On entend encore les « avis » de MM. Manet (P.S., Dordogne) sur le service des essences et Genton (Un.-Centr., Cher) qui dénonce, au nom de la commission des affaires étrangères, la diminution de notre effort nucléaire.

M. Chaumont (R.P.R., Sarthe), rapporteur pour avis de la même commission affirme que *« dans l'ensemble, la puissance de feu de l'armée de terre est compromise et la réduction des commandes aux fournisseurs va se traduire par la suppression de vingt mille emplois en deux ans. « Le Sénat*, conclut-il en s'adressant à M. Hernu, *a manifesté en 1982 qu'il n'avait aucune défiance envers vous. Mais la tromperie que traduit l'annulation de crédits, l'incertitude sur l'avenir, la modicité de vos propositions, nous conduisent cette fois à repousser votre budget. »*

Les trois derniers rapporteurs, MM. Voilquin (R.I., Vosges), Max Lejeune (Gauche-dém., Somme) et Caldaguès (R.P.R. Paris) aboutissent à la même conclusion.

M. Lecanuet : « Nous ne serons pas complices d'un renoncement »

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., sénateur de Seine-Maritime, prend exceptionnellement la parole dans ce débat en qualité de président de la commission des affaires étrangères et de la défense (habituellement, il se réservait de monter à la tribune pour l'examen des crédits du Quai d'Orsay).

M. Lecanuet, qui ne veut pas mettre en cause les bonnes intentions de M. Hernu, croit néanmoins observer *« une modification radicale mais inavouée de l'attitude gouvernementale face au problème de la défense, en même temps qu'une contradiction entre cette attitude et les objectifs de politique étrangère (...) On ne peut pas dire*, reconnaît-il, *que le gouvernement abandonne la défense, mais qu'il s'engage sur la voie d'un processus de diminution de son effort. »*

Ce processus, estime-t-il, est très grave parce qu'il affecte *« substantiellement et durablement »* l'équipement, mais aussi la préparation de nos forces. Au moment où l'insécurité mondiale appellerait un effort accru, cet effort descend au-dessous du niveau jugé indispensable pour que la dissuasion demeure crédible.

« Vos réductions budgétaires, déclare M. Lecanuet, *sont en contradiction avec la fermeté affichée de notre diplomatie. »* Citant M. Georges Sarre, M. Lecanuet dénonce alors les *« postulats purement doctrinaires »* qui conduisent à une dangereuse *« déflation des effectifs du corps de bataille. (...) En condamnant l'insuffisance des crédits militaires, la commission de la défense*, conclut son président, *ne cède pas à un dénigrement partisan. Elle estime de son devoir de les refuser pour n'être pas complice d'un renoncement qu'elle condamne ».*

Dans la discussion qui suit on entend plusieurs orateurs de la majorité gouvernementale (ici minoritaires) qui défendent ce budget avec les arguments entendus à l'Assemblée nationale. Parmi les opposants, l'ancien ministre de la défense, M. Yvon Bourges (app. R.P.R., Ille-et-Vilaine), est particulièrement dur pour la politique de son successeur.

« Ce que nous vous reprochons, déclare-t-il, *c'est de ne pas tenir vos engagements, de ne pas appliquer la loi, d'avoir stoppé l'effort que nous avions entrepris. (...) Nous vous avons entendu protester qu'il n'y avait pas de régression puisque le budget était maintenu au niveau de 3,805 % du P.I.B.M. Le premier ministre s'est référé, devant l'Assemblée nationale, au produit intérieur brut, ce qui est nouveau, mais ne correspond pas aux objectifs de la loi. »*

M. Bourges soupçonne, dans l'annonce qui a été faite d'une nouvelle organisation de nos forces et des missions dont serait chargée la gendarmerie, une modification de la politique de défense. *« Vous avez le droit*, proclame-t-il, *de changer la politique de défense, mais le devoir de le dire clairement à la nation et à la représentation parlementaire. Or, visiblement, vous cherchez à gagner du temps (...) à entretenir l'équivoque en vivant sur l'acquis dont vous avez hérité. »*

« L'opposition, souligne M. Matraja, sénateur socialiste des Bouches-du-Rhône, *vient de mettre en place l'artillerie lourde. »*

Point par point, M. Hernu répond aux orateurs. Il est plusieurs fois interrompu dans son exposé par son prédécesseur, M. Bourges, qui conteste les explications du ministre. Puis, par une série de scrutin, les crédits des divers titres sont repoussés. Ceux des services généraux du premier ministre sont « réservés ». Leur sort sera peut-être meilleur. Qui sait ?

ALAIN GUICHARD.

● *Les Verts, parti écologiste*, se félicitent, dans un communiqué publié lundi 29 novembre, de ce que l'assemblée générale du RAT ait ratifié le processus de création d'une organisation politique commune des écologistes (*le Monde* du 30 novembre) et ils prennent acte du vote, par cette assemblée générale, *« d'une motion fixant désormais aux Amis de la Terre une vocation uniquement associative et reconnaissant, par là, aux Verts la spécificité du domaine politique »*.

vos SANITAIRES REMIS à NEUF
à domicile, en un jour, sans démontage baignoires, lavabos, bidets, w.c.
- Réparations locales, détartrage...
- Remise à neuf totale en blanc, ou tous coloris au choix (flammé possible).
SAMOTEC
7, rue Sainte Isaure - 75018 Paris
255.44.89

TIBET ÉTERNEL
Philippe Blanc
"Un chef-d'œuvre" - Jean d'Ormesson
"Un témoignage unique" - L'Express
"Les photographies sont de véritables tableaux" - José Artur (France Inter)
GUY LE PPAT
PAPIS

des cadeaux à PRIX CADEAUX
jusqu'au 11 décembre
AUX TROIS QUARTIERS
17, boulevard de la Madeleine, Paris

POLITIQUE

LE MARKETING POLITIQUE ET LES MUNICIPALES

I. — *Le « boom » des conseils*

par LAURENT GREILSAMER

LE marketing politique français sort de l'enfance ! Merci, M. Séguéla. Sans ce publicitaire avide de publicité, il en aurait certainement été différemment. Mais voilà, M. Jacques Séguéla a lancé et mis en musique le coup de « la force tranquille », slogan fétiche de la campagne présidentielle de 1981. Et M. Séguéla a gagné. Il ne s'en est pas caché. Pas de miracle, analyse aujourd'hui ce loup de la pub, toujours bondissant : *« Ce sont les bons produits qui font les bonnes campagnes. La bonne pub accélère le mouvement, c'est tout. Comme au surf, elle est portée par la vague. Une mauvaise pub sur un mauvais produit reste sur le sable. »*

M. Séguéla, conseiller personnel pour l'image de M. Mitterrand, est un homme de communication avisé. Pour lui, et finalement pour les autres. A la fin de l'année 1980, il avait scellé avec M. Mitterrand un *« pacte sacré »* en ces termes : *« Je serais très honoré de participer à votre campagne. A une condition : la pub ne sera pas cachée. Ce n'est pas une maladie. »* Le contrat a été respecté. Et le slogan « la force tranquille », devenu une devise, a fait prendre conscience à toute la classe politique des vertus de la « communication moderne ». Il aura fallu seize ans de travail. M. Michel Bongrand, le premier en France, avait ouvert le feu, en 1965, en faisant la campagne de M. Jean Lecanuet.

En somme, le marketing politique est une idée qui fait son chemin. Mieux. C'est une idée qui a fait son chemin. Mine de rien, les élections municipales de mars 1983 consacrent déjà le grand « boom » des conseils en communication. M. Bernard Krief, qui travaille pour l'opposition, le dit. M. Séguéla a contribué à déculpabiliser les hommes politiques. L'équipe de Bongrand S.A. l'affirme : *« L'existence du conseil est reconnue. La demande est très forte. »* Désormais, la nécessité du recours à la publicité, au marketing et aux conseils en communication est admise non seulement par les états-majors parisiens des partis mais aussi par l'ensemble des élus et des candidats de tous bords. Pas un maire de grande ville, pas un conseiller général qui n'en soit conscient.

Pour les derniers ignorants, s'ils existent, les derniers réticents et hésitants, M. Thierry Saussez, trente-trois ans, ancien assistant de M. Bongrand, s'est fait pédagogue. A quelque cinq cents maires de l'opposition, il a adressé un minidictionnaire (trente-trois pages) de la communication locale. A tous, il a rappelé — par voie d'affiches — qu'ils avaient peu de jours pour gagner et que chaque jour compte... En créant sa société (Image et Stratégie), M. Saussez n'a pas été le seul à se lancer à l'assaut d'un marché défriché par M. Bongrand. D'autres jeunes ont ouvert boutique. Et d'autres publicitaires, à l'instar de M. Séguéla, ont décidé de se laisser tenter par une escapade politique.

L'essor du marketing politique bute cependant sur sa concentration excessive, à Paris. Le fait éclate à l'approche des municipales.

A l'heure de la décentralisation, cela laisse rêveur. Et cela renforce l'image qui colle à la peau des conseillers en communication : celle de manipulateurs, licenciés ès propagande, tirant les ficelles depuis la capitale.

Le tableau, heureusement, n'est pas aussi noir. Les équipes de communication et les candidats travaillent ensemble. Depuis des semaines, parfois des mois et des années, ils cogitent. Car c'est avant le feu d'une campagne — du moins en principe — que se construit l'« image » du candidat et son « profil ». C'est avant que s'organise sa « notoriété ». Une élaboration patiente, difficile. Un bon magazine municipal mettant en valeur les réalisations de la mairie ne s'improvise pas. Une « permanence » téléphonique assurée régulièrement par M. le maire non plus. Une radio amie qui dit du bien de vous, cela ne se décrète pas. Or tous ces moyens contribuent largement à l'installation d'un climat favorable.

Le « téléphone boule de neige »

La mairie de Marseille illustre, par une campagne d'affichage, cette préparation psychologique des électeurs. Au mois de septembre, les Marseillais ont découvert sur les murs de leur ville des affiches proclamant : *« Embellir sa ville, c'est embellir sa vie. »* Tout cela, dans le cadre d'une campagne publicitaire sur le « nouveau Marseille ». Les Marseillais découvriront, un peu plus tard, et sans doute sans surprise, que seul M. Gaston Defferre peut être le maire de ce nouveau Marseille-là.

Les maires sortants ont eu près de six ans pour faire la démonstration de leur talent. S'ils sont prévoyants, ils auront pensé à faire voter au budget 1982 quelques enveloppes pour tel quartier un peu délaissé, telle association trop longtemps ignorée, etc. C'est à présent la dernière ligne droite. C'est l'heure du bilan, du compte rendu de mandat. Le maire doit convaincre ses concitoyens du bon service rendu. Il doit ouvrir ses dossiers, informer et encore informer. C'est une bonne carte à jouer : celle du gestionnaire proche de la vie des habitants de la cité, calme, tranquille.

Pendant que le maire sortant expose son bilan, son adversaire s'attarde sur les pages du Livre noir qu'il a rédigé. Son rôle est de critiquer, si possible de démolir, de mettre, en tout cas, en lumière les failles : la ville a été mal gérée, aucune industrie ne s'y est implantée, où sont les crèches ?... Le rôle est moins facile qu'on ne peut l'imaginer. Tous les sondages et toutes les études montrent que l'agressivité est mal ressentie. Question de dosage. De plus, le contre-bilan doit être dressé par un concurrent crédible, déjà connu, pour être bien reçu.

Viennent ensuite les campagnes proprement dites. Bien sûr, les conseils en communication n'entendent pas dévoiler leurs recettes (elles font partie des secrets de famille) ni le nom de leurs clients (cela ne se fait pas, et ils pourraient perdre !...). Chez Bongrand S.A. et les autres, on encourage cependant vivement les candidats de l'opposition qui veulent enlever les mairies à réinvestir la vie associative, à s'occuper de la vie quotidienne dans les ZUP, à prêter attention aux nouveaux inscrits sur les listes électorales et à se tourner vers les jeunes, *« déçus par le pouvoir en place »*. Les maires de gauche auront intérêt, pour leur part, à dire et redire que le socialisme, ça marche... Manière de montrer que la gauche sait gérer la durée et qu'il y a des réussites sur le terrain. Ce devrait être l'axe de la campagne, estime M. Jean-Pierre Audour, publicitaire de renom et militant socialiste, qui a supervisé la campagne gouvernementale « les yeux ouverts. »

Les contacts personnels, les poignées de main à la chaîne, les belles phrases, font, bien sûr, partie de la panoplie classique du candidat. Dans une grande ville, le candidat devra multiplier les conférences de presse, les « descentes » sur le terrain, les tracts informatifs et les affiches. Ainsi circulera une partie de l'information voulue. Ainsi fonctionnera le bouche à oreille.

Toujours plus proche

Mais à ces moyens classiques, les publicitaires en ajoutent de plus modernes. La création de comités de soutien, implantés par quartier, arrive en droite ligne des Etats-Unis. Ils ont pour effet de rapprocher les candidats des électeurs et de provoquer des effets démultiplicateurs. Le téléphone peut aussi être mis à contribution. Le « téléphone du maire » : deux heures par semaine, l'élu répond directement aux électeurs et court-circuite tous les relais et écrans entre lui et les autres — M. Jacques Baumel, député (R.P.R.) et maire de Rueil, est, par exemple, très satisfait de cette technique ; le « téléphone militant » : chaque fidèle d'un camp appelle cent électeurs de son quartier. Principe numéro un : ne pas blesser les interlocuteurs. Selon M. Séguéla, 35 % des personnes appelées acceptent le dialogue ; le « téléphone boule de neige » : en fin de campagne, les partisans d'un candidat joignent des abonnés au téléphone, chargés à leur tour d'appeler des amis et ainsi de suite.

D'autres techniques vont faire leur apparition. Comme les affiches des derniers films sortis sur les écrans, celles des candidats circuleront dans les villes sur des camionnettes aménagées, ou « voitures-sandwiches ». Des camions vidéo accueilleront à leur bord les personnes désirant visionner une cassette à la gloire d'un candidat. Enfin, à titre d'exemple, des jeux comptant autant de cartes qu'il y a de candidats sur les listes peuvent être diffusés, carte par carte, dans les boîtes aux lettres. La règle consistera à réunir un jeu complet alors que les cartes représentant le maire ou le candidat ont été distribuées en petit nombre. Cette astuce a pour but de créer une « ruée » sur la personne du maire ou du candidat. Le gadget avait été utilisé lors de l'élection municipale de Liège (Belgique), en octobre. Avec succès. Pour la petite histoire, M. Bongrand avait travaillé pour le candidat libéral, et M. Séguéla pour le sortant de gauche — qui a gagné.

Moyens classiques, moyens modernes : tous visent à rendre les candidats plus proches des électeurs. Tel est le credo : la « proximité ». Après les présentations de bilans et contre-bilans, il faut être au courant des petits détails, chaleureux, humain. Deuxième axe de travail et de communication : l'affectivité. C'est fou comme l'on va s'aimer durant ces municipales. Invité à aimer sa région, sommé d'aimer sa ville, on priera finalement, fermement, l'électeur d'avoir le coup de foudre pour le candidat X... ou Y... Sans aller encore jusque-là, les habitants de Montpellier peuvent déjà voir dans leurs salles de cinéma un petit film sur leur ville et leur région : une belle histoire d'amour. Une jeune femme y a rendez-vous avec son amour. Son amour s'appelle Montpellier.

La « proximité », l'affectivité. L'affectivité et la proximité : ces thèmes seront valables pour tous les candidats. C'est l'air du temps qui le veut et le commande. De même, des thèmes nationaux envahiront les campagnes municipales. Le chômage, la crise, seront donc présents. M. Jacques Pilhan, directeur de la stratégie de l'équipe de M. Séguéla, insiste sur cette *« très forte influence des attentes et thèmes nationaux »*. Face aux difficultés économiques, les maires sortants et les candidats seront jugés sur leur capacité à agir (ou à réagir).

Au plan national, le R.P.R. vient de lancer, le premier, sa campagne. Cinq affiches — sérieuses et calmes — sont apparues à la mi-novembre dans les villes de plus de vingt mille habitants. L'affichage durera un mois. Un mois pour être bien sûr que, *« dans une ville bien gérée »*, *« on vit mieux »*, *« on paie moins d'impôts »*, *« chaque personne compte »*, et que les entreprises s'implantent, etc. L'U.D.F., pour sa part, n'a encore rien décidé. Le P.C.F., lui, s'apprête à lancer une campagne avant la trêve des confiseurs, et le P.S. à donner *« toute la gomme aux militants sur le terrain »*.

Tout cela commence doucement. La politique est pour l'instant cantonnée dans la coulisse. Mais gare ! Les municipales ressembleront bientôt à une *« guerre de tranchées »*. C'est l'avis de l'un des meilleurs spécialistes sur la place.

Prochain article :

PARIS, JE T'AIME !

UNE DOUCE VIOLENCE

C'est l'agence Mirabelle qui a créé, en 1980, le « concept » de la force tranquille. Guy Laroche lançait Drakkar, une eau de toilette : « Drakkar : la force tranquille d'un parfum d'homme. » *L'agence Mirabelle voulait* « positionner un produit » *pour les hommes paisibles, bien dans leur peau. Il s'agissait alors de se démarquer des publicités* « très macho » *des eaux de toilette destinées aux hommes.*

Est-ce un hasard ? On ne voit plus aujourd'hui de publicités pour Drakkar sous la signature de la « force tranquille ». *La société Guy Laroche n'entend pas promouvoir,* « pour l'instant », *ce produit en France. Va pour l'étranger ! Seulement. Il ne faut y voir, selon l'agence Mirabelle et son annonceur, aucune raison politique. Tout simplement, Guy Laroche a lancé au mois d'avril un nouveau parfum : Drakkar noir. Même flacon que le premier, même nom — ou tout comme — mais un « jus » différent, plus corsé, plus moderne. La signature elle, a changé...* « La douce violence d'un parfum d'homme » *a remplacé* « la force tranquille d'un parfum d'homme ». *Un renversement. Comme une réplique.*

faits & chiffres 82

40 sujets d'actualité économique

traités dans le langage de tous les jours

AÉRONAUTIQUE
AGRICULTURE
ASSISTANCE AUX P.V.D.
AUTOMOBILES
BANQUE
BOURSE
BUDGET
BUREAUTIQUE
CHARBON
CHÔMAGE
COMMERCE EXTÉRIEUR
CONSOM. DES MÉNAGES
ÉLECTRICITÉ
ÉLECTRO-NUCLÉAIRE
ÉNERGIE
ENSEIGNEMENT
ÉPARGNE
FRAUDE FISCALE
GAZ NATUREL
GRANDES ENTREPRISES
Gdes PRODUCT. AGRICOLES
Gdes PRODUITS MINIERS
GRÈVES
INFLATION
INFORMATIQUE
LOGEMENTS
OR
PATRIMOINE DES MÉNAGES
PÉTROLE
POPULATION
POPULATION ACTIVE
PRODUIT NATIONAL
PUISSANCE INDUSTRIELLE
PUISSANCE MILITAIRE
REVENUS
ROBOTIQUE
SANTÉ
TECHNIQUES NOUVELLES
TÉLÉMATIQUE
TOURISME

et cette année dans faits & chiffres

page 2 la réponse aux questions insolites que vous vous posez sur :

la fraude

Quel est le montant de la fraude à la T.V.A. ? (travail au noir).

De combien les français fraudent-ils chaque année sur les droits d'héritage ?

Quel est le montant de l'économie souterraine dissimulée au fisc ?

la fortune

Combien y-a-t-il de gros milliardaires en France ? (plus de 5,4 milliards de centimes)

Que valent toutes les résidences secondaires en France ?

A combien s'élève la fortune de tous les français ?

Quelle est la valeur de tous les objets d'art et de collection propriété des ménages ?

Quelle est la valeur de tous les bois, les champs, les étangs...?

Quelle part de la fortune totale possède le 1 % des français les plus riches ?

Combien valent l'ensemble des vaches, des moutons, des chevaux... que l'on voit dans les prés de France ?

Combien valent toutes les actions cotées à la Bourse appartenant aux français ?

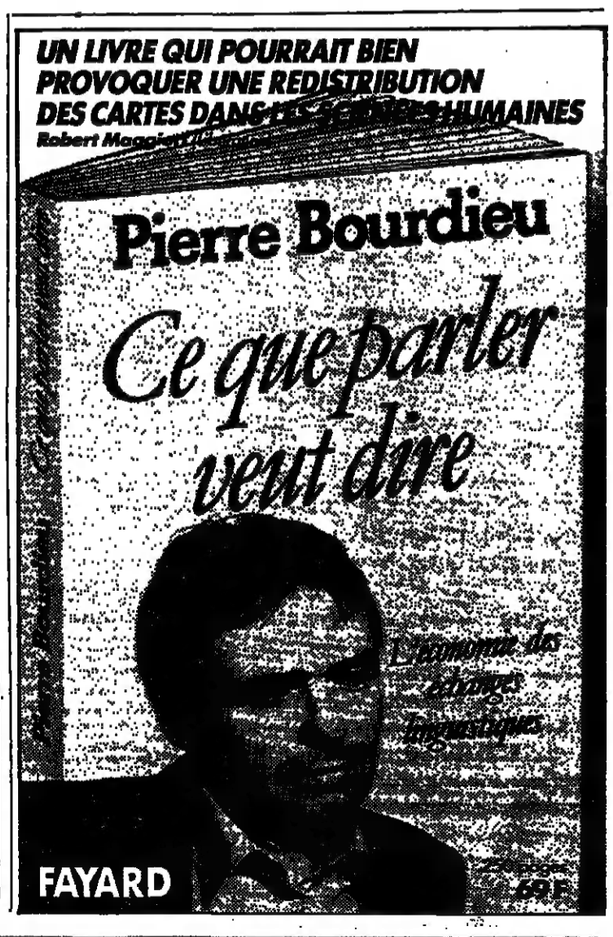
Combien de kilos d'or possède l'ensemble des ménages français ?

en vente chez tous les marchands de journaux

PROBLÈMES PSYCHOLOGIQUES & SOLITUDE MORALE

Consultations par correspondance
Renée Deschamps, *docteur en philosophie*
2250 Route de Mende, 34100 MONTPELLIER

UN LIVRE QUI POURRAIT BIEN PROVOQUER UNE REDISTRIBUTION DES CARTES DANS LES SCIENCES HUMAINES
Robert Maggiori



CIRCUIT

RENCONTRER LE SERPENT A PLUME

TOUR DU MEXIQUE - YUCATAN - 14 JOURS/13 NUITS - HÔTELS 1re CLASSE - VOITURE, CHAUFFEUR, GUIDES - 6500 F AU DÉPART DE MEXICO*

* PARIS/MEXICO/PARIS A PARTIR DE 4285 F

FORUM VOYAGES
LA TERRE MOINS CHERE

1, rue Cassette (Mº St-Sulpice) 75006 Paris Tél. 544.38.61
17, rue d'Antin (Mº Opéra) 75002 Paris Tél. 268.11.94
72, rue Jeanne-d'Arc 76000 Rouen Tél. (35) 98.32.59

POLITIQUE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

LYON : une « primaire » dans l'opposition permettra de mesurer l'audience du R.P.R.

A gauche, la non-conclusion d'un accord électoral entre l'U.D.F. [redacted] le R.P.R. [redacted] Lyon – qui ne constitue pas une réelle surprise – est naturellement soulignée, pour [redacted] mettre en contradiction avec les récentes proclamations unitaires [redacted] MM. Giscard d'Estaing et Chirac sur le plan national. A droite, M. Pinton, secrétaire général [redacted] l'U.D.F., exprime le même sentiment, tandis que le R.P.R. met l'accent sur les exigences des amis du maire sortant, alors qu'un accord n'était pas exclu après l'entretien que celui-ci avait eu [redacted] Paris, le 24 novembre, avec M. Chirac.

On [redacted] souligne que la règle des trois tiers aurait, en fait, renforcée le courant U.D.F. et n'aurait pas tenu compte des progrès du R.P.R. aux cantonales. De plus, la répartition des têtes de [redacted] dans les arrondissements aurait été remises en partie en cause. M. Noir ne désespère pas toutefois, d'attirer à lui d'anciens partisans de M. Collomb. Un pacte de « bonne conduite » [redacted] d'ores et déjà [redacted] conclu.

De notre correspondant régional

Lyon. – Les négociations [redacted] définitivement échoué, le lundi [redacted] novembre, entre [redacted] partisans du maire, M. Francisque Collomb, [redacted] teur (non inscrit) [redacted] le député R.P.R. de la troisième circonscription, M. Michel Lenoir, le fossé [redacted] creusé depuis longtemps [redacted] chiraquiens [redacted] gagné avec vingt [redacted] d'avance la [redacted] muniqués de rupture (nos [redacted] du 29 novembre), la machine [redacted] l'équipe [redacted] Collomb, elle, [redacted] aujourd'hui [redacted] *mobilisée. L'artifice qui* consiste [redacted] laisser vacant, pendant quelque temps, [redacted] « tiers » [redacted] au R.P.R. ne [redacted] illusion. Les [redacted] composantes de [redacted] droite lyonnaise se disputeront farouchement [redacted] soixante-douze sièges [redacted] municipaux [redacted] cent trente-neuf sièges [redacted] nouveaux conseillers d'arrondissement.

[redacted] thèmes du maire sortant, l' « *équité* » [redacted] l'« *efficacité* » [redacted] pouvaient permettre d'aller plus loin que la règle des trois tiers (U.D.F., apolitiques, R.P.R.). [redacted] avoir beaucoup [redacted] – [redacted] tamment le poste stratégique de premier adjoint, dévolu selon [redacted] accords aujourd'hui caducs à un R.P.R. – le maire et ses fidèles [redacted] finalement accepté [redacted] remettre leur pouvoir en jeu. Avec des [redacted] : la [redacted] a une [redacted] centriste. Et des handicaps : l'image de marque [redacted] « gestionnaires » a vieilli ; [redacted] « pradélisme » apolitique n'a pas [redacted] son inventeur [redacted]. De plus, le R.P.R. est sur une [redacted] ascendante.

En 1979, [redacted] élections européennes, la [redacted] de [redacted] écrasé celle de M. Chirac. Le 26 avril 1981, [redacted] d'Estaing avait conservé une avance [redacted] confortable sur le [redacted] du [redacted] : près de [redacted] des voix lyonnaises contre moins [redacted] %. Mais après le choc du 10 mai, durement ressenti dans [redacted] deuxième capitale française de l'opposition (après Paris), le R.P.R. s'est plus rapidement rétabli [redacted] l'U.D.F. [redacted] quatre [redacted] six [redacted] ville qui ont [redacted] renouvelés, ses candidats [redacted] précédé, par [redacted] très largement, [redacted] mars dernier, des candidats U.D.F., « [redacted] droite » (M. Charles Beraudier, premier adjoint au maire sortant) ou C.N.I. En ce [redacted] déchirure lyonnaise sera un test national. En tout [redacted], un baromètre assez [redacted] pour vérifier [redacted] après [redacted] rentrée politique de M. [redacted] d'Estaing l'U.D.F. s'est, ou non, « refait une santé »...

Chaque [redacted] de la droite [redacted] sur le même bilan. [redacted] peut-être sur [redacted] propositions [redacted]. Pourtant, ce « terrain » devra au préalable [redacted] querelles partisanes. [redacted] « [redacted] *barrage* [redacted] *les visages, les silhouettes* [redacted] *l'âge* [redacted] *capitaine* », [redacted] noncé par M. Collomb la semaine dernière, cessera-t-il pendant [redacted] électorale ? Rien n'est moins [redacted] : dès lundi soir, [redacted] protagonistes ont souligné leurs différences face aux caméras de la télévision régionale. « [redacted] *proches de* [redacted] *Collomb qui voulaient la rupture, pas le* [redacted] *qui* [redacted] *d'accord* [redacted] *Jacques Chirac* », [redacted] indiqué M. Noir. « *Les Lyonnais di*[redacted] *s'ils veulent* [redacted] *gestionnaires* [redacted] *leur* [redacted] *soit uniquement l'affaire des politiques* », [redacted] répondu le maire.

Le « microcosme » politique lyonnais – pour reprendre une expression chère à M. Raymond Barre, député apparenté U.D.F. de la quatrième circonscription, aura pendant quatre mois tout le loisir de [redacted] jeu des transferts d'un camp à l'autre. Cette compétition souterraine sera évidemment alimentée par une floraison de sondages.

M. Barre, précisément, ne doit pas regretter son éloignement temporaire (il est en déplacement aux Etats-Unis). C'est pour lui un répit avant une prise de position dont chaque camp espère tirer bénéfice, mais qui risque de [redacted] attendre...

A gauche, M. Gérard Collomb, député de la deuxième circonscription qui conduit la liste socialiste reste [redacted]. « *La* [redacted] *la droite*, estime-t-il, [redacted] *se fera pas sur des programmes,* [redacted] *sur des pro*[redacted] *d'hommes. Cela nous* [redacted] *marge pour mener* [redacted] *de propositions pour Lyon* [redacted] *vie concrète de ses* [redacted]. »

CLAUDE RÉGENT.

● *M. François Léotard*, secrétaire général du P.R., a estimé, lundi [redacted] novembre, [redacted] Clermont-Ferrand, que dans [redacted] négociations [redacted] le R.P.R. [redacted] vue [redacted] prochaines élections municipales « *Il n'est* [redacted] *possible de transiger* [redacted] *trois points : le dix-huitième arrond*[redacted] *Paris, Metz et Montpellier* ». Il a ajouté : « *Nous* [redacted] *pourrions accepter que l'équilibre* [redacted] *négociations* [redacted] *le R.P.R. ne soit pas favorable* [redacted] *élus les mieux placés dans* [redacted] *trois localités, c'est-à-dire* [redacted] *Roger Chinaud dans le 18e arrondissement ;* [redacted] *maire, Jean-Marie Rausch,* [redacted] *Metz,* [redacted] *François Delmas, l'ancien maire de Montpellier.* » M. Léotard a ajouté qu'un refus du R.P.R. [redacted] risquerait [redacted] mettre en [redacted] d'autres accords.

● *M. Claude Estier*, porte-parole du [redacted] socialiste [redacted] tionale, [redacted] déclaré, [redacted] Europe 1, [redacted] 29 novembre : « [redacted] *différ*[redacted] *importantes apparaissent dans la stratégie de Chirac et de Giscard. Alors que* [redacted] *premier* [redacted] *entendre que* [redacted] *gauche pourrait perdre bientôt le pouvoir, le second admet qu'elle a pour elle la durée. M. Chirac s'en prend systématique*[redacted] *à toute l'action gouvernementale* [redacted] *affirme sa* [redacted] *de revenir sur toutes les grandes réformes mises* [redacted] *depuis* [redacted] *1981. M. Giscard d'Estaing* [redacted] *dit prêt à* [redacted] *les* [redacted] *sociales. C'est sa façon à lui* [redacted] *situer* [redacted] *centre et, du même coup, de rejeter* [redacted] *droite* [redacted] *partenaire rival. Cela pourrait être habile si l'U.D.F. ne penchait elle-même lourdement à droite et si, d'autre part, les Français avaient la mémoire courte. Mais ils n'ont pas oublié* [redacted] *pendant* [redacted] *son septennat, Giscard* [redacted] *pris aucune des mesures* [redacted] *il reconnaît aujourd'hui le bien-fondé.* »

● [redacted] *Henri Giscard D'Estaing*, [redacted] général [redacted] l'U.D.F. [redacted] canton de [redacted] (Loir-et-Cher), juge « *prématurée* » l'annonce de sa candidature à [redacted] de [redacted] contre le maire [redacted] M. Pierre Sudreau (app. U.D.F.), [redacted] ministre. Evoquant [redacted] en cours avec M. [redacted] le R.P.R. il [redacted] affirmé : « *Il n'y aura pas de dispute ou* [redacted] *querelle* [redacted] *personne.* [redacted] *premier tour ou au second* [redacted] *nous serons* [redacted] *pour gagner.* »

● [redacted] *Valéry Giscard d'Estaing* a été reçu, lundi 29 novembre en fin [redacted] matinée, [redacted] Roger Frey, pré[redacted] du [redacted] constitutionnel, avec lequel il s'est [redacted] vaux du Conseil. Membre de droit du [redacted] constitutionnel, en qualité d'ancien président [redacted] la République, M. Giscard d'Estaing n'y a [redacted] encore siégé. Il [redacted] indiqué, à plusieurs reprises, [redacted] de participer [redacted] du Conseil, « *si* [redacted] *en cause* [redacted] *institutions* ».

A L'ÉCOLE DES CADRES DU P.C.F.

« Nous vivons la crise d'un type de croissance technologique et de vie sociale »,

déclare M. Marchais

L'Humanité **publie, mardi 30 novembre, le texte d'une conférence prononcée par M. Georges Marchais, le 26 novembre, [redacted] l'école des cadres du P.C.F. Le secrétaire général expose « *la façon dont les communistes voient la crise et la façon d'y faire face* ». M. Marchais souligne que l'action de la majorité suppose, pour être efficace, « *le respect du pluralisme, de l'originalité des points de vue* », étant entendu que les communistes n'ont « *pas d'autre adversaire que les forces du passé* ».**

Cette conférence met en évidence une double préoccupation chez les dirigeants du P.C.F. : insérer [redacted] parti [redacted] le [redacted] économique et politique, qui s'organise autour de l'action du gouvernement, et aider les communistes [redacted] se définir par rapport [redacted] une politique dont ils partagent la responsabilité, mais dans laquelle il leur est souvent difficile de se reconnaître.

M. Marchais fait preuve d'une certaine audace en allant au-delà de l'analyse traditionnelle, selon laquelle la crise est « *issue de la crise* [redacted] *capitalisme* », pour affirmer que l'on assiste aussi [redacted] celle « *d'un type de croissance technologique et de vie sociale* ». – P. J.

Le secrétaire général du P.C.F. explique que « *l'accumulation* [redacted] *connaissances,* [redacted] *révolution scientifique* [redacted] *technique, les avancées* [redacted] *dans les domaines* [redacted] *l'information et* [redacted] *l'automation, bouleversent* [redacted] *sociales, marquent au plus profond* [redacted] *personnalités* ». Il [redacted] que « *des aspirations nouvelles apparaissent : vivre* [redacted] *plus libre, pouvoir choisir* [redacted] *travail, être partie prenante d'une vie sociale plus riche* ».

M. Marchais [redacted] sur le fait que « [redacted] *développement* [redacted] *le cap*[redacted] *est porteur heurte* [redacted] *les asp*[redacted] *des peuples* ». Il détaille [redacted] « *coût économique,* [redacted] *humain* [redacted] *domina*[redacted] *du capital* », qui [redacted] « *retourné* [redacted] *eux-mêmes* » [redacted] « *progrès incontestables* » accomplis, [redacted] France, depuis vingt ans, dans « [redacted] *structures sociales, les rapports humains, les comportements* [redacted] *les mentalités* ».

« *Au centre* [redacted] *les problèmes, de* [redacted] *les difficultés,* [redacted] *blocages,* [redacted] M. Marchais, *on retrouve une même cause : l'exigencer capitaliste du profit et* [redacted] *la rentabilité financière. Repérer cette cause, c'est, du même coup,* [redacted] *la possibilité d'agir sur* [redacted] *qu'il* [redacted] *possible, en France,* [redacted] *prendre* [redacted] *efficaces contre* [redacted] *crise, et comprendre de quel type* [redacted] *mesures* [redacted] *s'agit : d'un* [redacted] *transformations sociales profondes, concernant non* [redacted] *structures économiques et politiques, mais* [redacted] *rapports* [redacted] *critères de gestion.* »

Le [redacted] général du P.C.F. met en garde contre l'idée d'une « *nouvelle adaptation* [redacted] *de* [redacted] *crise* [redacted] *le respect* [redacted] *exigences* [redacted] *profit* ». Ceux qui proposent [redacted] type de solution [redacted] qui, sous [redacted] septennat précédent, avaient « *mené* [redacted] *France à la catastrophe* », veulent « *procéder d'abord* [redacted] « [redacted] », [redacted] *d'austérité et* [redacted] *l'emploi, qu'on présenterait* [redacted] *autant* [redacted] *inévitables, après quoi viendrait le salut, grâce aux progrès* [redacted] *technologies* ». « *En fait*, estime M. Marchais, *une telle* « [redacted] » *pourrait* [redacted] *doute permettre* [redacted] *forces* [redacted] *capital* [redacted] *préserver leur* [redacted] *; elle pourrait* [redacted] *du temps,* [redacted] *prix de nouvelles souffrances pour les travailleurs, de* [redacted] *gâchis d'immenses potentiels technologiques, d'un nouvel affaiblissement* [redacted]. »

Soulignant que « *la bourgeoisie française* », à laquelle le peuple « *a retiré* [redacted] *pouvoir politique* », [redacted] « *disqualifiée pour continuer à exercer sans partage* [redacted] *pouvoir économique* », M. Marchais [redacted] que « *les véri*[redacted] « experts [redacted] entreprises » – *selon l'expression* [redacted] *Gattaz, qui prétend qualifier* [redacted] *pat*[redacted] – *ce* [redacted] *qui y travaillent,* [redacted] *l'ouvrier spécialisé* [redacted] *l'ingénieur* [redacted] *cadre, en passant par* [redacted] *l'employé.* » « *C'est* [redacted] *eux*, ajoute-t-il, *qu'il* [redacted] *donner* [redacted] *nouveaux droits* [redacted] *de nouveaux pouvoirs,* [redacted] *le domaine* [redacted] *tiel* [redacted] *gestion.* »

Le [redacted] général observe que, en dépit [redacted] « *mesures positives* » prises par le gouvernement, « *la crise* [redacted] *poursuit, elle s'approfon*[redacted] », mais que [redacted] France « *n'est pas ligotée par* [redacted] « volonté extérieure » et que « *sa* [redacted] *importante* ».

CORRESPONDANCE

Les « séquelles » de la guerre d'Algérie

La position de M. Pierret

M. Christian Pierret, député socialiste des Vosges, rapporteur général de la commission des finances de l'Assemblée nationale, [redacted] *a écrit, à la suite d'un article consacré par* le Monde [redacted] *novembre à l'« affaire » des « séquelles » de* [redacted] *guerre d'Algérie, pour souligner qu'il avait précisé* [redacted] *position personnelle* [redacted] *le* [redacted] *octobre, dans un communiqué destiné* [redacted] *la presse.*

Ce texte indiquait notamment : Conformément à [redacted] volonté du président [redacted] la République et [redacted] celle du gouvernement, il [M. Pierret] [redacted] haite [redacted] des mesures d'apaisement soient prises permettant que les familles des personnes condamnées ne pâtissent pas des conséquences d'événements qui se sont déroulés il y a vingt [redacted]. Pris par la préparation [redacted] débat budgétaire, il [M. Pierret] n'a pu participer personnellement au [redacted] d'un amendement déposé par le [redacted] socialiste, mais l'utilisation abusive de [redacted] vote [redacted] *sans* instruction [redacted] sa part. Il tient, [redacted] sujet, à rappeler la cohérence [redacted] ses positions avec [redacted] orientations décidées collectivement par le groupe socialiste.

« Je voterai blanc »

M. Jean-Yves Guérin, demeurant à Paris, [redacted] *écrit :*

Jusqu'ici j'avais tout [redacted] du pouvoir socialiste que, par mon vote, j'avais contribué à installer : [redacted] mesures qui [redacted] touchent en [redacted] que [redacted] contribuable, [redacted] qui [redacted] choquent [redacted] tant que citoyen, le gazoduc, le cosmonaute, la pénurie aggravée à l'Université, [redacted] discours [redacted] Jack Lang [redacted] Régis Debray, etc. La réhabilitation [redacted] généraux putschistes [redacted] goutte d'eau qui fait [redacted] le vase. Le premier slogan dont je [redacted] souvienne [redacted] « O.A.S. assassins ».

C'est pourquoi je voterai blanc aux prochaines municipales, dont je [redacted] qu'elles [redacted] serrées chez moi, ainsi qu'aux élections qui suivront.

« Les fondements mêmes de la démocratie »

[redacted] *Robert Luc, ancien ambassadeur, nous écrit* [redacted] *:*

Les calculs électoraux [redacted] gouvernement, comme d'ailleurs [redacted] partie [redacted] l'opposition dont l'étrange timidité n'est guère plus reluisante, ont fait oublier [redacted] autres qu'ils se trouvaient confrontés à un problème qui touchait aux fondements mêmes [redacted] la démocratie : pour [redacted] fidèle [redacted] origines [redacted] sa raison d'être, [redacted] République se doit [redacted] maintenir dans [redacted] rigueur la [redacted] l'encontre [redacted] plus hauts placés [redacted] et, en l'occurrence, de ceux qui en étaient [redacted] à [redacted] elle les [redacted] dont ils avaient la charge (...).

Le pays [redacted] en droit d'attendre [redacted] dirigeants qu'ils ne persistent [redacted] dans [redacted] voie aussi erronée [redacted] qu'ils tirent du moins les leçons [redacted] expérience malheureuse, en opposant [redacted] ferme résistance [redacted] qui, dans la foulée, cherchent déjà [redacted] profiter [redacted] l'occasion pour pousser la réhabilitation [redacted] Pétain (...). Il est loisible [redacted] peut-être louable, de compatir personnellement à la [redacted] d'hommes qui, à l'automne [redacted] leur vie ou au sommet [redacted] leur carrière, se sont gravement fourvoyés ou ont fauté lourdement, mais, à un certain degré [redacted] la hiérarchie, c'est l'acte qui demeure et l'homme ne peut plus en être [redacted] cié.

Aussi, plus [redacted] personnage en cause est éminent, plus même [redacted] services qu'il a rendus [redacted] et [redacted] ce fait l'autorité qu'il [redacted] acquise sont consi[redacted] – et donc plus redoutables les conséquences de ses erreurs, – plus (...) s'impose à [redacted] République (...) d'éclairer [redacted] générations fu[redacted] et [redacted] conduire à retenir les leçons du passé [redacted] ainsi, à préserver la grandeur [redacted] la nation.

« [redacted] n'est pas aux bourreaux de pardonner »

M. Maurice Calmein, président du Cercle algérianiste, déclare [redacted] *tamment :*

Nous [redacted] à rendre hommage [redacted] président [redacted] la République [redacted] secrétaire d'Etat, M. Raymond Courrière, pour avoir eu l'honnêteté et le courage [redacted] tenir leurs promesses [redacted] l'amnistie, chose [redacted] en politique et qu'il convient [redacted] saluer. En revanche, [redacted] sommes, hélas ! guère surpris [redacted] voir les nostalgiques [redacted] la lutte anti-pieds-noirs s'acharner à refuser [redacted] réconciliation nationale pourtant souhaitée par [redacted] majorité [redacted] Français.

Nous n'avons que faire de leur pardon ! Nous n'avons rien [redacted] faire pardonner [redacted] rien [redacted] quémander !

Si quelqu'un doit pardonner, je pense que c'est plutôt [redacted] nous [redacted] faire, [redacted] qui [redacted] ont défendus, [redacted] n'est pas aux bourreaux [redacted] pardonner [redacted] leurs victimes.

"MAURICE GODELIER EST A COUP [redacted] UN BIG MAN DE L'ETHNOLOGIE."

André Burguière, [redacted] Nouvel Observateur

"A travers la rigueur scientifique des descriptions, ce grand livre met à nu [redacted] impondérable auquel fait écho le terme même d'anthropologie : l'humain." Le Point

"Les vrais livres d'ethnologie [redacted] n'oubliant pas que l'on s'adresse aussi [redacted] un public non spécialisé deviennent une espèce rare. Celui-ci, [redacted] l'aura donc compris, mérite un sort particulier." Lire

"Il y [redacted] là une véritable leçon de morale politique." Catherine Clément, Le Matin de Paris

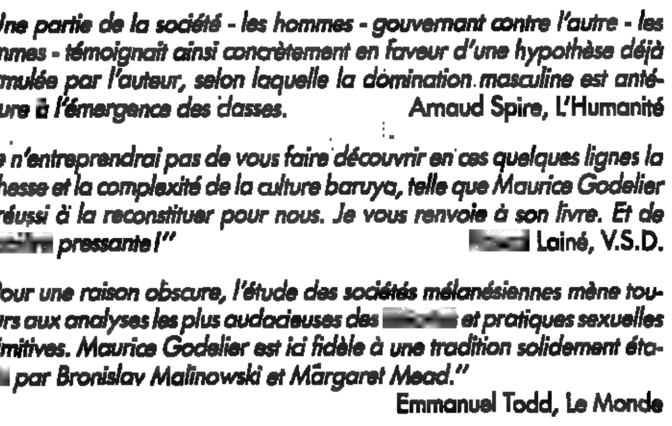
"Une partie de la société - les hommes - gouvernant contre l'autre - les femmes - témoignait ainsi concrètement en faveur d'une hypothèse déjà formulée par l'auteur, selon laquelle la domination masculine est antérieure [redacted] l'émergence des classes. Arnaud Spire, L'Humanité

"Je n'entreprendrai pas de vous faire découvrir en ces quelques lignes la richesse et la complexité de la culture baruya, telle que Maurice Godelier a réussi à la reconstituer pour nous. Je vous renvoie à son livre. Et de [redacted] pressante !" [redacted] Lainé, V.S.D.

"Pour une raison obscure, l'étude des sociétés mélanésiennes mène toujours aux analyses les plus audacieuses des [redacted] et pratiques sexuelles primitives. Maurice Godelier est ici fidèle à une tradition solidement éta[redacted] par Bronislaw Malinowski et Margaret Mead." Emmanuel Todd, Le Monde

"La société baruya reposait sur un modèle qui fantasmait abondamment dans la sexualité, où convergent violence et sagesse. A la regarder vivre, avec les yeux vifs de Maurice Godelier, [redacted] n'est jamais [redacted] apprendre quelque chose sur soi-même." Marcel Neusch, La Croix

Quand Maurice Godelier s'établit parmi eux, les Baruyas avaient, depuis vingt ans à peine, eu leur premier contact avec le monde blanc : expérience unique que peu d'ethnologues ont eu la chance de vivre, et que le lecteur a la chance aussi unique de pouvoir partager, sous la conduite d'un maître auquel ses précédents travaux ont déjà valu une réputation internationale." Claude Lévi-Strauss, Le Monde



Ancien député communiste du Nord

HENRI MARTEL EST MORT

[redacted] Henri Martel, ancien député du Nord, ancien membre du bureau politique du parti communiste, [redacted] mort [redacted] samedi [redacted] novembre.

[Né [redacted] 1898 à Bruay-sur-l'Escaut (Nord), mineur à [redacted] douze [redacted] et demi, Henri Martel [redacted] aux Jeunesses socialistes en 1913, puis il [redacted] rejoint le parti communiste en 1921. [redacted] sa section syndicale en 1923, il deviendra [redacted] général de la fédération (C.G.T.U., puis C.G.T.) des mineurs [redacted] Nord et du Pas-[redacted]. Entré au [redacted] central, puis au bureau politique du P.C.F., Henri [redacted] élu député de la circonscription de Douai-Nord en 1936. Arrêté en octobre 1939, après l'interdiction du parti communiste, il est jugé. [redacted] 1940, avec vingt-six autres députés communistes et déporté en Algérie, [redacted] il apprendra, [redacted] 1942 [redacted] en 1943, [redacted] par les Allemands de ses [redacted] fils, [redacted].

[redacted] l'Assemblée consultative provisoire, membre [redacted] constituantes, Henri [redacted] est élu à [redacted] nationale en novembre 1946, puis, en décembre, au [redacted] la République, pour lequel il opte et où il [redacted] en [redacted]. Il reprend son siège de député du [redacted] en juin 1951 [redacted] le conserve jusqu'en novembre 1958, [redacted] où il [redacted] battu par le candi[redacted] gaulliste. Réélu [redacted] 1962 dans [redacted] circonscription [redacted] Douai-Nord, Henri Martel [redacted] s'était [redacted] représenté aux élections législatives de mars 1967. Il [redacted] conseiller général du canton [redacted] Douai-Nord et maire de Sin-le-Noble.]

UN CONSEILLER MUNICIPAL DE GUINGAMP QUITTE LE P.S.

(De [redacted] *correspondant.)*

Saint-Brieuc. – Un conseiller municipal de Guingamp, M. Eouzan, président de la Ligue départementale [redacted] droits [redacted] l'homme, vient d'adresser [redacted] démission [redacted] P.S. au secrétaire [redacted] la fédération des Côtes-du-Nord.

Cette décision, explique [redacted] lettre M. Eouzan, « *m'est dictée par des considérations de morale politique et par les conditions* [redacted] *forme tenant à l'adoption du projet de loi relatif* [redacted] *règlement de certaines conséquences des événements d'Afrique du Nord* ».

M. Eouzan [redacted] que « *les mesures d'amnistie dont les intéressés* [redacted] *bénéficié* [redacted] *leur temps suffisaient amplement. J'étais favorable* [redacted] *pardon, mais je ne puis admettre la réparation matérielle* [redacted] *pécuniaire de* [redacted] *qui n'était que la juste sanction d'actes illégaux* », ajoute-t-il avant [redacted] condamner l'usage de l'article 49-3 de la Constitution pour l'adoption du texte. – J. V.

POLITIQUE

A PROPOS DE L'ANNÉE 1956

L'hebdomadaire « Révolution » publie un débat entre un membre du comité central et d'anciens membres du P.C.F.

L'hebdomadaire communiste [redacted] publie, dans son numéro daté [redacted] novembre - 2 décembre, [redacted] entretien réunissant MM. [redacted] Agulhon et Jean Bouvier, *professeurs* [redacted] d'histoire à l'université Paris-I, et M. Maurice Martelli, historien, membre [redacted] comité central [redacted] P.C.F., auteur [redacted] et du choix des textes rassemblés dans un livre intitulé [redacted] *vingtième congrès* (1). M. Martelli expose les lignes essentielles de son travail, en soulignant que celui-ci *« n'est pas l'analyse officielle du P.C.F. sur l'année 1956 »*.

MM. Bouvier et Agulhon, qui ont tous deux appartenu au parti communiste, évoquent des souvenirs de l'année 1956. M. [redacted] raconte, notamment, qu'il [redacted] travailler [redacted] la commission d'histoire du parti, créée [redacted] le congrès de juillet 1956, parce que [redacted] commission ne pouvait dispo[redacted] documents que certains [redacted] membres jugeaient nécessaires à leurs recherches. *« J'ai alors* [redacted] *mencé*, dit-il, *à* [redacted] *moi peser le poids du talon* [redacted] *fer de la direction du parti »*, dit M. Bouvier, en précisant qu'il devait q[redacted] le P.C.F. treize plus tard.

M. Martelli [redacted] qu'il *« accueille avec* [redacted] *vif intérêt »* ces *« témoignages parmi d'autres »*. *«* [redacted] *dois* [redacted] *tenir com*[redacted], dit-il, *de ce qui produit aujourd'hui votre discours sur votre propre passé. »* A quoi M. Bouvier répond : *« Tous les vécus sont à prendre en compte. (...) Je n'ai nullement réinterprété. »* Il souligne son [redacted] l'analyse de M. [redacted] sur 1956, et [redacted] que cet [redacted] *« n'aurait pas pu* [redacted] *écrit avant 1976 »*, année où le P.C.F. commença [redacted] parler [redacted] « retard » pris en [redacted] *« Le parti seul*, dit M. Bouvier *– ou plutôt sa direction, – fixe ce qui peut* [redacted] *dit* [redacted] *à tel* [redacted] *»*

M. Agulhon [redacted], pour [redacted] part, que l'historien *« ne découvre pas la vérité. Il la commente »*. Il souligne que *« c'est déjà un geste politique »*, pour [redacted] lui-même, que d'accepter ce [redacted] et [redacted] ajoute : *« Cela dit, je* [redacted] *pas m'empêcher de dire que, peut-être, le Martelli de l'an 2000 fera* [redacted] *livre hon*[redacted] *l'affaire Fiszbin et* [redacted] *que* [redacted] *avait raison* [redacted] *Marchais* [redacted] *Seule*[redacted], *qui* [redacted] *si, au même moment, le Marchais de l'an 2000 ne poussera pas* [redacted] *l'an 2000 ? Il y a quand même cette espèce* [redacted] *rythme un* [redacted] *effrayant, qui fait* [redacted] *on est* [redacted] *vingt ans après, alors que c'est sur le* [redacted] *qu'il faudrait qu'un parti communiste sache accepter la discussion interne et la critique légitime. J'ajoute une autre chose du point de vue professionnel. Si* [redacted] *une* [redacted] *en de*[redacted] *parti, il faut jouer le jeu « professionnel » plus complètement. Il n'est pas possible, par exemple, de ne pas citer le* [redacted] *ouvrages de Philippe* [redacted] *brieux. En dehors du parti, il est l'historien qui est considéré comme faisant autorité, même si cela vous choque et même si vous n'aimez pas ce qu'il dit. »*

M. Agulhon reproche aussi [redacted] M. Martelli d'avoir choisi certains témoignages plutôt que d'autres parmi ceux des dirigeants [redacted] nistes de l'époque, et d'avoir, en particulier, ignoré celui de M. Étienne Fajon, membre du comité central, relatif au [redacted] gardé par la délégation [redacted] P.C.F. [redacted] vingtième congrès [redacted] P.C. soviétique [redacted] rapport [redacted]. Pour M. Agulhon, le livre [redacted] M. Martelli est *« positif dans le relatif »*.

M. [redacted] admet qu'il [redacted] pu écrire [redacted] livre avant 1976, parce que, explique-t-il, [redacted] *« formation* [redacted] *historien, dans les années 70, a coïncidé avec un* [redacted] *processus de* [redacted] *P.C.F. »* Il juge le travail [redacted] M. Robrieux *« inacceptable »* et annonce son intention de *« s'ex*[redacted]*er sur Robrieux »* dans un ar[redacted] des *Cahi*[redacted] *d'histoire* de l'Institut de recherches [redacted] *« Je ne crois pas*, conclut-il, *que* [redacted] *travail d'historien soit, aujourd'hui, de savoir qui* [redacted] *« raison » en 1956. »*

(1) Éditions sociales ; voir [redacted] de Lilly Marcou dans *le* [redacted] 27 octobre.

● *La reparution de « Notre République »* ayant entraîné certaines protestations (*le Monde* du 27 novembre), M. Paul Aurelli, directeur [redacted] la nouvelle publication, précise [redacted] un communiqué : *« Pour ne pas aviver ou prolonger* [redacted] *polémique stérile* [redacted], [redacted] *précisons simplement* [redacted] *l'ancienne* [redacted] *du journal a* [redacted] *paraître* [redacted] *(elle s'est* [redacted] *formule des* [redacted] *eux-mêmes...), que* [redacted] *a été dissoute par anticipation le 7 octobre 1970. Que par ailleurs aucune personne physique* [redacted] *morale* [redacted] *propriétaire du titre ou de la marque,* [redacted] *avons procédé dans les formes légales au nouveau dépôt du titre et à l'enregistrement de sa marque,* [redacted] *fait paraître cette publication. Tombé en désuétude et donc dans le domaine public,* Notre République *reparaît* [redacted] *va renouveler* [redacted] *poursui*[redacted] *combat pour les idées qui étaient celles du général de Gaulle, qui étaient celles des premiers fondateurs* [redacted] *qui* [redacted] *toujours les* [redacted] *»*

SUCCÉDANT A « FAIRE »

La revue « Intervention » souhaite relancer le débat au sein de la gauche

MM. Jacques Julliard et Patrick Viveret ont présenté à la presse [redacted] premier numéro de la revue *Intervention*. Celle-ci [redacted] *Faire*, dont [redacted] était également le rédacteur en chef, qui était [redacted] l'expression [redacted] l'ancien « courant C » (courant Rocard) [redacted] P.S.

Il ne s'agit plus, pour [redacted] promoteurs de la revue, de se situer à l'in[redacted] du parti socialiste. S'appuyant sur le [redacted] qu'il n'y a plus guère de [redacted]ats, au sein de la gauche, autres que ponctuels, portant [redacted] tel aspect de la politique économique du pouvoir, MM. Julliard et Vive[redacted] souhaitent [redacted] initiateurs et le relais [redacted] plus global. Ils espèrent éviter, écrivent-ils dans la présentation de ce premier numéro, que la gauche ne recueille plus que *« l'écho de ses propres paroles »*, au risque de *« s'enfoncer progressivement dans cette espèce de monologue* [redacted] *qui a été naguère pour beaucoup dans la* [redacted] *de la maison Giscard »*.

MM. Julliard [redacted] Viveret définissent ainsi leur attitude : *«* [redacted] *par des* [redacted] *et des femmes de gauche, la revue se* [redacted] *partie prenante de la gauche,* [redacted] *à ce* [redacted] *engagée* [redacted] *l'expérience en cours.* [redacted] *nous y trompons pas : à supposer que nous cherchions à nous en distinguer, nos* [redacted] *se chargeraient de nous ramener* [redacted] *la loi com*[redacted] *Quand* [redacted] *choses* [redacted] *mal pour un parti,* [redacted] *libres-penseurs ne sont pas les derniers à payer* [redacted] *Il serait dans fu*[redacted]*tile, pour apprécier* [redacted] *attitude à l'égard du pouvoir, de faire* [redacted] *double comptabilité de* [redacted] *éloges et* [redacted] *critiques. L'originalité* [redacted] *position sera* [redacted] *suivante :* [redacted] *de la gauche et de son destin, nous serons complètement indépendants de ses institutions* [redacted] *du pouvoir qu'elle incarne. Cette indépendance,* [redacted] *croyons indispensable pour aborder clairement les questions qui devr*[redacted] *être au cœur du* [redacted] *politique* [redacted] *période qui s'ou*[redacted] *»*

Ces questions, posées dès le premier [redacted]uméro, sont centrées sur la [redacted] économique, [redacted] savoir : *« Va-t-on, en matière économique, vers une politique protectionniste ? Doit-on et peut-on* [redacted] *logique différente* [redacted] *celle du marché ? Quel* [redacted] *l'effet concret, quels sont les blocages,* [redacted] *transformations opérées par les grandes réformes de structure,* [redacted]*elles la décentralisation,* [redacted] *loi sur* [redacted] *travailleurs, les* [redacted] *rapports propriétaires/locataires ? Quelle stratégie mettre en* [redacted] *pour dépasser les hésitations concernant le partage du travail* [redacted] *réduction* [redacted] *durée ? »*

La question [redacted] réponse, en [redacted] critique du gouvernement, lorsqu'il s'agit [redacted] Pologne : *« La fracture polonaise* [redacted] *oblige* [redacted] *penser autrement l'avenir de l'Europe*, écrivent-ils ; [redacted] *n'est pas vrai que* [redacted] *choix* [redacted] *ici entre la guerre* [redacted] quo : [redacted] *existe toute une gamme de moyens politiques, économiques, idéologiq*[redacted], *pour aider les peuples* [redacted] *lutte pour* [redacted] *liberté,* [redacted] *pour* [redacted] *basculer dans la confrontation militaire. »*

Dans [redacted] premier numéro, le principal article est consacré par M. Julliard à une anal[redacted] dix-huit premiers mois de pouvoir de M. François Mitterrand. Situant le président de la République *« entre Gambetta et* [redacted] *»*, le direc[redacted] de la revue souligne que, à ses yeux, *« ce qui pèse le plus lourdement sur l'expérience en cours,* [redacted] *ne sont pas* [redacted] *dont certaines* [redacted] *excellentes, c'est* [redacted] *faible propension du pouvoir à y associer le « peuple* [redacted] *gauche »*, *d'abord, le peuple* [redacted] *ensuite »*.

★ *Intervention*, n° 1, daté novembre-décembre 1982, 37, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris ; 50 F.

ENSEMBLE LUTTONS POUR LA VIE

Mai 1982 : 50.000 personnes manifestent à Paris contre le remboursement de l'avortement par la Sécurité Sociale.
Aujourd'hui, malgré le maintien du projet, rien n'est encore définitif.
L'opinion publique ne peut pas demeurer muette. Sinon l'avortement sera bientôt légalement considéré comme un banal acte médical, tarifé et remboursé sur ordonnance!

Nous devons tous nous mobiliser pour la vie.
Au lieu de laisser rembourser l'avortement, ce qui oblige la collectivité à financer une œuvre de mort, battons-nous pour donner à chaque future mère en difficulté la possibilité morale et matérielle de garder et d'élever son enfant.
Chaque enfant a le droit de vivre.
La vie d'un enfant n'a pas de prix.
Le COMITE POUR SAUVER L'ENFANT A NAITRE vous appelle, quelles que soient vos opinions politiques ou religieuses, à le rejoindre et à lutter pour la vie.

Ensemble, nous pouvons triompher.

je soutiens l'action du COMITE POUR SAUVER L'ENFANT A NAITRE.
Nom ______ Prénom ______
Adresse ______
Je joins un chèque bancaire ou postal de ______ F (montant laissé à l'appréciation de chacun). CCP 34 749-26 J LA SOURCE.
Je souhaite recevoir ______ exemplaires de votre dépliant d'information.
COMITE POUR SAUVER L'ENFANT A NAITRE
B.P. N° 5
94121 FONTENAY-SOUS-BOIS CEDEX

messidor
éditions sociales

Une vision globale de la Mutualité, un éclairage nouveau, par le Président de la Fédération Nationale des Mutuelles de Travailleurs. En librairie 60 F

Une offre exceptionnelle en décembre!
Votre **PEUGEOT** ou **TALBOT 1983** **moins chère**
reprise de votre voiture plus cher !
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

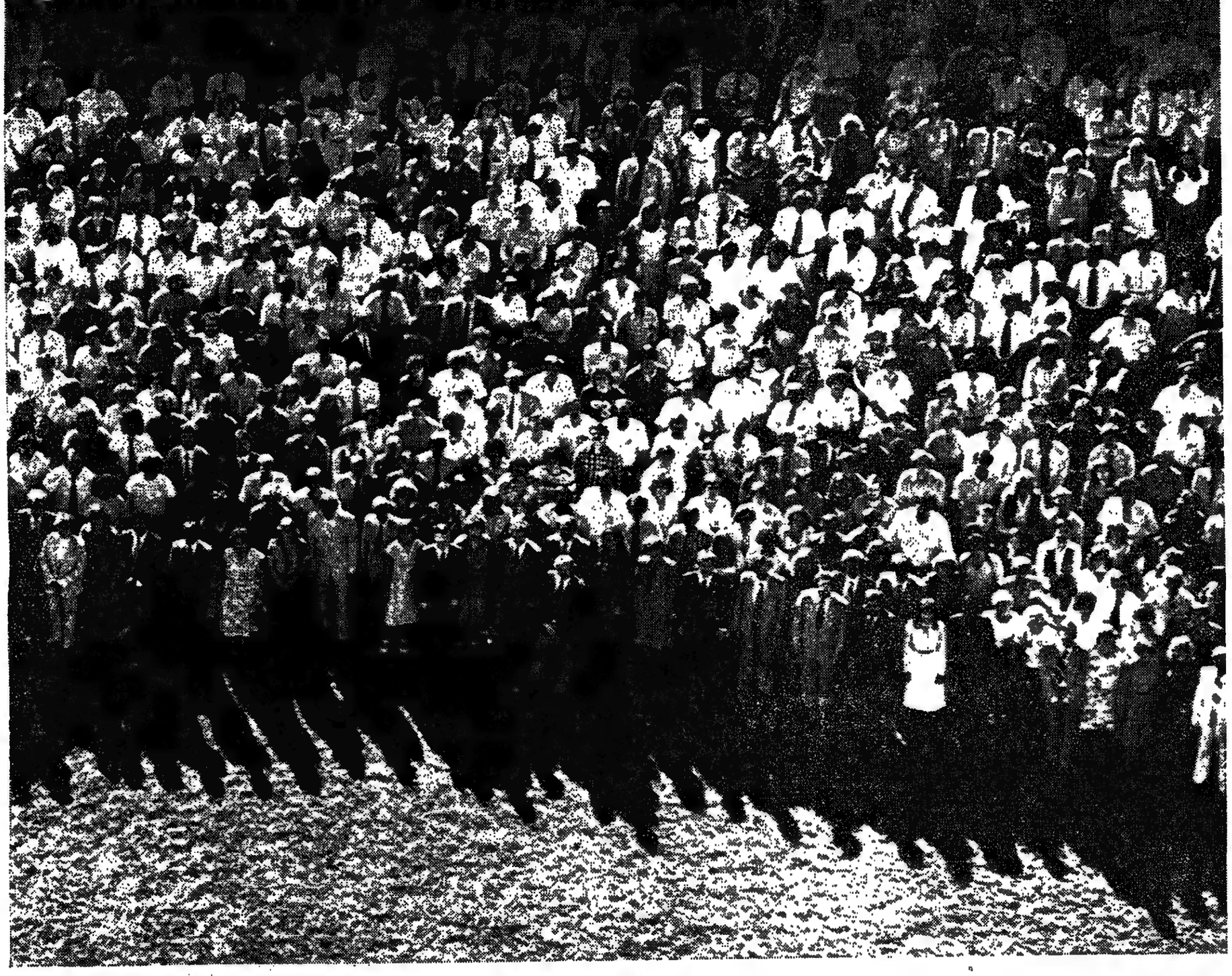
LA VIE POLITIQUE FRANCAISE EN 1983
Elections municipales et crise économique mondiale

- Sous la conduite de M. Alfred GROSSER, avec le concours de plusieurs professeurs de l'Institut d'Etudes Politiques
- Cycle de 20 séances de 2 heures, à partir du 10 janvier 1983 (lundi et jeudi de 18h 30 à 20h 30)
- Destiné à tous ceux qui souhaitent une meilleure compréhension des fondements et des mécanismes de la politique en France
- Principaux thèmes: le Président, le gouvernement, les partis en 1983, économie et politique, les médias, les syndicats, les comportements électoraux, la décentralisation, les élections municipales, la politique extérieure...

Programme détaillé et inscriptions:
INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE PARIS
Service de formation continue - 27, rue Saint-Guillaume 75341 PARIS CEDEX 07 - Tél. 260.39.60 - P. 950

Digital : pour plus de 50.000 ordinateurs vendus chaque année, 16.000 spécialistes sont disponibles chaque jour.

(Nous sommes aussi en avance sur les services que sur la technologie)



Bien sûr nous vendons des ordinateurs ; mais sans services, un ordinateur ne peut être ni performant, ni sûr, ni rentable.

Alors chez Digital, nous faisons le maximum aussi en ce qui concerne cet aspect primordial de l'informatique.

Plus de maintenance.

Selon les formules, nous pouvons vous garantir des avantages tels que des temps de réponse extrêmement rapides, le télédiagnostic, des programmes de maintenance préventive et des possibilités d'intervention 24 h sur 24 ; et sur nos ordinateurs personnels, nous vous offrons en outre un an de garantie sur site compris dans le prix d'achat !

Plus de formation.

La formation Digital s'exprime en quelques chiffres : 27 centres de formation dans le monde, 400 spécialistes en formation, 325 cours possibles et 40 millions de dollars d'équipements destinés à l'enseignement.

Plus d'assistance logiciel.

Nous mettons à votre disposition 150 centres regroupant des milliers de spécialistes en logiciel. Ils peuvent installer et mettre à jour différents systèmes d'exploitation et concevoir des logiciels dans la plupart des domaines d'application.

Maintenance, formation, assistance logiciel : là comme ailleurs, Digital vous en donne plus.

Digital. Quelque chose en plus.

Digital Equipment France – Départ. Marketing Communications
2 rue Gaston-Crémieux, BP 136, 91004 Evry-les-Epinettes cedex
Téléphone (6) 077.82.92.

digital

DenkenBowles

Le Monde

société

A GUINGAMP

Deux insoumis bretons s'enchaînent [redacted] un député socialiste

De notre envoyée spéciale

Deux membres du Mouvement d'insoumission bretonne (MIB) ont tenté de se faire arrêter officiellement par la police, [redacted] lundi 29 novembre [redacted] Guingamp, [redacted] M. Maurice Briand, député (P.S.) des Côtes-du-Nord.

Guingamp. — « [redacted] *na*-[redacted] *bretons.* [redacted] *refusons* [redacted] *servir* [redacted] *l'armée française.* » Appelés sous les drapeaux le 1er avril 1982, Youn Chaillou et Yannig Le Bechennec [redacted] voulu donner une signification politique [redacted] leur insou-[redacted] (ils refusent le [redacted] d'objecteur de conscience), en [redacted] d'obliger la police [redacted] les [redacted]. Les deux hommes, originaires de Nantes, avaient pris rendez-vous [redacted] le député P.S. [redacted] Côtes-du-Nord, rapporteur, il [redacted] six mois, [redacted] projet de loi [redacted] la [redacted] des tribunaux permanents [redacted] ar-[redacted] (T.P.F.A.). Ils [redacted] enchaînés [redacted] l'élu [redacted] l'aide de menottes [redacted] h 45, lundi [redacted] novembre.

Après une [redacted] en dépit [redacted] la [redacted] de la police, immédiatement [redacted] sur [redacted] lieux, [redacted] minimiser l'événement, on a vu le procureur de la République, le substitut [redacted] le sous-préfet [redacted] succéder dans le bureau du député. A 17 h 45, [redacted] deux [redacted] accompagnés [redacted] de l'ordre, [redacted] qu'une vingtaine [redacted] manifestants scandaient : « *Insoumission bretonne !* »

Dans un bureau [redacted] une lampe se déhanche [redacted] un [redacted] l'air penché, M. Briand n'a [redacted] l'air d'apprécier la violence dont il [redacted] été l'objet [redacted] affirme qu'il va porter plainte. Le député juge que les mesures prises depuis le [redacted] 1981 (notamment la [redacted] la [redacted] de sûreté de l'Etat et celle [redacted] T.P.F.A.) répondent [redacted] l'attente [redacted] Bretons. Il affirme, [redacted] part, que le gouvernement [redacted] *pris dans* [redacted] domaines politique et culturel [redacted] me-[redacted] réclamées par la [redacted] et [redacted] en [redacted] la représentativité [redacted] indépendantistes. « *Je* [redacted] *plus représentatif* [redacted] *la population* [redacted] *ces mouvements marginaux* », conclut M. Briand, qui précise : « *La* [redacted] *à remplacer* [redacted] *T.P.F.A. par* [redacted] *juridiction civile a été adoptée il y a six mois. Le décret* [redacted] *d'être publié.* [redacted] *va* [redacted] *en vigueur* [redacted] *jours pro*-[redacted] »

Quelques jours après la libération de Bernard Korbell et [redacted] celle, imminente, dit-on, d'Hervé Kerrain, [redacted] an après l'incarcération des deux insoumis condamnés par le T.P.F.A., [redacted] mouvements indépendantistes, pour une [redacted] (parti républicain breton, apolitique, Em-[redacted], socialiste autogestionnaire, Comité pour l'amnistie, etc.), [redacted] pent le [redacted] qualifiant de « *politique* » la démarche [redacted] deux jeunes insoumis. Toujours [redacted] que [redacted] deux jeunes Bretons, qui s'atten-[redacted] deux [redacted] prison pour refus de porter l'uniforme, risquent fort [redacted] quittes pour... une contravention.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Faits [redacted] jugements

Un policier irascible

M. André Koeniguer, [redacted] un ans, gardien de la paix dans [redacted] dix-septième arrondissement, qui, alors qu'il [redacted] plus [redacted] et ses occupants, [redacted] inculpé lundi 29 novembre [redacted] « *détérioration* [redacted] » [redacted] M. Jean-Louis Debré, juge d'[redacted] M. [redacted] a [redacted] à la Santé.

[redacted] 28 novembre, après son service, M. Koeniguer [redacted] lui avec [redacted] épouse vers 23 h [redacted] le [redacted] (17e), son [redacted] était dépassée par un [redacted] dont le [redacted] aurait fait une « queue [redacted] poisson »

Pris d'une violente colère, M. Koeniguer accéléra pour contraindre l'autre voiture [redacted] s'arrêter. [redacted] il s'approcha d'elle. Un [redacted] de [redacted] partit [redacted] la vitre [redacted] gauche. L'automobiliste, M. Christophe Ottou, de [redacted] camerounaise, *se* [redacted] *rapidement* en attirant vers lui son épouse assise à ses côtés. Aucun d'eux ne fut [redacted]

M. Koeniguer [redacted] que son arme était tombée de sa poche et [redacted] le coup [redacted] parti accidentellement. L'an dernier, en raison [redacted] caractère irascible, et il avait été examiné par un psychiatre. [redacted] l'avis de [redacted] médecin, son [redacted] administrative lui avait [redacted] enlevée puis restituée. Il [redacted] l'objet d'une mesure [redacted] suspension [redacted] fonctions.

M. Jean-Claude Krief revient... sur ses rétractations

M. Jean-Claude Krief, vingt [redacted] un ans, dont [redacted] ont été le point [redacted] départ de l'enquête judiciaire sur l'affaire de pédophilie du [redacted] d'Aimargues, [redacted] qui s'était rétracté dans une [redacted] journal *Li*-[redacted] cours [redacted] tation avec M. [redacted] quatre [redacted] de ce dernier, le [redacted] (*le* [redacted] 21-[redacted] novembre), est revenu, [redacted] 26 novembre, [redacted] son avocat Me [redacted] Vergès, [redacted] ses [redacted]

Il [redacted] reconnu devant le juge [redacted] M. Michel [redacted] que les propos tenus au cours de la confrontation du [redacted] novembre étaient nuls et non avenus [redacted] cause de la présence du principal inculpé et [redacted] la défense. [redacted] Krief, qui [redacted] paru depuis le [redacted] de l'affaire comme un personnage versatile, [redacted] rait d'autre part affirmé, selon Me Vergès, que ses [redacted] lui avaient [redacted] « *extorquées* ».

Pour [redacted] enquêteurs, [redacted] revirements de M. Krief ne changent rien [redacted] la marche [redacted] l'enquête, puisque aucun des inculpés ne l'a été sur la foi [redacted] dénonciations de M. Krief.

La chambre d'accusation [redacted] la cour [redacted] Paris, qui a [redacted] 29 novembre, pendant deux [redacted] et demie, sur la [redacted] en [redacted] M. Claude Sigala, responsable du Coral, [redacted] depuis le 18 octobre, [redacted] lundi 6 décembre. Les [redacted] ont [redacted] plaidoiries [redacted] cinq [redacted] inculpés [redacted] observations de M. [redacted] Robert, [redacted] général, [redacted] la mise en liberté [redacted] M. Sigala sous contrôle judiciaire. Le parquet, qui, au [redacted] l'affaire, avait requis l'incarcération [redacted] M. Sigala, [redacted] prononcé en faveur de sa mise en liberté. Le 10 novembre, [redacted] d'interjeter appel devant la chambre d'accusation.

● *Inculpation* [redacted] *d'un adjoint au* [redacted] *d'Orléans.* — Un adjoint au maire d'Orléans, M. [redacted] Rollin (C.N.I.P.) a été inculpé d'ingérence par M. Antoine Champenois, [redacted] la cour d'appel de [redacted]. Il [redacted] reproché [redacted] M. Rollin, adjoint [redacted] ville, qui possédait un [redacted] immobilier, d'avoir [redacted] professionnels [redacted] ceux de la [redacted] (*le* [redacted] octobre). — (*Corresp.*)

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS [redacted]
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

3 mois [redacted] 12 mois

FRANCE
[redacted] 715 F 910 F

TOUS PAYS [redacted]
PAR VOIE NORMALE
584 F [redacted] 1 495 F 1 950 F

ÉTRANGER
(par messageries)

I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG [redacted]
[redacted] 835 F 1 070 F

II. — SUISSE, TUNISIE
436 F 744 F 1 052 F [redacted]

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler [redacted] demande une [redacted] au [redacted] avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance [redacted] rédiger [redacted] les [redacted] propres en capitales d'imprimerie.

Publicité

CYCLES LONGS FORMATIONS

- Entretien-sélection
- [redacted]
- Psychologie de la relation
- Morphologie-Graphologie
- Caractérologie...

Stages agréés par les ASSEDIC et les services de la formation continue

I.C.H. (Et. d'ens. privé)
20, rue Joubert, 75009 PARIS
Téléphone : 874-43-60

JUSTICE

UN ARRET DE LA COUR D'APPEL DE NANCY

L'absence de soutien-gorge est un motif de licenciement

De notre correspondant

Nancy. — La chambre civile de la cour d'appel de Nancy a donné tort, lundi 29 novembre, à Mlle Pascale M..., une jeune secrétaire d'une société nancéienne de chauffage, la SITECO, licenciée en avril 1980 pour avoir refusé de porter un soutien-gorge sous un chemisier jugé trop transparent (*le Monde* du 11 novembre 1982).

Employée depuis trois ans comme aide-comptable, la jeune femme, alors âgée de vingt-trois ans, arrive [redacted] mois de mars [redacted] d'un [redacted] que [redacted] chef [redacted] service (une femme) juge trop transparent. Du moins le vêtement laisse-t-il deviner, semble-t-il, [redacted] jeune femme à la silhouette longiligne, une absence de soutien-gorge. Après des remarques de sa direction, une lettre recommandée lui ordonne peu après de porter ce sous-vêtement féminin. La jeune femme considérera l'ordre comme une atteinte à sa vie privée et à sa liberté de femme.

[redacted] donc [redacted] le même chemisier, et toujours [redacted] soutien-gorge qu'elle se [redacted] à son bureau. [redacted] ne tardera pas : elle est licenciée peu après. Estimant qu'il y a là une rupture abusive [redacted] un licenciement sans cause réelle, la jeune femme porte l'affaire devant le conseil des prud'hommes de Nancy.

Une attitude jugée provocante

Dans un jugement rendu [redacted] 17 décembre 1981, [redacted] *prud'hommes* estimaient que la tenue [redacted] Pascale M... était [redacted] nature [redacted] troubler la bonne marche de la SITECO, la persistance de son [redacted] faute. La [redacted] avait notamment expliqué que [redacted] personnel masculin multipliait les occasions de se rendre dans le bureau où se trouvait Pascale M..., [redacted] la jeune femme, lorsqu'elle devait [redacted] rendre dans [redacted] services, devait passer dans un couloir où pouvaient se trouver [redacted] des clients.

L'employée [redacted] avait précisé, [redacted] refit [redacted] 9 novembre dernier devant [redacted] cour d'appel, qu'elle travaillait [redacted] un [redacted] personnel [redacted] exclusivement féminin. Dans [redacted] arrêt, qui confirme celui de première instance, la chambre [redacted] de la cour d'appel de Nancy explique [redacted] « [redacted] *l'évolution* [redacted] *femmes* [redacted] *montrent actuellement* [redacted] *quand même pour l'instant* [redacted] *loisirs, au* [redacted] *piscines* [redacted] *plages.* [redacted] *s'étend* [redacted] *pas* [redacted] *travail,* [redacted] *les* [redacted] *music-hall ou* [redacted] *cabaret* ».

Pour la [redacted] « *Mlle M... n'avait* [redacted] *l'excuse* [redacted] *canicule, puisque les faits* [redacted] *situent en hiver,* [redacted] *l'employeur affirme* [redacted] *ses bu*-[redacted] *chauffés qu'à* [redacted] *température permise et* [redacted] *médecin,* [redacted] *d'une* [redacted] *visite,* [redacted] *au personnel* [redacted] *se* [redacted] ».

[redacted] soutien-gorge [redacted] éloignée des [redacted] juridiques [redacted] invoqués par l'avocat de la défense. Il avait notamment [redacted] remarquer que le pouvoir [redacted] direction [redacted] entreprise en [redacted] vêtements s'applique [redacted] obligatoire d'un uniforme ou [redacted] problèmes d'hygiène [redacted] de sécurité. La jeune femme [redacted] annoncé son intention de se pourvoir en [redacted]

JEAN-LOUIS BEMER.

Un important procès de la Mafia s'est ouvert à Palerme

De [redacted] correspondant

[redacted] — L'un [redacted] *plus importants procès* [redacted] *Mafia* [redacted] *années,* [redacted] *seulement* [redacted] *inculpés (soixante-seize per*-[redacted]*, parmi lesquelles le fameux chef de* [redacted] *Spatola) mais aussi par ses développements, a commencé lundi 29 novembre à Palerme. Après* [redacted] *première audience, ce procès* [redacted] *été renvoyé au* [redacted] *dredi 3* [redacted]

[redacted] dossier, [redacted] par le juge Falcone, [redacted] été précédé d'une [redacted] quête qui [redacted] entre autres, [redacted] la vie en juillet [redacted] au chef de la [redacted] *gade mobile de* [redacted] *Giuliano*, mitraillé dans [redacted] dos en pleine [redacted]. Ce procès permettra [redacted] une [redacted] synthétique [redacted] actions [redacted] cinq grandes familles [redacted] Mafia qui, en 1980, [redacted] le trafic de [redacted] drogue, [redacted] 30 [redacted] du marché [redacted] New-York.

L'acte d'accusation [redacted] plus de mille [redacted] reconstitue l'histoire de l'alliance [redacted] cinq clans qui [redacted] aujourd'hui parmi [redacted] perdants dans la guerre des gangs pour le contrôle du trafic [redacted] la drogue : [redacted] pour théâtre Palerme et ses environs et a déjà [redacted] cent vingt [redacted] cent [redacted] disparus depuis le [redacted] l'année.

Les [redacted] Inzerillo, Spatola [redacted] Gambino géraient [redacted] clandestins [redacted] kilos [redacted] opérations représentant un chiffre [redacted] de [redacted] milliards de lires par an [redacted] une partie [redacted] recyclée [redacted] dans [redacted] banques complaisantes.

Du [redacted] plus particulièrement [redacted] : [redacted] Spa-[redacted] et Michel Sindona. Le premier chef [redacted] gang [redacted] main [redacted] marché [redacted] stupéfiants, mais était [redacted] l'ami de l'ancien ministre Ruffini, et sa [redacted] de construction « raflait » nombre [redacted] appels d'offres [redacted] Palerme grâce à [redacted] complicités politiques. Le second, banquier en faillite, « recyclait » l'argent [redacted] la drogue. Actuellement en prison aux Etats-Unis, [redacted] lié [redacted] Spatola comme il [redacted] fut d'ailleurs à [redacted] œuvres de religion de la banque du Vatican.

Egalement [redacted] le box [redacted] cusés, onze [redacted] du [redacted] Inzerillo, mais deux grands absents : Salvatore, [redacted] il y a trois [redacted] son [redacted] New-York [redacted] dont [redacted] corps [redacted] réexpédié à [redacted] lerme [redacted] 5 [redacted] dans la bouche, symbole pour la Mafia de s'être [redacted] richi aux [redacted] l'organisation. A côté d'eux, Giovanni Bontade, un compagnon de jeu du président de la province de Sicile, [redacted] Luigi di Fresco, [redacted] la [redacted] dernière pour corruption. Un procès qui durera cinq mois [redacted] dont l'enquête a [redacted] jalonnée d'assassinats de policiers, [redacted] d'hommes politiques, mais qui [redacted] être riche en informations [redacted] agissements [redacted] la nouvelle Mafia. — Ph. P.

Point de vue

LE DÉNIGREMENT

Par Jean-Louis DEBRÉ (*)

Il se développa, [redacted] façon insi-[redacted], une [redacted] à désigner à la [redacted] publique [redacted] responsables [redacted]. On présente [redacted] magistrats [redacted] auxquels [redacted] délinquance augmente. C'[redacted] que [redacted] développent, dit-on, [redacted] agressions. [redacted] nous apparaissons comme [redacted] complices [redacted] délinquants. Et l'opinion publique, à juste [redacted] inquiète, [redacted] encore plus perturbée, [redacted] on lui suggère [redacted] la justice.

[redacted] politiques. En effet, [redacted] permettent à nos [redacted] d'éviter [redacted] se [redacted] en [redacted]. Ainsi, [redacted] ne s'interrogent [redacted] sur [redacted] véritable [redacted] progression [redacted] la délinquance [redacted] l'insécurité. Ces [redacted] la justice [redacted] aux hommes politiques [redacted] ne [redacted] leur incapacité [redacted] juguler [redacted] chômage [redacted] en [redacted] la lutte [redacted] qu'ils [redacted] incapables [redacted] la jeunesse une [redacted] d'espérer, [redacted] goût [redacted] l'effort, nos dirigeants [redacted] développer [redacted] dénigrement [redacted] la justice.

En [redacted] juges, [redacted] politiques ont [redacted] maquiller [redacted] politique.

Le jeu est dangereux, même [redacted] magistrature, [redacted] *dernier,* [redacted]

(*) Magistrat.

POLICE

Le contrôle de la lutte antiterroriste par la Commission « informatique et libertés »

Saisie en septembre par le ministre de l'intérieur après l'annonce par le président de la République de la création d'un fichier antiterroriste, la Commission nationale [redacted] l'informatique et [redacted] libertés (CNIL) [redacted] rendre, ce mardi 30 novembre) un avis sur deux projets de décret.

L'un réglemente [redacted] des personnes de la Direction générale des renseignements généraux (D.C.R.G.), [redacted] compris [redacted] application « [redacted] lence - attentats - terrorisme », dénomination, plus conforme, du projet de fichier antiterroriste.

L'autre tend à lever, au bénéfice des R.G., ainsi que le permet la loi du 6 janvier 1978, l'interdiction de « mettre ou conserver en mémoire informatique, sauf accord exprès de l'intéressé, des données nomina-[redacted] qui, directement ou indirectement, font apparaître les origines ra-[redacted] ou [redacted] opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou [redacted] appartenances syndicales [redacted] personnes ».

Dépassant son objet premier — les moyens de la lutte antiterroriste — la délibération de la CNIL est donc la première du genre : jamais auparavant n'avaient été dévoilés et examinés les divers fichiers de po-[redacted], au caractère traditionnellement [redacted] et occulte, qu'ils [redacted] *informatisés ou manuels. Soumettant* l'approbation des deux projets [redacted] décret [redacted] diverses conditions restrictives, tant sur la nature des renseignements collectés que sur le contrôle et le droit d'accès, le rapporteur de la CNIL, M. Philippe Marchand, député (P.S.) [redacted] Charente-Maritime, voudrait donc profiter de l'informatisation pour moraliser, épurer et clarifier les fichiers de police existants et définir ainsi les règles et la déon-[redacted] d'une « procédure policière », pratiquement inexistante en tant [redacted] telle en [redacted]

Les fichiers [redacted] police [redacted] découvert

L'inventaire des fichiers [redacted] police est délicat, tant, dans ce do-[redacted] jusqu'ici préservé [redacted] regards non poli l'accumulation bureaucratique [redacted] l'emporter [redacted] la rationalité. Tel inspecteur [redacted] ainsi, récemment, [redacted] son grand-père [redacted] qu'avant guerre il était le seul ha-[redacted] son petit village [redacted] pièce d'identité !...

[redacted] ou non, [redacted] ce fait premier : [redacted], les fichiers [redacted] police [redacted] parfois [redacted] lots [redacted] très irrégulièrement épurés. De ce point [redacted] vue, l'informatisation, qui paraît *a priori* menaçante pour [redacted] libertés, pourrait, [redacted] politique aidant, avoir des vertus inattendues, entraînant un assainissement du fichier manuel qui lui préexiste. La « propreté » d'un fichier ne dépend-elle pas d'abord [redacted] ce [redacted] l'alimente ?

Il importe donc de dissocier les fichiers informatisés qui, par-[redacted] peuvent renvoyer [redacted] manuels, des fichiers [redacted] core exclusivement [redacted] ce domaine, le [redacted] revient aux renseignements généraux, qui avouent [redacted] quelque vingt-deux millions de fiches ma-[redacted], [redacted] correspondant pas [redacted] autant [redacted] mais [redacted] personnes, [redacted] sans exclure des « doublons ».

[redacted] les plus connus correspondent à [redacted] plus traditionnelles : fichier [redacted] personnes [redacted] (F.P.R.), [redacted] peu [redacted] quatre cent mille enregistrements, [redacted] qui ne signifie [redacted] au-[redacted] d'individus [redacted] jeux [redacted] ») ; fichier des véhicules volés (F.V.V.), [redacted] quelque cinq cent mille enregistrements, qui n'au-[redacted] épuré depuis au moins quatre [redacted] ; fichier des [redacted] (F.R.C.), qui comprend [redacted] de [redacted] gnement (auteurs, infractions, objets). Actuellement [redacted] préfecture [redacted] Paris, dans des locaux [redacted] treizième arrondissement, [redacted] rejoindre [redacted] sous-sols du [redacted]

Le ministère de l'intérieur contrôle aussi des fichiers aux finalités apparemment plus administratives. Ainsi le fichier national [redacted] permis [redacted] conduire (F.N.P.C.), qui devrait rejoindre, bientôt, [redacted] Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) [redacted] où sont enregistrées les cartes de séjour des étrangers résidant en France.

Le record de la D.S.T.

Restent [redacted] informa-[redacted] logés au ministère de l'intérieur — paraît-il, dans les caves de la rue des Saussaies, — plus ambigus par la nature des renseignements qu'ils collectent. Et aussi, parfois, par leur nombre ! La direction de la surveillance du territoire (D.S.T.), chargée du contre-espionnage, engrangerait [redacted] son ordinateur un million [redacted] cent mille références !... [redacted] boulimie [redacted] qui, toutefois, ne concerne [redacted] que des [redacted] individuels, mais [redacted] certains [redacted] : « *Suffit-il* [redacted] *voyage à Moscou pour y être ? C'est ce qu'on* [redacted] », demande [redacted] policier [redacted]

Les renseignements généraux, pour leur part, disposent de deux fichiers [redacted] : le fichier des associations, sociétés et groupements divers (environ quatre vingt mille références) ; le [redacted] des personnes (environ deux cent dix mille références). Ce dernier se divise en trois applications distinctes :

— « *Courses et jeux* » (90 000), qui [redacted] à [redacted] vieille mission des R.G.

— « *Dossier départemental* » (100 000), qui enregistre l'état civil, l'adresse, la profession, l'étiquette politique ou syndicale et le numéro de dossier manuel des personnalités en vue de chaque département.

— *Enfin,* « *Violence* » (20 000), [redacted] qui [redacted] base de départ [redacted] projet [redacted] fichier antiterroriste.

Ni le [redacted] de [redacted] D.S.T. ni [redacted] des [redacted] disposent [redacted] de [redacted]. Ils sont directement contrôlés par les di-[redacted]

EDWY PLENEL.

PÉDAGOGIE ACTIVE SARI

Enseignement privé assuré par une « équipe » d'enseignants
POST-BAC : Préparations individualisées S.C. PO-HEC-MATH SUP-MEDEC- avec en plus : un enseignement d'INFORMATIQUE intégré pour préparer TOUS CES ÉTUDIANTS ET FUTURS CITOYENS à « se mouvoir dans un monde baigné d'informatique, qui ne devront pas subir physiquement les trames variées qui leur sont proposées, qui devront pouvoir dire non à toutes les mani[redacted] et ne pas capituler devant u[redacted] pseudo-[redacted] ». (Bull. E.N.)
PRE-BAC : 2e à T.ABCD. avec toute langue (AR-HEB-RUS-GREC-LATIN), 9 h à 12 h - 14 h à 17 h, et cours particuliers de 17 h à 19 h.
Pour préparatoires : sessions spéciales janvier [redacted] mai. Écrire :
68, av. d'Iéna, 75116 Paris

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur [redacted] qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil [redacted] ☎ 347.21.32

ipesup
1ère classe préparatoire aux concours HEC + ESSEC
Institut privé [redacted] Préparation aux Etudes Supérieures
16 rue du Cloître Notre Dame
75004 Paris - 325.63.30
HEC - ESSEC... SCIENCES-PO...
médecine pharmacie
Encadrement annuel par matière
MEDECINE... PHARMACIE...

ÉDUCATION

UN COLLOQUE DU PARTI SOCIALISTE

Enseigner et vivre les droits de l'homme [redacted] l'école

« Droits de l'homme et éducation », tel est le thème auquel le parti socialiste avait convié ses militants à réfléchir les 26 [redacted] 27 novembre à Paris. Des enseignants membres du parti socialiste, des syndicalistes, des militants de mouvements pédagogiques et d'associations [redacted] parascolaires, ont participé à ces journées. Leurs propositions seront transmises [redacted] M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, qui en ouvrant le colloque a [redacted] la création d'un *« groupe permanent placé sous la responsabilité de Mme Francine Best, directrice de l'Institut national de la recherche pédagogique »*. Sa mission sera de *« concevoir une instruction générale qui rappellerait les objectifs et définirait les contenus d'une éducation au civisme et aux droits de l'homme »*. Mme Yvette Roudy, ministre des droits [redacted] la femme, M. Robert Badinter, ministre de la justice, et M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, ont apporté leur contribution [redacted] la réflexion.

Les travaux ont notamment témoigné des contradictions auxquelles [redacted] enseignants [redacted] confrontés [redacted] en ce qui concerne le contenu que la pédagogie ou la place [redacted] droits [redacted] l'homme [redacted] l'[redacted]. Au-delà [redacted] ces débats, [redacted]'est la mission même du système scolaire qui est en question dans une société qui [redacted] plus rien de commun avec celle qui avait présidé [redacted] la création [redacted] laïque, gratuite et obligatoire par Jules Ferry.

Discipline à part entière ou travail interdisciplinaire ?

La volonté reconnue par tous comme une nécessité de faire entrer les droits de l'homme [redacted] l'école n'est pas le moindre des para[redacted]. *« Ce projet,* [redacted] en effet relevé M. Lionel Jospin, *est à la fois l'indice d'un progrès et d'une régression. »* Progrès [redacted] l'intérieur de l'école et régression [redacted] l'extérieur. Partout [redacted] monde, [redacted] des degrés divers, les droits de l'homme sont bafoués. Les [redacted] qui [redacted] reçoivent [redacted] témoi[redacted] la [redacted] l'acceptent mal. [redacted] questions qui trop [redacted] ne franchissent pas [redacted] des établissements scolaires. Pis, les jeunes qui sortent aujourd'hui [redacted] système éducatif, [redacted] avec le baccalauréat en poche, n'ont aucune [redacted] leurs [redacted] les plus élémentaires, à savoir les droits du citoyen.

Les leçons de morale [redacted] d'instruc[redacted] civique ont, de fait, peu [redacted] peu disparu de l'enseignement. Il est vrai [redacted] la « morale universelle » [redacted] laquelle croyait, il y [redacted] un siècle, Jules Ferry [redacted] montré ses limites. *« Le concept [redacted] lequel reposait l'enseignement moral et civique a été critiqué violemment par ceux qui s'inspiraient [redacted] mouvement [redacted] reprochant à celui-là son caractère conservateur et la justification qu'il donnait [redacted] l'ordre social existant »*, a expliqué M. Jean-Louis Piednoir, délégué national du P.S. à l'éducation nationale, en présentant la synthèse des débats. *« La modification [redacted] de vie,* a-t-il ajouté, [redacted] *rendu désuets un certain nombre de préceptes enseignés. (...) Surtout, tous les beaux principes énoncés par des maîtres sûrs d'eux n'ont pas résisté [redacted] boue des tranchées, au bain [redacted] 1914-1918,* [redacted] *camps de concentration, au racisme, énoncés comme principes de gouvernement. »*

La morale et l'instruction civique ont peu [redacted] peu [redacted] l'école primaire, « école du peuple », que l'enseignement secondaire réservé, il y [redacted] peine plus d'une vingtaine d'années, aux enfants [redacted] bourgeoisie. Selon [redacted] enquête citée par M. Louis Legrand, professeur de sciences de l'éducation à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg, la moitié des enseignants [redacted] *« ne* [redacted] *suffisamment informés* [redacted] *enseigner l'instruction civi*[redacted] ». Appelés [redacted] définir le civisme, ils citent [redacted] décroissant d'importance : le respect des [redacted] (29 %), l'information (24 %), la participation (19 %), le devoir (13 %) et les droits (9 %). La trans[redacted] « valeurs de tolérance » n'est mise [redacted] premier plan que par [redacted] eux, [redacted] que la liberté comme la lutte contre les inégalités [redacted] 5 %. Les réponses [redacted] seize [redacted] dix-huit ans interrogés [redacted] la même enquête [redacted] significatives (1).

La transmission [redacted] valeurs, la formation du citoyen, [redacted], aujourd'hui, [redacted] la place [redacted] disciplines qui ont [redacted] un instrument [redacted] sélection.

La matière et l'état [redacted] esprit

Le colloque organisé par le parti socialiste se voulait manifestation *« de [redacted] prise de [redacted] d'un manque »*. Il ne s'agit certes pas de [redacted] un enseignement jugé aujourd'hui par le premier secrétaire du P.S. comme *« poussiéreux »*, voire *« un peu ridicule »*. *« Le pire,* a [redacted] M. Jospin, *serait d'ennuyer. Il faut [redacted] réfléchir [redacted] façon [redacted] on inscrirait une telle matière dans l'enseignement ;* [redacted] *y avoir, il faudrait qu'elle soit passionnante. Mais faut-il qu'il y* [redacted] *matière. Ne faut-il* [redacted] *plutôt un état d'esprit. »* Les débats ont montré que les [redacted] être pris [redacted] considération, mais les participants se sont heurtés à l'inévi[redacted] obstacle des structures et des règlements du [redacted] éd[redacted].

Les [redacted] de [redacted] doivent-ils [redacted] une discipline [redacted] part [redacted]tière, enseignée [redacted] dans une [redacted]che horaire supplémentaire, soit à la place d'une autre ou, au contraire, imprégner toutes les disciplines [redacted] Certains ont proposé de travailler sur ce sujet en équipes interdisciplinaires ; d'autres ont insisté sur la nécessité de vivre les droits de l'homme dans une communauté édu[redacted] rénovée où le « pouvoir » des enseignants serai[redacted]é en parti[redacted] avec les [redacted] et les [redacted] personnels. [redacted] universitaires juristes [redacted] suggéré [redacted] par enseigner le droit dans l'enseignement [redacted].

Quels que soient [redacted] pédagogiques, des instructions ministérielles [redacted] par les participants pour « protéger » les enseignants qui prendraient des initiatives, pour *« inciter fermement »* [redacted] laisser [redacted] développer l'ouverture [redacted] disciplines sur les droits [redacted] l'homme ; pour « imposer » partout un minimum [redacted] en [redacted] domaine. Autre paradoxe.

Le contenu [redacted] de l'enseigne[redacted] droits [redacted] l'homme qu'il convient d'adapter [redacted] chaque âge, du petit [redacted] maternelle au futur bachelier, a [redacted] sujet de débats. La [redacted] des textes fonda[redacted] (la [redacted] *universelle* [redacted] *droits de l'homme* de [redacted] 1948) [redacted] lois, [redacted] prise en compte de l'actualité qui [redacted] en évi[redacted] droits [redacted] l'homme (guerres, tortures, [redacted]cisme...) viennent [redacted] l'esprit de [redacted] il [redacted] sur [redacted] point, [redacted] formes plus insidieuses, [redacted] l'évolution de notre [redacted] Mme Yvette Roudy [redacted] venue souligner, notamment, l'analogie entre le racisme et [redacted] sexisme. *Elle* [redacted] proposé [redacted] ministre de [redacted] nationale la création d'unités [redacted] valeur [redacted] universités [redacted] normales préparant [redacted] enseignants [redacted] *« aspect particulier* [redacted] *droits* [redacted] *l'homme* [redacted] *droits* [redacted] *femme »* [redacted] encouragé [redacted] municipalités [redacted] faire [redacted] celle [redacted] Nantes qui a « [redacted] *au panier »* [redacted] manuels scolaires sexistes.

Pour M. Robert Badinter, les droits [redacted] l'homme, [redacted] *« nul n'est* [redacted] *ignorer »*, [redacted] l'instar [redacted] la loi, c'est d'abord et surtout [redacted] l'autre. A l'école, il s'agit pour lui *« d'enseigner des générations d'hommes libres capables* [redacted] *résister au despotisme »*, [redacted] qui, c'est un symbole, tend [redacted] remplacé dans [redacted] vocabulaire par *« stalinisme »* [redacted] *« hitlérisme »*. *« Hors l'éducation des droits* [redacted] *l'homme dans une démocratie,* a-t-il conclu, *pas* [redacted] *salut possible. A* [redacted] *sûr,* [redacted] *démocratie dégénérerait. Qu'aurions-nous fait alors de* [redacted] *héritage que nous* [redacted] *reçu ? »*

Les débats, les discours, [redacted] permis [redacted] parti [redacted] d'amorcer une doctrine sur [redacted] droits de l'homme, [redacted] partir [redacted] laquelle la réflexion [redacted] poursuivie. Les [redacted] concrètes proposées par M. Jean-Louis Piednoir portent sur l'enseignement et [redacted] vie scolaire. *« Il paraît évident,* a-t-il affirmé, *qu'il faut un enseignement positif* [redacted] *droit. Mais celui-ci* [redacted] *peut être ré*[redacted] *à* [redacted] *discipline de plus. Il est à articuler à une réflexion* [redacted] *la vie réelle* [redacted] *concrète, sur les valeurs. Il est inséparable* [redacted] *la* [redacted] *l'autre (...). Les droits* [redacted] *l'homme sont* [redacted] *des moments pos*[redacted] *pour un travail interdiscipli*[redacted] *(...). L'organisation* [redacted] *scolaire ne doit pas* [redacted] *diction avec* [redacted] *principes qu'elle* [redacted] *expliciter. Cela va* [redacted] *partage* [redacted] *pouvoir dans l'établissement à la* [redacted] *droit à* [redacted] *parole pour les jeunes »*.

M. Jean-Louis [redacted] avait répondu, par [redacted], [redacted] l'accusation *« d'endoctrinement »* qui ne manque généralement [redacted] de surgir [redacted] qu'il est question [redacted] des [redacted]leurs. *« Immédiatement,* a-t-il déclaré, *surgissent les* [redacted] *lité* [redacted] *de laïcité,* [redacted] *magiques, souvent incantations, que l'on n'oppose pas toujours à bon escient. Qu'est-ce que la neutralité ? Ce n'est pas* [redacted] *abstention frileuse* [redacted] *les sujets qui peuvent divi*[redacted] *ou sur l'éthique, c'est d'abord l'affirmation* [redacted] *l'école,* [redacted] *institution,* [redacted] *prend pas parti dans les conflits qui divisent la nation. L'école n'est pas plus socialiste que capitaliste, pas plus scientiste que juive* [redacted] *chrétienne. Elle* [redacted] *ser*[redacted] *la société.*

« La laïcité, c'est d'abord l'accueil de [redacted] *(...), c'est, ensuite, le dialogue* [redacted] *les diverses approches de* [redacted] *réalité, diverses conceptions. C'est, enfin, le refus d'une quelconque idéologie d'Etat* [redacted] *tutelle particulière sur l'institution (...). Il n'y a pas* [redacted] *laïcité dans* [redacted] *qui pratiquerait* [redacted] *unifor*[redacted] *culturelle, qui chercherait le* [redacted] *tout prix »*.

En conclusion, M. Lionel Jospin a repris [redacted] compte [redacted] démarche, [redacted] soulignant que *« le* [redacted] *passionné et rude »*, car, au-[redacted] de lui, *« l'école maintenant doit s'interroger sur* [redacted] *propres droits, sur son propre malaise »*, sur les critiques qui lui [redacted] faites à droite comme [redacted] gauche. En fait, [redacted] *« sa fonction dans la société »*.

CATHERINE ARDITTI.

(1) [redacted] *et enseignants face à l'instruction civique.* [redacted] Grawitz, Editions Bordas 1980.

PLANS/CONTRECALQUES SUR XEROX 2080
[redacted] A PARTIR D'UN ORIGINAL OPAQUE REDUCTION [redacted]
ETRAVE 38 Av. Daumesnil PARIS 12e ☎ 347.21.32 Tx 220064 F

STAGES DE MARKETING
– INITIATION AU MARKETING : 60 [redacted] (4 heures/pendant 15 semaines) du 10/1/83 au 2/5/83
– MARKETING INTERNATIONAL : [redacted] (4 heures/ 10 [redacted] du [redacted] au 16/5/83
Renseignements [redacted] inscriptions :
université paris 8 formation permanente
2, rue [redacted] la Liberté 93526 SAINT-DENIS CEDEX 02
Tél. 829.23.00

RELIGION

Le document élevant l'Opus Dei au rang de « prélature personnelle » est publié par le Saint-Siège

De [redacted] correspondant

Cité du Vatican. — Le document [redacted] l'Opus Dei au rang de *« prélature personnelle »* [redacted] été officiellement publié [redacted] 27 novembre par le Vatican. Ce décret pontifical, dont le contenu [redacted] été annoncé le 23 août *(le* [redacted] du 25 août), n'avait jamais encore été [redacted] pour des raisons techniques. [redacted] l'interprétation la plus communément admise au Saint-Siège, ce retard était [redacted] au souhait du pape de [redacted]re lire ce document [redacted] préalable par les cardinaux [redacted] en assemblée plénière la [redacted] dernière à Rome. Mais, contrairement [redacted] ce qu'on avait p[redacted]enser, aucune modi[redacted] n'a [redacted] apportée [redacted] connu depuis le 23 août.

En devenant *« prélature personnelle »*, l'Opus Dei, qui compte soixante-douze mille [redacted] répartis [redacted] quatre-vingt-sept pays, [redacted] un diocèse sans territoire. Il est guidé par un prélat qui a été nommé par le pape : *il s'agit de* Mgr Alvaro del Portillo, présid[redacted] de l'Opu[redacted] Dei depuis 1975. [redacted] la première fois qu'est [redacted] une *« prélature personnelle »*, précise le document. Auparavant *« Institut séculier »*, l'Opus Dei a ainsi acquis une structure juridique plus forte et une plus grande importance institutionnelle. Alors qu'il dépendait jusqu'à présent de la congrégation des religieux, il relèvera désormais de la congrégation des évêques.

L'Osservatore romano présente la décision du pape comme *« un geste de reconnaissance et d'approbation pour l'activité »* menée par *« une institution,* précise le [redacted] pontifical, *qui présente des garanties doctrinales, disciplinaires et de rigueur apostoliques éprouvées »*.

Le [redacted] semble pas cependant modifier [redacted] les [redacted] entre l'Opus Dei et l'Eglise locale, les [redacted] de [redacted] prélature étant soumis aux [redacted] territoriales *« tant* [redacted] *point de vue des directives générales de caractère liturgique et pastoral que des lois d'ordre public »*. En outre, les membres laïcs de l'Opus Dei sont soumis à la juridiction de l'évêque du diocèse comme les « simples fidèles ». C'est l'évêque qui concède [redacted] risations d'ouvrir [redacted] centres de l'Opus Dei dans son diocèse.

Ph. P.

Une Église dans l'Eglise ?

Il est clair que les réserves manifestées par l'épiscopat espagnol devant ce changement de statut n'ont pas prévalu. Jusqu'à la dernière minute, les critiques du projet avaient espéré infléchir [redacted] pape pour limiter *l'autonomie* [redacted] *l'Opus* [redacted] encore en octobre, [redacted] des évêques européens avaient profité de leur réunion, à Rome, pour évoquer [redacted] problème, [redacted] n'était pourtant [redacted] leur ordre du *jour,* [redacted] *critiques* [redacted] *voix* [redacted] que [redacted] du cardinal Hume, archevêque [redacted] Westminster.

[redacted] reproches [redacted] cette [redacted] apostolique » [redacted] puissante [redacted] Outre [redacted] allégations [redacted] goût [redacted] *l'Opus Dei* pour [redacted] sa théologie intégriste [redacted] son penchant pour les régimes politiques [redacted] — positions qui ne [redacted] condamnables en soi, mais qui [redacted] — [redacted] critique principale [redacted] à l'encontre de l'Opus [redacted] surtout par [redacted] évêques, [redacted] prétention, également inavouée, de se [redacted] l'épiscopat [redacted] et [redacted] *créer,* [redacted] *une* Église [redacted] l'Eglise.

A regarder [redacted] malgré [redacted] protestations [redacted] l'Opus, son nouveau [redacted] prélature personnelle ren[redacted] considérablement [redacted]. La notion de prélature personnelle, prévue par [redacted] conciliaire *Presbyterorum ordinis* et [redacted] *motu proprio* de [redacted] VI *Ecclesiae sanctae,* ne [redacted] création d'un *quasi* [redacted] *religieux* — [redacted] ce *sera le cas pour l'Opus — mais* prévoyait de fournir [redacted] pastorale particulière à des groupes sociaux qui échappaient aux structures [redacted]tantes [redacted] cause de leur état ou de leur mobilité : les gitans, par exemple, [redacted] les soldats.

En présentant le nouveau document, l'Opus Dei insiste pour dire que ses membres ne seront en aucune [redacted] soustraits à l'autorité [redacted] évêques [redacted]. Or, [redacted] les prêtres de [redacted] (2 [redacted] du [redacted] des [redacted] seront « incardinés » [redacted] dans la prélature [redacted] la même manière que des prêtres sécu[redacted] dans un diocèse ; ensuite, [redacted] prêtres [redacted] l'Opus pourront y [redacted] au sein d'une société [redacted] de [redacted] Sainte-Croix — sorte [redacted] — sans [redacted] obligés [redacted] connaître leur [redacted] à celle-ci ; [redacted] laïcs, enfin, *qui constituent la grande majorité* des membres, seront liés à l'Opus [redacted] un [redacted] contractuel » [redacted] non pas des « vœux particuliers ».

Ils restent, en principe, sous la *juridiction normale de leur évêque* local, mais une fois que celui-ci [redacted] autorisé la création d'un centre de l'Opus Dei dans son diocèse, il n'aura plus aucun contrôle véritable sur les activités de ses membres. Rien n'empêchera quelqu'un [redacted] vivre [redacted] sa « vie de foi », du premier catéchisme jusqu'aux derniers sacrements, à l'intérieur de l'Opus Dei.

ALAIN WOODROW.

MÉDECINE

Les réactions aux projets de réforme hospitalière

[redacted] projets [redacted] réforme actuellement élaborés par le ministère [redacted] la santé, [redacted] dont M. Jack [redacted] a exposé [redacted] grandes lignes dimanche [redacted] novembre [redacted] Tulle (*le* [redacted] du [redacted] novembre), [redacted] dans les milieux hospitaliers [redacted] réactions à la [redacted] vives, passionnées [redacted] contradictoires. [redacted] illustrent tout [redacted] *l'importance de l'enjeu que la* sensibilité [redacted] modification [redacted] structures du pouvoir dans ce [redacted]. Filèle [redacted] conflits de [redacted] dans laquelle il s'insère, l'hôpital [redacted] fournit bien souvent, une image accentuée [redacted] répercute l'écho.

[redacted] tous les projets du gouvernement, l'organisation [redacted] hôpitaux [redacted] départements, entraînant la suppression [redacted] « services », suscite [redacted] plus d'émotion. La critique visant [redacted] cloisonnement dû aux [redacted] actuelles, [redacted] dépersonnalisation des soins résultant [redacted] superposition des responsables au sein de chaque établissement, est générale. Mais l'unanimité s'évanouit sur les remèdes.

Approbations totales ou partielles...

Ainsi, pour l'association [redacted] socialisme proche du P.S., la « départementalisation » apparaît [redacted] *un préalable indispensable* [redacted] réforme [redacted] l'hôpital, un [redacted] proposait [redacted] depuis [redacted] années.

[redacted] même, pour l'Intersyndicale [redacted] médecins hospitaliers (1), *« l'hôpital public est arrivé* [redacted] *un tournant »*, [redacted] depuis vingt [redacted] *« d'un progrès* [redacted] *d'une dangereuse* [redacted] *dictions : les praticiens y* [redacted] *dans des* [redacted] *d'un* [redacted] *âge* [redacted] où les [redacted] sont chargés [redacted] *faire, tout* [redacted] *tout contrôler »* et où [redacted] autres, *« qui* [redacted] *censés obéir, supportent* [redacted] *plus* [redacted] *mal de ne pas être légalement responsables de ce qu'ils assurent quotidien*[redacted] »*.

Aussi, [redacted] réforme projetée, ajou[redacted] les responsables [redacted] l'Intersyndicale, est-elle d'abord marquée par ses *« aspects positifs et novateurs »*. *Cela dit,* concluent-ils, [redacted] *« qu'il* [redacted] *saluer »* sup[redacted] l'hôpital reçoive davantage [redacted] moyens : « [redacted] *ne saurions accepter que* [redacted] *nouvelles formes* [redacted] *gestion hospitalière* [redacted] *imposer* [redacted] *réduction* [redacted] *l'activité médi*[redacted] *détérioration de* [redacted] *qualité des soins. »*

La [redacted] C.G.T. [redacted] apprécie « positivement » l'orienta[redacted] *générale* [redacted] *projet. Selon elle, « c'est* [redacted] *qui entre à l'hôpital »*. La [redacted] C.F.T.C. [redacted] de [redacted] points [redacted]sants. Elle [redacted] néanmoins, [redacted] participation du personnel [redacted] l'élection du [redacted] de département.

A la [redacted] hospitalière de [redacted] (F.H.F.), que [redacted] M. Philippe Cadène, puissante organisation représentative des personnels hospitaliers, l'approbation du projet dans [redacted] lignes [redacted]. Dès juin 1981, la Fédération [redacted] saisi le gouvernement d'un certain nombre de projets [redacted] aux hôpitaux, [redacted] « départementalisation ». [redacted] approbation [redacted] principe se [redacted] d'un certain nombre [redacted] réserves.

Ainsi la F.H.F. est-elle [redacted] à [redacted] participation [redacted] personnels non *médicaux* [redacted] *l'élection* [redacted] *chefs de* département, participation qui, dans [redacted] formes projetées (le personnel non médical disposerait [redacted] 12,5 [redacted] voix) ne servirait qu'à cautionner [redacted] par [redacted] médecins, estime M. Cadène. De même, la F.H.F. rejette-t-elle la notion même [redacted] « conseil de département » pré[redacted] par [redacted] qui risque [redacted] « balkaniser » l'hôpital. Elle souhaite, en revanche, qu'un représentant du corps infirmier [redacted] désigné [redacted] auprès [redacted] futurs [redacted] dépar[redacted]. « *Enfin,* souligne M. Philippe Cadène, [redacted] *paraît* [redacted] *départements ne deviennent* [redacted] *entités gestionnaires d'un budget (...). Une réforme d'une* [redacted] *ampleur* [redacted] *inimaginable* [redacted] *aussi* [redacted] *(un an). »*

... et critiques virulentes

[redacted] apparaissent [redacted] criti[redacted] organismes groupés [redacted] sein du Syndicat national [redacted] médecins, chirurgiens, spécialistes et biologistes [redacted] hôpitaux publics, [redacted] pré[redacted] professeur Michel Garbay. La critique qu'exprime ce syndicat [redacted] d'abord, [redacted] F.H.F., [redacted] imposés aux hôpitaux, [redacted] jugés inacceptables. Surtout, demande le professeur Garbay, [redacted] département apparaît souhaitable dans certains [redacted] (rhumatologie, orthopédie, neurologie-neurochirurgie, néphrologie-urologie, pédiatrie, cancérologie), *«* [redacted] *ne peut* [redacted] *universel* [redacted] *créé* [redacted] *demande* [redacted] *progressivement »*. Actuellement, souligne [redacted] professeur Garbay, la pénurie [redacted] personnels [redacted] dans [redacted] hôpitaux — [redacted] l'informatisation [redacted] *cher en person*[redacted] *» ajoute-t-il — qu'une telle* réforme [redacted] *impos*[redacted] ».

En [redacted], ajoute [redacted] professeur Garbay, *« pourquoi supprimer* [redacted] *service ? Dissocier* [redacted] *grade* [redacted] *signifie pas qu'il faut supprimer* [redacted] *gradés »*. En outre, estime-t-il encore, un renouvellement [redacted] quatre ans compromettrait [redacted] continuité du travail [redacted] équipes. Il [redacted] d'autre part, inimaginable [redacted] *responsables* [redacted] *département* [redacted] par [redacted] non-médecins, estime-t-on [redacted] même [redacted].

Le syndicat qu'anime M. Garbay [redacted] dans [redacted] jours qui viennent un contre-projet.

Le [redacted] Louis René, [redacted] côté, président de l'ordre départemental des médecins [redacted] Paris, souhaite lui aussi une évolution mais l'estime incompatible [redacted] la brié[redacted] *des délais imposés par le projet.* Surtout, il souligne la nécessité d'une réflexion sur un problème [redacted] soulevé par [redacted] texte : [redacted] de la responsabilité médicale de l'hôpital, actuellement dét[redacted] pas par les chefs [redacted] service — comme [redacted] l'affirme [redacted] — [redacted] par l'administration, [redacted] qu'un simple décret ne saurait tansférer aux médecins traitants, [redacted] titulaires [redacted] hôpitaux.

Pour sa part, [redacted] médicale, groupement qu'anime le professeur Bernard Debré, « [redacted] *que* [redacted] *décret* [redacted] *retiré des objectifs du gouvernement »*. Certes, souligne [redacted] professeur Debré, [redacted] des [redacted] tures est [redacted]. [redacted] *« nous* [redacted] *qu'une loi oblige tous les services,* [redacted] *de façon uniforme, à adopter* [redacted] *système de « départementalisation » qui comporte* [redacted] *menaces pour notre indépendance* [redacted] *qualité des* [redacted] »*. [redacted] médicale estime indispensable que des expériences soient [redacted] point, expériences qui seraient analysées au terme [redacted] quelques [redacted] proposées comme modèles.

Pour affirmer son hostilité au projet actuel « Solidarité médicale » [redacted] demander [redacted] quinze mille médecins hospitaliers [redacted] souscription de 1 000 F, destinée à [redacted] une [redacted] publicitaire menée sur ce thème [redacted] organiser des Etats généraux de l'hospitalisation à Paris, en février.

Enfin, l'une [redacted] oppositions les plus virulentes [redacted] projet [redacted] Force ouvrière qui « [redacted] *sans appel le projet* [redacted] *moyens dont* [redacted] *dispose »*, [redacted] il ris[redacted] *rendre* [redacted] *établissements totalement ingouvernables »*. En particulier, F.O. *« dénonce* [redacted] *tentative d'intégration* [redacted] *personnels dans un système d'autogestion, c'est-à-dire d'auto-exploitation qui résulterait* [redacted] *participation* [redacted] *départements »*. Elle *« se* [redacted] *résolument* [redacted] *irréductiblement* [redacted] *l'élection par* [redacted] *personnels non médicaux* [redacted] *département qui conduirait* [redacted] *renforcement* [redacted] *leur assujettissement* [redacted] *pouvoir médical »*.

[redacted] un [redacted] projet [redacted]cite, tant [redacted] médecins [redacted] dans l'ensemble du personnel hospitalier [redacted] *réactions fortement contrastées.* Au ministère [redacted] la santé, [redacted] le dis[redacted] M. Ralite [redacted] Tulle en témoigne, on estime que [redacted] texte, dans son [redacted] actuel, demeure [redacted] sur certains points. Sur lesquels [redacted] Le *débat vient* [redacted] *peine de s'ouvrir.*

CLAIRE BRISSET.

(1) Cette organisation [redacted] en mars 1982, groupe [redacted] dizaine d'organismes représentants [redacted] hospitaliers, dont le Syndicat [redacted] la médecine hospitalière et la Fédération nationale [redacted] associations [redacted] collectifs d'assistants [redacted] adjoints [redacted] hôpitaux non universitaires. L'Intersyndicale groupe, [redacted] ses [redacted]ponsables, plus de huit mille praticiens hospitaliers, soit plus de la moitié [redacted] l'effectif médical des hôpitaux. L'un [redacted] membres [redacted] l'Intersyndicale (la Fédération nationale [redacted] associations [redacted] collectifs d'assistants [redacted] adjoints [redacted] hôpitaux non universitaires) regrette que le ministère ait publié [redacted] projet « [redacted] *la parution des conclusions du* [redacted] *travail réuni sur* [redacted] ».

BAC - MAT SUP - MED
Nous vous y préparons [redacted] apprenant aussi à utilis[redacted]
PEDAGOGIE ACTIVE SARI — 68, av. d'Iena, Paris-16

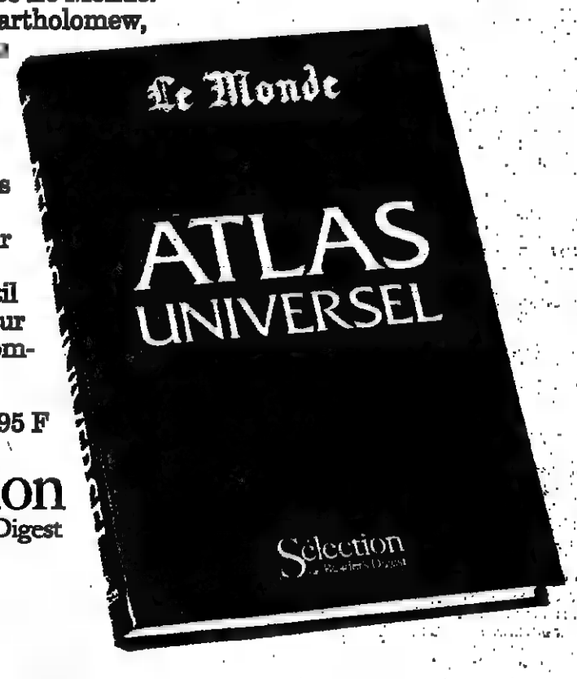
2 juillet 82. Le spationaute français revient sur terre au Kazakhstan. Mais à propos, où est-ce ?

A l'écoute de l'actualité, qui ne s'est jamais posé cette question : où est-ce ?

Atterrissez à votre tour au Kazakhstan en ouvrant l'Atlas Universel édité par Sélection en collaboration avec Le Monde. Un grand voyage commence. Signées par John Bartholomew, plus de 160 cartes nous parlent en 8 couleurs avec clarté et précision.

C'est la découverte à grande échelle. Toutes les îles sont visibles à l'œil nu, les fonds marins aussi. Vous pouvez remonter des avenues, descendre des rivières, rencontrer une foule de détails sur les pôles et les déserts. Après une promenade en Cévennes ou le survol du Névada, faites un détour par l'Index aux 200 000 noms.

Sélection et Le Monde vous offrent un outil fantastique pour éclairer l'actualité mais aussi pour préparer examens ou voyages, pour apprendre, comprendre, ou tout simplement pour rêver.



En vente chez votre libraire : 795 F

Le Monde Sélection du Reader's Digest

ATLAS UNIVERSEL

Situez bien l'événement pour mieux suivre l'actualité.

Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

Des pièces baladeuses dans les circuits de certaines centrales nucléaires françaises

Plusieurs [redacted] nucléaires [redacted] eau pressurisée et uranium enrichi ont, au cours de cette année, connu en France un arrêt de fonctionnement prolongé [redacted] à la présence anormale, dans le cir[redacted] refroidissement et d'évacuation de la puissance, de pièces de métal ayant cédé à [redacted] contraintes.

Après enquête, E.D.F., les services de sécurité et le constructeur des centrales nucléaires françaises, ont décidé de remplacer progressivement ces pièces défectueuses — des broches de maintien — sur vingt et un réacteurs de 900 mégawatts, sans pour autant délaisser les autres tranches nucléaires de même puissance supérieure ([redacted] mégawatts) qui, du fait de leur entrée en service plus tardive, pourront [redacted] à temps des modifications envisagées.

Les réparations des trois réacteurs — Bugey-2, Bugey-4 [redacted] Fessenheim-1, — sur lesquels ce phénomène a été découvert, [redacted] demandé plusieurs [redacted] de travail. La dernière [redacted] de travaux s'est [redacted] novembre. [redacted] le [redacted] Fessenheim-1. Le [redacted] au réseau [redacted] tranches, dont l'arrêt prolongé a [redacted] environ 1,3 milliard [redacted] E.D.F., devrait normalement avoir [redacted] dans la première quinzaine de décembre.

Une maladie de jeunesse qui coûte cher

TOUT [redacted] commencé le 27 juillet [redacted] cette [redacted] jour-là, alors que la tranche n° [redacted] de la centrale nucléaire du Bugey, installée sur la rive droite du Rhône, à quelque 35 kilomètres en amont de Lyon, semble fonctionner normalement, une pièce métallique cogne bruyamment dans la partie basse d'un des générateurs de vapeur du réacteur. Le système d'écoute des « corps migrants » le détecte aussitôt et alerte l'équipe de quart en service dans la salle de commande, qui arrête tout de suite le réacteur. Il n'est, en effet, pas concevable de laisser sans risques un morceau de ferraille se promener dans les conduites de circulation d'eau du réacteur. Les personnels envoyés sur le générateur de vapeur ouvrent alors ce que l'on appelle la boîte [redacted] eau et découvrent [redacted] d'inox d'une quinzaine de centimètres de long et de [redacted] 3 centimètres de diamètre, [redacted] par les chocs qu'elle [redacted] subis en frappant les parois du générateur de vapeur.

Cet incident n'est pas unique. Il [redacted] trouve que, dès 1978, des [redacted] nucléaires japonaises [redacted] présenté le même « mal ». De plus, en juin 1982, des pro[redacted] du même ordre sont [redacted] sur la [redacted] de North-Anna. S'agirait-il d'une épidémie qui frapperait les [redacted] nucléaires P.W.R. [redacted] eau légère et uranium enrichi ? D'une certaine manière, oui. C'est ce que les constructeurs et l'exploi[redacted] des [redacted] françaises [redacted] au cours [redacted] opérations de contrôle qu'ils [redacted]. Quelque [redacted]. Les examens menés [redacted] la tranche n° [redacted] de [redacted] centrale [redacted] de [redacted] grâce [redacted] télécommandées, que d'autres pièces étaient sinon « fatiguées », du moins susceptibles à terme de se rompre. Sur Bugey-2, il y en a vingt-deux et sur Bugey-4 deux seulement. Fessenheim-1, la première centrale nucléaire de ce type mise en service en France, est, elle aussi, concernée par [redacted] problème.

Vingt [redacted] un réacteurs en cause

De quoi s'agit-il ? Tout simplement de la rupture ou de la fatigue de broches qui permettent le maintien, dans leur partie basse, des tubes de guidage dans lesquels glissent les grappes de contrôle de puissance du réacteur. *(Voir schéma.)* Ces tubes, solidement maintenus dans leur partie supérieure par des boulons, sont équipés à leur autre extrémité de deux de ces broches qui, à la manière d'une prise de courant, viennent se ficher dans des trous percés dans la plaque d'acier recouvrant la partie supérieure du cœur du réacteur. [redacted] liaison, non rigide, permet aux [redacted] guides de supporter certaines modifications dues aux contraintes thermiques auxquelles est soumis le cœur tout en leur interdisant le plus petit déplacement latéral. Dans le cas contraire, en effet, les grappes de contrôle pourraient ne pas glisser librement dans leur logement pour descendre dans le cœur et assurer la fonction qui est la leur : la régulation et l'arrêt, si nécessaire, du réacteur.

Pour E.D.F., le constat est dur. S'il est vrai que trois réacteurs seulement présentent des [redacted], il [redacted] clair [redacted] que tous [redacted] qui appartiennent à [redacted] génération de centrales [redacted] — vingt et [redacted] en [redacted] — devront [redacted] l'objet [redacted] réparat[redacted]. La [redacted] plus [redacted] que l'enquête menée pour connaître avec exactitude l'origine de [redacted] ruptures anormales et y porter remède a demandé du temps. D'autre part, il est rapidement apparu que l'on ne disposait pas, à l'époque de ces événements, des équipements nécessaires pour faire des réparations en série. Cet obstacle devrait être prochainement levé avec la mise en service de « cellules chaudes » permettant au personnel d'effectuer des opérations à l'abri des radiations et qu'E.D.F. a fait construire.

Mais force est de constater, comme le soulignent quelques experts, que *« toute l'attention nécessaire n'avait pas été portée à ce problème dès la conception des centrales ».* C'est chose faite maintenant, mais l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur le fait que les centrales nucléaires allemandes et suédoises de même type n'ont pas connu ou pas encore connu un tel problème.

Les études menés en France ont montré que la rupture des broches était due à ce que les ingénieurs appellent la « corrosion sous tension ». Ce phénomène apparaît lorsque les trois facteurs suivants sont réunis :

● *Un traitement thermique insuffisant.* De la qualité de cette opération métallurgique dépend, en effet, la résistance des pièces *à la corrosion. Or le traitement* thermique des broches des premiers réacteurs nucléaires de 900 mégawatts — à l'exception des tranches dont la série commence à Blayais-2 exclue — a été fait à 950 degrés seulement. Aussi a-t-il été décidé, pour les nouvelles séries de broches, d'augmenter la température de 200 degrés pour les renforcer.

● *Un couple de serrage important.* Ce paramètre mesure la façon dont les écrous qui maintiennent les broches étaient serrés. Les conclusions de l'enquête ont montré que ces pièces étaient vissées à un point tel que l'on atteignait pratiquement les limites élastiques de l'acier utilisé.

● *Une géométrie d'usinage anguleuse.* Le dessin relativement tourmenté retenu pour les broches a favorisé, en effet, selon les techniciens, l'amorce d'un phénomène de fissuration dans l'acier le rendant ainsi plus vulnérable à la corrosion.

Les études menées depuis la découverte de ces défauts ont montré que si la rupture des broches n'était pas à négliger, il n'y avait pas cependant péril en la demeure. Le nombre des broches brisées ou en mauvais état découvertes sur les trois réacteurs actuellement incriminés en témoigne, tout comme les calculs statistiques effectués à cette [redacted]. Si [redacted] en [redacted] les [redacted] obtenus, cette pièce ne deviendrait « fragile » qu'après un temps [redacted] long : [redacted] l'ordre de vingt-cinq mille heures [redacted] fonctionnement du [redacted]. Il est certain, par exemple, que celles de Fessenheim, la première centrale nucléaire française à eau légère, ont tenu beaucoup plus longtemps que cela.

Quoi qu'il en soit, il est clair pour E.D.F. que, même si la manifestation de tels phénomènes ne constitue qu'*« un incident mécanique n'entraînant aucun risque pour la sûreté »*, il faudra, sur chacune des vingt et une tranches nucléaires contrôlées par l'exploitant, procéder au remplacement systématique des cent six broches fixées sur les tubes guides. Pour les autres réacteurs nucléaires de 900 mégawatts, mais aussi pour le parc des 1 300 mégawatts, des mesures concrètes ont déjà été prises. Cela n'exclut nullement l'étude, d'ailleurs en cours, de nouvelles broches plus résistantes et la mise en place de contrôles plus serrés grâce aux systèmes de détection des objets métalliques errants installés sur le circuit primaire des réacteurs, mais grâce aussi à des mesures par ultrasons [redacted] pendant l'arrêt [redacted] réacteurs [redacted] juger [redacted] broches.

Désormais, le problème que posent ces pièces [redacted] plus, semble-t-il, d'ordre technique, mais plutôt d'ordre [redacted]mique. Cinq [redacted] six semaines sont, en effet, [redacted] pour remplacer sur chaque réacteur les pièces défectueuses. Or ce laps de temps s'ajoute à la période d'arrêt annuel normale pendant laquelle on procède à différentes opérations [redacted] maintenance comme, par exemple, [redacted]gement en combustible [redacted] partie du [redacted] réacteur. Sur Fessenheim-1, Bugey-2 [redacted] Bugey-4, en revanche, il a fallu beaucoup plus de temps que cela : huit mois pour la première, quatre mois pour la seconde et deux mois pour la dernière. La raison en [redacted] que [redacted] techniciens n'étaient pas préparés à ce genre d'opération [redacted] matériel [redacted] adéquat [redacted].

Il [redacted], en effet, [redacted] à l'abri de l'eau des piscines pour changer les [redacted] (1) [redacted] se protéger de la radioactivité dégagée par ces pièces pratiquement au contact du cœur pendant le fonctionnement du réacteur. Les cellules chaudes, actuellement en *construction*, et les *bras télémanipulateurs* qui [redacted] utilisés devraient permettre d'améliorer ces conditions de [redacted] l'opération : de 10 [redacted] 20 millions de francs par réacteur, outillage [redacted] main-d'œuvre compris.

Même si ces coûts directs ne sont guère élevés, comparés au prix actuel d'une tranche nucléaire de 900 mégawatts (5 milliards de francs environ), ces incidents ont cependant des conséquences financières indirectes d'un autre ordre de grandeur, puisque E.D.F. les estime supérieurs de dix fois à ce chiffre pour les prochains réacteurs dont les broches seront changées. *Mais ceux-ci fournissent* l'essentiel de la production française d'électricité d'origine nucléaire. Tout arrêt de l'un d'entre eux pour une période plus ou moins longue et non programmée suppose donc qu'il soit automatiquement pallié au manque de production d'électricité qu'entraîne son non-fonctionnement.

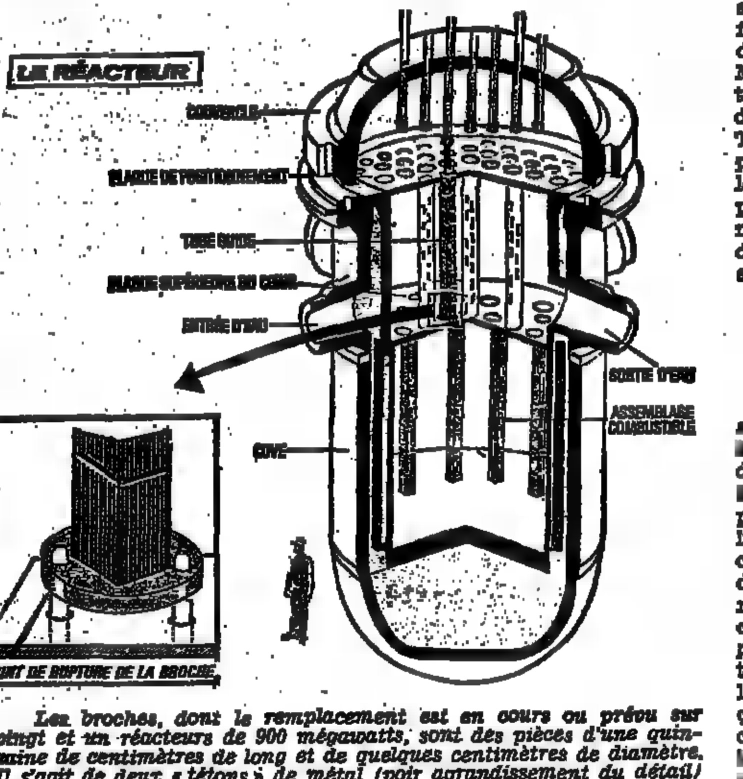
Un taux de disponibilité moyen

Pour Bugey-2, Bugey-4 et [redacted]senheim-1, E.D.F. [redacted] que [redacted] entraîné [redacted] 1982 une diminution [redacted] production [redacted] mégawatts-heure [redacted] une perte [redacted] 1,3 milliard de francs représentant le coût supplémentaire de l'énergie de remplacement nécessaire pour répondre à la demande de la consommation. Il ne faut donc *pas s'étonner, dans ces conditions*, que le taux de disponibilité des centrales nucléaires françaises [redacted] été excellent au cours [redacted] cette année. [redacted] seul, [redacted] problème [redacted] repré[redacted] 8 [redacted] d'indisponibilité du parc électronucléaire français (2) pour 1982. Ce chiffre, si l'on en croit E.D.F., devrait être ramené à 3 % [redacted] 5 % seulement l'an prochain, ce qui permettrait de revenir [redacted] un taux de disponibilité plus normal, dont on espère qu'il atteindra, en régime de croisière, une [redacted] 71 %. [redacted]tera [redacted] *régler le délicat problème* de la responsabilité de ceux qui ont une part dans tous ces incidents qui affectent les centrales nucléaires françaises.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Pour [redacted] Bugey-3, Bugey-4 [redacted] Fessenheim, E.D.F. a préféré changer [redacted] l'ensemble des tubes guides, broches comprises, en prélevant ces pièces sur des *centrales actuellement* en construction. [redacted] réacteurs, seules les [redacted] remplacées. Les premiers réacteurs qui feront l'objet [redacted] type de réparation seront Bugey-3, Fessenheim-2 et Tricastin-1.

[redacted] de ma[redacted] les problèmes [redacted] les « sécheurs-surchauffeurs » de la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux, ont compté pour 8 % environ dans le taux d'indisponibilité du parc électronucléaire français.



Les broches, dont le remplacement est en cours ou prévu sur vingt et un réacteurs de 900 mégawatts, sont des pièces d'une quinzaine de centimètres de long et de quelques centimètres de diamètre. Il s'agit de deux « tétons » de métal (voir agrandissement du détail) qui assurent le maintien dans leur partie basse, c'est-à-dire sur la plaque supérieure du cœur, des tubes guides dans lesquels glissent les barres de contrôle du réacteur. Ces dernières, en descendant plus ou moins bas entre les éléments combustibles, permettent la régulation des réactions nucléaires dont le cœur du réacteur est le siège. Contrairement à ce que le dessin pourrait laisser croire, les tubes guides et les éléments combustibles sont des matériels bien distincts.

POINT DE VUE

Le satellite et l'informatique au service du géographe

par FERNAND VERGER (*)

LES satellites d'observation de la Terre constituent [redacted] outils puissants et novateurs [redacted] la connaissance géographique [redacted] ses champs d'investigation : atmosphère, [redacted] marines [redacted] continentales, [redacted] végétation, aménagement rural et urbain... [redacted] plus, [redacted] par [redacted] une vision synthétique [redacted] au ras du [redacted] s'isole bien [redacted] une analyse perdant [redacted] vue *l'intégration*, [redacted] la géographie. L'approche [redacted] la discipline [redacted] profondément modifiées [redacted] l'utilisation [redacted] satellites.

[redacted] a d'abord remarqué l'originalité conférée aux [redacted] spatiales par l'altitude du point [redacted] qui leur [redacted] une homogénéité synoptique [redacted] une quasi-universalité. [redacted] particulièrement appré[redacted] inventaires statiques [redacted] petite [redacted] conduites [redacted] que les frontières [redacted] interdits militaires ne [redacted] leur extension [redacted] par*ticulier*, [redacted] Etats, [redacted] l'U.R.S.S., entourent [redacted] connaissance géographique bloque l'information nécessaire [redacted] bilans mondiaux, qui [redacted] l'objet [redacted] géographie générale ; l'usage [redacted] affranchit la recherche [redacted] entrave. [redacted] avantages, [redacted] géométrie du point [redacted] premiers perçus.

[redacted] second groupe [redacted] originaux [redacted] la [redacted] satellite est [redacted] la répétitivité de l'acquisition des [redacted]. La qualité géométrique des [redacted] *conformité* [redacted] un système de projection cartographique. Il est donc possible de superposer [redacted] images successives recueillies au rythme régulier [redacted] révolutions [redacted] satellites. [redacted] multitemporelles [redacted] à reconnaître [redacted] objets [redacted] leurs changements [redacted] au [redacted] cycles [redacted] ou, pour l'infrarouge thermique, du cycle du *jour* et [redacted] *nuit*.

[redacted] multitemporelles sont, d'autre part, [redacted] pour [redacted] la cinématique [redacted] phénomènes [redacted] (mouvement [redacted] l'atmosphère, [redacted] l'enneigement, [redacted] géomorphologique, [redacted] urbaine) [redacted] mettent [redacted] suivre le développement [redacted] phénomènes [redacted] anthropiques.

[redacted] données [redacted] par [redacted] multiples, [redacted] leur richesse [redacted] plus [redacted] leur combi[redacted] leur addition. La majeure partie [redacted] acquises permettent de [redacted] l'image [redacted] Terre par juxtapo[redacted] de petits [redacted] d'image, ou pixels, qui correspondent [redacted] quelque [redacted] au grain d'une photographie. Ainsi, [redacted] image captée par [redacted] systèmes [redacted] Landsat, couvrant une [redacted] kilomètres, [redacted] composée [redacted] 7 581 000 pixels, représentant chacun un *demi-hectare*.

Chaque [redacted] défini [redacted] physiques qui doivent [redacted] permettre l'identification. Ces [redacted] plus [redacted] qu'elles [redacted] plu[redacted] spectrales [redacted] lors de passages [redacted] du satellite. De plus, l'analyse des données, [redacted] naguère [redacted] pixel [redacted] l'est, *chaque jour davantage, en tenant* [redacted] des [redacted] voisinage de chaque pixel.

L'abondance [redacted] données

Enfin, les données seront multi[redacted] avec l'usage des capteurs orientables, comme ceux [redacted] sera équipé le futur satellite français Spot. Les [redacted] peuvent [redacted] dans le [redacted] dans [redacted] dans [redacted]pace géographique ou dans les angles de vue ; elles peuvent [redacted] avoir lieu [redacted] tous ces [redacted] primaires.

L'abondance [redacted] télédétection [redacted] déjà un [redacted] leurs [redacted] spécifiques, et [redacted] combinaison l'accroît [redacted] façon exponentielle. [redacted] exemple illustre ces gran[redacted] : [redacted] pixels d'une image Landsat [redacted] quatre valeurs [redacted] le système [redacted] balayage [redacted], ce qui donne *30 324 000 valeurs ;* [redacted] plus [redacted] 000 000 [redacted] valeurs. Comme chaque pixel peut [redacted] examiné [redacted] ses relations [redacted] huit [redacted] immédiats, le [redacted] d'une [redacted] étendue limitée à [redacted] mètres peut ainsi entraîner la prise en considération [redacted] plusieurs [redacted] millions d'informations.

Une [redacted] n'est mai[redacted] que [redacted] l'informatique. L'alliance [redacted] l'informatique [redacted] groupe [redacted] originaux [redacted] technique. *Elle* provoque une [redacted] sur [redacted] documentation, [redacted] d'expression de la géographie ; l'auto[redacted] qu'elle engendre développe la *capacité d'analyse* [redacted] *contraint* [redacted] clairement [redacted] principes du [redacted]. Bouleversant [redacted] travail, [redacted] rend plus rigoureux [redacted] pensée [redacted] un effort [redacted] la géographie. [redacted] de la documentation [redacted] données, qui représentent [redacted] important [redacted] *géographiques jamais* [redacted]

[redacted] possibilités de [redacted] perspectives [redacted] nouvelles à la production [redacted] En particulier, le satellite Spot fera progresser [redacted] cartographie régulière de [redacted] de la planète aux échelles moyennes. Les levers, [redacted] dessin des cartes [redacted] entraînant un [redacted]. [redacted] lacunes de la cartographie régulière seront comblées et [redacted] mise [redacted] jour rapide des cartes sera facilitée. Cette [redacted] opère économiquement des change[redacted] d'échelle [redacted] de projection [redacted] leur [redacted] une [redacted] d'ef[redacted] jamais [redacted] auparavant. Elle permet surtout de dégager [redacted] corrélations jusqu'alors insoupçonnées, de fonder [redacted] dynamiques [redacted] acquises [redacted] sol [redacted] des [redacted] L'approche descriptive [redacted] parcelli[redacted] qui a longtemps prévalu [redacted] *les* [redacted] *nature* [redacted] fait [redacted], grâce [redacted] télé[redacted] par satellite, à une [redacted] quantitative et globalisante.

[redacted] avantages ne [redacted]quent-ils [redacted] dangers [redacted] politiques auxquels [redacted] technologique ? [redacted] domaine culturel, [redacted] plus [redacted] plus [redacted] à une « téléobservation », et [redacted]tifique n'a plus [redacted] qu'il [redacted] distanciation, [redacted] planétaires, peut [redacted] dange[redacted]

En [redacted] plus percevoir directement [redacted] objets [redacted] risque d'engen[redacted] déséquilibre [redacted] qu'un appauvrissement culturel, [redacted] peut [redacted] provoquer [redacted] d'interprétation d'autant [redacted] graves que [redacted] la [redacted] une puissance jusqu'ici inconnue.

([redacted] page 18.)

(*) [redacted] supérieure (Montrouge).

Albums illustrés [redacted] la

NASA

● EP [redacted] - A Meeting with the Universe, [redacted]

● [redacted] 439 - Voyage to Jupiter, 114 F.

Prix [redacted] *inclus.*

Commandes : [redacted] DATA, B.P. 68, 75060 Paris 02.

[redacted] téléphone : 508-85-66.

Liste [redacted] *sur* [redacted] *demande.*

CONFÉRENCES EN DÉCEMBRE AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE

[redacted] Franklin-D.-Roosevelt, 75008 [redacted]

[redacted] à 15 h. : [redacted] (conférence [redacted]), par M. Jacques RUFFIE.

[redacted] 11, à 15 h. : [redacted] : [redacted] connaissances sur ses implications [redacted] progrès thérapeutiques, par M. Jean-Paul GIROUD.

Samedi 18, [redacted] 15 h. : Informatique et visualisation des molécules, par M. Gérard LANGLET.

La Méditerranée s'ouvre à la technologie pétrolière de pointe

Nouveau record de forage : 1 714 mètres sous l'eau

Depuis [redacted] 8 novembre, [redacted] une centaine [redacted] kilomètres [redacted] Marseille, le navire américain « Discoverer Seven Seas » [redacted] commencé à forer le premier [redacted] deux puits d'exploration pétrolière en Méditerranée profonde pour [redacted] compte [redacted] nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) - Esso-France.

Ce puits, [redacted] Total [redacted] opérateur, est *foré par 1 714 mètres [redacted] profondeur* d'eau. Il constitue donc un record, puisqu'un [redacted] réalisé en 1979 au large du Canada, ne l'a [redacted] « que » [redacted] mètres [redacted] profondeur d'eau. La pénétration du puits [redacted] le sous-sol devrait [redacted] 2 800 [redacted]. Soixante-dix jours [redacted] prévus pour ce premier [redacted].

Puis viendra le deuxième forage qui sera [redacted] à une [redacted] de [redacted] au nord-ouest du premier et [redacted] la S.N.E.A. *sera opérateur.* [redacted] profondeur de l'eau sera alors de 1 250 mètres et la pénétration du puits dans [redacted] sous-sol de 4 500 [redacted] 4 700 mètres, les opérations [redacted] durer [redacted] cinquante jours.

Le [redacted] forages, [redacted] *préliminaires* comprises, [redacted] estimé [redacted] 500 millions [redacted] francs — le prix de la seule location [redacted] « Discoverer Seven [redacted] » [redacted] l'ordre [redacted] 1,5 million [redacted] francs par jour, — dont 60 [redacted] sont [redacted] la charge du Fonds de soutien aux hydrocarbures, 15 % [redacted] celle de Total, [redacted] celle [redacted] la S.N.E.A. et [redacted] à celle [redacted] (1).

Ces deux forages sont surtout destinés à apporter des informations sur [redacted] stratigraphie du sous-sol sous-marin et ainsi à mieux permettre d'évaluer les chances de trouver du pétrole dans la zone française de la Méditerranée. Même la présence éventuelle d'indices d'hydrocarbures ne devrait pas inciter à chanter victoire : des indices ne sont pas forcément le prélude à la découverte d'un gisement exploitable. En outre, les *technologies d'exploitation* du pétrole [redacted] cette profondeur [redacted] n'existent pas encore. Si un gisement était découvert, sa mise en production ne pourrait donc pas commencer avant dix ou quinze ans.

(1) *Le coût d'un forage offshore est de* l'ordre de 30 à 60 millions de francs.

LE problème principal qui se pose lorsque l'on veut faire un forage offshore à travers une grande profondeur d'eau est *celui du tube prolongateur* (le *riser*). Pour les opérations de forage proprement dit et pour la sécurité, la tête de puits, fixée avec un « bloc d'obturation du puits » (B.O.P.) sur le fond de la mer, doit être reliée au *navire de forage* par un tube prolongateur, gros tuyau d'acier à l'intérieur duquel tourne le train de tiges qui entraîne le trépan. Les boues de forage descendent par l'intérieur du train de tiges et remontent par le tube prolongateur. Ces boues jouent plusieurs rôles : elles lubrifient l'outil de forage ; elles entraînent vers le haut les roches concassées par le trépan ; et surtout le poids de la colonne de boues équilibre la pression interne du gisement de façon à prévenir toute éruption de pétrole ou de gaz.

Mais les forages offshore par profondeur d'eau supérieure à une centaine de mètres se font toujours *sur des supports flottants* (plates-formes dites semi-submersibles ; navires le plus souvent à positionnement dynamique, au-delà de 300 mètres d'eau). Bien évidemment, ces supports subissent en partie les effets de la houle et des vagues : ils « pilonnent », c'est-à-dire qu'ils sont soumis à des mouvements verticaux. Or la continuité du tube prolongateur doit être rigoureusement maintenue tant que le « pilonnement » [redacted] compatible avec [redacted] opérations [redacted].

Le tube prolongateur est donc fixé :

● En bas, sur le B.O.P., par un joint d'articulation qui lui permet de ne pas être rigoureusement vertical ;

● En haut, sous le plancher de forage, par un joint télescopique. Le tube prolongateur est accroché sous ce plancher par des câbles et des « tensionneurs » hydrauliques qui le maintiennent en tension et compensent le « pilonnement », en théorie jusqu'à 15 mètres (de crête à creux). Dans la pratique, le « pilonnement » du navire admissible pour continuer les opérations de forage est de l'ordre de 8 mètres.

Plus la profondeur de l'eau est grande, plus le tube prolongateur est long, plus est importante la tension appliquée en haut du tube et aussi plus sont élevées les pressions auxquelles est soumis le bas du tube (sous la mer, la pression augmente approximativement de 1 bar tous les 10 mètres). En conséquence, plus le tube prolongateur est long, plus il doit être résistant et plus il est lourd : pour une profondeur d'eau de 1 800 mètres, il aura une masse de quelque 1 150 tonnes dans laquelle est comprise la masse des flotteurs indispensables pour diminuer le poids suspendu au navire.

Le Discoverer Seven Seas ne peut supporter, accrochée sous lui, une charge théorique de plus de 450 tonnes. Dans la pratique, cette charge ne peut excéder 360 tonnes pour [redacted] raisons [redacted] sécurité. Le tube prolongateur est donc entouré de flotteurs. Ceux-ci sont parfois de simples réservoirs ballastables grâce à de l'air comprimé sous une pression au moins équivalente à celle du fond de la mer ; le plus souvent, ils sont constitués de manchons [redacted] enrobant d'innombrables billes de plastique.

Le temps de mise en place du tube prolongateur augmente avec la profondeur [redacted] l'eau. Le tube, en effet, [redacted] d'éléments, longs en général de 15 mètres (parfois de [redacted] mètres), reliés [redacted] des connecteurs. La descente du tube [redacted] donc [redacted] puisque [redacted] doit être assemblé avec le [redacted] et [redacted] de chaque connecteur [redacted]. La [redacted] en place d'un tube prolongateur [redacted] de [redacted] nécessite [redacted] plus de deux jours de travail pendant lesquels les conditions [redacted] logiques doivent rester bonnes. Or [redacted] prévisions météorologiques [redacted] sont fiables — et encore — qu'à quarante-huit heures.

Les [redacted] météorologiques sont [redacted] importants. [redacted] vais temps [redacted] à interrompre [redacted] opérations [redacted] place [redacted] tube prolongateur, la partie qui est déjà [redacted] suspendue sous le bateau. Or celui-ci et le tube se comportent différemment par grosse mer, et les efforts peuvent alors être tels que le tube ou le navire ne puissent les supporter.

Le Discoverer Seven Seas est équipé d'un tube prolongateur muni de flotteurs à air comprimé. Les fortes pressions nécessaires (180 bars pour le forage par 1 800 mètres d'eau) sont toujours sources de dangers. En outre, les connecteurs classiques — tous américains — sont boulonnés et leur étanchéité est assurée par des « chiens », c'est-à-dire par des segments qui se coincent dans une gorge sous la poussée de coins, eux-mêmes mûs par des vis. Or, des pièces mobiles constituent toujours une source de fragilité.

L'Institut français du pétrole a donc étudié un tube prolongateur d'un type original dont la réalisation a été confiée par le groupe Total et la Société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) à Creusot-Loire (au Creusot). Ce tube, dont le coût est d'une quarantaine de millions de francs, a été réalisé dans le temps record de dix mois.

● Les éléments ont 22 mètres de long et pèsent chacun une quinzaine de tonnes. Ils sont faits d'un tube d'acier dont le diamètre extérieur est de 473 millimètres et l'épaisseur de 14,3 millimètres. Les flotteurs sont en mousse de polymère enrobant des microbilles de quelques microns *et d'autres, plus grosses,* de 3 à 4 centimètres de diamètre. Le tube prolongateur, avec son manchon de flotteurs, a environ 1 mètre de diamètre.

● Les connecteurs sont à baïonnettes. Les deux rangées de dents réparties sur toute la circonférence de la partie mâle s'encastrent, après une fraction de tour, dans les logements prévus sur la partie femelle. Il n'y a donc aucun boulon ni aucune pièce mobile ; les efforts sont bien répartis tout autour du connecteur et l'étanchéité est d'autant mieux assurée.

La longueur des éléments et la simplicité des connecteurs de[redacted] d'heures la mise en place [redacted] tube prolongateur de 1 800 mètres.

Pour le moment, ce nouveau tube prolongateur a [redacted] son extrapolation pour 3 000 mètres est déjà à l'étude. Au-delà de 2 000 mètres d'eau la masse d'un tube prolongateur en acier serait [redacted] « pilonnement » seraient insupportables (au [redacted] terme) lorsque le mauvais temps obligerait à interrompre la mise en place du tube ou lorsque, pour une raison quelconque, mais impérative, le tube devrait être subitement déconnecté du BOP et resterait suspendu sous le navire.

Trois solutions permettraient de remédier à cet inconvénient majeur :

— Déconnecter, non pas en bas du tube, mais à 200 ou 300 mètres sous la surface de l'eau. Cependant, cette solution serait dangereuse. La partie du tube restant accrochée au fond de la mer devrait en effet être supportée par un énorme flotteur. Si celui-ci [redacted] comprimé, ce serait une vraie... « usine [redacted] gaz », qui, [redacted] la suite de rupture de ses câbles d'amarrage, pourrait venir percuter le navire. D'autre part, un très gros flotteur *de mousse serait extrêmement* cher et, lui aussi, libéré fortuitement de ses câbles, pourrait fracasser le bâtiment.

— Faire appel à des tensionneurs suffisamment performants pour encaisser tous les efforts. De tels équipements [redacted] sûrement très compliqués mais ils sont déjà [redacted] l'étude.

— Alléger [redacted] tube prolongateur en le faisant soit en acier et matériaux composites (par exemple des *fibres de carbone*), soit en titane et matériaux composites. Dans le premier cas, un tube de 3 000 mètres pèserait 1 300 tonnes, dans le second 650 tonnes, alors qu'un tube de même longueur tout en acier pèserait 2 000 tonnes (dont 700 tonnes pour le flotteur). Cette dernière solution serait probablement la meilleure.

YVONNE REBEYROL.

Une histoire géologique mal connue

L'EMPLACEMENT des deux forages en Méditerranée profonde a été soigneuse[redacted] choisi. En 1979, le Comité [redacted] pétrolières marines (C.E.P.M.), dans lequel se [redacted] *deux groupes pétroliers* français, l'Institut français du pétrole [redacted] parapétrolières, a fait procéder à [redacted] études, surtout bibliographi[redacted] la géologie. En [redacted] ont [redacted] 32 495 kilomètres *de [redacted] aéromagnétique (le* [redacted] du 20 [redacted] de profils [redacted]miques. L'année suivante, 3 550 [redacted] de profils sismiques [redacted] des [redacted] du flux de [redacted] faits. [redacted] *permis d'exploration ont été* [redacted] en fonction des infor[redacted] *obtenues : ils ont* [redacted] en juin dernier.

L'histoire géologique [redacted] la [redacted] parfaitement connue. Mais il [redacted] que cette mer [redacted] subi les contrecoups de l'ouverture progressive [redacted] l'Atlantique qui [redacted] commencé il y a cent cinquante [redacted] ou cent quatre-vingts millions d'années. Au [redacted] âges géologiques, en particulier pendant [redacted] soixante-cinq derniers millions d'années, [redacted] a [redacted] soumise tantôt [redacted] phases [redacted] compression qui [redacted] provoqué la surrection [redacted] Pyrénées puis [redacted] Alpes, tantôt à des phases d'extension qui [redacted] sous-sol [redacted] nord-ouest [redacted]. Ces reliefs importants [redacted] immédiatement attaqués par une [redacted] active, [redacted] qui [redacted] permis le comblement [redacted] d'épaisses [redacted] *fluviaux, lacustres* ou lagunaires. Ce relief ainsi adouci a été recouvert par des sédiments marins, la mer ayant envahi cette marge continentale il y a environ vingt-cinq millions d'années.

Le niveau [redacted] a [redacted] il y a quelque [redacted] le [redacted] a [redacted] fermé pendant plusieurs [redacted]taines [redacted] d'années [redacted] la [redacted] n'a [redacted] été en communication avec l'Atlantique pendant [redacted] période. [redacted] évaporites (roches [redacted] de chlorure [redacted] sodium, [redacted] de [redacted] de [redacted] déposées en [redacted] l'épaisseur, au [redacted] la Méditerranée, [redacted] plusieurs [redacted] mètres [redacted] qui [redacted] sur [redacted] pourtour [redacted] mer. [redacted] outre, [redacted] coralliens [redacted] développés sur les hauts [redacted].

Les [redacted] du [redacted]nent [redacted] le [redacted] recouvert [redacted] évaporites étant plastiques, [redacted] surcharge [redacted] poids [redacted] laquelle [redacted] soumises par l'accumulation [redacted] a fait glisser. [redacted] ont, en quel[redacted] aux [redacted] qui [redacted] loupes [redacted] du [redacted].

Le premier forage [redacted] explorer jusqu'aux [redacted] l'une [redacted] zones où [redacted] se [redacted] loupes. [redacted] forage, qui [redacted] plus long, a pour [redacted] de [redacted]naître [redacted] taire qui [redacted] déposée [redacted] un [redacted] vieux [redacted]. — Y. R.

Sté Paris Rénov
FABRICANT-INSTALLATEUR
PRIX DIRECT D'USINE
Contre le froid et le bruit

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure [redacted] vinyl)
• [redacted] fenêtres RÉNOV [redacted] 1 [redacted] posent [redacted] une journée
• Sont faites sur mesures • S'adaptent [redacted] styles
• Sont [redacted] des impôts
10 ANS DE GARANTIE
Prix bloqués *jusqu'au* [redacted]
Ex. [redacted] prix : Pour changer [redacted] 1 m [redacted] haut x 1 m de large équipée [redacted] double vitrage ST-GOBAIN [redacted] ou en glace [redacted] 8 mm comptez [redacted] F T.T.C. posée.
DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE
Sté PARIS-RENOV 22, RUE FONTAINE [redacted] PARIS - TéL. : 526.60.00
CREDIT GRATUIT 3 MOIS

En toute logique

Magie en quatre sur trois

Problème n° 232

[redacted] l'espace [redacted] sur [redacted] nombres ? [redacted] magiques, qui [redacted]nisent [redacted] un carré [redacted] premiers [redacted] lignes, [redacted] diagonales [redacted] la [redacted] dans l'espace. [redacted] cubes magiques, où [redacted] un [redacted] magique.

Etant données [redacted] *couches inférieure* et supérieure de ce cube de côté 4, quelles doivent être les couches intermédiaires pour que le cube soit magique ? (La somme magique se retrouve également sur les grandes diagonales.)

64	2	3	61	16	50	51	13
5	59	58	8	53	11	10	56
9	55	54	12	[redacted]	7	[redacted]	60
52	14	15	49	4	62	63	1

(Solution dans « le [redacted] » [redacted])

[redacted] du problème n° 231

Le critère [redacted] par [redacted] le [redacted] à partir de [redacted] droite et à, [redacted]nativement, retrancher et ajou[redacted] tranches. [redacted] par [redacted] si, [redacted] si, [redacted] nombre original [redacted]. En [redacted] 1001 [redacted] par 13, [redacted] même que $10^6 - 1$, $10^9 + 1$, $10^{12} - 1$, etc. Donc, [redacted] exemple :

$10^6 a + 10^3 b + c = (10^6 - 1) a + (10^3 + 1) b + a - b + c.$

Le nombre est [redacted] avec $a - b + c$.

PIERRE BERLOQUIN.

Le satellite et l'informatique

([redacted] *page 17.)*

[redacted] « télé » vers laquelle [redacted] l'humanité avec [redacted] téléphone, la télévision, [redacted] commande, la [redacted] plus portés [redacted] des déséquilibres [redacted] que son pouvoir [redacted] grand. [redacted] vigilance [redacted] le développement [redacted].

[redacted] puissance prodigieuse. [redacted] cause [redacted] dangers, [redacted] politique. [redacted] *géographique* [redacted] puissance ; [redacted] possibilité [redacted] rapidement [redacted] qui [redacted] en disposer une suprématie redoutable ; il faut [redacted] généra[redacted] acquise par [redacted] l'exemple [redacted] libre diffusion [redacted] l'information pratiquée [redacted] la NASA.

Cependant, [redacted] on l'a vu, s'y refusent, et on assiste, [redacted] une [redacted] libérale prévalait jusqu'à maintenant, [redacted] l'apparition d'une [redacted] limiter l'accès [redacted] données. Il [redacted] lutter pour la libre circulation de toute information géographique, particulièrement de [redacted] *qu'on* [redacted] *partir de l'espace.* Si [redacted] sont acquises [redacted] portion [redacted] la Terre, par [redacted] spatiaux, elles doivent [redacted] librement diffusées.

Il faut éviter l'accaparement [redacted] l'information [redacted] ressources terrestres. Cet accaparement peut être permanent ou revêtir [redacted] forme [redacted] d'une [redacted] qu'une [redacted]. La multipli[redacted] technologie [redacted] risques qu'un monopole [redacted] lancement du satellite Spot, à la fin de 1984, [redacted] diversifier l'origine [redacted] productrices d'images [redacted] télédétection spatiale.

Par son caractère [redacted] par [redacted] numéri[redacted] à distance, [redacted]détection par [redacted] non [redacted] volume [redacted] encore [redacted] modes [redacted] ainsi que [redacted] connaissances et, partant, [redacted] la puissance. On ne [redacted] trop se *préoccuper d'en maîtriser* [redacted] *déve[redacted]* le double plan cultu[redacted]ral et politique. Il est urgent de prendre conscience de cette nécessité au moment où [redacted] *France* [redacted] dans un important programme d'observation de la [redacted] par satellite.

FERNAND VERGER.

DAFSA, en collaboration avec Biofutur, vient de publier dans sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

un ouvrage intitulé

LES BIOTECHNOLOGIES DANS LE MONDE,
STRATÉGIES DES ENTREPRISES ET STRUCTURES INDUSTRIELLES

Si les biotechnologies retiennent l'attention des pouvoirs publics et des grandes entreprises, c'est parce qu'[redacted] permettent de développer de nouvelles stratégies industrielles.

La technologie devient un axe central des choix stratégiques. On voit se rapprocher des secteurs comme la pharmacie, les semences, les produits phytosanitaires, la chimie fine au sein des [redacted] pétroliers (ex. : Elf Aquitaine), pharmaceutiques (ex. : Sandoz), chimiques (ex. : Monsanto).

Opportunités de croissance pour les uns, menaces concurrentielles pour d'autres, c'est ce changement des règles du jeu qui devrait avoir des conséquences importantes dans certains secteurs (notamment la pharmacie) que nous avons voulu analyser. Les Etats-Unis jouent un rôle prééminent dans cette évolution grâce au dynamisme de leur industrie, à la qualité de leur technologie et à l'activité soutenue de *leur marché financier.*

De nombreuses sociétés d'ingénierie biotechnologique se sont créées au cours des dix dernières années pour effectuer des recherches dans le cadre de contrats avec des firmes industrielles ou des organismes publics. Il s'agit là d'un phénomène essentiellement américain, favorisé par l'essor des [redacted] de capital risque [redacted] connaît pourtant un certain développement en Europe depuis [redacted] (création de Celltech, de Transgène), mais inexistant au Japon où la recherche est prise en charge directement par les groupes industriels. Des sociétés d'ingénierie biotechnologique américaines, comme Genentech, s'apprêtent à se lancer dans la production industrielle, préfigurant peut-être la firme biotechnologique de demain.

Les contrats de recherche sont cependant insuffisants pour assurer le développement de ces sociétés, qui doivent le plus souvent avoir recours à des augmentations de capital. Cette structure de financement rend leur situation fragile, ce qui a parfois entraîné, récemment d'ailleurs, des cessations d'activités (Southern Biotech), des licenciements (Cetus) ou des rachats par des groupes industriels (D.N.A.X.).

Une soixantaine de sociétés d'ingénierie biotechnologique ont été présentées succinctement ; une quinzaine d'entre elles, parmi les plus importantes, font l'objet d'une présentation détaillée au niveau de l'activité et des éléments financiers (ressources et emplois).

Cette étude est disponible auprès du bureau de vente de DAFSA, 7, rue Bergère, 75009 Paris, tél. (1) 523-19-19, au prix de 7 000 F H.T., [redacted] F T.T.C.

VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE

inter livres

RÉSIDENTS A L'ÉTRANGER

Commandez tous livres ou disques français de votre choix disponibles chez les éditeurs, en ouvrant un compte par une provision minimum de 150 F ou l'équivalent [redacted] devises à valoir sur vos achats

Ils vous parviendront dans les meilleurs délais
- détaxe de 7% sur notre prix France pour les livres -
- remise de 10% sur les disques et les cassettes -
Envois en recommandé - Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 150 F (sinon 5 F)
Frais réels de port (avion ou surface à votre choix)

14 place de Rungis - 75013 Paris - Tél. 588.44.45

PUBLICITÉ

Concertation Nationale sur le Cancer
Place et rôle du Secteur Privé

Le secteur libéral des Etablissements de lutte contre le cancer, met à la disposition du public :

• Les moyens d'investigation les plus performants :
Radiologie générale et spécialisée ; utilisation du Scanographe ;

• Les moyens thérapeutiques les plus efficaces :
Bombes au cobalt, accélérateurs de particules, Curiethérapie.

Il assure une approche pluridisciplinaire, regroupant Chirurgiens, Médecins, Spécialistes et Chimiothérapeutes.

Ces moyens sont :

• Géographiquement répartis de façon cohérente, et à proximité de tous les malades,

• dans des Etablissements conventionnés et contrôlés par la Sécurité Sociale ; certains de ces Etablissements assurent la mission officielle de service public.

Ces services :

• Reçoivent tous les malades de jour et de nuit, sur rendez-vous comme en urgence, en hospitalisation comme en consultation.

Ils travaillent en collaboration technique et scientifique avec les Hôpitaux Publics et les Centres anti-cancéreux.

Le secteur libéral prend en charge plus de 50 % des malades atteints du cancer :

• Dans les meilleures conditions d'accueil et d'harmonisation ;

• Au moindre coût pour le budget social de la nation.

Il réclame les moyens de poursuivre sa mission :
– Par l'attribution égalitaire des équipements lourds et de leurs moyens de financement ;

– Par sa participation à part entière à toutes les instances de décisions régionales et nationales.

Au service de la Collectivité Nationale

L'UNION NATIONALE HOSPITALIÈRE PRIVÉE DE CANCÉROLOGIE
148, BD MALESHERBES 75017 PARIS

LCS

CARNET

Naissances

– Jacqueline et Alain GIE, Anne-Laure, ont la joie d'annoncer la naissance de

Claire-Marie,

le 15 novembre [redacted]

67, rue Vergniaud,
75013 Paris.

– Noël et Françoise MAMÈRE, née Pichon, [redacted] la joie [redacted] la [redacted] sance de leur fils

Adrien,

le [redacted] novembre 1982.

Décès

– Anne et [redacted]
et leur famille,
Mme Nina Abeles,
Le [redacted] Weismann,
M. et Mme Florin Abeles,
M. et Mme [redacted] Gintzburger,
[redacted] Marion Abeles,
Mlle [redacted] Abeles,
[redacted] Maurice Molcard,
Le docteur et Mme [redacted] Cadoret,
M. et [redacted] Sarrazin,
[redacted] Henriot,
ont la douleur de faire part du décès [redacted] de leurs enfants, petits-[redacted] et nièce,

Jeanne et Louis ABELES,

survenu [redacted] 27 [redacted]

L'inhumation [redacted] lieu le jeudi 2 décembre, à 15 h 30, au cimetière Montmartre, 16, avenue Rachel, [redacted] (18e).

Réunion [redacted]

– M. Charles Barbarin, son époux,
Nicole et Sylvie, [redacted]
[redacted] familles Bellot, Barbarin et Chabanne,
ont la douleur de faire part du décès de

[redacted] Charles BARBARIN,
née Aline Bellot,

survenu le 24 novembre [redacted] (Hauts-de-Seine), [redacted] deuxième année.

[redacted] religieuse [redacted] l'inhumation ont eu lieu dans la plus stricte intimité [redacted] Montferrand (Puy-de-Dôme).

140, rue d'Aguesseau,
[redacted] Boulogne.

– Le docteur Elie Benveniste,
son époux,
M. et Mme Jean Martin,
Le docteur et Mme Jacques Benveniste
et leurs enfants,
M. et Mme Amos Adam
et leurs enfants,
Le docteur et Mme Robert Benveniste
et leurs enfants,
[redacted] enfants [redacted] petits-enfants,
Les familles Saporta, Asseo, Almosnino, Gattegno [redacted] Benveniste,
Et [redacted] ses amis,
ont [redacted] du [redacted]

Mme Elie BENVENISTE,
née Alice Gattegno,

survenu, le 28 [redacted] 1982, [redacted] l'âge de [redacted] ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi [redacted] décembre, à 16 h 15, au cimetière du [redacted] (réunion [redacted] principale).

Cet avis [redacted] lieu de faire-part.

1, avenue de Verdun,
75010 Paris.

– Sa famille et ses amis
ont la tristesse d'annoncer le décès de

J[redacted] BOUISSOU,
journaliste,

survenu le 26 novembre [redacted]

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 296, [redacted] Saint-Honoré.

L'inhumation aura lieu [redacted] l'intimité [redacted] cimetière du Père-Lachaise.

Ni fleurs ni couronnes.

Dans le respect de la volonté de Jacques, [redacted] l'hôpital Saint-Joseph, 7, rue Pierre-Larousse, 75014 Paris, [redacted] du service [redacted] chirurgie générale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

41, rue du Théâtre,
75015 Paris.

– Bouzaréa, Alger, Bougival,
M. et Mme Jean-Pierre Carli,
Graziella et Antoine Carli,
Mlle Marie-Aimée Carli,
M. Georges Lavoix et Mme, née Michèle Carli,
Hélène et Jean-Dominique Lavoix,
[redacted] familles Carli, Bonnelli, [redacted] Renaux, Larcher et Lapp,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Dominique Antoine-Marie CARLI,
née Suzanne Reine Renaux,

leur mère, belle-mère, grand-mère et parente,
survenu, le 25 [redacted] Neuilly-sur-Seine, [redacted] quatre-vingt-huit [redacted] munie [redacted] l'Eglise.

[redacted] pour elle.

[redacted] obsèques ont [redacted] l'intimité familiale.

7, [redacted] Trois-Forêts,
[redacted] Bougival.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSÈQUES

ANTIQUAIRE recherche

[redacted] meubles.
Tableaux anciens. Horlogerie. [redacted] et [redacted] tous objets d'art [redacted] décoration. [redacted] Lille. 25, rue [redacted] Lille, 75007 Paris. Tél. : 261-23-90.

– M. et Mme Henri Ejnes,
M. et Mme Maurice Ejnes,
M. et Mme Serge Ejnes,
ses enfants, ainsi que ses petit[redacted]
et arrière-petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès [redacted]

M. Eliezer EJNES,

survenu [redacted] Paris, le 24 novembre [redacted] sa quatre-vingt-neuvième [redacted]

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le vendredi 26 novembre 1982, [redacted] cimetière parisien de Bagneux.

[redacted] tient lieu de faire-part.

Reims, 22, rue des Telliers.
Paris, 14, rue Moncey, 75009.
Reims, 9, rue Irénée-Lelièvre.

– [redacted] enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
Ainsi que tous ses amis,
ont la [redacted] le [redacted] de

Mme Yvonne HIRSCH,
née Strauss,

[redacted] le [redacted] (Suisse), [redacted] vingt-dixième année.

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Théophile Gaston HIRSCH,

mort en déportation [redacted] 6 avril 1942.

[redacted] faire-part.

Domicile de la [redacted] :
René et Nicole Klopfenstein,
[redacted] Fidelio, CH 1823,
Glion-Montreux.

« L'Eternel a donné,
L'Eternel a repris,
Béni soit le nom de l'Eternel. »
Job, I, 21.

– Mme Pierre de Rocca-Serra,
née Jeanne Pietri,

M. Henri de Rocca-Serra,
son épouse Monique
et leur fils Patrice-Ventura,
Mme Perrard, [redacted] Jacqueline de Rocca-Serra, son époux, Bernard et leurs fils Bruno et Patrick,
M. [redacted], époux [redacted] (†)
et leurs enfants,
M. et Mme Henri Condé,
Mme Marie-Pierre Condé,
M. et Mme Jacques Condé,
M. et Mme François Condé,
M. et Mme Yves Condé,
Mlle Marie-Noëlle Condé,
Mlle Claire Condé,
Et tous ses arrière-petits-enfants,

Mme Patrice de Corsi, sa sœur,
née Linda de Rocca-Serra,
Mme Raphaël d'Ortoli, [redacted] nièce, [redacted] Marie-Antoinette d'Ornano,
Mme Bihoreau, sa nièce,
née Rosette d'Ortoli,
Mme Sampiero Pietri,
sa belle-sœur, née Marie Gavini,
Leurs enfants et petits-enfants,

Les familles parentes et alliées,
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre de ROCCA-SERRA,
receveur particulier
des finances (e.r.),

le 26 novembre, [redacted] C.-Pinel à Neuilly-[redacted]

Les obsèqu[redacted] auront lieu à Sartène (Corse), le 1[redacted] 1982.

[redacted] messe [redacted] célébrée [redacted]ment à Neuilly.

– M. et Mme Jean Roy et leurs [redacted]
[redacted] et Mme Pierre Mondine et leurs enfants,
Le Père provincial de France,
Et les Pères de la Compagnie de Jésus,
font part du décès du

Père Michel ROY, s. j.,
ancien aumônier au centre Laennec,
ancien aumônier national
du Centre catholique
des médecins français,
de la Fédération internationale
des pharmaciens catholiques,
de l'Association française
des pharmaciens catholiques,
de l'Union chrétienne
des professions de santé
et du service social,

du [redacted] sages-femmes, survenu le 24 novembre 1982, à l'âge de cinquante-neuf ans, à Aix-en-Provence.

Les obsèques [redacted] eu lieu [redacted] Aix-[redacted]

Une [redacted] sera [redacted] prochainement à Paris.

Le lieu et la date en seront annoncés.

112, rue du Bac, 75007 Paris.
45480 Outarville.
« La Baume-lès-Aix »,
Chemin de la Blaque,
13100 Aix-en-Provence.

– Mme Sofia Ungureanu Marcovici et Maria-Petruta,
M. et Mme Michel Gourier, Sophie, Anne, Marie et Ira,
Mme Daisy Ungureanu,
ses enfants et petites-filles,
Mme Anna Marian,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Sophie Schein,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Léonte Karmitz,
M. et Mme Joseph Karmitz,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Solly Karmitz,
leurs enfants et petits-enfants,
M. B. Michelson,
ses enfants et petits-enfants,
Danièle et Valère Segal,
ses sœurs, frères, belles-sœurs, beau-frère, nièces et neveux,
Ainsi que toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Caroline UNGUREANU,
née Karmitz.

Les obsèques [redacted] lieu le mercredi 1er [redacted] 14 heures, [redacted] cimetière de Neuilly ancien, rue Victor-Noir, Neuilly-sur-Seine, entrée principale.

La [redacted] s'excuse de ne pas reco-[redacted]

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction [redacted] les insertions du « Carnet [redacted] Monde », [redacted] priés de joindre [redacted] leur envoi de texte [redacted] des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Virgil Vernier, son fils,
Claire Hirsch-Marie,
Eric et Dominique Vernier,
son frère et sa sœur,
Martine Vernier, sa belle-sœur,
Micheline Vernier, sa mère,
M. et Mme Pierre Virenque,
M. et Mme Michel Vernier,
Mme Odile Baur,
ont la douleur de faire part de la disparition de

Patrick VERNIER.

Remerciements

– Mlle Léone Batard
Et ses neveux,
très touchés par les marques de sympathie que vous leur avez témoignées lors du rappel à Dieu de

Mlle [redacted] BATARD,

vous prient de trouver ici l'expression de [redacted] remerciements [redacted] de [redacted] vive [redacted]

Messes anniversaires

– L'Association [redacted] anciens du IIe bataillon de choc a l'honneur de faire part que la messe annuelle à la mémoire de ses morts sera célébrée samedi 4 décembre 1982, à 19 h 30, en la chapelle du lycée Janson-de-Sailly (entrée face au no 23 de la rue Decamps, Paris-16e).

Communications diverses

– [redacted] brisées, œuvre sociale [redacted] profit des blessés et des familles éprouvées des membres du personnel navigant de l'Aéronautique civile et militaire et des parachutistes tombés en service aérien, vous invite [redacted] sa vente d'entraide qui aura lieu [redacted] 30 novembre, [redacted] 17 [redacted] 20 heures, [redacted] 1er, 2 et [redacted] décembre, de 14 à 20 heures, à l'hôtel George-V, 31, avenue George-V, avec le concours de l'aviation civile, de l'Armée de l'air, de l'Aéronavale, de l'A.L.A.T. et des [redacted] des compagnies Air France, U.T.A., Air Inter et du Groupement [redacted] aéronautiques [redacted] spatiales.

[redacted] brisées, 5, *rue* Christophe-Colomb, Paris-8e.

– [redacted] Tunisie (8, [redacted] Saint-Saëns, [redacted] Paris) a tenu, jeudi 25 novembre, [redacted] générale [redacted] Le président [redacted] l'association, M. Louis Perillier, préfet honoraire, ancien résident général de France en Tunisie, vice-président du Conseil supérieur des Français à l'étranger, et le secrétaire général, M. Michel Didier, sous-directeur au ministère de l'économie et des finances, ont été reconduits dans leurs fonctions.

L'Association France-Tunisie, qui vise à développer l'amitié entre les [redacted]ples français et [redacted] organise des conférences et des rencontres. Elle est en particulier à l'origine de l'exposition « De Carthage à Kairouan, deux mille [redacted] d'histoire en Tunisie », présenté au Petit Palais.

– Le banquet-assemblée générale de [redacted] des anciens élèves du lycée *Louis-le-Grand* [redacted] le [redacted] 13 [redacted] prochain, à 20 heures, dans les salons du [redacted] 15 *bis*, rue de Vaugirard, sous la présidence de M. [redacted] Schwartz, professeur à [redacted] polytechnique.

Les anciens élèves désireux d'y retrouver des camarades sont priés de s'inscrire [redacted] le 8 décembre 1982 auprès du trésorier, M. Mock, 15, avenue Elisée-Reclus, Paris-7e, en joignant 150 F pour participation au banquet.

– [redacted] générale extraordinaire et ordinaire des Chorégies d'Orange [redacted] tiendront [redacted] dimanche 12 [redacted] 1982, à 11 heures, au foyer *municipal à Orange (84100).*

– La [redacted] du Japon (7, boulevard Jourdan, [redacted] Cedex 75690) présente, du [redacted] au 14 [redacted]bre, [redacted] exposition de dessins de Tetsuya Nakamura.

– La [redacted] de thanatologie [redacted]nise, le jeudi 2 décembre 1982, de 9 [redacted] 30 [redacted] heures, son quatorzième colloque national sur le thème « La mort dans [redacted] médias », fondé sur deux enquêtes auprès de la presse et auprès du public. Avec les interventions de :

– Professeur Jacques Brehant ;
– [redacted] Cazenave (Radio-France) ;
– M. Bruno F[redacted]pat *(le Monde) ;*
– Professeur Hintermeyer ;
– [redacted] Louis Leprince-Ringuet ;
– [redacted] Louis (Europe No 1) ;
– Professeur [redacted] ;
– Professeur [redacted] ;
– [redacted] ;
– Mme [redacted] Rager ;
– M. Alain [redacted] *(Télérama) ;*
– [redacted] ;
– Professeur [redacted] ;
– Mme Evelyne [redacted] ;
– Professeur Louis-Vincent Thomas.

[redacted] de la Chimie, 28, rue [redacted] Dominique, [redacted] Paris.

[redacted] gratuite. Renseignements : 805-46-45 et 637-38-80.

– La vente annuelle de l'Association des Français libres, au profit [redacted] œuvres sociales, [redacted] déroulera [redacted] jeudi 2 décembre, de 14 heures à 20 heures, et les vendredi 3, samedi 4, dimanche *5 décembre, de 10 heures à 20* heures, dans le grand hall de Radio-France (premier étage), 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris, (entrée libre).

Cette importante [redacted] pari-[redacted] inaugurée le jeudi 2 décembre, à [redacted] heures, par Mme [redacted] maréchale Leclerc de [redacted]

Vingt-six stands [redacted] disposition de nos invités et amis, onze pays étran-[redacted] : Belgique, Côte-d'Ivoire, Grande-Bretagne, Grèce, Hollande, Inde, Luxembourg, Norvège, Pologne, Tunisie, Union soviétique, ont tenu [redacted] s'associer à nos quinze stands nationaux, afin de proposer leurs productions [redacted] et régionales les plus diverses.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

– Université de [redacted] (Nanterre), mardi [redacted] novembre, [redacted] 14 [redacted] 30, salle C 26, M. Jean [redacted] : « [redacted] ments métaphysiques du symbolisme sacré ».

– Université Paris-II, mardi 30 novembre, [redacted] h 30, salle des Commissions, [redacted] Michel Zuin : « Les aspects nouveaux du droit des sûretés ayant pour objet les créances mobilières ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), mardi 30 novembre, à 14 heures, salle Louis-Liard, [redacted] : « Répertoire chronologique et analytique du genre [redacted]pistolaire en langue italienne de 1538 [redacted] 1662 ».

– Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), mercredi 1er décembre, [redacted] 8 h 30, salle Gréard, M. Saïd Lalloucha : « La genèse des études de littérature comparée ».

– Université Paris-II, jeudi 2 décembre, à 15 heures, salle des commissions, M. Jean-Pierre Kombila : « La problématique constitutionnelle [redacted] régimes politiques des Etats d'Afrique francophone monopartiste ».

Entraide

– La vente de charité de l'Association de Villepinte (maisons d'enfants inadaptés, maisons de cure et foyers de vie pour adultes handicapés profonds en cours de réalisation), de la part du conseil d'administration et des religieuses de « Marie-Auxiliatrice » – Association de Villepinte, 5, rue Thimonier, [redacted] Paris, religieuses de « Marie-Auxiliatrice », 25, rue de Maubeuge, 75009 Paris – aura lieu dans les salons de l'Académie diplomatique internationale, 4 *bis,* avenue Hoche, 75008 Paris, les vendredi 3 et samedi 4 décembre 1982, de 11 heures à 19 heures, et le dimanche 5 décembre, de 11 heures à 18 heures.

ANCIENS COMBATTANTS

LES CÉLÉBRATIONS DE 1983

Le budget des anciens combattants permettra [redacted] maintenir l'accroissement des pensions, qui rattraperont à la fin de l'année la moitié de leur retard sur les rémunérations de la [redacted] publique, [redacted] M. [redacted] Laurain, au cours d'une [redacted] de presse. Le [redacted] combattants, *qui dres*-[redacted] un [redacted] de [redacted] après [redacted] mois de gestion, s'est également déclaré satisf[redacted] du dialogue qu'il [redacted] mené avec les quelque quatre [redacted] associations d'anciens combattants, [redacted] et victimes de guerre.

[redacted] Laurain a indiqué que l'indice [redacted] pensions, qui était [redacted] 170 en 1979, sera de 186 en janvier 1983.

Parmi les [redacted] mesures prises par un budget qui a augmenté de 11,10 %, M. Laurain a cité l'allocation spéciale accordée aux veuves de guerre [redacted] de la Résistance, [redacted] décidée en faveur du [redacted] pour les aveugles, une augmentation de 1 800 000 [redacted] la subvention ac-[redacted] anciens combattants. Enfin, il a an-[redacted] la commission historique pour la paix, dont [redacted] activités [redacted] *décentralisées,* organisera en [redacted] les quarantièmes anniversaires de la mort [redacted] Jean Moulin, du défilé maquisard d'Oyonnax et de la libération de la Corse.

SPORTS

VOILE

Route du Rhum : vingt concurrents plus rapides que Birch en 1978

Les arrivées se succèdent dans la deuxième Route du Rhum. Après vingt-deux jours de course, lundi 29 novembre, c'était au tour des trois derniers grands multicoques d'Eugène Riguidel *(William-Saurin)*, de Pierre Follenfant *(Charente-Maritime)* et de Florence Arthaud *(Biotherm)*. Vingt bateaux ont donc fait mieux que le Canadien Michael Birch, en 1978. Parmi eux on trouve cinq catamarans, dont les trois premiers de la Route du Rhum, quatorze trimarans et un seul monocoque, *Kriter-VIII*, de Michel Malinovsky, qui fait figure d'espèce en voie de disparition dans les grandes transatlantiques.

De notre envoyé spécial

[redacted] – *« J'ai [redacted] pris par [redacted] rapidité [redacted] l'évolution des multicoques »*, reconnaît Michel Malinovsky. Quand il a [redacted] *Kritter-VIII*, dessiné en [redacted] par l'architecte André Mauric, le navigateur rochelais était encore sous le coup de son immense déception de [redacted] première Route [redacted] Rhum où, [redacted] un mille de l'arrivée [redacted] son *Kritter-V*, il [redacted] vu [redacted] comme une fusée le petit trimaran jaune [redacted] Chiffrée [redacted] secondes après plus de [redacted] 500 milles de [redacted] d'un multicoque ne lui avait pas paru préfigurer [redacted]

« Je pensais alors, [redacted] Malinovsky, *qu'un monocoque extrême adapté* [redacted] *en soli-*[redacted] *encore ses chances* [redacted] *ce* [redacted] *compétition. »* [redacted] torpille [redacted] ses 23 [redacted]tres de long pour 3,50 mètres de large, [redacted] en aluminium [redacted]vert d'une peinture bleu nuit qui af-[redacted] plus [redacted] silhouette, [redacted] entrait à sa mise à l'eau, en juin 1980, dans la lignée [redacted] traditionnels [redacted] grande [redacted] Mais, s'il [redacted] toujours rêver [redacted] quai tous les amoureux de l'Océan, il ne parviendra jamais à rivaliser en [redacted] nouveaux [redacted] multicoques conçus dans le même temps.

Septième [redacted] classe I (plus [redacted] mètres) [redacted] Transat en [redacted] 1981, le monocoque [redacted] Malinovsky retournera aux [redacted] pour changer [redacted] quille [redacted] de gréement. Dans la Rochelle - La Nouvelle-Orléans, en mai 1982, course par équipage où [redacted] conditions denavigation étaient très favorables aux multicoques, il terminera quatorzième. La deuxième Route du Rhum en solitaire, avec ses dépressions [redacted] inévitables en [redacted] saison dans la première partie de la course, offrait [redacted] navigateur-rochelais l'occasion de livrer un baroud d'honneur.

De fait, dans la tempête du départ et le gros temps des premiers jours de course, Malinovsky fera presque jeu égal avec les meilleurs dans la navigation au près. Il s'offrira même une grosse frayeur le cinquième jour de la course en couchant complètement son bateau dans une rafale de plus de 50 nœuds. *« Les barres de flèche du* [redacted] *l'eau,* raconte-t-il. *C'est* [redacted] *miracle que je n'aie pas déchiré les voiles. »*

Sur la route la plus courte, Malinovsky [redacted] encore pointé en troi-[redacted] position derrière Eric Loizeau [redacted] Marc Pajot au niveau de l'archipel des Açores, mais, déjà, il ne se [redacted] plus d'illusions. *«* [redacted] *sûr,* [redacted] *toujours possible* [redacted] *voile,* dit-il, [redacted] *où* [redacted] *pépin est vite arrivé. La météo peut* [redacted] *un* [redacted] *par rapport aux autres. Mais avec les vents portants ou de travers, les quillards ont un trop lourds handicap de poids par rapport aux multicoques. » Kriter-VIII* pèse 15 tonnes, *Elf-Aquitaine* (Pajot) [redacted] tonnes, *Jaz* (Peyron) [redacted] *Vital* (Birch) [redacted] peine plus [redacted]

Dixième [redacted] Pointe-à-Pitre, en dix-[redacted] jours [redacted] quinze mi-[redacted] trente-huit secondes, Malinovsky [redacted] de près [redacted] quatre jours son temps de 1978, mais il termine, [redacted] fois, [redacted] près de trente-[redacted] heures [redacted] vainqueur. *«* [redacted] *jour, peut-être,* [redacted] *monocoques avec* [redacted] *pour* [redacted] *d'alléger* [redacted] *quille,* estime-t-il. [redacted] *pour l'ins-*[redacted], *les* [redacted] *apporté la preuve* [redacted] *l'avenir* [redacted] *aux multico-*[redacted] » Le dernier apôtre [redacted] grands monocoques [redacted] été, [redacted] son tour, converti. [redacted] prochain bateau sera un [redacted] assez proche, [redacted] conception, [redacted] *Charente-Maritime. «* [redacted] *peu plus petit* [redacted] *plus large,* [redacted] *cellule centrale,*explique-t-il. *C'est* [redacted] *projet très raisonnable de 3 millions de francs pour un pro-*[redacted] *de* [redacted] *je* [redacted] *trouver* [redacted] *ditaire. »*

Avant de connaître [redacted] s'adapter à de nouvelles [redacted]gation, après trois années perdues par rapport [redacted] ses principaux rivaux, Malinovsky disputera encore probablement avec *Kriter-VIII* [redacted] prochaine Transat en double au printemps. *« Parce que* [redacted] *prévu dans le contrat passé avec mes commanditaires,* précise-t-il, *mais participer ne m'intéresse pas. »* [redacted] qui avait trouvé cette belle formule pour [redacted] sa déception après la première Route du Rhum : *« Seule la victoire est jolie. »*

GÉRARD ALBOUY.

M. Jacques Chirac est favorable à la candidature de Paris pour les Jeux olympiques de 1992

« Sur le plan des principes, M. Chirac est favorable à l'organisation des Jeux olympiques [redacted] *en 1992 »*, [redacted] déclaré M. Nelson Paillou, président du Comité national olympique [redacted] sportif français (C.N.O.S.F.), après une [redacted] le maire de [redacted] capitale, le 29 novembre. Celui-ci [redacted] indiqué [redacted] délégation du [redacted] sportif qu'il ne pourrait prendre [redacted] officielle avant [redacted] prochaines élections municipales, *« par respect du suffrage universel »*.

Ce projet permettrait d'organiser [redacted] Paris les Jeux d'été pour le centenaire de l'appel de Pierre [redacted] Coubertin. Il a aussi la faveur du président de la République et du parti communiste, [redacted] que la ville [redacted] continue [redacted] propres [redacted] de prendre date auprès [redacted] organisa-[redacted] sportives internationales – Association [redacted] olympiques (ACNO), commission exécutive du Comité international olympique (C.I.O.) [redacted] fédérations sportives internatio-[redacted] (AGFIS), – qui doivent [redacted] leurs [redacted] venir, le maire de Paris a [redacted] le CNOSF [redacted] préparer une brochure qui [redacted] servir [redacted] support [redacted] candidature.

après la loi Auroux

relative au développement des institutions représentatives du personnel,

LE DICTIONNAIRE PERMANENT SOCIAL
met à votre disposition deux brochures format 21 x 27 faisant la synthèse des règles applicables aux :

COMITÉS D'ENTREPRISE
Cette brochure [redacted] règles [redacted] fonctionnement et les attributions du Comité d'Entreprise, elle traite également des modalités de désignation, du fonctionnement et du rôle du COMITÉ DE GROUPE nouvellement créé.

ÉLECTIONS DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
[redacted] brochure [redacted] consacrée aux conditions et aux modalités [redacted] désignation [redacted] représentants [redacted] du personnel : délégués du personnel, [redacted] d'entreprise ou d'établissement.

BON DE COMMANDE à découper et à retourner aux Éditions Législatives et Administratives 19, rue Péclet – 75739 Paris Cedex 15

Veuillez me faire parvenir aux prix de 60 F l'exemplaire (TVA incluse au taux de 7 %).
[____] exemplaire(s) [redacted] brochure "COMITÉ D'ENTREPRISE"
[____] exemplaire(s) [redacted] la [redacted] "ÉLECTIONS [redacted] REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL"

Je vous remets ci-joint la somme de ________ F
☐ par chèque bancaire
☐ par CCP (joindre les 3 volets) à E.L.A. PARIS 6070 [redacted] N.

NOM ________
[redacted] ________ [redacted] ________
[redacted] Postal ________ Ville ________
[redacted] ________ Signature

Le Monde

culture

THÉATRE

« LE SAPERLEAU » A SAINT-DENIS

Un entretien avec Gildas Bourdet

Gildas Bourdet met en scène, [redacted] Saint-Denis, [redacted] *Saperleau*, pièce qu'il a écrite et créée à Lille (*le Monde* du 17 février), une comédie construite sur les jeux d'un langage inventé, aux personnages nés du théâtre et de son histoire.

« Les personnages, *dit Gildas Bourdet*, nous avons cherché qui ils sont quand nous nous sommes trouvés devant le texte. [redacted] réponse sociologique n'existe pas. Ils ne sont ni riches ni pauvres. Leur comportement [redacted] sommaire, n'est [redacted] ordonné par la réflexion. Ils [redacted] soumis à des pulsions simples, et le langage [redacted] ils disposent, c'est celui de la pièce !

» Dans les *Bas-Fonds*, les personnages ne sont guère plus capables de réfléchir sur ce qui leur arrive. La parole ne les sert pas [redacted] mieux [redacted] leur intérêt, ne leur apporte pas le résultat escompté. Il y a un hiatus entre leurs désirs et la manière dont ils les expriment. J'ai travaillé sur *le Saperleau* d'abord, [redacted] ensuite, après avoir monté [redacted] *nicus*, [redacted] en contradiction... Dans [redacted] dramaturgie classique, [redacted] *parole* [redacted] action. Tout [redacted] qui se fait [redacted] parle. En dehors de ce qui a trait à l'inconscient, [redacted] tragédie classique est [redacted] d'où découlent les événements. Là, c'est le contraire, les actes ne rejoignent pas les mots.

» L'écriture m'a ramené à l'état d'*enfance*. A *un archaïsme*, une sauvagerie joviale pour [redacted] *Saperleau*, brutale pour les *Bas-Fonds*. Dans [redacted] cas, il s'agissait de dire le vertige, la peur intime et fascinée de la déchéance, [redacted] en traiter les [redacted] mais les raisons personnelles qui ont conduit ces [redacted] comportement social, à s'exhiber. Je ne parle pas d'un lumpen prolétariat, mais d'un agglomérat de marginaux qui se sont eux-mêmes exclus. Nous n'avons pas grand-chose à dire sur un problème social qu'aucune civilisation, d'Est ou d'Ouest, n'a su résoudre.

» Le théâtre nous sert à observer les dérèglements individuels. Un temps, nous avons cru pouvoir diagnostiquer les maladies de société. Nous nous sommes aperçus que nous versions dans les généralités, et ce n'est pas intéressant. Pas intéressant non plus d'écrire sur les gens heureux, *chacun sait qu'ils n'ont pas* d'histoire. Une histoire, ça vit quand il y a du malheur. On peurt décider de le traiter sur un mode comique, exemple, Buster Keaton... Le comique, le tragique, ce n'est pas si éloigné.

» Les *Bas-Fonds* sont en rupture [redacted] *Saperleau*, qui est en rupture avec *Britannicus*, mais il s'agit toujours de malheur. Sur Racine, le travail [redacted] traquer [redacted] dans une dramaturgie de la mesure, alors que *le Saperleau*, c'est un carnaval, [redacted] nous avons cherché la rigueur, la netteté. Nous étions obligés, sinon ça s'en allait dans tous les sens, et on ne s'en sortait pas.

Les personnages de *Britannicus* disent clairement ce qu'ils ont [redacted] dire et [redacted] en tirent [redacted] conséquences. Dans [redacted] ils jettent des mots qui les trahissent et se dissolvent dans le vide. Dans *le Saperleau*, à l'exception du narrateur – par convention hors jeu, – ils forment une sorte de famille qui uti-[redacted] langage particulier. On [redacted] trouve devant eux comme dans un [redacted] étranger. Si [redacted] de [redacted] fixer sur le vocabulaire, on patauge. Si on est attentif à un ensemble de signes, on se repère.

» Le public [redacted] placé dans le même décor et la même lumière que les acteurs : dans une bulle d'intemporel, [redacted] réalité, incongrue en plein milieu d'un endroit [redacted] quotidiennes. Ce choix est d'ailleurs lié [redacted] la situation concrète de la compagnie, qui n'avait pas de théâtre quand le spectacle a été créé. Les vitres permettent de voir, et elles filtrent les sons de la rue. Les mots prennent [redacted] une valeur inattendue. Nous en avons profité pour tra-[redacted] le silence, autrement qu'en éliminant le bruit. Un silence de théâtre.

» Le spectacle s'est construit à partir de sette absence de salle et du désir de faire rire. *Attention au travail, Britannicus*, ce n'était pas spécialement drôle. Nous avions besoin de comique. Le rire modifie le comportement des spectateurs, leur visage, leur rythme, comme si on leur mettait [redacted] rire *procure* [redacted] *tel sentiment* [redacted] *puissance* ! »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

★ *Le Saperleau*, Halles du marché de Saint-Denis (métro Basilique), [redacted] 30.

« PREM'S, DEUZE, DERCHE » à Saint-Etienne

Derrière une grande verrière des jeux de néons [redacted] lever [redacted] et crépuscules, [redacted] vertes ou mauves. [redacted] d'une dan-[redacted] musiciens, [redacted] clowns, avec un [redacted] tranquille [redacted] vous et moi, jouent d'une quantité d'instruments étranges posés çà et là, et qui sont [redacted] eux seuls le décor, l'argument [redacted] le langage du spectacle.

De [redacted] instruments, [redacted] Waring [redacted] camarades tirent un parti [redacted] une [redacted] pouvant être chapeau ou [redacted] d'adulte [redacted] la [redacted] monde, et [redacted] devenir palmier fabuleux dont [redacted] fruits [redacted] d'un xylophone [redacted]

Une musique généreuse [redacted] de [redacted] épisodes, [redacted] images. Quelquefois, quelqu'un chante, [redacted] exemple [redacted] phrases [redacted] pointues [redacted] parents [redacted] qui [redacted] bêtises, qui [redacted] vivre, [redacted] doute, aussi librement que cette musique.

[redacted] antipodes de toute pédagogie avouée ou masquée, *Prem's, deuze, derche* est surtout un rythme de bonheur, celui de la liberté de jouer ce qu'on aime avec passion, c'est-à-dire avec exigence. D'où, chez ces merveilleux musiciens et comédiens, un naturel si savant qu'il prend les airs de l'improvisation.

Coproduction du [redacted] de [redacted] Carrerarie et de la Maison de la culture de Saint-Etienne, [redacted] spectacle tourne toute l'année, mais peu de jours par mois, pour conserver justement son calme et sa joie magiques.

BERNARD RAFFALLI.

[redacted] de la culture, Jardin des plantes, 42030 Saint-Etienne, Cedex ; tél. (77) 25-35-18.

ACTION CULTURELLE

CRÉATION, DIFFUSION

La politique des établissements

Deux jours après l'inauguration en grande pompe du Théâtre des Amandiers à Nanterre, confié [redacted] Catherine Tasca et [redacted] Chéreau (*le* [redacted] du 25 novembre), se [redacted] nait rue de Valois, sans tambour ni trompette, la première rencontre of-[redacted] la presse de [redacted] Domini-[redacted] Wallon, [redacted] du développement culturel, qui [redacted] présenté la politique du ministère envers les éta-[redacted] d'action culturelle.

Recentrer [redacted] missions de ce réseau, l'élargir, le rajeunir ; tel est l'enjeu défini. Il s'agit pour les établissements [redacted] question (Maisons de la culture, *Centres* [redacted] culturelle) d'être [redacted] la hauteur [redacted] « rôle stratégique » qui leur [redacted] de [redacted]

Leur responsabilité est double, [redacted] artistes d'une part, [redacted] la population d'autre part. Il leur sera demandé [redacted] proposer un projet de travail précis, sur la base duquel [redacted] signés [redacted] différents partenaires. D'ores [redacted] déjà, [redacted] de la culture (Bourges, Grenoble et La Rochelle), et quatre CAC (Bassin houiller lorrain, Marne-la-Vallée, Sartrouville, Villepreux) préparent la [redacted] de [redacted] contrats pour le budget 1983.

[redacted] le processus [redacted] gagement [redacted] l'Etat, [redacted] ministère s'engage dans une politique d'équipement – construction et [redacted] en état. – se [redacted] les moyens d'accompagner [redacted] entreprises par les établissements, [redacted] à leur gestion, et entend prendre en charge la [redacted] d'une formation professionnelle.

Outre la politique des contrats (qui étayent tout le travail à [redacted] la direction), il convient de retenir [redacted] la « diffusion ». La direction, préoccupée du rapport dialectique à créer entre [redacted] l'expression [redacted] et diversité de l'expression artistique, a soutenu déjà, [redacted] *soutiendra*, [redacted] *projets* qui ne visent pas [redacted] la mise en place d'institutions mais [redacted] les exclus traditionnels [redacted] la culture.

Enfin, [redacted] large réseau de centres culturels, auprès de celui qui existe, devrait se constituer, l'Etat s'engageant là aussi, [redacted] municipalités, sur la base de contrats et de programmes sur plusieurs années. En 1982, cinquante [redacted] ont ainsi bénéficié d'un soutien financier du ministère. – Cl. D.

■ ***Coup de torchon*, le film de Bertrand Tavernier, a été désigné pour représenter la France aux oscars d'Hollywood qui seront décernés le 11 avril prochain. [redacted] également [redacted] dans la catégorie documentaires de long métrage, *Mourir à trente ans*, de Romain Goupil, et pour les courts métrages, *l'Ange de l'abîme*, d'Annie Tresgot.**

EXPOSITIONS

RÉTROSPECTIVE CHAGALL A STOCKHOLM

Le vol de l'ange

La foule avait déserté le Moderna Museet de Stockholm, ces [redacted] années. *Elle y est revenue*, pour Chagall, pour quatre-vingt-treize peintures [redacted] gouaches, et la série de [redacted] *mortes*. « *On* [redacted] *Chagall, le peintre de chez nous* », dit M. Ollé Granath, conservateur en chef (l'exposition ira ensuite au Louisiana de Copenhague). Il est content d'avoir fait ce choix, « *demandé* [redacted] *musée* », musée [redacted] sont généralement organisées des manifestations d'avant-garde relativement peu fréquentées. Il suit ainsi le courant qui se manifeste actuellement en faveur d'un [redacted] la peinture, notamment parmi [redacted] artistes postmo-[redacted]

Le Moderna Museet avait récemment montré les œuvres de ces peintres du Nord, Lüpertz, Immendorf, Kirkeby, Penck, qui, comme leurs pairs « trans-avant-gardistes » italiens, reprennent le débat pictural sur le mode métaphysique, là où deux peintres différents l'un de l'autre l'avaient placé aux premières décennies du siècle : Chagall et Chirico. Le parallèle est frappant avec les œuvres chagalliennes de ses débuts parisiens en 1910 : ils ont suffisamment marqué un Sandro Chia, pour que lui aussi, défiant la gravitation, peigne en 1980 un personnage flottant au-dessus de Gênes, comme Chagall en [redacted] peint au-dessus de Vitebsk en *1912*, ouvrant, selon Breton, l'espace à l'art moderne.

On a cru, ces dernières [redacted] que l'ange chagallien avait [redacted] par tomber. Que sa peinture, ayant perdu [redacted] musculature de [redacted] jeunesse, [redacted] affadie, malgré [redacted] grâces. Pourtant, [redacted] derniers [redacted] qui *ferment* [redacted] rétrospective, prêtés par Pierre Matisse, [redacted] d'une [redacted] plénitude, saturés d'éther et de picturalité suspendue. Cette fois, ce n'est pas une peinture de tragédie, mais une peinture de la sérénité, de la méditation, et généralement sur de [redacted] formats que le peintre [redacted] résolument à son terme malgré son grand âge.

La spontanéité, marque de sa peinture, [redacted] encore [redacted] premiers tableaux [redacted] C'est en France qu'elle a littéralement explosé, [redacted] les [redacted] d'euphorie [redacted] passées [redacted] Ruche. Chagall ne cherche pas longtemps son originalité. Il la [redacted] dans la nostalgie. Dans l'atelier de la Ruche, [redacted] il [redacted] la *porte* [redacted] festoyeuse « *pour travailler* », Chagall laisse aller son délire mémorial, il fleurit de grande toiles. Le peintre [redacted] sa première crise [redacted] confrontation avec le [redacted] artistique parisien. Ces « crises », sa vie [redacted] jalonnée. Et [redacted] observera [redacted] chaque [redacted] gouaches. Il [redacted] surprenant que [redacted] vent elles soient à la source [redacted] grands tableaux. [redacted] l'*Autoportait aux sept doigts*, [redacted] *la Chambre jaune*.

Le [redacted] *Violoniste* de 1912-1913 [redacted] typique de l'uni-[redacted] transi [redacted] la [redacted] dans sa réalité et fabuleux dans son rêve.

Chagall [redacted] loin d'être étranger aux courants esthétiques qui agitent Paris. Il les incorpore dans sa peinture et en même temps s'en démarque. On [redacted] échos du cubisme dans le jeu de courbes et de [redacted] de l'*Autoportrait aux* [redacted] *doigts*. Et [redacted] grave *Hommage à Apollinaire* (1911-1913) [redacted] référence [redacted] l'abstraction orphique [redacted] Robert Delaunay.

[redacted] *prêtés* par les musées soviétiques illustrent le second épi-[redacted] Vitbsk [redacted] le peintre [redacted] appelé en [redacted] commissaire aux beaux-arts. *Le vieux juif*, le plus réaliste des Chagall, côtoie [redacted] grands tableaux fantasmatiques. *Tandis* [redacted] petite *gouache Au pas cadencé* [redacted] rappelle la participation du Chagall au théâtre des [redacted] révolutionnaires.

[redacted] à Paris en 1922, via Berlin, Chagall le Russe, va s'accorder [redacted] bucolique français. Naturellement, il revient [redacted] la [redacted] che. Ces [redacted] éclatent [redacted] des apparitions colorées. A travers *elles* [redacted] gaieté, qui [redacted] voler [redacted] images en éclats, une tristesse, qui teinte les couleurs aux heures d'épreuves.

Il aura beau répéter [redacted] mêmes [redacted] de joie [redacted] de tragédie derrière [redacted] images de l'amour du cir-[redacted] et [redacted] la méditation religieuse, [redacted] *peintre conserve intact, avec de* [redacted] à autre [redacted] lueurs nouvelles, ce tremblement pictural caractéristique, nourri de mille pensées, secrètes ou manifestes.

JACQUES MICHEL.

■ Jusqu'au [redacted] décembre.

Les « mirages » de Jean Louvel

La vision synthétique de Venise que [redacted] Jean Louvel est plus proche de Fellini que des dépliants touristiques. Une savante « cuisine » [redacted] négatifs photographiques fondus, surimprimés, enrichis au besoin de dessins et [redacted] couleurs (Louvel [redacted] aussi un peintre), fait surgir [redacted] la lagune la [redacted] » Cité des doges, [redacted] coler [redacted] chevaux [redacted] la place Saint-Marc, réconcilier les lépreuses façades populaires et les palais aux ogives raffinées... Tout [redacted] transparence dans ces « mirages », et pas seulement les visages du passé flottant sous les eaux.

J.-M. D.

■ Galerie Look 16, 16, rue Vavin ; jusqu'au 4 décembre.

PHOTO

Un [redacted] parcours à travers Paris

Les belles images, le [redacted] de [redacted] photo n'en manque pas. A la *Bibliothèque Forney, rue du Figuier*, des douceurs signées [redacted] Joachim-Constant Puyo (1857-1933). [redacted] jolies femmes d'autrefois, [redacted] Ophélie, [redacted] Walkyries, des Salomé, [redacted] fausses japonaises, [redacted] femmes nues en toilettes [redacted] ou en houppelandes d'arlequin. Ah ! quel coquin subterfuge étaient le procédé charbon, l'héliogra-[redacted] l'épreuve à l'huile, quel charmant prétexte que [redacted] photographie artistique. *Mais Puyo* n'était [redacted] hypocrite, il disait : « *Toute création procède d'un désir*. » [redacted] champêtres un peu lancinants [redacted] détachent deux [redacted] trois photos inouïes : une [redacted] Gorgone, [redacted] profil [redacted] la Demachy, un torse de femme ployé en éventail.

La Bibliothèque historique de la Ville de Paris accueille en étage, rue Pavée, une exposition un peu bondée, et très datée, d'[redacted] compagnie de photographes, ils se faisaient appeler le « groupe des quinze », qui ont *fixé* le Paris des années 50 avec une bonhomie [redacted] un allant [redacted] photographes du dimanche. Robert Doisneau, Willy Ronis, *les frères Seeberger ont émergé* ces dernières années, et c'est l'occasion à jamais de découvrir ceux qui sont restés en retrait : Lucien Lorelle, Pierre Jahan, Emmanuel Sougez. Mais l'on s'aperçoit qu'une trop grande vivacité, [redacted] photographie, réduit cette vie [redacted] un cliché pittoresque.

L'Américain Scott Macleay qu'expose, à juste titre, l'American Center du boulevard Raspail, varie du plus piqué au plus flou, et reconstitue dans un studio, avec des modèles, l'angoisse du métro à 6 heures du soir, exquise musique d'ambiance, et tout irait mieux si un jeu de lumières sophistiqué ne donnait à l'exposition un côté happening dont elle se passerait volontiers.

∴

De photos répugnantes, le Mois de la photo en abonde autant que de photos ravissantes : chez Viviane Esders, [redacted] Saint-Merri, Les Krims [redacted] apprend, en [redacted] *dizaine de fiches pratiques*. [redacted] un peu de fantaisie dans [redacted] vie quotidienne. Ustensiles : [redacted] boîte de petits pois de calibre indifférent, des crucifix, des masques d'oursons, des poissons pourris, des flaques en plastique, des électrodes, des hameçons, le tout fixé [redacted] dégoulinant sur différentes parties du corps, et si possible [redacted] les parcelles génitales. Les [redacted] disent : *shocking*, les [redacted] rigolent, d'au-[redacted] disent bof ! d'un air de lassitude appuyé.

Après le hammam, William Betsch, *qu'expose* [redacted] *Studio 66*, rue Maître-Albert, a visité l'abattoir : frayeur solitaire de la bête couchée qu'on égorge, masse luisante [redacted] blancheur des entrailles déversées, crucifixions animalières, anatomies comparées. Quelque chose de terrible, [redacted] de [redacted] terrible qu'en [redacted] *lieu le seul* [redacted] *le rire* du détachement, le sourire de [redacted] pitié, le refus de voir. Tom Drahos, conjoint momentané de Betsch, poursuit [redacted] route, [redacted] rigueur, [redacted] s'éloignant de plus [redacted] plus [redacted] la fantaisie [redacted] de la photographie, [redacted] l'utili-[redacted] *que comme support* de peinture, de sparadrap, de [redacted] lissures, de ficelles de pendaisons [redacted] de petits soldats cramoisis. Ce [redacted] bien sûr des objets uniques, assez peu décoratifs, mais il y [redacted] les deux écoles.

∴

Les photos présentées à l'Ecole des beaux-arts [redacted] le titre « La photographie [redacted] *modèle* » [redacted] *sont, pour leur* part, [redacted] spécialement repoussantes ni spécialement folichonnes : elles [redacted] droites, rigides, ce sont des documents, [redacted] relevés urbains, architecturaux, [redacted] l'usage des copistes, des étudiants. Mais elles sont signées Atget, Baldus, Marville, et sont montrées dans leurs tirages d'origine estampillés de bleu.

HERVÉ GUIBERT.

★ Mois [redacted] la photo. Renseignements : 359-00-80.

MUSIQUE

L'opéra malgré lui

On avait pu voir [redacted] la salle Favart, il y [redacted] quatre [redacted] une [redacted] production du [redacted] *malgré lui*, ce petit chef-d'œuvre [redacted] grâce [redacted] d'esprit [redacted] Gounod composa d'après [redacted] pièce [redacted] Molière, mais ceux qui, [redacted] la foi [redacted] leurs souvenirs, sont allés voir, [redacted] le [redacted] Garnier du [redacted] Hôtel, la représentation qu'en a donné certain Opéra-Tréteaux (ancré à la Maison de la culture d'Orléans) auquel le Centre culturel [redacted] bien légère-[redacted] accordé son patronage, n'auront eu le choix, [redacted] premières minutes, qu'entre la [redacted] résignation [redacted]

L'ouverture, réduite à quelques mesures (couvertes [redacted] le remue-ménage [redacted] scène) s'enchaînant directement avec [redacted] du troisième [redacted] on [redacted] de [redacted] ce [redacted] spectacle s'achevait [redacted] à [redacted] comble, [redacted] les pitreries, commencées [redacted] premiers accords, s'étant [redacted] à une allure vertigineuse... C'est [redacted] certains appelleront [redacted] scène « bien rythmée », chacun [redacted] goûts mais, [redacted] justement Sganarelle, « *il y a fagots* [redacted] *fagots* ».

Il [redacted] regrettable [redacted] l'ensemble Cantabile [redacted] l'Ensemble instru-[redacted] du Val-de-Loire – [redacted] quels le chef d'orchestre avait [redacted] une [redacted] chambre – [redacted] volonté [redacted] leur [redacted] mis à contribution [redacted] *férule d'un directeur-metteur en* [redacted] dénué [redacted] scrupules. Que [redacted] allaient-ils [redacted] galère ?

[redacted] CONDÉ.

■ **Carmen Linares, une des rares interprètes féminines du « cante fla-[redacted] en province après deux récitals au Carré Silvia-Monfort. Elle est accompagnée à la guitare par Pepe Habichuela [redacted] Vi-[redacted] 1er décembre au Havre, le 5 [redacted] Rennes).**

ROCK

Taj Mahal, Grand Master Flash et Culture

On pourra voir plusieurs formes de musique noire cette semaine à Paris : le blues de Taj Mahal, au Bataclan, le rap du Grand Master Flash, et le reggae de Culture au Palace.

Venu de la communauté jamaïquaine [redacted] New-York, Taj Mahal [redacted] fait [redacted] musicologie à [redacted] avant d'entamer une carrière diversifiée qui l'a conduit à jouer du blues, du reggae, de la calypso, du rhythm'n blues et [redacted] country-blues en puisant [redacted] ment son inspiration dans leurs racines et leurs traditions. Sa voix chaude et profonde [redacted] intimistes et suit tout aussi bien les élans d'un combo torride, avec des composi-[redacted] rythme de ses sentiments. On a souvent dit de Taj Mahal qu'il est la mémoire vivante de la musique noire.

Pur produit new-yorkais, le Grand Master Flash est le roi incontesté du moment en matière de rap (*le* [redacted] daté 28-29 novembre). Un bagou intarissable, une imagination sans limite, et un sens du rythme [redacted] son [redacted] croyable talent de synthèse parvient à insuffler une existence nouvelle et tonique [redacted] des morceaux que l'on connaît pourtant déjà par cœur.

De ce qu'on peut appeler la seconde génération [redacted] jamaïquain, [redacted] peut-être [redacted] qui a le mieux tenu le choc en dépit d'un changement de compagnie discographique et [redacted] Trio [redacted] l'origine, Culture est devenu cette année une formation [redacted] par Joseph Hill, au carrefour d'une interprétation occidentalisée et d'une inspiration « roots ».

ALAIN WAIS.

■ Taj Mahal : Ce mardi 30 novembre [redacted] 20 [redacted] au Bataclan.

■ Grand Master Flash, [redacted] mercredi 1er décembre à 22 h 30 au Palace. Discographie chez Vogue.

★ Culture, les jeudi [redacted] 23 heures et vendredi 3 à 19 h 30 au Palace. [redacted] graphie chez AZ.

La nouvelle tournée d'A.C./D.C.

La machine hard-rock a toujours fait recette, et, dès les années 60, Alvin Lee, Ten Years After et Led Zeppelin, qui *devient le groupe exemplaire de cette* musique. Grands mouvements lyriques qui cèdent brusquement la place à de brèves crépitations et à un déchaînement dévastateur, Led Zeppelin porte au sublime un rock flamboyant.

Avec le groupe australien A.C./D.C., né [redacted] y [redacted] neuf ans dans [redacted] pubs minables de Sydney et de Melbourne, le hard-rock ne manque pas d'humour, voire d'un peu de dérision et d'une joyeuse bonhomie. La mixture musicale reste terriblement efficace. La sonorité du groupe est dure. Chacun déborde d'énergie et joue un rock'n'roll plein de sensations, de tensions. Un petit homme étrange, le guitariste Angus Young, donne l'impulsion, arrachant les sons, triturant son instrument, s'envolant dans de longs chorus.

Tous les albums d'A.C./D.C. – dont le dernier *For those about to rock*, enregistré en F[redacted] et publié chez W.E.A. Filipacchi music – ont établi des chiffres-records. La dernière tournée française du [redacted] à 1981 devant des salles archi combles.

C. F.

■ Le 1er décembre, à Dijon (Parc des expositions), le 2, [redacted] Avignon (Parc des expositions), le 4, [redacted] la Rotonde du Bourget, le 13, au Parc des expositions [redacted] Saint-Etienne et le 15, [redacted] (Beaujoire).

DANSE

MONIQUE LOURDIÈRES DANS « LE SONGE »

L'étoile qui monte

L'irrésistible ascension de Monique Lourdières [redacted] quoi faire rêver [redacted] ballerines en herbe. Pur produit [redacted] l'école [redacted] danse [redacted] l'Opéra [redacted] Paris, elle était [redacted] sujet lorsque Rudolf Noureev, un soir de décembre 1981, lui confia le rôle de Kitri dans *Don Quichotte*, en remplace-[redacted] Noella Pontois. Elle y fit preuve d'une tempérament qui sidéra le public. Le lendemain matin, elle [redacted] en scène pour passer le [redacted] *annuel* ; *épuisée*, [redacted] *gagne* à l'arraché son titre de première danseuse. Six mois après, nommé danseuse étoile, elle s'impose dans *la Fille mal gardée*, puis dans [redacted] personnage pittoresque d'Helena, qui [redacted] *le Songe d'une nuit d'été* avec des yeux [redacted] myope.

C'est une nature, [redacted] on dit : brune, vive, drôle, la profil aigu, la technique brillante [redacted] sûre, [redacted] éva-[redacted] ni sophistiquée. Mais peut-être l'a-t-on trop vite cataloguée dans les pas de virtuosité [redacted] plois de demi-caractère. Amenée à prendre le rôle titre dans *le Songe*, elle lui [redacted] apporté une profondeur nouvelle. Titania agressive qui donne peu à peu libre [redacted] à [redacted] fantasmes. On se prend [redacted] rêver [redacted] Giselle qu'elle pourrait être.

MARCELLE MICHEL.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

SALLE GAVEAU Mercredi 1er décembre à 20 h 30 Valmalète	RÉCITAL DE GUITARE **Roberto AUSSEL** Corbetta, Albeniz PIAZZOLA BACH, WALTON
INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille Mercredi 1er décembre à 20 h 30 (p.a. Valmalète)	[illegible] de [illegible] **BERT VAN DEN BRICK** MOZART, BEETHOVEN CHOPIN, RAVEL DEBUSSY
SORBONNE GRAND AMPHITHÉATRE 47, rue des Écoles Jeudi 2 décembre à 20 h 45 Loc. Royal Tourisme Gibert (disques) FNAC, CROUS (p.a. Werner)	**HAYDN** Symph. « Les Adieux » **MOZART** Symphonie n° [illegible] Divertimento n° 11 Orch. de Paris-Sorbonne dir. : Jacques GRIMBERT
Église St-Germain-des-Prés Vendredi 3 Samedi 4 décembre à 21 heures (p.a. Valmalète)	Orchestre **COLONNE** **J.-S. BACH** Cantate n° 51 **MOZART** **REQUIEM** [illegible] : MICHEL **CORBOZ** Chœur de l'ORCH. COLONNE
SALLE GAVEAU Samedi 4 décembre à 17 heures (p.a. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROGRAMME MUSICAL FRANCE CULTURE **QUATUOR MUIR** (de Philadelphie) HAYDN, E. CARTER, FAURÉ
ÉGLISE DES BILLETTES Dimanche 5 décembre à 17 heures (p.a. Kiesgen)	**J.-CL. DIOT** Flûte **R. LOEWENGUTH** Violoncelle **LESLIE WRIGHT** Piano Beethoven-Martinu-Weber
THÉATRE DES [illegible] à 20 h 30 Loc. Tél. 723-47-77 et Corresp. ouv. Théâtre aux caisses a.c. du 22-11 Valmalète	UNIQUE RÉCITAL DU PIANISTE **Krystian ZIMERMAN** Chopin, Brahms Szymanowski
THÉATRE MUSICAL DE PARIS CHATELET Lundi 6 décembre à 20 h 30 (p.a. Dandelot)	Unique concert de la saison **YEHUDI et JEREMY MENUHIN** Brahms (les 3 Son.)
SALLE GAVEAU Mardi 7 décembre à 18 heures Valmalète	**UNE HEURE avec... Dionysios DERVIS** Guitare Villa-Lobos Britten, F. Martin Garnados, Albeniz
ÉGLISE ST-LOUIS-DES-INVALIDES Mercredi 8 décembre à 21 heures (p.a. Kiesgen)	**HAYDN La CRÉATION** Schmid-Markus-Stämpfli Chœurs R. de Lassus Collegium Musicum Lucerne dir. Alois KOCH
ÉGLISE DE LA TRINITÉ Samedi 11 décembre à 20 h 45 Rens. 280-09-30 (p.a. Mondial Musique)	Concert inaugural du THÉATRE DE PARIS Octuor de l'ACADEMY ST-MARTIN IN THE FIELDS sol. : Michel Lethiec [illegible] quintette K 515 BRAHMS, quintette clarinette MENDELSSOHN, octuor

CONCERTS Radio France

NOUVEL ORCH. PHILHARMONIQUE

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Samedi 4 décembre 17 h. — dir. : Hubert SOUDANT, Shlomo Mintz, violon. SIBELIUS - BRAHMS

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

GRANDE SALLE DE L'UNESCO 119, avenue de Suffren Mardi 7 décembre 20 h 30 — dir. : RUDOLPH ALBERTH. Ensemble vocal des CHŒURS DE RADIO FRANCE Dir. : Jacques JOUINEAU. MAITRISE DE RADIO FRANCE Dir. : Henri FARGE. Hommage à André JOLIVET

PERSPECTIVES DU XXe SIÈCLE

CHATENAY-MALABRY Hall de la Faculté de Pharmacie rue J.-B.-Clément Samedi 11 décembre 18 h. — « Multiples II » Webern-A. Gaussin-G. Amy. J. JARSKY, soprano, P.-Y. ARTAUD, flûte, P. BOUVERET, soprano, J.-F. HEISSER, J. KOERNER pianos. NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE direction : Gilbert AMY, Peter EOTVOS

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agences

IRCAM

ven. 3 - sam. 4 - lun. 6 mar. 7 [illegible] 20 h 30
deux [illegible] mondiales
ensemble intercontemporain
Denis Cohen dirige
Jukka Tiensuu P = Pinocc[illegible] ?
avec [illegible] Otten soprano
Jonathan Harvey Bhakti
ESPACE DE PROJECTION loc. 278.79.95

ORCHESTRE DE PARIS

Salle [illegible] - 20h30
[illegible] 1er, jeudi 2 décembre
Samedi [illegible] décembre - 16h
ZUBIN MEHTA
KRYSTIAN ZIMERMAN
WAGNER - SCHUMANN
STRAVINSKY (Le Sacre du [illegible])

Salle Pleyel - 20h30
[illegible] 8, jeudi 9, vendredi 10 décembre
ANTAL DORATI
Lajos Kozma
[illegible] de l'Orchestre de Paris
Chef du Chœur : Arthur Oldham
HAYDN - STRAVINSKY
KODALY [illegible] Hungaricus)

Salle Pleyel - 20h30
[illegible]rcredi 15, jeudi 1[illegible] décembre
JEAN FOURNET
ILEANA COTRUBAS
ROUSSEL - [illegible] - [illegible]

LOCATION SALLE PLEYEL ou 563.07.96

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES SOUPIRANTS. — [illegible] de Vincennes, Atelier du [illegible] (328-97-04), 20 h 30.
MOL. — [illegible] de Paris (281-00-11), 20 h 30.
CAMERA OSCURA. — [illegible] du Rond-Point (256-70-80), 20 h 30.
THE [illegible] — Galerie 55 (326-63-51), 21 h.
ARLEQUIN VALET DE DEUX MAITRES. — Théâtre de la Villa (542-79-56), 21 h.
INTRIGUES. — Péniche-Théâtre (245-18-20), 21 h.

Les salles subventionnées [illegible] municipales

SALLE FAVART (296-11-20), 19 h 30 : les Contes d'Hoffmann.
COMÉDIE-FRANÇAISE : (296-10-20). [illegible] La [illegible] est un songe.
CHAILLOT : (727-81-15) : Grand Foyer, à 20 h 30, Concert : Quatuor à cordes de Paris ; Théâtre Gémier, [illegible] h [illegible] : le [illegible]
ODÉON : (325-70-32), 19 h 30 : Grand et Petit.
PETIT ODÉON : (325-70-32), [illegible] 30 : les Vacances ; Rixe.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Opérette, 20 h 30 : la [illegible] joyeuse.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77) [illegible] Paris), [illegible] salle, [illegible] h 30 : la Fuite en Chine ; grande salle, 20 h 30 : Une journée particulière.

Les [illegible] salles

[illegible] DEJAZET (887-97-34) 20 h [illegible] Varieta ; 22 h 30 : les Mirabelles.
ANTOINE (208-77-71) 20 h 30 : Coup de [illegible]
[illegible] HÉBERTOT (387-23-23) 21 h : l'Exil.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53) 20 h 30 : les Bonnes.
ATELIER [illegible] h : le Nombril.
ATHÉNÉE (742-67-27) 18 h [illegible] : Entre chien et loup. Salle L.-Jouvet, 19 h : Platonov ou l'homme sans père.
BOUFFES DU NORD (239-34-50) 20 h 30 : la Tragédie de Carmen.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24) 20 h 30 : En sourdine les sardines.
CARTOUCHERIE. — Th. de l'Aquarium (374-99-61) 20 h : Correspondance.
CINQ DIAMANTS (588-01-00) 21 h : [illegible] si joli petit square.
CITÉ INTERNATIONALE, Resserre 20 h 30 : Cendre rouge.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à [illegible]
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21), 20 h 45 : Ça ira comme ça.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), [illegible] h 30 : [illegible] et bourgeoisie.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : La vie est trop courte.
DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Le doux charme de l'île An-archie.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : la Dernière Nuit de l'été.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : les Rustres.
[illegible] (327-95-94), 18 h 30 : les Joies de la vie ; [illegible] h : [illegible]
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
ESSAION (278-46-42), I : 20 h 45 : les Paillasses ; II : 20 h [illegible] : Bethsabée - la Kabbale selon Aboulafia.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : les Chaises ; 20 h 45 : Lili Lamont ; 23 h : [illegible]
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 18 h 30 : l'Ile de Tulipatan ; 20 h 15 : Vive les femmes ; 22 h, 18 h [illegible] : Michel Lagueyrie : [illegible]
HUCHETTE (326-38-99), [illegible] h 30 : la [illegible] chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Au bois lacté.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. [illegible] h 30 : J. Supervielle. II. 18 h 30 : Noces de [illegible] ; 20 h 30 : La noce ; 22 h 15 : [illegible] man. — Petite Salle, [illegible] h 30 : [illegible] français.
MADELEINE (265-07-09), [illegible] h 45 : Sodome et Gomorrhe.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : [illegible] — [illegible] Gabriel (225-20-74), 21 h : [illegible] de Rita.
MATHURINS (265-90-00), 21 h : L'avantage d'être constant.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera [illegible] lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), [illegible] h [illegible] : Joyeuses Pâques.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos ; Petit Montparnasse 21 h : Eupalinos.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), [illegible] h 30 : Hold-up pour rire.
PALAIS DES GLACES (607-49-93), 20 h 30 : Rond comme un cube.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), [illegible] h [illegible] : [illegible] France.
[illegible] (320-00-06), 20 h 30 : [illegible]
POCHE-MONTPARNASSE (548-92-97), 21 h : [illegible]
POTINIÈRE (261-44-16), [illegible] h 45 : [illegible] dans : « Je m'égalomane à [illegible] ».
89, QUAI DE LA GARE (583-15-63), 20 h 30 : la [illegible]
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h [illegible] : [illegible] du [illegible]lence.

Pour [illegible] renseignements concernant l'ensemble [illegible] programmes [illegible] des salles « LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES » 704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches [illegible] jours fériés)

Mardi 30 novembre

STUDIO FORTUNE, (Sam.), 21 h : Ça sert à rien... mais ça impressionne.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos ; 22 h : l'Écume des jours : 20 h 30 : A. Allais.
TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Bruissement d'elles ; 22 h : Liberté d'action.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 [illegible] : Nous fait où [illegible] nous dit [illegible] faire.
THÉATRE EN ROND (387-88-14), 21 h : Complet veston [illegible] mesure en [illegible]
THÉATRE DE L'ÉPICERIE (272-23-41), 20 h 30 : Un amour ; [illegible] h 30 : [illegible] la [illegible] de Marcel Proust.
THÉATRE DU LYS (327-88-61), 21 h. : Voyage en Dualie.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), [illegible] h 30 : le Silence [illegible] la mariée ; 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DE PARIS (loc. 274-22-77), Grande Salle, 20 h 30 : une Journée particulière ; Petite Salle : 20 h 30, : la Fuite en Chine.
THÉATRE DES 400 [illegible] (633-01-21), 20 h 30 : Ma vie en vrac ; 22 h : Excusez-moi [illegible]
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 h : les [illegible]
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : Un bain de ménage ; 20 h 30 : le Mal court ; 22 h 30 : le Radeau d'asphalte.
TRISTAN BERNARD (522-08-40), 20 h 30 : le Retour du héros.
[illegible] (233-09-92), [illegible] h 30 : Chéri.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) : 20 h 30 : Tohu-Bahut.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), [illegible] h [illegible] : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz dans Tout a changé ; [illegible] h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 20 h 15 : Version originale ; 21 h 30 : [illegible] a tué Betty Grandt ? 22 h [illegible] : les Bonniches.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30, Laissez chanter [illegible] clowns ; 20 h 30 : [illegible] deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, [illegible] un bateau blanc. — II : 18 h [illegible] : Pas de fantaisie dans l'orangeade : 20 h 30 : Les bidireaux sont [illegible] ; 22 heures : Une goutte de sang dans le glaçon.
[illegible] DE LA GARE (278-52-51), 20 h 30 : Palomar et Zigomar ; 22 heures : Tragédie au radar.
L'ÉCUME (542-71-16), 20 h [illegible] : A. Trebaol.
[illegible] FANAL (233-91-17), 20 [illegible] : [illegible] Musica ; 21 h 15 : J. Menaud-Le-Mac-Amour.
LA GAGEURE (367-62-45), 21 heures : la Garçonne : 22 h 30 : Quelque estaminet.
LES LUCIOLES (526-51-64), 21 h : [illegible] cœur de mère ; 22 h 15 : la Putain [illegible]raire.
[illegible] (606-90-20), [illegible] : Clin d'œil à Irma la douce ; 21 heures : les Petits [illegible]
LE PETIT [illegible] (278-36-50), 21 h : N. Rieu ; 22 h [illegible] : les Bas de Hurleveau.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 21 h 30 : Tranches de vie ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
RESTO SHOW (508-00-81), [illegible] h [illegible] : [illegible] l'sel.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 21 h 45 : Meurtres au 700 ter, rue des Espadrilles.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93), 20 h 30 : Valardy 83 ; 22 h : Papy fait de la résistance.

LE TINTAMARRE (887-33-82) 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse na.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), [illegible] h 30 Queneau...Cochonneries ; 20 h 15 : le Retour de l'Arlésienne ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 22 heures : B. Fontaine et Areski.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), [illegible] h : [illegible] la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos ronds... fisc.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h [illegible] : B. Haller.
[illegible] DE [illegible] (285-00-39), 15 h : Tino [illegible]
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : K. Rajakarier, K. Mahalingasivam.
ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), [illegible] h 30 : Hommage [illegible]
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : [illegible] Servat.
[illegible] (297-53-39), [illegible] h : A. Morin.
[illegible] (246-79-79), [illegible] h : [illegible] Orchestre du Splendid.
LUCERNAIRE (544-57-34), [illegible] h 15 : [illegible] el Masry.
[illegible] CHAPITEAU-PORTE DE PANTIN (758-27-43), 15 h et 21 h : H. Salvador.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : M. Torr.
PALAIS DES [illegible] (758-13-03), [illegible] h : Ch. Goya.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 h 30 : Cirque de Moscou sur glace.
RADIO-FRANCE (524-15-16), Auditorium 106, [illegible] 30 : Ch. Camerlynck, J.-P. Roscau, J. Hulburt, F. Mello, A. [illegible]
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-47-77), 20 h 30 : M. [illegible]
TH. DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h [illegible] : L. Rizzo, M. Fernandez, O. [illegible]

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), 20 h 30 : le Vagabond tzigane.

La danse

[illegible] (887-97-34), 18 [illegible] : Shakuntala.
[illegible] (343-19-01), [illegible] h 45 : Flamenco, danses et chants.
LA FORGE (371-71-89), [illegible] h 30 : [illegible] Min.
MUSÉE GUIMET (723-61-65), [illegible] h 30 : Danses et musiques de fêtes au Manipur.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : D. Parrain (Beethoven, Brahms, Debussy, Prokofiev) ; 21 h : L. Petrova-Boisnay, D. Ferelman (Levina).
RADIO-FRANCE, Grand Auditorium, 20 h : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. : M. Valdes, Chœurs et maîtrise de R.-F., chef de chœur : M. Lasserre de Rozel (Offenbach).
SALLE GAVEAU, 18 h : L. Cooper (Mozart) ; 21 h : Les Virtuoses français, dir. : J. Moreau (Haendel, Bach, Dvorak, Chostakovitch).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : Le Petit Collège de musique (Dowland, Holborne, Monteverdi).
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 20 h 30 : Maîtrise de l'Oratoire du Louvre (Bach, Vivaldi).
ÉGLISE SAINT-MÉDARD, 20 h 30 : [illegible]chestre de chambre de Cologne (Vivaldi, Telemann, Corelli).
ÉGLISE DES BILLETTES, 20 h 30 : H. Gremy-Chauliac (Couperin, [illegible] Haendel).
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : GERM (Johnson).

Jazz, pop, rock, folk

BAINS DOUCHES (887-34-40), 22 h [illegible]
BATACLAN (700-30-12), 20 h : [illegible] Mahal.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : D. Doriz.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), [illegible] 21 h : M. Baker, [illegible] T. Laury ; 22 h 30 : Bess Babalu.
NEW MORNING (523-51-41), 21 h 30 : [illegible]
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h [illegible] : M. Saury.
PETIT [illegible] (236-01-36), 23 h : G. Lafitte, G. Arvanitas, A. Resplandin, [illegible] Bellonzi.
RADIO-FRANCE, [illegible] (524-15-16), 19 h 30 : P. Caratini, M. [illegible] M. [illegible]

Les festivals

FESTIVAL D'AUTOMNE (296-12-27)

SAINT-DENIS, Halle du [illegible] [illegible] : Saperleau.
JEUNE THÉATRE NATIONAL (271-51-00), 20 h 30 : la Comédie de Macbeth.

FESTIVAL D'ART [illegible] (277-92-26)

ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE DU MONT, 21 h : Ensemble d'instruments baroques, Ensemble vocal de la Chapelle royale, dir. : G. Leonhardt (Bach).

En région parisienne

ANTONY, Th. F. [illegible] (666-02-74), 21 h : le [illegible] des [illegible] d'éponges.
BAGNEUX, Th. Victor-Hugo [illegible] 10-54), 21 h : Amleto without breaking [illegible] ; Église Saint-Hermeland.
CHATILLON, Église (657-22-11), 19 h : [illegible] as an Art form.
COLOMBES, Église Saint-Pierre-Saint-Paul (782-42-70), 20 h 30 : Quatuor national de cuivres de Paris, Chœur Orphée (Delalande, Gervaise, Purcell).
GENNEVILLIERS, Théâtre (793-26-30) 20 h 45 : l'Eléphant d'or.
[illegible]MAUR, rond-point Liberté (899-22-11), à [illegible] : Mouchoir de nuages.
SUCY-EN-BRIE, C.C. (590-25-12), 20 h 45 : J.-F. Dutertre.
VERSAILLES, Théâtre Montansier (950-71-18), 21 h : En attendant Godot.
VILLE-D'AVRAY, Église, 21 h : Chœurs *de la Madeleine, dir. : Havard de la Mon[illegible]*

L'EDEN THÉATRE présente **PÉRICLÈS** de Shakespeare. Jusqu'au 22 décembre 1982. Locat., réserv. : 3 FNAC, [illegible] Théâtre du Ranelagh. T. [illegible] 5, rue des Vignes, 75016 [illegible]

THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES *dernières*

MARCEL MARCEAU avec **SHAWN BRYAN**
Représentation supplémentaire et dernière dimanche 5 décembre à 21h.
location théatre agences [illegible] par tél: 723.47.77

ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE DU MONT JEUDI 2 DÉCEMBRE - 21H «FESTIVAL D'ART SACRÉ»
jean-pierre wallez, direction
j. chamonin, f. destembert, [illegible]
j. [illegible] alto - c. jean, [illegible] reinhart, basse
ensemble vocal michel piquemal
CHARPENTIER - DELALANDE
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS — Location Salle [illegible] 563.20.[illegible] et Agences

Connaissance du monde

Salles PLEYEL Lun. 29 nov. (18 h 30) - Mar. 30 et vend. 3 déc. (18 h 30 et 20 h 30) Merc. 1er déc. (15 h) - Jeu. 2 (20 h 30) - Dim. 5 (14 h 30) - Nouvelles séances
AVENTURES SUR LE **COLORADO** du Canada [illegible] Mexique
Récit et Film de Jean-Claude BERRIER
[illegible] de l'Ouest — Wyoming, Arizona, Utah, [illegible] Fantastique [illegible] du [illegible]

Aux ARMES de COLMAR face g. de l'Est
[illegible] FABULEUSE [illegible] - CHOUCROUTE [illegible] POISSONS
PLATEAU [illegible] FRUITS [illegible] MER
13, rue du 8-Mai-1945 (10e) [illegible] de 11 [illegible]

tmp CHATELET THEATRE [illegible] DE PARIS
lundi 6 décembre à 18h30
ensemble orchestral de paris
[illegible] et [illegible]
jean-pierre wallez
mariko horie [illegible]
serge soufflard (alto)
mozart
prix des [illegible] et 35 francs
location : aux caisses du théâtre [illegible] du châtelet 75001 paris de 11 h à 18 h 30 par téléphone 261.19.83 de 11 h à 18 h (sauf dimanche)

ERATO QUATUOR VIA NOVA HAYDN Les 7 dernières paroles du Christ

PROGRAMMŒUVRE [illegible]

ACIC — ŒUVRES de DARIUS MILHAUD | CRÉATIONS DE CECCONI LACHARTRE TAMBA | par le QUINTETTE A VENT DE PARIS | Jeudi 2 décembre - 20 h 30 ÉGLISE DES BILLETTES 24, rue des Archives — PARIS 4e [illegible] : Parking : Lobau. Prix des places : 15 F, 10 F. Location FNAC-ALPHA, COPAR-CROUS et sur place, une demi-heure avant le concert

ASSOCIATION POUR LA COLLABORATION DES INTERPRETES ET DES COMPOSITEURS

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

15 h : Carte blanche à W.K. Everson ; Calvaire d'apôtre, de M. Tourneur ; 19 h, Hommage à B. Boetticher ; Le tueur s'est évadé ; 21 h, Sept Hommes à abattre.

Les exclusivités

ALEXANDRE LE GRAND (Grec, v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, (742-82-54) ; Cluny-Ecoles, (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, (331-60-74) ; Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

AVEC LES COMPLIMENTS DE L'AUTEUR (A. v.o.) : U.G.C. Champs-Elysées, (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : 3 Haussmann, (770-47-55) ; Montmartre, 18e (606-34-25).

LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Hollywood Bd, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01).

BLADE RUNNER (A., v.o.) (*) : Ambassade, (359-19-08).

BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 13e (707-28-04) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : [illegible].

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

CLASS 1984 (A., v.o.) (**) : v.f. : Bergère, 9e (770-77-58).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ;

LA COTE D'AMOUR (Fr.) : [illegible], 5e (354-50-91), h. sp.

COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JÉSUS-CHRIST (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

DOUCE ENQUÊTE SUR LA VIOLENCE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE DRAGON DU LAC DE FEU (A.) v.f. : Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15).

LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Ermitage, (359-15-71).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lazenaire, 6e (544-57-34).

LA GUERRE D'UN SEUL HOMME (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LES GUERRIERS DU BRONX (*) (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; U.G.C. Gare de Lyon, 14e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

HANKY PANKY, LA FOLIE AUX TROUSSES (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, (320-12-06).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : [illegible], 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic Saint-Germain, (222-87-23) H. Sp.

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ambassade, (359-19-08) mat. ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES [illegible] (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Richelieu, (233-56-70) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Magic-Convention, 15e [illegible] ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CRIME D'AMOUR, film français de Guy Gilles : Marais, 4e (278-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

DOCTEURS IN LOVE, film américain de Garry Marshall, (v.o.) : Quartier Latin, 5e (326-84-65) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, (633-08-22) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; [illegible], (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

HÉCATE (*), film français de Daniel Schmid : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-[illegible]77) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Olympic-Balzac, (561-10-60) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Images, (522-47-94).

UN TUEUR DANS LA VILLE (*), film américain d'Armand Mastroianni : (v.o.), Paramount-City, 8e (562-45-76) ; (v.f.), Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Orléans, (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LA VENGEANCE EST [illegible] (*), film japonais [illegible] Imamura. V.o. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

NEW-YORK, 42e RUE (A., v.o.) (*) : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, (359-36-14) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, (271-52-36) ; 14 Juillet-Racine, 6e (633-43-71) ; 14 Juillet-Parnasse, Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

LA PASSANTE DU [illegible] (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

LE PÈRE NOËL EST UNE [illegible] (Fr.) : U.G.C. Opéra, (261-50-32) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22).

PETIT JOSEPH (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

PHILADELPHIA SECURITY (**) (A., v.o.) : U.G.C. Danton, (329-42-62) ; Ermitage, (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic-Convention, (828-20-64).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

PLUS BEAU QUE MOI TU [illegible] (Fr.) : [illegible] (742-60-33) ; [illegible] (233-56-70) ; Cluny Palace, (354-07-76) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse [illegible], 14e (322-19-23) ; [illegible] Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy [illegible], 18e (522-46-01) ; [illegible] Gambetta, (636-10-96).

[illegible] (A., v.o.) (**) : [illegible] Odéon, 6e (325-59-83) ; [illegible] Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : [illegible] Opéra, 9e (742-56-31) ; [illegible] mont Montparnasse, 14e (329-90-10).

QUERELLE (All., v.o.) (**) : [illegible] Luxembourg, 6e (633-97-77).

LE QUART D'HEURE AMÉRICAIN (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; [illegible] Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; [illegible], (222-57-97) ; Biarritz, (723-69-23) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. [illegible] Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; [illegible] 19e (241-77-99).

QUE LES GROS SALAIRES LÈVENT LE DOIGT (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; [illegible] Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

THE THING (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, (359-41-18) ; v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Miramar, 14e (320-89-53) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, [illegible] (241-77-99).

TIR GROUPÉ (Fr.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; [illegible] Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOUTE UNE NUIT (Belg.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

[illegible] VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; [illegible] (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Maxéville, (770-72-86) ; Athéna, (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, (522-46-01).

VIRUS CANNIBAL (**) (A., v.f.) : [illegible] (770-72-86).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, (329-42-62) ; [illegible] (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : [illegible] Matignon, (359-31-97).

YOL (Turc, v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, (575-79-79). — V.f. : U.G.C. Opéra, (261-50-32).

Les grandes reprises

ACCELERATION PUNK (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

[illegible] (A., [illegible]) (*) : Cluny-Palace, 5e [illegible]07-76) ; Ambassade, (359-19-08) ; Escurial, 13e (707-28-04). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

ALL THE [illegible] ROLL YOU CAN EAT (A., v.o.) : Vidéostone, (325-60-34).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à films, (622-44-21).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, (359-15-71) ; U.G.C. [illegible], 13e (336-23-44) ; Montparnasse, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

L'ARNAQUE (A., v.o.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

AROUND THE [illegible] (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).

LE BAL DES MAUDITS (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46) ; U.G.C. [illegible] (225-18-45).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).

BANANA SPLIT (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

[illegible] HUR (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).

BOULEVARD DU [illegible] (A., v.o.) : A.-Bazin, 13e (337-74-39).

[illegible] (Fr.) : [illegible] Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, (544-57-34).

[illegible] 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Grand-Pavois, 15e (554-46-85).

LES CHARIOTS [illegible] FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

CHÉRIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).

LE CHIEN ENRAGÉ (Jap., v.o.) : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ A EBOLI (It., v.o.) : Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).

CINEMA PAS MORT, MISTER [illegible] DARD (A., v.o.) : Vidéostone, (325-60-34).

LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : [illegible] City, (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Raxleigh, 16e (288-64-44).

L'ÉPOUVANTAIL (A., v.o.) (*) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA FEMME [illegible] DEUX [illegible] (A., v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81).

LA FILLE PRODIGUE (Fr.) : [illegible] Présent, 19e (203-02-55).

FRANKENSTEIN [illegible] (A., v.f.) : Opéra-Night, (296-62-56).

LE GUÉPARD (It., v.o.) : Raxleigh, 16e (288-64-44).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : [illegible] Croix-Nivert, (374-95-04).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : [illegible] Ambroise, 11e (700-89-19).

HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Lumière, (246-49-07).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Halles, (278-34-15).

IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, (770-47-55).

JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).

LE LAUREAT (A., v.o.) : [illegible] Village, 5e (633-63-20).

MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

MICKEY, [illegible] PLUTO ET [illegible] EN VACANCES (A., v.f.) : [illegible] Pavois, 15e (554-46-85).

[illegible] EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

MONTY [illegible], SACRÉ [illegible] (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, (354-20-12).

NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, (337-57-47).

[illegible] CHASSEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46). H. Sp.

ORANGE MECANIQUE (A., v.o.) (**) : Arcades, (233-39-36).

[illegible] (A., v.f.) (*) : Capri, 2e (508-11-69).

LA PARTY (A., v.o.) : Raxelegh, 16e (288-64-44).

PHANTOM OF THE [illegible] (A., v.o.) (*) : Cinoches Saint-Germain, (633-10-82).

[illegible] (A., v.o.) : Action [illegible] Gauche, 5e (354-47-62).

LE PRIVÉ (A., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42).

LES RAISINS DE LA COLÈRE (A., v.o.) : [illegible] Contrescarpe, (325-78-37).

REDS (A., v.f.) : Paris-Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).

[illegible] EXPRESS (A., v.o.) : Action Ecole II, 5e (325-72-07).

LE SHERIF EST EN [illegible] (A., v.f.) : Opéra-Night, (296-62-56).

LA [illegible] (It., v.o.) : [illegible] Germain, (633-10-82).

LE TROUPEAU (Turc, v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

UN [illegible] (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, (222-87-23) ; Olympic Balzac, (561-10-60) ; Action La Fayette, (878-80-50).

[illegible] AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.o.) (*) : St-Séverin, 5e (354-50-91). — V.f. : Arcades, (233-39-36).

Les festivals

BUSTER [illegible] : Marais, (272-47-86) : les Lois de l'hospitalité.

CHANTAL [illegible] : Centre culturel [illegible] Belgique, (271-26-16), chambre. Je. Ta. Il.

FESTIVAL [illegible] : Ciné Beaubourg, (271-52-36) : en [illegible] : Despair. Gibier [illegible], l'Année des treize lunes (**).

LE [illegible] AU [illegible] DES [illegible] : Bonaparte, (326-12-12) : chaque jour : Les flics ne dorment pas la nuit ; le Coup de l'escalier ; le Doulos ; Fat City ; The Last [illegible] Show.

CYCLE NIKITA MIKHALKOV (v.o.) : Cosmos, (544-28-80), Cinq soirées (v.o.)

FESTIVAL [illegible] (v.o.) : Action La Fayette, (870-80-50). [illegible] Victory.

[illegible] 43, (770-63-40) : [illegible] PRESSE : 10 ans d'une revue (cinéma et vidéo).

A. TARKOWSKI (v.o.) : Républic-cinémas, 11e (805-51-33) ; l'Enfance d'[illegible].

LUIS BUNUEL/ALAIN [illegible] GRILLET : Denfert, 14e (321-41-01). Glissements progressifs du plaisir (**), 22 h : Tristana ; 20 h, l'Age d'or.

[illegible] NICHOLAS [illegible] (v.o.) : Espace Gaîté, (327-95-94) : en alternance : les Amants de la nuit ; les Indomptables ; les Diables de Guadalcanal.

VIENNE, BERLIN, HOLLYWOOD : LANG, WILDER, PREMINGER (v.o.) : Olympic, 14e (543-67-42), Témoin à charge.

CROISIÈRE POUR LE COURT MÉTRAGE : [illegible] arts, 16e (527-77-55).

ROBERT [illegible] (v.o.) : [illegible] Acacias, 17e (764-97-83) ; les Indomptables.

PROMOTION DU CINÉMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07). Tir groupé.

[illegible] Me QUEEN (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), en alternance : Bullitt, Nevada Smith, The Getaway, l'Affaire Thomas Crown.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), l'Etau, les Enchaînés, le Procès Paradine, Soupçons, [illegible] Edwardes, Rebecca, Lifeboat, Frenzy, Sabotage, Psychose, Mr [illegible] Smith, les [illegible].

Les séances spéciales

[illegible] (*) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

CLAIR DE TERRE (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), h.

LE CRI (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), 18 h.

[illegible] DES [illegible] (**) (Jap., v.o.) : St-André-des-Arts, (326-48-18) h.

[illegible] (**) (A., v.o.), [illegible] Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

[illegible] DE SCAPIN (Fr.) : Templiers, (272-94-56). [illegible] h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h.

LES HOMMES DU PRÉSIDENT (A., v.o.) : Templiers, (272-94-56), 21 h 45.

IF (*) (A., v.o.) : [illegible] films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

IL ÉTAIT UNE FOIS DES [illegible] HEU-[illegible] (LES PLOUFFES), Cité internationale, 14e (589-38-69), 21 h.

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (**) (Pol., v.o.) : [illegible] Galande, 5e (354-72-71), 20 h 40.

JE T'AIME MOI [illegible] (Fr.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

[illegible] MAN (A., v.o.) : [illegible] Victoria, 1er (508-94-14), h.

MEAN STREET (A., v.o.) (**) : Olympic-Luxembourg, (633-97-77), 24 h.

MÉDÉE (It., v.o.), Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

MORT A [illegible] (It., v.o.) : [illegible] Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-47-46), h.

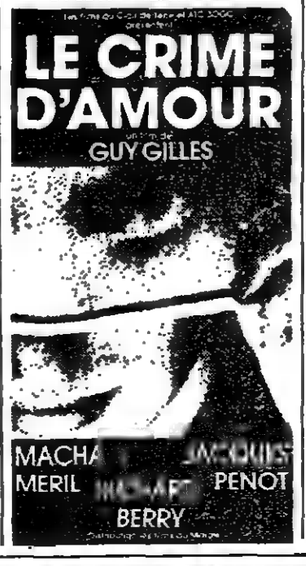
ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 18 h 15.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 50.

REMBRANDT FECIT 1669 (Holl., v.o.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), h 30.

LE [illegible] ET L'OISEAU (Fr.) : Cinoche, 6e (633-10-82), 17 h 20.

OLYMPIC BALZAC ÉLYSÉES
LE MARAIS
OLYMPIC ENTREPOT
STUDIO DE LA HARPE



Que Viva... Eisenstein!
UNE RÉTROSPECTIVE EXCEPTIONNELLE
POUR LA SORTIE DE LA CASSETTE DU CHEF-D'ŒUVRE
D'EISENSTEIN "LE CUIRASSÉ POTEMKINE".
(FILMS RARES ET INÉDITS)
COSMOS 76 rue de Rennes M° St-Sulpice 548 62 25

Dans le cadre du « Mois de la Photo 82 »

Paris Audiovisuel et le Musée d'art moderne de la Ville de Paris invitent les lecteurs du Monde à une projection en avant-première du film C.M. d'AGNÈS VARDA

ULYSSE

et à la visite des expositions de photographie de :

FEDERICO FELLINI
DUANE MICHALS
CLAUDE BATHO

Le mardi 7 décembre 1982 à partir de 18 heures au Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris

AVEC LE CONCOURS DE LA SOCIÉTÉ ILFORD

Les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des demandes, dans la mesure des places disponibles.

INVITATION POUR 1 PERSONNE (*)
2 PERSONNES

à retourner au « Monde » J.F. Couvreur, 5, rue des Italiens 75427 PARIS Cedex 09, accompagné d'une enveloppe non timbrée, [illegible] et adresse.
(*) Rayer la mention inutile.

GRAND REX - UGC ERMITAGE - UGC BIARRITZ - NAPOLÉON - LA ROYALE DISNEY - MIRAMAR - MISTRAL
MAGIC CONVENTION - UGC GOBELINS - UGC ODÉON - 3 MURAT
VERSAILLES Cyrano - SAINT-GERMAIN CZL - DÉFENSE 4 TEMPS - ENGHIEN Français - ARGENTEUIL Gamme
NOGENT Artel - ROSNY Artel - CRÉTEIL Artel - LA VARENNE Paramount - PANTIN Carrefour - AULNAY Parinor
SARCELLES Flanades - ÉVRY Gaumont - VÉLIZY - MARNE-LA-VALLÉE Artel

une explosion de joie, de rythme et d'humour
WALT DISNEY PRODUCTIONS présente
LES ARISTOCHATS
TECHNICOLOR

MICHEL LAGUEYRIE
explose à la Gaîté
« Retenez bien son nom. Vous allez passer une soirée formidable ! »
Michel DRUCKER
GAITE-MONTPARNASSE · 22H · Tél. 322.16.18

RADIO-TÉLÉVISION

UN DÉFAUT UNIVERSEL

L'information matinale [redacted] la radio : avant 7 heures, s'abstenir

De notre envoyée spéciale

Toronto. — [redacted] viens de rencontrer [redacted] journalistes heureux, des journa[redacted] « très spéciaux », [redacted] journa[redacted] de radio, [redacted] journalistes dont la plupart relèvent du service public, [redacted] journalistes venus d'un peu partout, à l'invitation de Radio-Canada, [redacted] parler métier. Ils se frottaient [redacted] mains, ils se congratulaient : [redacted] va, ça va bien, ça va même très bien.

La mer [redacted] dans laquelle nous baignons du réveil au coucher, [redacted] [redacted] l'horizon avec ses petites [redacted] ses grandes marées de [redacted] quotidiennes. Et on ne [redacted] [redacted] ce qui pourrait l'arrêter.

Ni [redacted] multiplication [redacted] [redacted] [redacted] télé par câble. Ni l'expansion en Amérique du Nord, en Amérique du Sud [redacted] bientôt, en Grande-Bretagne de la « *breakfast TV* », utilisée [redacted] fond [redacted] malgré [redacted] [redacted] efforts — y compris, au début, [redacted] Etats-Unis la présence à l'écran d'un chimpanzé hilarant — [redacted] obliger les familles [redacted] rappliquer [redacted] le [redacted] [redacted] abandonnant leurs [redacted] [redacted] [redacted] la [redacted] [redacted] [redacted] lavabo. Ni l'irruption [redacted] magnétoscopes réservés pour le [redacted] [redacted] priorité [redacted] une clientèle populaire [redacted] C et [redacted] [redacted] [redacted] Anglo-Saxons : [redacted] *Meilleur* [redacted] *mondes*, façon Huxley, [redacted] [redacted] citoyens alpha, bêta, etc., [redacted] en marche. Ni même l'explosion [redacted] radios libres, pirates [redacted] privées, appelez-les [redacted] vous voudrez, [redacted] bruissante, grésillante [redacted] sauterelles [redacted] s'abattre [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] seigneurs des ondes [redacted] pour tout bagage, [redacted] micro, des disques rock et, [redacted] l'étranger, un M. [redacted]

Ils ne s'en inquiètent [redacted] outre [redacted] A [redacted] les sons, [redacted] [redacted] [redacted] Il y a de la place pour tout le monde. Il y en a surtout, il est vrai, pour [redacted] représentants du [redacted] pu[redacted] *allemand* [redacted] [redacted] d'un quasi-monopole. Du coup, [redacted] [redacted] du [redacted] [redacted] prennent [redacted] pe[redacted] airs supérieurs et satisfaits, [redacted]tuellement réservés [redacted] Anglais dans ce genre [redacted] réunion. Il faut dire que, sur ce chapitre, celui de l'information radiodiffusée, la B.B.C. [redacted] News est [redacted] égale. De demi-heure en demi-heure, elle *fouille*, dans [redacted] [redacted] *langues*, d'un large coup de projecteur, les quatre coins de la planète, sans oublier de balayer [redacted] temps réguliers devant sa propre porte.

Aucun service, y compris celui qu'assurent [redacted] quatre autres chaînes de la B.B.C. et leurs rivales du réseau commercial, ne peut [redacted] être comparé. Sinon, soyons justes, deux chaînes, l'une [redacted] Pays-Bas, l'autre en R.F.A., qui privilégient systématiquement les nouvelles [redacted] l'étran[redacted] A titre d'échantillon au [redacted]maire [redacted] la Deutschlandfunk, mardi 30 novembre, [redacted] 7 heures (le journal dure dix minutes), [redacted] l'ordre : [redacted] réunion de l'U.E.O. [redacted] Bruxelles, [redacted] pourparlers [redacted] Genève [redacted] [redacted] limita[redacted] [redacted] armements, une déclaration de Schmidt [redacted] la [redacted] britannique sur l'implantation [redacted] [redacted] améri[redacted] en Europe, Gromyko et Caramanlis à Bonn, Fanfani présente [redacted] [redacted] gouvernement [redacted] Rome, [redacted] son [redacted] à Madrid. [redacted] à *New-Dehli*.

Ce jour-là, [redacted] Anglais s'intéres[redacted] [redacted] une nouvelle affaire d'espionnage et [redacted] [redacted] de la guerre [redacted] Malouines. De notre côté, [redacted] n'avions d'yeux, [redacted] [redacted] confondues, que pour la tempête [redacted] neige [redacted] la région Rhône-Alpes, le voyage présidentiel en Inde [redacted] le soutien-gorge d'une employée de bureau [redacted] [redacted] la justice.

Si, [redacted] jours derniers, France-Inter, Europe 1 [redacted] R.T.L. [redacted] [redacted]cré la plus grosse part, pour ne pas [redacted] la quasi-totalité de leurs bulletins [redacted] [redacted] [redacted] prises par [redacted] gouvernement, rien de plus [redacted]mal. La diminution de [redacted] préretraite [redacted] [redacted] davantage [redacted] le voyage [redacted] Reagan au Honduras. [redacted] [redacted] façon, un journal — que dis-je, un [redacted] [redacted] journaux, — [redacted]bant [redacted] [redacted] heures, [redacted] [redacted] [redacted] spéciales [redacted] la mi-journée et [redacted] fin d'après-midi, [redacted] [redacted] juger sur [redacted] certaine durée.

L'objectivité, ça n'existe pas [redacted]

Une enquête, menée à l'occasion de ce colloque auprès [redacted] [redacted] [redacted] une [redacted] [redacted] radiodiffusion, [redacted]gne une [redacted] [redacted] entre [redacted] pays d'Europe (Espa[redacted] Belgique, Portugal, Italie, France, Autriche), qui ne jugent [redacted] [redacted] [redacted] séparer [redacted] des faits du commentaire, et le reste du [redacted] occidental, où l'on est extrêmement strict sur ce point. On [redacted] [redacted] et de la [redacted] façon [redacted] [redacted] [redacted]pitre de l'objectivité.

Pour les Anglo-Saxons, les Alle[redacted] et [redacted] Scandinaves, l'objectivité, ça [redacted] C'est [redacted] premier devoir et c'est la [redacted] arme du journaliste contre [redacted] pressions du pouvoir ou [redacted] l'argent. Pour les Latins, l'objectivité, ça n'existe pas, c'est un leurre, un attrape-nigaud, [redacted] choix [redacted] subjectif, et le journaliste ne peut [redacted] [redacted] à [redacted] complète impartialité. La question [redacted] tellement explosive qu'on [redacted] n'a pas osé la soulever [redacted] Toronto. Ou [redacted] peine.

Tant mieux. [redacted] d'opposer, [redacted] *effet*, aux *fervents de l'objectivité*, [redacted] culte [redacted] la seule honnê[redacted] professionnelle quand, ce n'est [redacted] [redacted] pour personne, la main[redacted] du pouvoir [redacted] l'audiovisuel n'a jamais [redacted] moins discrète. Trois ministres [redacted] passés [redacted] moins d'un quart d'heure au micro d'Europe midi l'autre lundi. Tout nous [redacted] oc[redacted] d'inviter les membres [redacted] gou[redacted] [redacted] venir [redacted] expliquer — mot cher [redacted] [redacted] nouvelle majorité — [redacted] [redacted] le bien-fondé de leurs [redacted] [redacted]

Et l'on chuchote [redacted] [redacted] couloirs de la [redacted] Ronde [redacted] [redacted] France-Inter a été priée [redacted] changer de profil [redacted] [redacted] [redacted] entre [redacted] heures et 8 h 45, [redacted] le mois prochain, c'est parce qu'on l'a trouvée [redacted] trop [redacted]sive en haut lieu. [redacted] que l'on a déjà supprimé [redacted] chroniques [redacted] Cardoze [redacted] de Jamet !

Des nouvelles qui n'en sont pas

Puisque [redacted] [redacted] sommes à parler [redacted] [redacted] tranche horaire, première [redacted] d'information, de [redacted] la plus écoutée, admirons l'art [redacted] la manière [redacted] la découper [redacted] parts inégales, en fonction de la quantité et de la qualité [redacted] auditeurs. Et ça dans [redacted] [redacted] entier. Il s'agit là d'une grille standard. Avant 7 heures (ou 8 heures suivant [redacted] pays), [redacted] bulletins, qui [redacted] succèdent [redacted] [redacted] demi-heures à l'intention [redacted] lève-tôt, [redacted] *travailleurs postés*, des cols bleus, [redacted] « C », [redacted] « D », [redacted] terriblement [redacted] renfermé. Ils sont bien [redacted] bons, semble-t-il, pour ceux qui se bousculent devant les portillons du métro ou les horloges pointeuses, [redacted] l'heure où [redacted] intellectuels, les [redacted] blancs, [redacted] « A », [redacted] « B » [redacted] droit à un journal complet, suivi d'une revue [redacted] presse [redacted] la mesure de leur curiosité [redacted] de leur ins[redacted]

De la même façon, [redacted] femmes au foyer, trop occupées à habiller [redacted] à nourrir leur nichée pour [redacted] [redacted]tentivement cette édition spéciale réservée aux mâles de race [redacted]sienne, pour qui boulot rime [redacted] [redacted] et bureau, n'auront droit [redacted] leur tour, passé [redacted] heures du matin, qu'à des faits divers ou à [redacted] nouvelles qui n'en [redacted] pas, du style, je n'in[redacted] rien — : « *L'enfant qui [redacted] disparu, il y a dix-neuf jours, dans la région* [redacted] *Cannes, n'a pas* [redacted] [redacted]*trouvé par les gendarmes.* »

Il y a plus grave. Le succès remporté auprès [redacted] jeunes de [redacted] [redacted] par [redacted] radios libres, [redacted]clines [redacted] réduire l'information [redacted] quelques borborygmes, coincés en[redacted] deux [redacted] [redacted] laissaient rêveurs nos confrères. Ils en étaient [redacted] se demander si, [redacted] l'avenir, on ne devrait [redacted] raccourcir, simplifier et entrelarder de rock les [redacted] plus étoffées, habituellement programmées en fin d'après-midi au retour des classes. Histoire d'arracher les [redacted] à la [redacted] Au risque [redacted] les décerveler [redacted] [redacted] [redacted] écarter plus tard de leur droit [redacted] de leur devoir [redacted] [redacted] tenir informé. [redacted] risque de saper ainsi les bases mêmes de la démocratie.

CLAUDE SARRAUTE.

PRESSE

En Italie

LE « CORRIERE DELLA SERA » EST MIS EN VENTE

(De notre correspondant.)

[redacted] — Le [redacted] d'éditions Rizzoli et le grand quotidien *Corriere* [redacted] [redacted] qui en fait partie, sont [redacted] [redacted] en vente, depuis la diffusion, [redacted] [redacted] novembre, d'un communiqué de la [redacted] [redacted] La Centrale [redacted] qu'elle avait [redacted] mandat de la *direction* [redacted] [redacted] *de commencer* [redacted] tractations en vue d'une cession.

La Centrale, [redacted] financière dépendant de [redacted] Ambrosiano, qui détient [redacted] [redacted] du [redacted] Rizzoli-Corriere della sera, [redacted] depuis plusieurs semaines en litige [redacted] [redacted] direction [redacted] groupe. Celui-ci [redacted] en grave difficulté financière, [redacted] [redacted] dettes de [redacted] milliards de [redacted] et La Centrale entendait obtenir un mandat l'autorisant [redacted] réaliser [redacted] [redacted] partielle ou totale.

Il [redacted] possible que La Centrale décide de vendre le [redacted] titre par titre [redacted] [redacted] globalement. Une solution qui serait préférable pour [redacted] *Corriere* [redacted] [redacted] [redacted] grand quotidien de Milan qui, [redacted] [redacted] années, a [redacted] dans la [redacted] [redacted] [redacted] chute [redacted] l'empire Rizzoli (*le* [redacted] *Dimanche* du 28 novembre). Un comité [redacted] quatre sages [redacted] [redacted] veiller l'opération [redacted] [redacted] réalisée par La Centrale.

Parmi [redacted] acheteurs potentiels du *Corriere* [redacted] [redacted] (estimé [redacted] partir [redacted] [redacted] milliards [redacted] lires), figurent [redacted] industriels, dont M. Agnelli (Fiat, Pirelli) ou de M. [redacted] Benedetti (Olivetti). [redacted] l'hebdomadaire *Panorama*, un [redacted] [redacted] d'ache[redacted] pourrait se former autour de M. Merloni, président de [redacted] Confindustria et de M. Nesi, président de la Banque nationale du travail.

PHILIPPE PONS.

● *Grève à* Paris-Normandie. — Après [redacted] ouvriers du Livre C.G.T., vendredi soir 26 novembre, c'est la rédaction [redacted] *Paris-Normandie*, qui [redacted] décidé, lundi 29 novembre, [redacted] faire grève, empêchant le journal [redacted] paraître [redacted] mardi. La décision [redacted] in[redacted] après un vote, [redacted] [redacted] n'a été obtenue qu'à une [redacted] majorité (42 pour la grève, 37 contre, 3 [redacted]tentions). A l'annonce, jeudi, par M. Jean Allard, directeur [redacted] *Paris-Normandie*, [redacted] l'abandon [redacted] éditions du Calvados, entraînant 29 licenciements dont [redacted] de dix journalistes, ouvriers du Livre et journalistes avaient exprimé leur opposition totale à cette décision. Lundi matin, [redacted] Allard [redacted] proposé [redacted] cinq journalistes [redacted] maintenus à *Paris-Normandie* [redacted] [redacted] un des hebdomadaires de Basse-Normandie appartenant au groupe Hersant. *(Corresp.)*

CORRESPONDANCE

Le service public et les grévistes de l'audio-visuel

M. Randonneix, [redacted] *Sartrouville, nous écrit :*

Aujourd'hui le personnel de [redacted] radio-télévision [redacted] en grève... C'est son droit le plus strict.

[redacted] [redacted] [redacted] durant vingt années milité activement [redacted] la C.F.D.T. pour [redacted] aujourd'hui [redacted] par une grève.

Mais quelle n'a pas [redacted] *ma stupéfaction*, en fin de [redacted] [redacted] [redacted] présentateur anonyme [redacted] [redacted] les Français [redacted] entendre une émission réalisée par [redacted] grévistes (!) [redacted] cours de laquelle « on » exposerait [redacted] [redacted] [redacted] leur action, « on » mettrait en garde le public (à l'échelon national, [redacted] [redacted] plaît) contre le risque [redacted] démantèlement de [redacted] radio-télévision, etc.

Stupéfaction oui. Et sans doute les limites de l'inadmissible ont été ressenties par cet homme responsable (1) qui a fait couper cette émission pirate.

Stupéfaction [redacted] doute d'un grand nombre de Français, qui se sont sentis comme dessaisis de leur bien public, [redacted] profit d'une corpora[redacted] qui dipose comme toutes les au[redacted] de [redacted] légaux pour défendre [redacted] droits.

Stupéfaction devant [redacted] [redacted] pro[redacted] dignes des républiques latines ou des dictatures d'Afrique, où [redacted] commence d'abord par investir l'immeuble [redacted] la radio !

Stupéfaction [redacted] penser [redacted] des cheminots en grève pourraient utiliser librement locomotives, voitures, gares, [redacted] travers le pays pour « expliquer » leur arrêt de travail.

Stupéfaction à imaginer que les [redacted] des P.T.T. pourraient, bloquant [redacted] standards un jour de grève, appeler [redacted] [redacted] pour « expliquer » [redacted]

Stupéfaction [redacted] lire [redacted] jour [redacted] accaparées par son personnel pour y « exposer » [redacted]

Que pensez-vous d'une telle [redacted]chie dans l'esprit [redacted] responsables syndicaux qui mettent ainsi en cause [redacted] plus élémentaires principes [redacted] [redacted] ?

[redacted] [redacted] gauche, je déplore [redacted] telles attitudes qui [redacted] peuvent que renforcer [redacted] [redacted] des hommes [redacted] droite.

∴

[redacted] *Louis Canier, d'Izeure (Allier), nous écrit :*

Le mot d'ordre de grève [redacted] [redacted] [redacted] novembre par les syndicats C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., [redacted] personnels administratifs [redacted] techniques de la radio-télévision, a mis en évidence la puissance syndicale face [redacted] pouvoir d'Etat. L'un [redacted] l'autre [redacted] pas antinomiques, [redacted] peut penser qu'une [redacted] concerta[redacted] aurait pu conduire [redacted] un [redacted] *vivendi*, épargnant ainsi [redacted] auditeurs-téléspectateurs une querelle dont seuls ils font les frais : d'abord parce qu'ils acquittent les [redacted] de ce service public qu'est l'information, ensuite parce qu'on les en prive au nom de la démocratie.

En vérité, le droit de grève, reconnu par la Constitution, n'est pas *ici en question. Simplement*, [redacted] un temps où les pouvoirs publics appellent chacun à l'effort dans la modération d'exigences légitimes en fonction [redacted] juste [redacted] de priorité, il serait salutaire de mettre en regard du beau mot [redacted] démocratie celui, non moins noble, de [redacted] Or, l'un [redacted] l'autre sont affaiblis par une conception erronée des droits et des devoirs [redacted] tout citoyen responsable.

La démocratie [redacted] ne sau[redacted] [redacted] [redacted] droit du plus grand nombre. Pour qui [redacted] service public est mis en place [redacted] dont le critère fondamental [redacted] la continuité. Certes, [redacted] peut et [redacted] se [redacted] entendre, notamment par l'organe syndical, sans [redacted] perdre de vue que le soin [redacted] [redacted] publiques [redacted] été précisément [redacted] par [redacted] suffrage universel [redacted] responsables en charge devant [redacted] citoyens. C'est la [redacted] [redacted] suffrage universel qui confère [redacted] [redacted] représentants légitimité [redacted] puissance. Le contre-pouvoir que [redacted] les syndicats ne [redacted] donc se [redacted] au pouvoir [redacted] et national.

Le civisme [redacted] peut-être plus [redacted] vocable [redacted] la mode, mais il est de rigueur. L'autorité de l'Etat [redacted] [redacted]rait [redacted] [redacted] battue en [redacted] par ceux-là [redacted] qui partagent les op[redacted] du gouvernement [redacted] exercice et dont les [redacted] doivent [redacted]nir [redacted] [redacted] l'effort économique actuel [redacted] [redacted] responsables imposent [redacted] s'imposent. Il est sain de [redacted]ter, légitime de veiller [redacted] [redacted] intérêts, démocratique [redacted] [redacted] [redacted] : [redacted] pouvoir et syndicats travaillent [redacted] [redacted] registres distincts et non interchangeables. Tous [redacted] doivent se souvenir du mot de Paul Valéry : « *Si* [redacted] *pouvoir* [redacted] *fort, il nous écrase, s'il* [redacted] *faible* [redacted] *périssons.* »

(1) Le P.D.-G. [redacted] Radio-France, M. Jeanneney, a fait « couper » l'an[redacted] (*le Monde* du [redacted] [redacted]bre).

● *La* [redacted] *nationale* [redacted] *radio-télévisions* [redacted] *et indépendantes* (F.N.R.T.L.I.) vient de suspendre le mandat de M. Patrick Faure, son représentant à la commission Galabert, et d'entamer à son égard une procédure d'exclusion. La Fédération lui reproche de n'avoir pas soutenu, Radio libre-Paris et Cité-96, [redacted] aux [redacted]sions du bureau de la F.N.R.T.L.I. Récemment nommé membre titulaire de la commission, M. [redacted] [redacted] était le seul représentant de la F.N.R.T.L.I. *choisi par le ministère* de la communication. La Fédération [redacted] alors protesté contre cette décision du ministère.

Mardi 30 novembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h [redacted] [redacted] [redacted] l'Opéra [redacted] Rhin : [redacted] [redacted] [redacted] (en liaison avec France-Musique).
De Claude Debussy, adaptation de la pièce de Maurice Maeterlinck, mise en scène R. Terrason, coprod. ministère de la culture. Avec l'Orchestre philharmonique de Strasbourg sous la direction de R. Giovaninetti, directeur des chœurs J. Blanc. Réal. P. Ducrest. Avec A.-M. Blanzat, E. Weingarten, E. Conquet, L. Kosma, E. Blanc, R. Soyer, X. Tamalet.

[redacted] h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h [redacted] Cinéma : les Sept Jours de janvier.
Film espagnol [redacted] J.-A. [redacted] (1979), [redacted] M.-A. Egea, M. Robinson, V. Mataix, J. François, A.-A. Lopez.
[redacted] Madrid, quelques mois après la mort de Franco, un jeune aristocrate, appartenant [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] droite, prépare un attentat contre des avocats de gauche, défenseurs [redacted] grévistes.
D'après un sanglant fait divers réel. Bardem, prend posi[redacted] contre les séquel[redacted] du fascisme. Un propos estimable et sincère pour un film, malheureusement, raté.

22 [redacted] [redacted] Histoires courtes.
« Rendez-vous hier », de G. Marx.

23 [redacted] 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR [redacted]

20 h 33 [redacted] minute [redacted] de M. Cyclopède.

[redacted] h [redacted] Cinéma : [redacted] Prisonnier [redacted] [redacted] 2e Avenue.
Film [redacted] [redacted] M. Frank (1975), [redacted] J. Lemmon, A. Bancroft, G. Saks, E. Wilson, F. Stanley, M. Stuart.
Un petit bourgeois new-yorkais souffre du bruit, des pannes d'ascenseur et des nuisances de la vie moderne. Il perd sa situation [redacted] fait une dépression nerveuse. Sa f[redacted] réagit avec énergie. D'après une pièce de Neil Simon. Mise en scène [redacted]

22 h 15 Journal.

22 h 25 Bleu outremer.
Emission de M. Coletti.
[redacted] une [redacted] d'Henri Salvador ; [redacted] [redacted] sur l'île de Maïo, en Polynésie française ; un groupe « tropical » de la Réunion, le groupe Caroussel ; un document sur l'île du Salut, en Guyane ; pour finir, Philippe Lavil, musicien martiniquais.

[redacted] [redacted] 40 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

20 h, Dialogues : Religion et révolution, avec C. Jambet et D. Shayegan.

[redacted] [redacted] 30, Nuits [redacted] : les catacombes.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 35, Opéra (en simultané avec TF 1) : « Pelléas et Mélisande », de Debussy, par l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir. R. Giovaninetti. (Voir programme TF 1).

[redacted] h [redacted] La nuit sur France-Musique : 23 [redacted] 35, Jazz-Club.

Mercredi 1er décembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

10 [redacted] 15 [redacted] plus.
11 h Télévision scolaire.
12 h Météorologie.
12 [redacted] 10 Juge box.
12 [redacted] 30 [redacted] cœur.
13 h Journal.
13 [redacted] 35 [redacted] métier [redacted] demain.
Des métiers de la [redacted] moderne.
13 h 55 [redacted]
15 h 45 Jouer le jeu de la santé.
15 h 55 Les pieds au mur.
[redacted] h 25 Le village dans les [redacted]
[redacted] [redacted] [redacted] [redacted] d'en rire.
19 h 5 A la une.
[redacted] [redacted] 20 Emissions régionales.
19 h 45 S'il vous plaît.
[redacted] h [redacted] Tirage du Loto.
20 [redacted] Journal.
20 h 35 Les mercredis de l'information : *La guerre sans dentelles.*
[redacted] [redacted] M. Thoulouse, enquête de N. [redacted] et J. Churchill.
[redacted] [redacted] jeunes [redacted] [redacted] [redacted] l'U.S. Army. Lavage [redacted] cerveau et sévices corporels.
21 [redacted] [redacted] Concert : Symphonie no 1 de Brahms.
Par [redacted] national [redacted] [redacted] [redacted] [redacted] direction d'E. Jochum.
22 [redacted] 25 Documentaire : Cinéma indien.
Le plus grand cinéma [redacted] monde. Émission de M.-P. Cavalier, réal. D. Martiny et R. Fruytier.
23 [redacted] 20 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 [redacted] 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h Journal.
12 h 05 Jeu : l'Académie des neuf.
12 [redacted] 45 Journal.
[redacted] h [redacted] [redacted] 2 [redacted]
[redacted] [redacted] [redacted] Série : La vie des autres.
14 h [redacted] [redacted] [redacted] l'aventure.
Plongée [redacted] Coumo d'Hyouarnedo (Pyrénées), de P. Beaumard.
14 [redacted] [redacted] Dessins animés.
15 h 05 Récré A 2.
17 [redacted] 10 Platine 45.
Avec [redacted] *Couture,* [redacted] *Forbans, P. Timsit...*
17 [redacted] [redacted] Terre des [redacted]
De A. Bougrain-Dubourg, Indira Gandhi, l'écologiste.
[redacted] h 30 C'est la [redacted]
18 h [redacted] Jeu : Des chiffres et des lettres.
[redacted] h 20 Emissions régionales.
[redacted] h 45 Le théâtre de Bouvard.
[redacted] h Journal.
20 [redacted] 35 Téléfilm : [redacted]
D'après [redacted] roman [redacted] Delacorta, [redacted] M. Treguer. [redacted] J.-P. Kalfon, A. Gauthier, L. Lovich, J.-P. [redacted]
Un homme et une femme rêvent de leur vie dans leur chambre, [redacted] défaut de la vivre. Jean-Pierre Kalfon y fait un bon [redacted] *d'acteur dans un rôle de farfelu.*
22 h [redacted] Magazine : Cinéma-cinéma.
A la recherche de David Goodis : Samuel Fuller : Hommage à King Vidor ; Elia Kazan, etc.
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

15 h En direct de l'Assemblée nationale
18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Court métrage.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
Il était une fois l'espace.
20 h Les jeux.
[redacted] h 33 La minute [redacted] de M. [redacted]
Jouons à pince-académicien.
[redacted] [redacted] [redacted] : Série : Guillaume [redacted] Conquérant.
Réal. [redacted] Grangier, avec M. Bellon, J. Terry, E. Petrus.
Cinquième épisode ; le voyage [redacted] de [redacted] en [redacted] chargé [redacted] message [redacted] pour Guillaume : une fresque bien mise en scène pour les enfants et les [redacted]cents.
[redacted] [redacted] 30 [redacted] l'œuvre et la vie de Woody Allen.
22 h 25 Journal.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Quatuor pour cordes no 3 opus 18 de [redacted] *par le Quatuor Parrenin.*

FRANCE-CULTURE

[redacted] h 7, Matinée des sciences et des techniques.
10 h 45, Le livre, ouverture sur la vie : remise du prix Jean Macé.
11 h 2, La musique prend la parole : paramètres analogiques, paramètre digital (Schoenberg).
12 h 5, Nous tous chacun.
12 h 45, Panorama : spécial Chine.
13 h 30, Interphone : [redacted] journée [redacted] Michel Decoust, par M. Reverdy ; (et à 17 h [redacted] et 20 h).
14 h, Sons.
14 h [redacted] Un livre, des voix : « Folle alliée », de [redacted] Luneau.
14 h 47, L'école des parents et des éducateurs.
15 h 2, Les après-midi de France-Culture : Le monde au singulier ; [redacted] 15 h 30, Promenade ; à 17 h, Roue libre.
18 h [redacted] Feuilleton : Les voyageurs sur la Terre.
19 h 25, Jazz à [redacted]
19 h 30, La science en marche : promenade au jardin des [redacted]
22 h 30, Nuits magnétiques : Laurie Anderson.

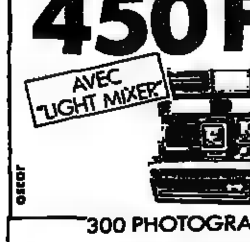
FRANCE-MUSIQUE

12 h 35, Jazz : Tout Duke.
13 h, Jeunes solistes (en direct du Studio 11[redacted]) : œuvres de Couperin, Muffat, J.S. [redacted] Rameau, par [redacted] Bouvard-Uyama, [redacted]
14 h 4, Microcosmos : Le coin des enfants ; 14 h 10, Un quart [redacted] avec la [redacted] [redacted] Radio-France ; [redacted] de Haydn ; 14 h 30, Chansons occitanes pour enfants : la musique en dehors des notes ; 15 h, La musique et son public : œuvres de Berlioz, Gossec, Cambini, Le Sueur, Couperin ; 15 h 40, Zappa et compagnie ; [redacted] vos crayons ; 16 h, Le jeu ; 16 h 30, En marge. Haute infidélité.
17 h 2, Repères contemporains : œuvres de Jolas, Tessier.
17 h 35, Les intégrales : des œuvres [redacted] Szymanovski.
19 h 38, Jazz.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (donné à la mairie du 5e arrondissement de [redacted] le 23 août 1982) : « Scènes d'enfants » et « Carnaval » de Schumann par T. Dussaut, piano.
21 h 30, Concert (donné [redacted] la salle Pleyel [redacted] Paris) : « Symphonie no 1 » de Brahms, par l'Orchestre national [redacted] France, [redacted] E. Jochum.
22 h 15, La nuit sur France-Musique : Le club des archives ; 23 h, œuvres de Tchaïkovski, Lalo, Schubert, Mozart.

CHEZ PHOX PAS D'INTOX

450 F

AVEC "LIGHT MIXER"



[redacted] [redacted] développement instantané. Automatique, prises de vue à partir de 1,20 m, flash enrichisseur [redacted] lumière.

phox

CHEZ [redacted] PAS D'INTOX.

300 PHOTOGRAPHES DANS TOUTE LA FRANCE

LES LILAS : PHOTO CINE RECORD - 151, [redacted] de [redacted] - [redacted] 362 71 31
LIVRY-GARGAN : [redacted] [redacted] CENTER 30 [redacted] Bd Chanzy - Tél. [redacted]
PARIS 2e : PHOTO CINE [redacted] - [redacted] Passage [redacted] - Tél [redacted]39
PARIS 11e : CENTRAL CINEPHOT 241, [redacted] [redacted] - [redacted] 371 60 72

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 1er DÉCEMBRE

— Notre [redacted] [redacted] *Niedergang*, [redacted] [redacted] de l'émission « Plaidoyer » sur R.M.C. [redacted] 8 h 30 à l'occasion du voyage de M. Reagan en Amérique latine.

— M. *Philippe Chatrier*, président de la Fédération française [redacted] de la Fédération internationale de tennis, est reçu au journal de TF 1 à 13 h.

— M. *Louis Mermaz*, président de l'Assemblée nationale, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter à 19 h 15.

— M. [redacted] *Mignot*, délégué général [redacted] l'emploi, est [redacted] du journal d'Europe 1 à 19 h 30.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Accessoires

Si l'accessoire est défini par le *Robert*, comme *« petit objet nécessaire à une représentation théâtrale »*, on peut affirmer en termes de mode, qu'il représente l'élément mettant en valeur la silhouette. C'est ce principe qu'exploite avec bonheur Isabel [illegible] au 16 de l'avenue Montaigne [illegible].

Ancienne styliste d'accessoires de chez *Christian Dior*, elle propose des sacs, des ceintures, des colliers, des boucles d'oreilles, des bracelets et des gants, des châles.

Les ceintures de passementerie, ornées du gland maison, mêlent plusieurs coloris en fins traits [illegible] couleurs [illegible] parfois agrémentées [illegible] dures, de graines ou de billes de bois. La soie thaïlandaise, taillée [illegible] *souple corselet, gansée de* chevreau métallisé, se drape facilement, tout comme se pose [illegible] ceinturon de cuir et soie clouté.

Les sacs sont en mélanges de matières précieuses et pratiques : soies et chevreau. Le manchon est rectangulaire, à porter aussi en baudrier, comme les modèles de jour à glands, et fermeture à glissière. Les uns et les autres existent en quatre coloris chauds, grenat, roux, prune et bleu, tandis que le sac bandoulière en fausse fourrure suggère soit l'astrakan, soit le mouton.

Les châles et les étoles vont du cachemire noir, frangé de vison et de passementerie noire et or, se portant sur un blouson, un manteau, voire une robe du soir. Les capes, doubles et réversibles renouvellent le genre, en eux noirs, noir et fauve, entièrement gansées.

Les prix vont de la ceinture corselet [illegible] 600 F au cabas géant à [illegible] 800 F et les gants en veau velours clouté sont à 900 F.

NATHALIE MONT-SERVAN.

UNE NOUVELLE GRIFFE : PHILIPPE GUIBOURGÉ. — A cinq ans, Philippe Guibourgé *trouve enfin un commanditaire* lui permettant de lancer sa propre griffe. Il s'agit du groupe japonais Renown, [illegible] du prêt-à-porter [illegible] le plan mondial, pour qui [illegible] parisien représentera le haut de gamme. Ancien bras droit de Marc Bohan chez *Christian Dior*, c'est lui qui, il y a huit ans, a créé le prêt-à-porter *Chanel*.

Dans un premier temps, sa collection sera destinée aux Japonaises, sur des prototypes réalisés à Paris, en tissus français et italiens, confectionnés ensuite à Tokyo, avant le lancement aux États-Unis. Entre-temps [illegible] place l'appareil de fabrication et [illegible] France, sans doute en 1984.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi [illegible] et mardi [illegible] novembre :

UN DÉCRET

● *Relatif aux prêts* [illegible] tionnés [illegible] modifiant l'article R. 331-71 du [illegible] de la construction et de l'habitation.

DES ARRÊTÉS

● Fixant les [illegible] modalités d'assiette [illegible] la taxe due à l'associa[illegible] les Centres techniques [illegible] tériaux [illegible] composants pour la construction.

● Fixant [illegible] conditions [illegible] prunts [illegible] départements, [illegible] et leurs groupements, territoires d'outre-mer, régions, [illegible] et d'industrie, chambres de métiers, ports [illegible] établis[illegible] publics gestionnaires d'aéroports [illegible] organismes [illegible] la garantie [illegible] ces collectivités [illegible] prévues par [illegible] des communes.

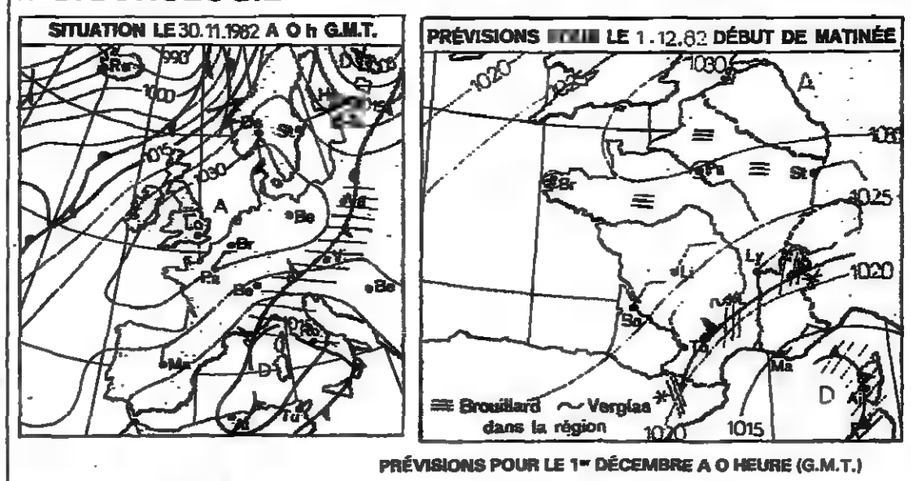
● Fixant [illegible] applicables dans [illegible] téléphoniques en[illegible] la France, d'une part, [illegible] Bolivie, le Botswana, Brunei, la Guyane, [illegible] Suriname, d'autre part.

● Fixant [illegible] pératives artisanales admises, pour [illegible] période du 1er juillet 1982 au 30 juin 1983, [illegible] dispositions [illegible] 69 [illegible] 266 du [illegible] publics.

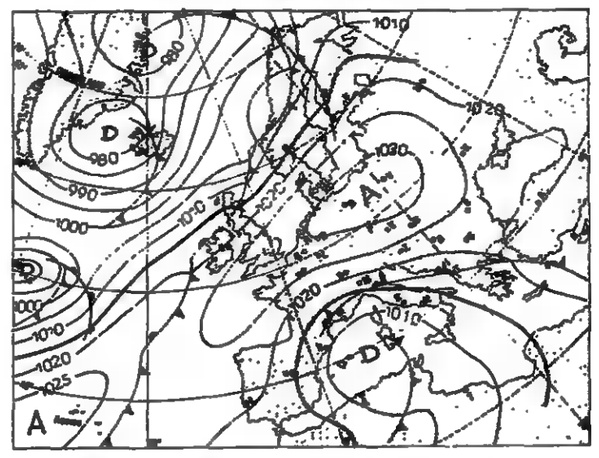
UNE CIRCULAIRE

● Prise [illegible] application [illegible] [illegible] avril 1[illegible] [illegible] décrets du 5 juillet 1982 (prêts au Français rapatriés d'outre-mer).

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 1er DÉCEMBRE A O HEURE (G.M.T.)



Evolution probable du temps en France entre le mardi 30 novembre à 0 heure et le mercredi 1er décembre à minuit :

La France sera partagée en deux, la moitié nord sera sous la protection de hautes pressions et bénéficiera d'un temps sec, froid mais brumeux ; la moitié sud restera sous l'influence d'une dépression centrée sur les Baléares qui dirigera de l'air chaud et humide vers les régions du [illegible].

Mercredi, le ciel restera très chargé sur toutes les régions au sud d'une ligne Bordeaux-Mulhouse. Il pleuvra abondamment sur la Corse, le littoral de la Méditerranée et le sud des Alpes. Sur les Alpes, le Jura et le Massif Central quelques flocons de [illegible] le matin, puis, [illegible] l'après-midi, recrudescence [illegible] averses de neige à basse altitude.

Sur les régions au nord de Bordeaux-Mulhouse, temps froid et brumeux le matin, puis développement d'éclaircies et, l'après-midi, belles périodes ensoleillées. Dans l'ensemble, 0 à ~ 2 degrés au lever du jour, 2 à 4 degrés sur les côtes de la Manche et de l'Atlantique, 6 à 8 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, environ 5 à 6 degrés sur la moitié nord et le Centre-Est, 7 à 8 degrés sur le Sud-Ouest et à peine plus de 10 degrés en bordure de la Méditerranée. Le vent soufflera de l'est ou du nord-est et se renforcera vers les Alpes et le Massif Central.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 30 novembre 1982, à 7 heures, de 1 031,7 millibars, soit 773,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 novembre ; le second le minimum de la nuit du 29 au 30 novembre) : Ajaccio, 15 et 5 degrés ; Biarritz, 7 et 3; Bordeaux, 6 et 4 ; Bourges, 6 et 2 ; Brest, 9 et 2 ; Caen, 8 et 2 ; Cherbourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 3 et 1 ; Dijon, 5 et 4 ; Grenoble, 4 et 3 ; Lille, 8 et 1 ; Lyon, 4 et 4 ; Marseille-Marignane, 11 et 5 ; Nancy, 5 et 2 ; Nantes, 8 et 2 ; Nice-Côte d'Azur, 17 et 11 ; Paris-Le Bourget, 5 et 1 ; Pau, 7 et 2 ; Perpignan, 8 et 7 ; Rennes, 8 et 0 ; Strasbourg, 6 et 3 ; Tours, 7 et 1 ; Toulouse, 6 et 3 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 8 degrés ; Amsterdam, 6 et 2 ; Athènes, 19 et 13 ; Berlin, 3 et 1 ; Bonn, 5 et – 4 ; Bruxelles, 3 et 1 ; Le Caire, 21 et 8 ; Iles Canaries, 21 et 16 ; Copenhague, 7 et – 2 ; Dakar, 26 et 23 ; Djerba, 18 et 12 ; Genève, 5 et 5 ; Jérusalem, 14 et 5 ; Lisbonne, 15 et 7 ; Londres, 6 et – 2 ; Luxembourg, 3 et 1 ; Madrid, 10 et – 1 ; Moscou, 0 et 0 ; Nairobi, 21 et 13 ; New-York, 10 et 5 ; Palma-de-Majorque, 15 et 10 ; Rome, 15 et 12 ; Stockholm, 4 et – 3 ; Tozeur, 16 et 10 ; Tunis, 17 et 10.

L'EVOLUTION POUR LA FIN DE LA SEMAINE

L'axe de hautes pression qui persiste depuis le proche Atlantique jusque sur le nord de l'Europe maintiendra des [illegible] anticycloniques sur la majeure partie de la France. Toutefois, au voisinage de la dépression de Méditerranée en voie de résorption, le temps perturbé du sud-est de la France s'améliorera lentement. Par ailleurs, en fin de semaine, une lente baisse du champ de pression se produira par le nord-ouest en marge méridionale du flux perturbé qui circulera des îles Britanniques au nord de l'Europe.

Jeudi, le temps sera encore nuageux de la Méditerranée aux Alpes, au Massif Central et aux Pyrénées, avec quelques pluies éparses (neige à [illegible] altitude sur [illegible] Alpes et du [illegible] Central). Une [illegible] se développera par le [illegible] mais [illegible] d'est [illegible] forts près [illegible] la frontière. Sur le reste de la France : temps froid et brumeux le matin avec légère accentuation [illegible] gel [illegible] l'intérieur [illegible] brouillards parfois givrants [illegible] à [illegible] passion lente, éclaircies l'après-midi.

De vendredi à [illegible] poursuivra [illegible] le Sud-Est où [illegible] deviendront [illegible] les vents d'est resteront [illegible] forts surtout en mer. Ailleurs, le temps [illegible] et brumeux persistera également avec [illegible] gelées [illegible] brouillards givrants, surtout [illegible] du Centre au Nord-Est. Les [illegible] deviendront cependant plus belles dans l'Ouest et s'accompagneront d'une légère [illegible] des températures. Par ailleurs, [illegible] Bretagne [illegible] dres, les vents s'orienteront au sud-ouest et le temps deviendra plus doux et plus nuageux.

(Document établi [illegible] le support technique spécial [illegible] la Météorologie nationale.)

BREF

COMMUNICATION

LE BILAN DE VELIZY. — A trois semaines de la clôture officielle de l'expérience Télétel 3-V, le Centre de perfectionnement des journalistes organise, du 8 au 10 décembre, une session sur le thème « Vélizy à l'heure du bilan ». Tous les partenaires de la première expérience française de télématique grand public participeront à ces trois journées d'information : l'administration, les prestataires de services et les utilisateurs, professionnels ou domestiques. Tous pourront s'exprimer et librement parler de leur expérience et dialogueront avec les autres intervenants.

★ C.P.J., 33, rue du Louvre, 75002 Paris, tél. 508-86-71.

EXPOSITIONS

LANGUES ANCIENNES. — L'Association régionale [illegible] des professeurs de langues [illegible] des académies de Paris, Créteil, Versailles (ARELAP) organise du premier au 15 décembre 1982, à la librairie Larousse, 111, rue des Écoles, 75005 Paris, une exposition sur le thème : « De nouveaux outils pour un nouvel enseignement des langues anciennes ».

Entrée libre, les 7, 8, 10 et 14 décembre de 14 h. à 18 h.

FESTIVALS

SOUS LA MER. — Du 8 au 12 décembre [illegible] le neuvième Festival mondial de l'image sous-marine d'Antibes - Juan-les-Pins. Cette manifestation, qui est la grande fête du monde sous-marin, comprend un [illegible] film, diaporama, diapositive, photo [illegible] photo [illegible] et blanc ; quinze nations y sont inscrites cette année.

★ Spondyle Club, 4, rue du Printemps, 06160 Juan-les-Pins, tél. [illegible] 61-23-13.

FORMATION PERMANENTE

DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE. — L'Institut des techniques d'administration publique organise un stage de perfectionnement aux collaborateurs des administrations, des services publics et des collectivités locales, du 1er au [illegible] décembre : « Vers le documentaire électronique. »

★ I.T.A.P., 37, boulevard d'Auteuil, [illegible] Boulogne-Billancourt, tél. 605-18-15.

LANGUES

L'ANGLAIS PAR LE THÉATRE. — Des cours d'anglais par le théâtre sont organisés à l'attention des adolescents de douze à dix-huit ans, tous les [illegible] de 14 h. 30 à 16 h. 30, depuis le début novembre par le Centre culturel canadien.

Les méthodes utilisées feront appel au jeu théâtral, à l'improvisation dramatique ; les ateliers seront dirigés par des étudiants canadiens spécialisés en théâtre ; les cours sont gratuits.

★ Service des échanges universitaires et scolaires, Tél. : 551.35.73, poste 222. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine, 75007 Paris.

RENCONTRES

AU CERCLE RÉPUBLICAIN. — Le Cercle républicain organise chaque mois des « rencontres » selon une formule un sujet, un orateur, une heure. Le 1er décembre, M. Philippe Lamour traitera de « l'aménagement du temps dans l'organisation du travail ». Le 12 janvier, le [illegible] M. Alfred Sauvy aura pour thème : « Ce qui disparaîtra, ce qui demeurera, ce qui évoluera, ce qui apparaîtra d'ici à l'an 2000. »

★ Cercle républicain, 5, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 260-60-95.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 1er DÉCEMBRE

« Paris révolutionnaire », 14 h 30, 23, rue de Sévigné, Mme Dubesme.

[illegible] de Sully », [illegible] h, [illegible] rue Saint-Antoine, [illegible] Bouquet des Chaux.

« Appartements royaux du Louvre », 15 h, métro Louvre, Mme Saint-Girons.

« Notre-Dame », 15 h, portail central, M. Serres (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Musée Zadkine », 15 h, 100 bis, rue d'Assas (Approche de l'art).

« Exposition Ouvry », 15 h, Grand Palais (Arts et curiosités de Paris).

« Du canal [illegible] à l'hôpital Saint-Louis », 15 h, métro Jacques-Bousergent, Mme Moutard (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« [illegible] de l'Assistance publique », 15 h, 47, quai [illegible] Tournelle, Mme Hager.

« L'Opéra », 13 h 30, entrée, M. Jaslet.

« [illegible] Saint-Lazare », 14 h 15, devant le [illegible] aux morts.

« Appartements royaux du Louvre », 15 h, cour du Louvre, porte Denon.

« Exposition Fantin-Latour », 15 h, Grand Palais (Paris et son histoire).

« Rues provinciales autour de Saint-Sulpice », 14 h 30, métro Saint-Sulpice (Paris pittoresque et insolite).

« Hôtels, églises, ruelles du Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« L'art irlandais », [illegible] h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

« Jardins, abbaye, [illegible] de Saint-Germain-des-Prés », 14 h 30, 2, rue Mabillon (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 h, Musée des monuments français, O. Boucher : Turquie, carrefour des civilisations : « Lydie, Carie, Lycie, de Bodrum à Antalya » (Antiquité vivante) (projections).

15 h, Musée de l'homme : « Dada ! Tzara, Ernst, Charchoune... ».

15 h et [illegible] h, 21 bis, rue Notre-Dame-des-Victoires, C. Thibaut : « La nature morte de Baugin à Zurbaran » (Peinture et civilisation).

16 h 30, 62, rue Saint-Antoine, M. Meyniel : « Le premier art gothique ».

[illegible] h, 12, rue Vivienne, A. D'Athis : « L'astrologie et la santé », et [illegible] h 45, M. Daubenton : « Que peut vous apporter la radiesthésie ? » (Ergonia).

[illegible] h 30, 47 bis, avenue Bosquet, José Zuniga : « La peinture murale mexicaine et ses [illegible] contemporains » (Centre culturel du Mexique).

18 h 30, 5, avenue de l'Opéra, Ph. Lamour : « L'aménagement du temps dans l'organisation du travail » (Cercle républicain).

18 h 30, 28, avenue George-V, [illegible] Brouwers : « New-York-Los Angeles et [illegible] h 45, « San-Francisco » (Focale [illegible] (projections).

[illegible] h 30, 26, rue Bergère, G. Lecarpentier : « Initiation à l'icône » (L'homme et la connaissance).

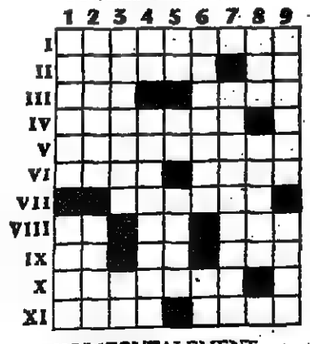
3-4-5-6 DÉCEMBRE
11e EXPOSITION INTERNATIONALE
VENTE DE
MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX
200 EXPOSANTS représentant 15 PAYS
HOTEL P.L.M.
17, bd Saint-Jacques - PARIS-14e

LA BOUGIE PARFUM
RIGAUD
PARIS
SANTAL, CHÈVREFEUILLE, CYPRÈS
Chez votre parfumeur, grands magasins et drugstores.
Diffusion France :
B. LALLEMAND,
17, rue de Châteaudun,
75009 PARIS.
Tél. : 874-05-21.

Dammarie les Lys
3000 F/MOIS
54.000 F apport personnel
(5 pièces 106 m² de 355.000 F)
PRÊTS
CRÉDIT FONCIER 7,40 %
et complément [illegible] %
Petits immeubles à 6 mn gare de Melun - Près parc et forêt de Fontainebleau. Commodités, commerçants, écoles, CEG tout près. Du 2 au 5 pièces
SEMIDA
Mairie de Dammarie les Lys
Tél : 439.48.58

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3331



HORIZONTALEMENT

I. Quand il est grand, on peut avoir envie de plonger. — II. Doit être maniée avec prudence pour éviter les blessures. En daube. — III. Ne circule plus. Pour le bouquet. — IV. En face de Mytilène. — V. Présentés en reliefs. — VI. Marque le superlatif. Mis au courant. — VII. Un recueil de prescriptions. — VIII. Bruit. Note. Si. — IX. La fin de tout. Article arabe. Ordre de départ. — X. Elève. — XI. Laxatif. Un coin d'où l'on peut surveiller.

VERTICALEMENT

I. Susceptible de [illegible] beaucoup de relations. Coupent des ponts. — 2. Agir d'une façon dégradante. Foyer qui peut être plein de charme. — 3. Gagnées par [illegible] qui [illegible] bien semer. Préfixe. — 4. Pronom. Une façon d'exprimer les choses. — 5. Soutire (épelé). Pronom. Affluent de l'Oubangui. — 6. Obligeait à reprendre la [illegible]é d'un frère. Négation étrangère. — 7. Peut [illegible] constituée par un ensemble de grosses tuiles. — 8. Pas annoncés. Se rendrait. — 9. Ville de Mésopotamie. Qui n'a donc pas son pareil.

Solution du problème n° 3330

Horizontalement

I. Trois-huit. — II. Honneur. — III. Equarris. — IV. Ru. [illegible]. — V. Melon. Ars. — VI. Orgelet. — VII. Ma. Dû. Pi. — VIII. Es. Aérium. — IX. Absurde. — X. Rail. Dais. — XI. Enlevé.

[illegible]

I. Thermomètre. — 2. Roque. As. An. — 3. Oau. Lô. Ail. — 4. Inabordable. — 5. Seringues. — 6. Hure. Rude. — 7. Urinal. I.R.A. — 8. Répudié. — 9. Tu. Estimés.

GUY BROUTY.

Au revoir en Italie

L'été est passé, les [illegible] sont désormais lointaines, mais beaucoup d'entre vous, amis étrangers, [illegible] présent le souvenir de leur séjour en Italie, un pays qui semble fait exprès pour [illegible]

De [illegible] maisons, vous ressentirez peut-être quelquefois un *peu de nostalgie pour votre pays*, où le climat est doux, la cuisine est bonne, les habitants [illegible] parmi les plus hospitaliers et amis des étrangers.

En Italie vous avez certainement goûté le bon café express qui est l'une des spécialités [illegible] les plus typiques. Nous savons que dans votre pays la cuisine italienne a de valides protagonistes et nous aimerions souligner que le vrai bon express est aussi préparé et servi de la façon la meilleure et la plus appropriée à la dégustation : [illegible] chez nous, avec le café LAVAZZA.

En fréquentant [illegible] où l'on sait préparer et servir le bon express de la traditionnelle manière vous avez trouvé la façon de renouveler le souvenir de l'Italie et de vos vacances. Le café [illegible] le symbole du bon souvenir, presque un lien [illegible] entre les gens de tous les pays *qui aiment* les bonnes choses : *celles qui se connaissent pas les frontières.*

Au revoir en Italie, amis étrangers.

Luigi LAVAZZA S.p.a.
Industrie des [illegible] torréfiés
TURIN.

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,46
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	La mm/col.	La T.T.C.
ENCADRÉES	40,00	47,04
D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT

– Ingénierie de Locaux Techniques –

Filiale d'un grand groupe français, nos activités la conception et la réalisation "clé main" de locaux techniques pour les industriels et tertiaires, (informatique, bureautique, de télécontrôle...).

Nous souhaitons confier à

INGÉNIEUR CONFIRMÉ

La Direction de Département Ingénierie (20 personnes environ), assurant la maîtrise d'œuvre de réalisations.

Agé de plus de 30 le candidat recherché possède de solides connaissances en courants forts courants faibles peut faire état d'une double expérience de **conduite de Travaux** *(si possible* TCE*)* **de Chargé d'Affaires** *en bureau d'étude ou ingénierie.*

Le niveau du poste proposé – rattaché à la Direction Générale – nécessite en outre de réelles capacités d'organisation de management : négociations internes et externes, animation des Ingénieurs Techniciens Chargés d'Affaires, contrôle des projets de leur réalisation...

Un dossier de candidature à adresser référence 75247 LM, à HAVAS CONTACT, 1 place du Palais Royal - 75001 PARIS qui directement. Discrétion absolue assurée.

CONTACT

La réputation qualité de nos **MACHINES DE HAUTE PRÉCISION** (électronique, mécanique, particulièrement de nos **MACHINES DE CONDITIONNEMENT D'EMBALLAGE** a permis I. (170 personnes; CA 45 Millions), d'avoir une croissance rapide. Nous recherchons donc notre

DIRECTEUR DE PRODUCTION

TECHNOLOGIE DE POINTE

200 - 260000

Nous lui demandons:

– de formation supérieure (A S M ou équivalent), cet ingénieur a fait ses preuves dans domaine similaire;
– polyvalent et curieux dans des domaines techniques variés (mécanique, pneumatique, électronique). Il est de plus un organisateur rigoureux et un homme compétent dans le domaine de la gestion des hommes (négociations...);
– maîtrisant bien l'anglais, il a une bonne connaissance de production informatisée (temps réel).

Nous lui apportons:

– un produit technique bâti sur know-how de haut niveau;
– un poste enrichissant avec les responsabilités d'un vrai MANAGER; rattaché au D.G. il sera responsable de l'ensemble de la gestion au plan technique financier et humain (125 personnes) de notre unité;
– un développement personnel intéressant; participant au Conseil de Direction, il pèsera d'un grand poids dans l'évolution de l'entreprise grâce à son expérience et ses compétences.

Le poste est à pourvoir à 130 km au nord de Paris.

Intéressé par cette opportunité, adresser CV, photo et rémunération actuelle sous référence 41020 LM à notre Conseil MERCURI URVAL 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

Mercuri Urval

Chambre Syndicale Paris

Secrétaire Général

Fédération Professionnelle groupant une vingtaine de Syndicats Primaires, nous recherchons pour deux de nos Chambres Syndicales, un Secrétaire Général. Il participera, en liaison avec les adhérents (entreprises de matériels et équipements mécaniques pour l'industrie, l'agriculture, le TP,...) à la définition de la politique des professions représentées. Il assurera la mise en œuvre des décisions et leur suivi ; informera et personnellement les adhérents sur les différents problèmes les concernant; aura la charge des relations avec Administrations Organisations Professionnelles, Presse... et la promotion de l'image des professions représentées. Il aura le souci constant de défense des intérêts des adhérents.

S'agissant d'un milieu professionnel bien défini, les candidats - âgés d'une quarantaine d'années - devront être familiarisés avec l'industrie mécanique et les biens d'équipement en général. Une expérience similaire dans une organisation professionnelle, une entreprise industrielle ou commerciale est un atout.

Nous vous prions d'adresser votre candidature (mentionnant vos souhaits de rémunération) sous référence 4282 à DESSEIN 69, rue de Provence - 75009 Paris qui transmettra. Elle sera examinée de façon strictement confidentielle.

devenir directeur d'une agence régionale chez un grand promoteur immobilier

PONTS, T.P., A.M., ... 200.000 F + /Paris et Régions

C'est ce que vous propose PROMOGIM. Soit en prenant directement la direction d'une de ses agences (réf. 1), soit comme adjoint avec le titre d'ingénieur développement et, à terme, la perspective d'une direction régionale (réf. 2).
PROMOGIM, spécialiste du logement aidé par l'Etat, a commercialisé depuis sa création 13.000 logements en 10 ans, villages et maisons individuelles groupées. Ces réalisations bénéficient des Prêts bonifiés d'Accession à la Propriété. Filiale de la SCREG, notre taux de croissance est souvent cité en exemple dans la profession. Voilà l'environnement dans lequel nous vous proposons de réaliser vos objectifs personnels.
Directeur d'agence régionale, c'est en fait, au niveau de sa région, être promoteur par délégation. Cumuler toutes les fonctions, être l'interlocuteur unique et permanent des clients, des fournisseurs, de l'administration. Trouver les terrains, obtenir les permis de construire et les prêts PAP, commercialiser ; en un mot, d'un terrain nu, sortir un produit vendable. Pour cela, vous bénéficiez de l'appui et de l'assistance de notre organisation : en amont, la direction foncière, en aval, la direction des travaux et la commerciale. Et pour certaines régions, vous serez assisté d'un ou plusieurs adjoints (ingénieurs développement).

De Ponts, T.P., A.M. ou équivalent, vous avez 3 à 5 ans d'expérience prise, bureau d'études ou cabinet d'architecte.
Vous êtes un spécialiste du marché, dynamique et solide.

promogim

Adressez-nous votre candidature, en précisant le du poste et la ou les régions ayant votre préférence sous référence EVC (1 ou 2) à B. de Loisy - PROMOGIM - 9, avenue Friedland - 75008 PARIS

L'ACTIVITE CHAUFFAGE ET SERVICES
d'un groupe de 3.000 personnes recherche le

Directeur administratif de sa région Ile-de-France

En liaison directe avec le directeur de region, il coordonne et anime l'activité administrative des (au global : 300 millions de francs de chiffre d'affaires, 1 personnes).
C'est avant tout un gestionnaire et un homme de caractere.
Gestionnaire, il doit avoir les competences indispensables pour assumer pleinement la responsabilite de sa charge qui implique un bon niveau comptable et la capacité d'utilisation de l'outil informatique.
Homme de caractère, il doit faire face à de multiples interlocuteurs et savoir intervenir sur le terrain.
Ce dialogue permanent necessite une aptitude certaine à la compréhension des problèmes techniques liées à des contrats commerciaux complexes.
Deux à trois ans d'experience dans une fonction équivalente sont indispensables à la bonne maîtrise du poste.

Adressez votre dossier de (C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 3259 à :

Organisation Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

GROUPE MULTINATIONAL

directeur

150 - 200.000 F

Cette A.S.F.O. du Sud-Est recherche son nouveau Directeur. Devra posséder une expérience en conception et réalisation de stages techniques et fonctionnels en industriel de P.M.I. Disposera de la plus grande la politique définie par son conseil d'administration à qui il rendra compte. Aimera les contacts, conseillera les dirigeants ou responsables de formation entreprises adhérentes. Animera une petite équipe permanents, s'entourer de vacataires compétents et assurera la gestion du Centre.

Ecrire C.V. détaillé sous réf. C 112-M

CEP annecy
37 avenue gambetta
74000 annecy

lyon, grenoble

DIRECTEUR GÉNÉRAL DIVISION

– Lieu : PARIS.
– Age minimum : 40 ans.
– Format. ingénieur grandes écoles : X, Centrale, Mines... + IEP.
– Anglais courant.
– Expérience minimum 15 ans technique et gestion avec 5 ans responsabilité de direction.
– Rémunération importante selon expérience.

Ecr. avec C.V., ph. s/réf., 3.343 à SWEERTS, B.P. 288, 75424 PARIS Cedex 09 qui tr.

DIRECTEUR DE PRODUCTION

République populaire du CONGO

Nous sommes la filiale d'un groupe agro-alimentaire français de grande notoriété.
Notre activité : exploitation et du bois.
Nous recherchons notre Directeur de Production.
Celui-ci, rattaché à la Direction Générale, a en charge :

– au niveau technique : développement des produits et des process de fabrication,
– au niveau économique : gestion des coûts et des délais,
– au niveau humain : commandement et animation de l'équipe.

Le candidat retenu sera ingénieur A.M., I.N.S.A. ; il sera reconnu et accepté pour ses compétences dans les fonctions qu'il supervisera. Par ailleurs, il aura acquis une expérience de nature similaire dans un domaine lié à la gestion de production des industries des bois exotiques.

Ecrire sous le n° 7.362, à *le Monde* Publicité, au Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

notre directeur technique Centre-Ouest

Nous sommes une affaire de premier plan la distribution (CA annuel supérieur à 2,5 MMF). L'un de nos problèmes majeurs consiste à gérer chaîne complète de distribution plusieurs produits par an, que l'ensemble infrastructures l'entreprise.

d'au moins 35 ans, ingénieur diplômé (ECP, AM...), vous géré des systèmes logistiques performants reposant sur l'informatique.

Dans une premier temps, vous gestion l'exploitation nos systèmes; très rapidement, vous devrez concevoir, et gérer de nos systèmes demain, fortement décentralisés. Pour proposons un budget (140 MF), une équipe (350 p.), un programme d' important; nous avons besoin de votre talent.

Notre consultant, A. LEROUX, vous remercie de lui écrire (réf. 4258 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

emplois régionaux emplois régionaux

Établissement public de recherches en sciences de la Terre, à vocation internationale (2.200 salariés), recherche pour sa sous-direction de l'énergie à ORLÉANS-LA-SOURCE un

INGÉNIEUR Technico-Commercial

pour la responsabilité en France et à l'étranger du développement des activités dans le domaine de la petite hydraulique. Les candidats, de formation ingénieur, devront présenter 5 à 10 ans d'expérience professionnelle.
Connaissances souhaitées en hydraulique, génie civil et montage de projets. Goût des contacts, notamment à l'étranger, requis.

Adresser lettre de candidature, curric. vitae, référ. et prétent. en référence CS/82/17-1406, à l'attention de M. PONCEAU, à L'A.N.P.E., 165, boulevard de Châteaudun, 45042 ORLÉANS CEDEX.

CENTRE SOCIAL
recrute
2 ANIMATEURS FORMATEURS
ayant expérience pour stages d'insertion sociale, 16/18 ans, de 6 mois. Salaire : 8.050 F brut. Référence CC Sraecso.

Envoyer C.V. à Centre Social Jean Gono, place des Baleines, 13140 MIRAMAS.

TRES IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL SPECIALISE DANS LA FABRICATION D'EMBALLAGES

jeune chef de produit

qui sera chargé du lancement et du développement d'une ligne de produits nouveaux.
Profil recherché :
jeune diplômé ESC possédant une première expérience réussie de la vente acquise de préférence dans le secteur conditionnement.
Poste basé à proximité Tours nécessitant de fréquents déplacements courte et moyenne durée.

Adresser lettre candidature, CV et prétentions - s/réf. , PIERRE LEMAIRE S.A. BP - 75063 qui

URGENT

la chambre de commerce et d'industrie du Doubs

recrute

1 ASSISTANT TECHNIQUE A L'INDUSTRIE ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Ce poste nécessite, outre une formation technique supérieure, le goût du contact à tous niveaux, et une expérience industrielle de plusieurs années dans les domaines suivants :

– Gestion ;
– Commercialisation de produits ;
– Implantations de locaux industriels ou aménagements de sites industriels.

Rémunération annuelle 100.000 F +

Lieu de travail : MONTBÉLIARD.

Pièces d'adc. votre cand. manuscrite c.v. et photo à : Chambre de Commerce et d'Industrie antenne de Montbéliard, 24, rue des Roses, 25200 MONTBÉLIARD.

REPRODUCTION INTERDITE

DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

---

gregory pat

Prêt-à-porter féminin
C.A. : 20 M.
recherche son :

Directeur commercial

En véritable manager, avec des qualités commerciales essentielles et une grande autonomie d'action, il assure la Direction Commerciale et l'animation [illegible] structures d'exploitation de [illegible] filiale spécialisée [illegible] la confection-distribution [illegible] vêtements féminins à manches. Définissant ses objectifs, [illegible] donne les moyens de sa réussite jusqu'aux [illegible] il répond [illegible] P.D.G. du holding.

D'une **formation [illegible] type Sup [illegible] Co...,** un [illegible] aigu [illegible] responsabilités [illegible] l'animation, [illegible] minimum, [illegible] grande disponibilité [illegible] meilleurs atouts [illegible] ce poste évolutif [illegible] **BREST.**

Ecrire lettre de candidature + C.V. + photo [illegible] prétentions [illegible] **A.C.P. ENTREPRISES**
12, [illegible] Dupleix - [illegible] BREST
Tél. : [illegible] 46.20.78 [illegible]
réf. DC/4722. Toute discrétion assurée.

entreprises

SAE

recherche pour le MOYEN ORIENT

UN DIRECTEUR DE COORDINATION DE HAUT NIVEAU

C'est le responsable sur un très grand chantier de bâtiment, de tous les travaux de second-oeuvre [illegible] des lots techniques. Ces travaux sont réalisés directement par l'Entreprise.

■ **La mission :**
- planifier l'ensemble de ces [illegible]
- organiser [illegible] coordonner les exécutions
- contrôler la qualité des réalisations [illegible] le respect du planning
- assurer [illegible] coordination avec le client.

■ **Les moyens :** pour chaque lot technique, le titulaire du poste aura [illegible] ordres un ingénieur de [illegible] de second-oeuvre assisté [illegible] plusieurs chefs de chantier. Il exercera un commandement sur environ 1.000 personnes, y compris [illegible] ouvriers.

■ **L'homme :** ingénieur diplômé [illegible] grandes écoles du B.T.P., il [illegible] une expérience [illegible] direction de travaux importants [illegible] l'étranger. Il connaît bien [illegible] travaux de second-oeuvre, la planification [illegible] la coordination de travaux importants. La pratique de l'anglais [illegible] obligatoire.

Adresser CV sous référence COMO - Service du Recrutement
S. A. E. 32, avenue de New York 75784 PARIS CEDEX 16

COFAP

DIRECTEUR FINANCIER
Paris

Notre client [illegible] un organisme financier à vocation régionale qui apporte aux entreprises les moyens de financement necessai- [illegible] à leur expansion.

Rattaché [illegible] la Direction Générale, le Directeur Financier anime [illegible] contrôle les services financier [illegible] comptable de la Société [illegible] de [illegible] filiales. Il prend [illegible] charge personnellement la part [illegible] plus spécifiquement financière de l'activité du service.

Le poste convient à un cadre de formation *supérieure commerciale [illegible] économique* (HEC, ESSEC, IEP, etc...) âgé [illegible] plus de 30 ans, ayant une bonne expérience de la fonction, acquise de préférence dans un établissement financier.
Connaissances en informatique indispensables.

Adresser CV détaillé s/réf.222/43M à :
Fran [illegible] Cadres [illegible] r. St-Augustin [illegible] Paris

---

P.M.E. (100 personnes. CA 80 millions de F) implantée [illegible] Europe et aux Etats-Unis, spécialisée dans la connexion pour industries électroniques poursuit son expansion et recherche son

Directeur commercial

pour [illegible] département connectique

Agé d'environ 35 ans, [illegible] formation supérieure. Il [illegible] prendre [illegible] charge l'ensemble des [illegible] *marketing/commercial* [illegible] responsable de la réalisation des objectifs pour les équipes françaises et étrangères.
L'Anglais est impératif et l'Allemand souhaité.
Des déplacements fréquents sont à prévoir en Europe.
Adresser C.V. et prétentions sous référence 6069 à Média-System
104, rue Réaumur 75002 Paris
qui transmettra.

média-système

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
BANLIEUE SUD DE PARIS
FILIALE D'UN GROUPE AUDIO-VISUEL INTERNATIONAL

[illegible]

DIRECTEUR

ADMINISTRATIF et FINANCIER

En prise [illegible] [illegible] Président, il [illegible] s'intégrer à l'équipe [illegible] direction [illegible] prendre en main [illegible] l'administ- [illegible] et financier [illegible] la Société.

Pour être candidat, il faut avoir [illegible] expérience concrète suffisamment longue (5 [illegible] 10 [illegible] minimum) [illegible] [illegible] avoir acquis la maîtrise [illegible] les techniques modernes [illegible] gestion, [illegible] partir d'une [illegible] générale [illegible] base.

Anglais [illegible] indispensable.

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au départe- [illegible] Recrutement du COMES, 19, [illegible] la [illegible] 75002 PARIS
(sous référence 2461)

comes

DISCRÉTION ET RÉPONSE ASSURÉES.

[illegible] Région CENTRE recherchent

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

devant prendre [illegible] charge [illegible] responsabilités de 4 comptabilités, le suivi du tableau de bord, l'organisation générale et préparer [illegible] informatique.
Expérience [illegible].
Env. C.V. et prétent. à [illegible] GESTION, réf. PM2, 32, bd Bastille, 75012 Paris.

DIRECTEUR CCIAL DYNAMIQUE

DEVELOPPEMENT VENTE FILMS VIDEO

Envoyer C.V. Films Concorde, 276, rue des Pyrénées, 75020 [illegible] - 797-33-74.

Centre informatique région Lorraine recherche
UN DIRECTEUR
Adr. C.V. man., prétent. et Ref. s/n° 7.344, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Foyer de Jeunes Travailleurs 130 lits
Banlieue proche Paris recherche

DIRECTEUR (TRICE) ADJOINTE (E)

Responsabilités :
Accueil et suivi des résidentes, et secteur socio-éducatif.
Expér. et formation exigées.
Salaire [illegible] départ : 8.000 F.

Adresser candidature et C.V. C.I.J.T.
1, rue Royer-Collard, Paris-5e.

[illegible] pour

72 - LA FERTÉ-BERNARD

DIRECTEUR(TRICE) M.J.C.

- Formation D.E.F.A. [illegible] équivalent.
- *Expérience M.J.C. ou équipement similaire souhaité.*

Env. C.V. URGT [illegible] U.N.M.J.C., 9, av. Albert-Sorel, 14000 Caen.

---

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

L'Office des Postes et Télécommunications du Gabon
recherche

son Chef de Service Informatique

Il aura la charge d'animer une équipe de 5 analystes programmeurs qui développent des logiciels de gestion sur 2 Mini-6.
Il sera responsable de la maintenance et de l'évolution des chaînes opérationnelles :
- gestion commerciale des abonnés, facturation, recouvrement
- gestion du personnel
- paye

et dirigera la réalisation [illegible] prochaines applications :
- comptabilité de l'office
- services postaux.

La connaissance du Mini-6 au niveau système sera un atout ainsi qu'une expérience de missions à l'étranger.
Avantages liés à l'expatriation.
Lieu de séjour : Libreville, contrat direct de 2 ans renouvelable.

Envoyer CV + photo, en précisant salaire actuel, à l'attention de Mme DE CLERCQ à SOFRECOM
8, rue de Berri 75008 Paris

---

dumez

Nous construisons un barrage au Maroc...

[illegible] dans la région d'Ait Chouarit à 150 km [illegible] Marrakech, cet ouvrage de 380 m de long et 135 m de haut sera construit en terre et en enrochement. [illegible] représente 10 000 000 m³ de remblais.

Pour mener à bien ce chantier important, nous souhaitons compléter nos équipes.
[illegible] recherchons plus particulièrement :

Ingénieur méthodes (réf. LM 3009)

pour concevoir l'installation du chantier, les coffrages et mener à bien les travaux [illegible] méthodes [illegible] galerie [illegible] [illegible] terrassement.

Projeteur (réf. LM 3011)

Ce cadre sera [illegible] expérimenté en matière d'implantation [illegible] [illegible] coffrage d'ouvrage de génie civil.

Dessinateurs-projeteurs (réf. LM 3010)

Chef-métreur (réf. LM 3015)

Très expérimenté, il [illegible] la liaison [illegible] les administrations ainsi que les situations de travaux.

Pour tous ces postes le séjour en famille peut être envisagé et dans ce cas la scolarité [illegible] enfants [illegible]

[illegible] d'adresser votre dossier [illegible] candidature avec CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à DUMEZ. Service [illegible] Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier.

média-système

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

---

dumez

Dumez Moyen-Orient...

Conducteurs de travaux haut niveau T.C.E.

Vous avez une expérience de dix ans environ de la conduite de travaux importants tant en gros oeuvre que second [illegible] et vous maîtrisez bien les techniques de ces différents domaines.

Nous vous proposons de prendre la responsa- [illegible] d'un secteur sur l'un de nos chantiers de construction de maisons individuelles préfabriquées que nous menons actuellement.

Une bonne connaissance de l'anglais sera nécessaire.

Pour ce poste, le séjour en famille peut être envisagé et dans ce cas la scolarité de vos enfants sera assurée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. LM 163, à DUMEZ, Service des Relations Humaines, 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier.

MEMBRE DE SYNTEC

SECTEUR AUTOMOBILE

Nous [illegible] un grand groupe industriel français (32 usines dans le Monde) intervenant dans le domaine des productions diversifiées pour l'automobile, les transports et l'industrie. Le développement des affaires à l'étranger (+ 30% par an) d'une de [illegible] Divisions [illegible] amène à [illegible]

EXPORT SALES ENGINEER

Jeune Ingénieur de formation mécanique ou physique, il parle nécessairement l'anglais et l'allemand.
Il sera l'interlocuteur technique des services études, commerciaux et fabrication auprès des constructeurs Automobiles Européens.
[illegible] carrière évolutive est possible pour un élément de valeur. Déplacements de courte durée fréquents.
Merci d'adresser votre dossier à EUREQUIP sous référence 8252 M à qui nous avons confié la recherche. [illegible] qui [illegible] garantit la plus grande discrétion.

PARIS - LONDRES - HOUSTON

EUREQUIP
Département Recrutement
15, [illegible] d'Eylau - 75116 PARIS
Tél: 553.84.73

CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

elf aquitaine

recherche
pour sa Division Organisation et Traitement de l'Information
à AMBES (Bordeaux)

UN INGENIEUR SYSTEME

PROFIL :
Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur, il devra, grâce à sa première expérience d'au moins deux ans, être rapidement opérationnel.

MISSION :
Cet Ingénieur participera au démarrage d'un système UTS 5 et d'un réseau TP sur 200 consoles.
La connaissance de GCOS3 et DM4 serait particulièrement appréciée.

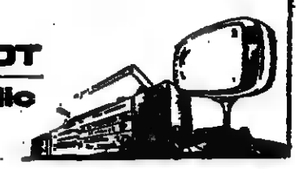
INTERET :
Perspectives ultérieures d'évolution au sein du Groupe pour des candidats mobiles géographiquement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 8/1111 à ELF FRANCE
Service Recrutement 137, rue de l'Université 75007 PARIS.

UN INGENIEUR ACHETEUR ELECTRONICIEN

L'usine d'Angers de THOMSON BRANDT, BRANCHE GRAND PUBLIC, est l'unité de fabrication la plus performante du Groupe dans le domaine des TV couleur, moniteurs visus, home computer. Elle réalise, au plan international, l'ensemble des Achats des produits nécessaires à ses fabrications.
La responsabilité de ce futur collaborateur porte sur l'achat des composants électroniques actifs et passifs (soit un budget annuel de 200 MF). Il négocie les contrats d'achats et des transports, il travaille en étroite collaboration avec les services «Etude et Recherche» et Qualité.
Une formation supérieure en Electronique et une première expérience identique sont souhaitées. Anglais courant.
Cette fonction s'inscrit dans le cadre d'une usine-pilote et d'un Groupe pouvant offrir de larges perspectives d'évolution.
Angers : ville universitaire à moins de 2 H 30 de Paris.
Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions) sous réf. 8/1111 à SELECOM.

Selecom
THOMSON-BRANDT
Branche Grand Public
225, rue du faubourg Saint Honoré 75008 PARIS



telesystemes

Systèmes de Télécommunications et d'Informatique recherche pour sa filiale bordelaise
CIREL SYSTEMES
des

INGENIEURS COMMERCIAUX

pour le Grand Sud Ouest

De préférence de formation supérieure, ils ont à leur actif une expérience probante de 3 à 5 ans de la vente auprès des PME, idéalement dans le domaine du tertiaire.
En outre, la connaissance du milieu agro-alimentaire (viticulture, céréales...) serait également appréciée pour ces opportunités à saisir rapidement.
Votre dynamisme qui constituerait les meilleurs atouts pour accélérer le développement de notre filiale.
Merci d'adresser avec CV, photo, prétentions en précisant vos délais de disponibilité à :
Corinne MASKOWYCZ, Direction du Personnel — TELESYSTEMES, 115 rue du Bac - 75007 PARIS.

LA TRADITION D'AVANT GARDE
telesystemes

Dessin

Sercel

NANTES

SOCIÉTÉ D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE EN FORTE EXPANSION
recherche

INGENIEUR DEBUTANT ENSM OU EQUIVALENT

Bonnes connaissances optique mécanique et traitement du signal.

INGENIEURS ELECTRONICIENS CONFIRMES

ETUDE : 2 à 3 ans expérience

- UN ANALOGICIEN : Basse fréquence, mesure très bas niveau
- UN ANALYSTE : Calculs scientifiques. Langages Fortran et autres langages évolués. Langage assembleur Motorola 6800.

PRODUCTION CONTROLE : 3 à 5 ans d'expérience

- INGENIEURS prenant en charge la responsabilité d'un secteur de contrôle.

Faire C.V. et photo à SERCEL - BP 64 - 44471 CARQUEFOU Cedex

IMPORT. GROUPE FRANÇAIS recherche

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Lieu : région OUEST
Age min. : 30 ans. Expérience fabrication tubulaire, tôlerie carrosserie, études produits. Rémunération selon expérience. Ecrire avec C.V., photo et réf. 3.342 à SWEERTS, B.P. 269, 78424 Paris Cedex 09, qui tr.

INGENIEUR MECANICIEN ou ELECTROMECANICIEN

Depuis 5 ans au moins, vous exercez une fonction de responsable en production automatisée. C'est dire que vous êtes un véritable spécialiste et que vous maîtrisez tous les aspects de votre métier.
Vous vous sentez d'ailleurs au tournant de votre carrière et aimeriez bien lui donner une nouvelle orientation.
La Direction de la Formation de l'AFPA vous en offre l'opportunité pour *son Centre Pédagogique et Technique de LYON et vous propose, au* sein de l'unité de mécanique générale, une

TRIPLE MISSION D'ETUDE, DE CONSEIL et DE FORMATION :

- Concevoir et expérimenter les programmes de formation,
- Suivre les enseignants en place, assurer leur perfectionnement, les maintenir au courant des évolutions techniques de leur spécialité,
- Contribuer les stages technico-pédagogiques auprès des formateurs professionnels destinés à devenir des formateurs AFPA,

Enfin, coordonner ces actions au sein de l'AFPA en tenant compte des besoins exprimés par les entreprises régionales.
Intégré dans une équipe dynamique d'une dizaine d'enseignants - ingénieurs et techniciens - vos projets impliquent de la part du candidat bonne formation pour la transmission des connaissances appliquées au monde industriel avec toutes les qualités humaines que cela comporte.
Des connaissances en conception numérique CAO, CFAO et informatique industrielle seraient appréciées.
Si vous êtes intéressé par cette offre, adressez rapidement votre C.V. manuscrit à la Direction Technique et Pédagogique de LYON, boulevard de Jodino - 69200 VENISSIEUX -
A l'attention de M. PELOSSE

afpa
DES METIERS QUI VIVENT !

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer) emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour
Afrique francophone

CHEF DE CENTRE

Responsable du développement commercial, il assurera la gestion globale d'une unité autonome (+ 100 personnes) spécialisée dans la maintenance industrielle.

Le candidat, ingénieur de formation, justifiera d'une expérience réussie dans le même type de fonction où il aura pu développer ses qualités de négociateur, gestionnaire et animateur.

Envoyer lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions à N. 2558
PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

LA CIMENTERIE ASMENT DE TEMARA

Aïn-Attig (12 km de RABAT, MAROC)
Capacité nominale 625.000 tonnes/année

CHERCHE

I) INGÉNIEUR CIMENTIER de haute et longue expérience. Poste contractuel de 3 à 5 ans renouvelable.

II) GÉOLOGUE confirmé pour campagne de sondages carottés, Évaluation des réserves de la carrière et Établissement d'un plan global d'exploitation.

Recrutement contractuel de 4 ans minimum.

Ecrire directement à la Société,
c.v., Références et Prétentions.
Discrétion assurée.

DIRECTIONS

E.T.T. TOP-INTER pour CÔTE-D'IVOIRE

1 CHEF DE CENTRE

- Bon gestionnaire ;
- Esprit commercial,

35/40 ans.
Expér. BRIQUE NOIRE. Poste mission longue durée avec possibilité d'évolution du statut vers une fonction permanente.

Adr. C.V. + photo : 206, rue Saint-Honoré 75001 PARIS.

Recherche secrétaire trilingue, expérimentée, allemand, *anglais, français*, sténodactylo. Prière envoyer C.V. à International Bank, B.P. 147, Monte-Carlo.

DIE NASE IM TREND INTERNATIONALE HAARDESIGNER
F sucht aus in Aachen sucht.
Spitzengehalt wird geboten. Wohnung vorhanden. Zuschriften bitte an...
Ecr. s/n° 7.347 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75427 Paris.

GROUPE IMPLANTÉ EN AFRIQUE

DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES POUR SES SOCIÉTÉS AFRICAINES

- Formation D.E.C.S. ou équivalent. Expérience professionnelle indispensable.
- Aura en charge :
  - la supervision des Services Comptables,
  - le contrôle de gestion,
  - les déclarations fiscales et sociales,
  - les bilans,
  - le reporting mensuel à la Direction du Groupe.
- Rémunération annuelle équivalente à 390.000 FF.
- Logement, personnel de maison et voiture de fonction assurés.
- Statuts et avantages Expatriés.

Envoyer curric. vitae + photo + lettre manuscrite sous le n° 2.611, à OPLEC, 2, rue Séguier, 75001 Paris, qui transmettra.

L'INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN DE FLORENCE recrute :

UN PROFESSEUR (A3) A TEMPS PLEIN POUR SON DÉPARTEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Durée du contrat comprise entre 3 et au maximum 7 ans. Des contrats de plus courte durée peuvent être envisagés éventuellement. Seuls les candidats occupant une fonction équivalente dans une université ou une institution de recherche seront pris en considération.

Les demandes d'information et les candidatures, à envoyer avant le 1er mars 1983, sont à adresser au :

Chef de Département des Sciences Economiques,
INSTITUT UNIVERSITAIRE EUROPÉEN,
BADIA FIESOLANA,
I-50016 SAN DOMENICO DI FIESOLE (FI).
Téléphone : (55) 477931 APP. 230.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, afin qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

MOËT & CHANDON

Dans le cadre de notre expansion Vins et Spiritueux (champagne, whisky, porto, liqueur,...) nous renforçons notre Marketing et recrutons

assistant chef de produit

De formation supérieure (grande école de commerce ou de gestion), cet assistant venant d'une société diffusant des produits de grande consommation :

- participera à l'élaboration de la stratégie des marques,
- rencontrera avec d'importantes agences de publicité.

Pratiquant couramment l'anglais, il possède de réelles qualités de dynamisme et de créativité car le poste est évolutif.

Lieu de travail : Epernay (140 km de Paris - proche de Reims, ville universitaire).

Adresser C.V. détaillé à :
Directeur du Personnel
Société MOET & CHANDON
20, av. de Champagne - B.P. 140 - 51205 EPERNAY CEDEX

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

LILLE

Filiale d'un Grand Groupe Nous sommes une PME Performante,

- PAR NOS PARTS DE MARCHE : *premier spécialiste mondial nos matériels présents dans les 5 continents.*
- PAR NOS MARGES, *exceptionnelles pour une affaire de mécanique.*
- PAR NOTRE VOLONTE *structurer donc embaucher en particulier des Ingénieurs qualifiés pour enrichir notre entreprise.*

Le B.E. l'âme de notre Société ; travaillant en étroite liaison clients, hommes d'études à la fois maîtres de leur technique capables d'assurer un rôle de coordination des projets dont ils ont la charge (entre 10 et 100 millions de francs).

Nous recherchons des :

INGENIEURS DIPLOMES MECANICIENS

(Référence 32208 C)

- Un débutant diplômé,
- Un Ingénieur (10 ans d'expérience)

intéressant ou issus de la construction des machines spéciales, machines outils de T.P.

UN INGENIEUR DIPLOME HYDRAULICIEN

(Référence 32208 D)

confirmé dans la connaissance des composants hydrauliques pour circuits complexes à multi-fonctions, haute pression.

UN INGENIEUR DIPLOME ELECTRICIEN

(Référence 32208 E)

confirmé venant de la construction électrotechnique déjà familier des automatismes et de la régulation.

Pour prendre rapidement des fonctions d'INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES en contact avec nos clients essentiellement anglo-saxons.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire sous la référence indiquée, à Mlle G. STIKER qui vous assure de la plus totale discrétion.

ORES MEDIA
«Centre Vauban» 201, rue Colbert
59800 - LILLE - Tél. (20) 54.06.37

Pour consolider son équipe Logiciel de base, cei à Toulouse recherche

2 Ingénieurs système

Le Centre d'Etudes Informatiques s'est affirmé au cours de ces 10 dernières années en tant que spécialiste de logiciel de télégestion ;
un réseau national desservant 400 terminaux répartis dans plusieurs dizaines d'entreprises et, la cession de licences à plusieurs sociétés étrangères en témoignent.
De la réussite de ses premiers objectifs le CEI a puisé l'expérience nécessaire pour construire ses propres matériels et concevoir un nouveau système d'informatique répartie. Les premiers ordinateurs et leur réseau sont en place et fonctionnent avec leurs applications. Le CEI offre ainsi une solution autonome, complète et intégrée aux entreprises de tailles moyennes.
Les candidats possèderont un diplôme d'ingénieur ou pourront justifier d'une solide expérience pratique dans les domaines des réseaux et des bases de données. L'anglais sera pratiqué de façon courante dans le cadre de l'activité exportation.
Hommes d'équipes ils s'intégreront tant par leur disponibilité que par un état d'esprit novateur et pratique.
Ils souhaiteront évoluer avec nous dans la recherche permanente de l'efficacité.
Merci d'adresser votre dossier complet sous réf 1000 A à

nicole maury conseil
5 rue Saint-Pantaléon
31000 Toulouse,
qui vous assure d'une totale discrétion.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

11 usines en France et aux U.S.A.

offre une très intéressante opportunité de développement de carrière à un

INGENIEUR CONFIRME

Mines, Centrale, AM...

Au sein de nos équipes de Direction, il lui sera proposé des fonctions opérationnelles qui le conduiront rapidement à un poste de **Direction d'Etablissement** ou à un poste de **Direction au niveau central.**

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 3.053 M à PUBLIPANEL, 20 rue Richer 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

UN LEADER MONDIAL DE L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE ET TÉLÉCOMMUNICATION

Maître d'œuvre et fournisseur de

- TRANSPAC,
- RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BRESIL, [illegible],
- RESEAUX PRIVES : [illegible] BANK, AGENCE SPATIALE EUROPEENNE
- GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF...

recherche pour développer sa division de sociétés régionales
LYON, MARSEILLE, TOULOUSE

INGÉNIEURS INFORMATICIENS

DIPLOMÉS GRANDES ÉCOLES.

Chaque candidat aura le sens de l'initiative commerciale, la capacité de gérer une équipe, et sera en mesure d'assumer la fonction technique de projets.

Les postes sont à pourvoir au cours du 1er trimestre 1983.

Envoyez vos C.V., prétentions et photo à B. GODBOUT
SESA - 241, avenue du Prado - 13008 MARSEILLE.

IBM IBM IBM IBM IBM

IBM recherche
pour son CENTRE d'ÉTUDES ET RECHERCHES
situé à **La Gaude près de Nice :**

1 INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT DE CIRCUITS ÉLECTRONIQUES

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Électronicien Débutant(e) ou ayant quelques années d'expérience en microélectronique (technologies, logique, analogique, design system). Référence ES.

1 INGÉNIEUR FIABILITÉ DES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

Ce poste conviendrait à un(e) Débutant(e) ayant une formation en électronique ou en Mathématiques Appliquées à la Physique, et aux Statistiques. Référence JC/RS.

1 RÉDACTEUR TECHNIQUE EN LANGUE ANGLAISE

Cette activité englobe la planification, la conception et la préparation en langue anglaise, des diverses brochures supportant les produits développés au laboratoire.

Ce poste conviendrait à un(e) Débutant(e) ayant une connaissance approfondie de la langue anglaise ainsi qu'une bonne connaissance des techniques informatiques. Référence JC/AP.

1 INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT STRUCTURES MÉCANIQUES

Cette activité s'étend de la conception au bureau d'Études jusqu'au support de mise en production des structures mécaniques et des câblages internes pour les produits développés au laboratoire.

Ce poste conviendrait à un(e) ingénieur Débutant(e) ayant une solide formation en technologies de fabrication mécanique. Référence GL.

Tous ces postes nécessitent une bonne connaissance de la **langue anglaise** et une aptitude à utiliser les outils informatiques.
Ils peuvent impliquer des stages ou missions de longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux États-Unis.
Ils permettent à des personnalités de valeur d'accéder à des responsabilités techniques et humaines de haut niveau au sein de la compagnie IBM.

Envoyer candidatures détaillées en précisant la référence à : Ph. Rougier, Service du Personnel, IBM France [illegible] La Gaude.

IBM IBM IBM IBM IBM

Parfums de luxe

Délégués commerciaux HF

Notre entreprise, une société [illegible] de parfums de [illegible] connue et bien implantée dans le [illegible] français, [illegible] recherchons 2 [illegible] commerciaux.

Mission : *Dépendant directement du Directeur Commercial, vous avez la responsabilité de promouvoir et de commercialiser* nos produits auprès des parfumeurs détaillants.

Profil : Vous êtes **jeunes diplômés d'une école de commerce,** fortement attirés par la vente et souhaitez débuter votre carrière ou **vous êtes déjà un professionnel de la Vente.** Vous êtes motivés par ce type de poste, dynamiques et prêts à vous impliquer.

Nous vous offrons : L'ambition de notre entreprise, la qualité de nos produits, notre dynamisme et des possibilités de carrière au sein du groupe. Vous bénéficiez d'une voiture de société ainsi que d'avantages sociaux. Votre rémunération comportera un fixe et un variable.

Les deux premiers sont à pourvoir rapidement dans les secteurs suivants :
- **Nord,** [illegible] **de la France.**
- [illegible] **et Côte-d'Azur.**

Merci d'écrire sous C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions en précisant le secteur choisi et en indiquant sur l'enveloppe la référence [illegible] à

MEDIA BA
9, [illegible] 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

IMPORTANT FABRICANT MATÉRIELS BROYAGE - CONCASSAGE - CRIBLAGE
[illegible]

2 INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- *Fréquents déplacements à l'étranger.*
- Grande disponibilité.
- Anglais courant indispensable.
- Goût du contact humain.

UN INGÉNIEUR SERVICE MÉTHODES

Pour :
- Constitution des Services Exploitation des machines. Etude des investissements.

UN TECHNICIEN PROGRAMMATION MÉTHODES

Niveau B.T.S. ou DUT
expérience d'usinage et machines C.N. souhaitée

UN RESPONSABLE ATELIER USINAGE

Bonne formation technique de base.
- Qualités d'organisation, esprit d'initiative, excellent contact humain indispensable.
- Parfaite connaissance des machines-outils demandée. (M.O.C.N. apprécié).

Envoyer C.V., photo et prétentions HAVAS 2002, B.P. 297, 38044 Grenoble Cedex.

Gillette France — ANNECY

recherche, pour son département audit opérationnel

AUDITEUR INTERNE

De formation HEC, ESSEC, ESC ou équivalent, vous possédez le DECS et éventuellement des certificats supérieurs d'expertise comptable.
Vous avez acquis une expérience de 2 ans minimum dans une fonction similaire ou dans un cabinet d'audit anglo-saxon.
L'anglais écrit et parlé est indispensable.
Le poste est basé au siège à Annecy (Haute-Savoie).
Le candidat pourra évoluer [illegible] vers d'autres postes de responsabilités dans les divers secteurs du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel Gillette France, BP 26, 74010 Annecy.

média-system

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Important

Groupe Financier Privé

pour renforcer chacune [redacted] ses délégations régionales [redacted]

ROUEN

BORDEAUX STRASBOURG

recherche un

COMMERCIAL POUR PRODUITS FINANCIERS

Dynamique. [redacted] formation supérieure (Economique [redacted] Financière). Une pratique [redacted] niveaux. Une expérience bancaire (vente de Produits financiers) [redacted] serait souhaitable. Et [redacted] l'appui fonctionnel [redacted] services centraux, il aura [redacted] développer la vente des produits du groupe par analyse de [redacted] marché *potentiel* [redacted] *relations* [redacted] entreprises. Une formation complète [redacted] assurée. Bonne rémunération entièrement fixe, fonction [redacted] qualités et [redacted] l'expérience [redacted] candidats.

[redacted] CV, lettre manuscrite, photo [redacted] rémunération souhaitée [redacted]

PARFRANCE [redacted]
4, rue [redacted] Estienne
[redacted] Paris - qui transmettra

Nous recherchons LE

DIRECTEUR REGIONAL

D'UN IMPORTANT ORGANISME FINANCIER NATIONAL

[redacted] de haut [redacted] assurera la continuité du développement du Groupe [redacted]

BRETAGNE

[redacted] bureaux [redacted] délégation régionale [redacted] RENNES.

Le [redacted] doit avoir :

- Une expérience bancaire, commerciale.
- [redacted] connaissance [redacted] produits financiers.
- Une aptitude [redacted] diriger et [redacted] animer.
- Le goût [redacted] relations.

S'il [redacted] originaire [redacted] la région c'est un atout.

Adresser CV, [redacted] manuscrite, photo [redacted] rémunération souhaitée [redacted] N° [redacted]
PARFRANCE Annonces
4, [redacted]
[redacted] Paris - qui [redacted]

DRESSER (FRANCE) S.A. DRESSER

INGENIEUR SOUDURE

DRESSER FRANCE S.A., la filiale française d'un important groupe international, produisant [redacted] France des matériels destinés [redacted] l'industrie pétrolière (compresseurs, turbines, pompes, etc...) et exportant [redacted] sa production, recherche un Ingénieur Français diplômé, ayant [redacted] formation métallurgique et [redacted] soudure, pour [redacted] Département Engineering [redacted] Usine du Havre.

Sa fonction consistera à [redacted] les techniques de soudage appropriées à [redacted] production, [redacted] obtenir l'approbation [redacted] clients pour l'utilisation [redacted] ces techniques, [redacted] apporter [redacted] dans [redacted] conception [redacted] matériels [redacted] pression, ainsi que [redacted] connaissances métallurgiques dans [redacted] sélection des matériels, en collaboration avec la [redacted].

[redacted] concerne un Ingénieur diplômé ayant une formation métallurgique, une bonne connaissance des standards utilisés [redacted] soudure ainsi que [redacted] appareils [redacted] pression. Le candidat devra avoir [redacted] base d'anglais afin [redacted] pouvoir rapidement maitriser [redacted] expression dans [redacted] langue (INDISPENSABLE). Le [redacted] sera [redacted] rapport [redacted] l'expérience.

Si [redacted] poste vous intéresse, [redacted] cions d'adresser votre candidature, [redacted] manuscrite, C.V. et photo [redacted] M. SAMSON DRESSER FRANCE S.A. 5, [redacted] d'Antony Zone Silic - [redacted] RUNGIS [redacted]

INGENIEUR AM - ICAM ... Responsable des Méthodes Entretien

[redacted] importante unité d'industrie lourde du Douaisis, travaillant [redacted] continu, possède un service d'entretien d'environ [redacted] personnes.

[redacted] Direction crée, [redacted] l'autorité du Chef de département [redacted] fonctionnel par rapport [redacted] Chef d'entretien [redacted] FONCTION [redacted] pour mieux préparer et exécuter les interventions préventives [redacted] dépannage.

[redacted] mission consiste [redacted] définir [redacted] moyens humains, d'outillage, [redacted] matériel à mettre [redacted] œuvre pour chaque type [redacted] ; à gérer les approvisionnements correspondants et à [redacted] à jour les dossiers [redacted]

Le poste sera confié à un Ingénieur [redacted] (AM - ICAM - MINES [redacted] DOUAI) avec [redacted] de 1 [redacted] 3 ans dans un service [redacted] montage, [redacted] usinage.

Cette création de poste permet à un [redacted] d'entrevoir une évolution de carrière [redacted] favorable au [redacted] de cet [redacted] plus de 1500 [redacted]

Si vous [redacted] intéressés, merci d'écrire sous référence 32180 N à G. STIKER qui [redacted] informera en toute [redacted]

ORES MEDIA
«Centre Vauban» 201, rue Colbert
[redacted] - LILLE - Tél. (20) 54.06.37

Etablissement public de recherche [redacted] en [redacted] Terre, à vocation internationale (2.200 salariés), recherche pour sa sous-direction de l'énergie à ORLÉANS-LA-SOURCE 1 ou 2

CHEFS DE PROJETS

pour la responsabilité de la conduite de projets de géothermie basse ou très basse température, et de projets de stockage.

Les candidats devront présenter une formation d'ingénieur généraliste ou hydro-géologue, ayant la responsabilité commerciale et technique de projets, si possible pluridisciplinaire.
Une expérience professionnelle de 5 à 10 ans est requise en bureau d'études, ingénierie ou milieu industriel.
Habitude des contacts avec les collectivités [redacted] sance [redacted] publics [redacted]

[redacted] lettre [redacted] candidature, curriculum [redacted] références [redacted] prétentions sous la référence CS [redacted]/18-1407, à l'attention de M. PONCEAU, à l'A.N.P.E., [redacted] boulevard [redacted] Châteaudun, [redacted]2 ORLÉANS CEDEX.

Le Chef du Personnel d'une grande entreprise industrielle, filiale d'un des premiers groupes français recherche pour LYON un

JEUNE DIPLÔMÉ — Gestion du personnel —

Il [redacted] chargé à [redacted] terme des problèmes de traitements informatiques, des statistiques [redacted] participera étroitement [redacted] l'élaboration du bilan social, aux relations [redacted] à [redacted] mise en [redacted] d'une politique [redacted] formation.

Le développement rapide de l'entreprise assurera à un [redacted] de bon niveau (DUT ou équivalent en Gestion du personnel) de réelles perspectives d'évolution.

Candidature et CV sont à adresser sous référence 75228/LM à notre conseil

MILO M.R.H Place de l'Église 06810 Auribeau-sur-Siagne

SAFT MAZDA — Groupe CGE Poitiers

[redacted] de jeunes

INGENIEURS GRANDES ECOLES

d'acquerir [redacted] première expérience industrielle [redacted] sein [redacted] ses équipes de Recherche, d'Etudes [redacted] Développement, chargées de [redacted] au point des produits de haute fiabilité [redacted] à [redacted] secteurs comme l'Aéronautique, Electronique, Informatique, Médical.

Ils auront à prendre [redacted] compte l'aspect économique [redacted] Etudes et développeront leur capacité de Gestionnaire.
Post[redacted] évolutifs pour des Ingénieurs dynamiques, autonomes, capables d'animer un Groupe de travail.

[redacted] votre CV sous réf. G.2.5 [redacted] SAFT Direction des [redacted] Humaines, 119 rue du Président Wilson [redacted] LEVALLOIS-PERRET

UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS à vocation internationale représentant un ensemble [redacted] plus [redacted] personnes renforce sa division export en [redacted] une nouvelle fonction pour un jeune

Export Manager

Basé à LYON, il aura la respon[redacted] promotionnelle de [redacted] géographiques impliquant la connaissance de l'anglais [redacted] l'espagnol. Correspondant privilégié de [redacted] licenciés [redacted] de [redacted] agents, il leur fournira l'aide technico-commerciale permettant [redacted] développement des [redacted]. Ce poste, placé [redacted] la hiérarchie d'un Directeur de langue anglaise convient [redacted] un homme de [redacted] l'aise dans un entourage international [redacted] disponible pour des déplacements ponctuels [redacted] fréquents (50 [redacted] du temps environ).
Une FORMATION SUPERIEURE COMMERCIALE ou MEDICALE [redacted] nécessaire [redacted] première expé[redacted] dans l'industrie pharmaceutique. Une évolution [redacted] possible [redacted] la direction d'une de [redacted] filiales européennes.

Ecrire au CABINET GATIER - 32 [redacted] Barrême [redacted] LYON, sous réf. 890 M

Cabinet Gatier

Marketing industriel Région Loire

Nous sommes l'une des premières entreprises générales d'électricité française (1100 personnes - 300 MF de C.A.).

Connus pour la fiabilité de nos équipements et pour la qualité de nos prestations, nous voulons aujourd'hui

Renforcer notre activité centrales électriques de secours en FRANCE et à l'EXPORT.

Le collabo[redacted]eur que nous recherchons sera chargé d'y apporter l'impulsion et la dynamique nécessaires à travers une approche marketing pertinente, adaptée aux besoins spécifiques de nos interlocuteurs (industries, entreprises, promoteurs, [redacted] etc...).
En collaboration étroite avec la direction générale, il concevra et mettra [redacted] place une politique [redacted] une stratégie de distribution; il motivera et perfectionnera l'[redacted] technico-commerciale, il réfléchira avec les techniciens aux évolutions des matériels.

Ce poste pourra être un tremplin pour évoluer dans notre société vers la direction d'un centre de profit autonome.

Nous donnerons la préférence [redacted] un ingénieur de formation (type A & M, INSA, IDN, etc...) possédant quelques années d'expérience dans le domaine des biens d'équipement et ayant le goût et les qualités personnelles pour une approche commerciale et marketing des problèmes.
Deux points indispensables : la connaissance de l'Anglais et la nécessité de rés[redacted] près de notre unité de fabrication (ville agréable des pays de Loire).

Merci de prendre contact avec Elisabeth GREFF qui vous parlera plus longuement de ce poste. [redacted] à rappeler. MO[redacted]
Cabinet Key-Men, 10 rue [redacted] Rome 75008 Paris.

KEYMEN

Importante Société Industrielle
- CHALON-SUR-SAÔNE -

recherche

UN INGENIEUR METHODES

Ce poste conviendrait à un Ingénieur diplômé d'une Grande École ayant si possible une première expérience industrielle. Une spécialisation [redacted] ***automatisme*** *serait appréciée.*

Dans le cadre de sa fonction, il [redacted] chargé en particulier de seconder le Responsable des Méthodes pour mener à terme des travaux de création, d'analyse [redacted] de coordination.

S[redacted] action consistera [redacted] autre à participer à des études d'automatisation allant jusqu'[redacted] la mise [redacted] service industrielle des équipements.

Écrire [redacted] référence 75257/LM, à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS qui transmettra.

HAVAS CONTACT

arc — 44, [redacted] Bayard 31000 TOULOUSE Tél. : (61) [redacted] (61) [redacted]

recherche pour une importante société, leader sur son marché (appareillages électriques)

L'ADJOINT AU DIRECTEUR EXPORT

La mission : assister le responsable [redacted] export en [redacted] l'organi[redacted] administrative du service, le suivi des affaires et la réalisation des devis, [redacted] participant à la fonction marketing.

Le candidat : ingénieur de formation [redacted] électro-technique, il possèdera si possible une [redacted] rience dans l'exportation [redacted]. L'anglais lu, parlé, écrit [redacted] exigé.

Poste à pourvoir dans une agréable ville de Midi-Pyrénées.

Adresser [redacted] + CV [redacted] sous réf. DIP à l'attention de Gilles Santucci.

ARJOMARI

L'un des Grands du Marché de l'Industrie Papetière, C.A. 1,9 milliard de F, recherche pour
[redacted] Usine [redacted] BESSE SUR BRAYE (72), 120.000 tonnes/an, [redacted] kilomètres de TOURS et du MANS (Référence 133 M)
[redacted] pour son Usine [redacted] COULOMMIERS (77) ([redacted] 134 M)

TROIS INGENIEURS DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE

AM - IDN - + spécialité papetière - EFP

[redacted] candidats [redacted] effectuer des remplacements [redacted] différents postes à [redacted] production [redacted] la recherche ainsi qu'à la [redacted] en application de [redacted] méthodes [redacted] procédés [redacted] l'outil [redacted] production.
[redacted] se [redacted] confier ultérieurement [redacted] missions ponctuelles au [redacted] de l'Usine.
Ces postes [redacted] une réelle opportunité pour des [redacted] du désir de [redacted] les tâches qui [redacted] confiées et déterminés à s'impliquer à part entière [redacted] vie de l'Usine, dans l'ensemble de ses aspects techniques et humains.
Logement de fonction assuré dans [redacted] agréable.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions sous référence choisie à :

DENEB CONSULTANTS
6, rue [redacted] PARIS

qui garantit [redacted] des candidatures.

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Mobil

recherche pour ses raffineries de l'Hérault et de Seine-Maritime

jeunes ingénieurs généralistes

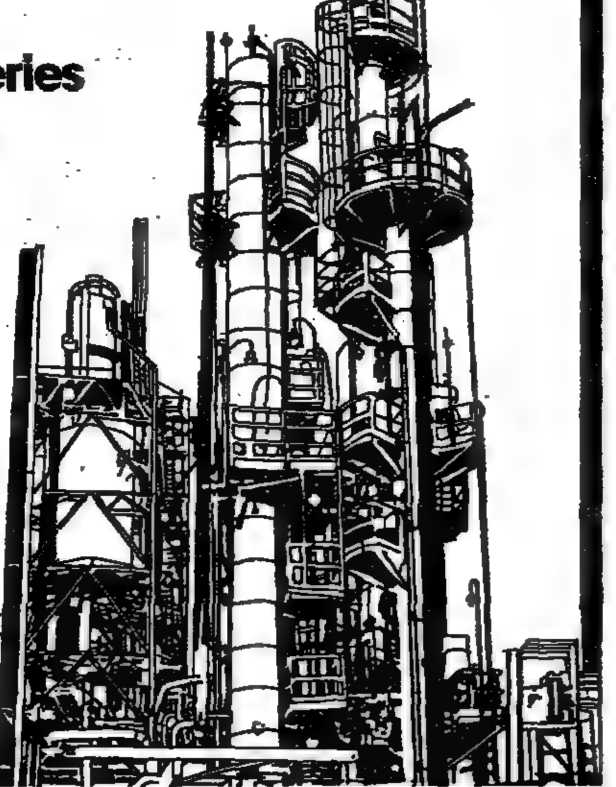
(X, MINES, CENTRALE, ENSAM, etc.)

ENSPM APPRECIEE - ANGLAIS INDISPENSABLE
Débutants ou avec 2 [illegible] 3 ans d'expérience.

Après une période [illegible] formation [illegible] 2 [illegible] environ qui comportera [illegible] prise effective [illegible] responsabilités [illegible] une des fonctions de base particulièrement enrichissante du raffinage, *ils bénéficieront d'ouvertures variées sur différents postes plus* importants soit en raffinerie, soit dans des activités connexes [illegible] Siège Social [illegible] l'étranger.

Leur période de formation pourra comporter [illegible] séjours [illegible] établissements du Groupe [illegible] Europe ou aux Etats-Unis.

Prière [illegible] sous référence No 53.529 [illegible] manuscrite, C.V. et photo (restituée) [illegible]
MOBIL OIL FRANCAISE
Service Central Recrutement - Tour Septentrion
[illegible] PARIS-LA DEFENSE CEDEX 9.



Une entreprise de construction métallique à taille humaine, grande région de Nancy, en expansion, financièrement saine, réalisant de gros équipements sur devis (charpente métallique, grosse chaudronnerie, mécanique) dans le monde entier, recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

formation mécanique A.M., E.N.S.I., I.N.S.A. ou similaire. 5 à 10 ans d'expérience (par exemple : ingénieur d'affaires biens d'équipements [illegible] ingénieur d'études [illegible] neufs [illegible] grande industrie) apte aux études et [illegible] structures métalliques spéciales.

MISSION : Assistant direct du chef d'entreprise, il étudiera, négociera, réalisera des contrats de haut niveau (engineering, grandes industries) en France et à l'export, appuyé par le service technique et le service informatique.

Anglais courant indispensable.

Poste d'avenir stable.
Logement facilité.

Adresser curric. vitae détaillé sous la référence 1.022 à :

SÉLETEC,
CONSEIL
67009 STRASBOURG CEDEX.

Laboratoire universitaire situé en Alsace, rech. un physico-chimiste pr la préparation d'une thèse de docteur-ingénieur. Bourse d'un montant élevé. Ecr. s/nº 7.356, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

THOMSON - BRANDT
BRANCHE GRAND PUBLIC
Ensemble industriel
[illegible] 2.000 personnes
leader européen du lave-linge,
recherche [illegible] LYON

Jeune ingénieur Acheteur international

Dans [illegible] cadre du renforcement *de notre Division Achats* (C.A. : 450 MF), nous accueillerons un jeune diplômé maîtrisant parfaitement l'anglais et aimant la négociation commerciale, de manière à rechercher de nouveaux fournisseurs à l'Etranger comme [illegible] FRANCE. Après *une période de formation,* [illegible] [illegible] [illegible]able d'un secteur d'achat, et devra proposer des évolutions techniques à la fois au B.E. et aux sous-traitants, afin d'optimiser en permanence les [illegible] d'achats. Enfin, il devra faire preuve de [illegible] capacité [illegible] mettre en oeuvre des méthodes modernes [illegible] dynamiques de gestion des achats. L'importance du Groupe autorise [illegible] évolution de carrière rapide. Ecrire [illegible] CABINET GATIER, [illegible] [illegible] Barrême [illegible] LYON, sous référence 350 P.

Cabinet Gatier

BEBE-CONFORT

[illegible] MILLIONS DE F.
1.000 PERSONNES - 4 USINES
[illegible] de PUÉRICULTURE + Jouets
Son Sce RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
à CHOLET (49) recherche JEUNE

INGENIEUR « MATERIAUX » (R. et D.)

RECHERCHE DE NOUVEAUX MATERIAUX pour les [illegible] de la [illegible] REDUCTION MATIERES par valorisation du seuil minimum ET TOUTES ETUDES DE RESISTANCE. [illegible] technique [illegible] [illegible] qualité et à la standardisation.

- INGENIEUR U.T. Compiègne ou équiv. Connaissant bien matériaux de synthèse, [illegible] mécaniques, *calculs de structure et* [illegible] [illegible] la C.A.O.
- DEBUTANT avec stage opérationnel de 6 mois mini

ou

1re EXPERIENCE en [illegible] R. et D. d'une [illegible] créative.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V., rémunér. [illegible] photo [illegible] réf. [illegible] à

SC sélection conseil
98, AV. DE [illegible] 75017 PARIS

MERLIN GERIN

14 000 personnes, 35 filiales en France et dans le Monde, un chiffre d'affaires en progression [illegible] + 30 % en 1982 réalisé pour près de [illegible] à l'exportation — chiffre d'affaires 81 : 4 [illegible] — Le plus important constructeur français d'appareillages et d'équipements électriques et électroniques pour le transport et la distribution d'énergie électrique continue sa progression et recherche des ingénieurs de fort potentiel pour participer à son développement. La politique de promotion et de mobilité interne permet des carrières très évolutives.

recherche pour son
DEPARTEMENT CENTRAL INFORMATIQUE

UN INGENIEUR SYSTEME IBM

CONFIRME

Vous participerez à la mise en place [illegible] *systèmes* DOS/VSE-CICS-DLI dans le cadre d'une décentralisation informatique en relation avec les chefs de projets et les utilisateurs.

Formation supérieure + [illegible] ans minimum d'expérience IBM DOS/VSE, CICS, DLI, VTAM.
Réf. MTM.200

UN ANALYSTE CHEF DE PROJETS

Diplômé d'une grande école (ECP, MINES, ESE...) + formation gestion et/ou informatique appréciée. Le complément de formation nécessaire sera assurée par notre société.

Au sein d'un groupe de développement important comprenant [illegible] chefs de projets expérimentés qui [illegible] aideront [illegible] les premières étapes de votre carrière. Vous participerez [illegible] la conception et à la réalisation de projets informatiques variés utilisant les techniques de pointe.
Vos qualités, votre forte motivation vous conduiront, dès expérience acquise, vers un poste de responsabilités. Réf. MTM.201

Ecrire avec CV et prétentions en précisant le poste choisi [illegible] :
MERLIN GERIN
Service GCE
[illegible] GRENOBLE [illegible]

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE d'INGENIERIE
(230 personnes)
PARIS - GARE DE LYON

recherche

1 TECHNICIEN(NE) ELECTRONICIEN(NE) CONFIRME(E)

BTS en électronique
[illegible] à 8 [illegible] d'expérience

[illegible] Technicien [illegible] chargé d'étudier [illegible] de suivre la réalisation de petites séries *électroniques* [illegible] *Technologie analogique* [illegible] numérique.

- Déplacements de courte durée [illegible] France [illegible] à l'étranger pour [illegible] des opérations de maintenance.
- Anglais courant.
- Dynamisme [illegible] adaptation.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo [illegible] réf. 53701 à Contesse Publicité, 20, [illegible] de l'Opéra 75040 Paris Cedex qui transmettra

---

INSTITUT FRANCAIS
DU PETROLE
situé [illegible] RUEIL-MALMAISON (92)
souhaite intégrer un

JEUNE INGENIEUR

pour son service spécialisé en
GEOLOGIE - GEOPHYSIQUE

Il [illegible] [illegible] activité diversifiée en MATIERE D'ETUDES, SYNTHESES D'INFORMATIONS, MODELISATIONS

Il [illegible] amené [illegible] être [illegible] relation fréquente avec [illegible] *Compagnies Pétrolières.*

[illegible] missions s'exerceront aussi bien en LABORATOIRE que dans [illegible] cadre [illegible] MISSIONS DE TERRAIN ou en MER.

Cette offre s'adresse [illegible] un ingénieur diplômé Grande Ecole ou niveau thèse possédant 3 [illegible] 4 ans d'expérience.

Envoyer CV et prétentions sous No 53069 [illegible]
CONTESSE PUBLICITE
20, [illegible] [illegible] l'Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Important Cabinet

Audit [illegible] commissariat aux comptes

recherche

- **[illegible]**
- **[illegible] débutants**

- Formation supérieure [illegible] gestion,
- D.E.C.S.,
- Langue(s) étrangère(s).

Possibilités [illegible] promotion et rémunération motivante pour les candidats [illegible] fort potentiel.

Adresser C.V., photo [illegible] *prétentions s.réf: 453 à TELEX P.A. - JONCTION, 34 bd Haussmann 750009 PARIS, qui transmettra.*

CMR Contrôle Mesure Régulation

En 25 ans, nous sommes devenus spécialistes en fabrication et commercialisation d'appareils dans les domaines du contrôle, de la surveillance et de l'automatisme pour applications terrestres et navales. Nous recherchons pour notre siège à MARSEILLE un :

INGENIEUR

RESPONSABLE EN MICRO-ELECTRONIQUE ET INFORMATIQUE

De formation INSA, ENSERG, ESEO, ENSEEITH ou équivalent vous avez une grande expérience et une compétence affirmée dans ce domaine. Vous devrez concevoir et mettre en oeuvre des systèmes faisant appel aux techniques de traitement numérique au niveau du logiciel et du matériel. Les contacts que vous aurez avec nos filiales [illegible] l'étranger, nécessitent une pratique courante de l'anglais.

Adressez C.V. + photo + prétentions sous réf. 1122 '82 à LS. CONSEIL - [illegible] [illegible] Gouffé 13286 MARSEILLE Cédex 6.

LS CONSEIL. *PARIS - LYON - MARSEILLE*

GROUPE INDUSTRIEL DE TOUT PREMIER PLAN

recherche

UN CHEF DU PERSONNEL

POUR SON UNITÉ DE PRODUCTION SITUÉE EN TOURAINE

Vous avez 35 ans environ, [illegible] [illegible] supérieure (sciences humaines, droit, ingénieur...). [illegible] d'une solide expérience acquise impérativement en usine.

Nous vous proposons d'assister le Directeur de l'Unité dans l'ensemble des aspects de la fonction :

- relations sociales,
- gestion administrative du personnel,
- suivi et application de la législation,
- [illegible] - [illegible] - [illegible] interne - sécurité.

Merci d'adresser votre [illegible]ture sous la référence 4.694, [illegible] PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220, [illegible] [illegible] CEDEX 02, qui transmettra.

En bordure Atlantique important *fabricant* [illegible] *menuiserie industrielle,* 335 personnes, 125.000.000 F [illegible] C.A., [illegible]

JEUNE RESPONSABLE SERVICE DU PERSONNEL

pour lui confier la TOTALITE [illegible] la fonction tant [illegible] le plan administration que [illegible] humaines. Créant le poste, [illegible] [illegible] [illegible] prévaloir d'une [illegible] compétence [illegible] matière de droit du [illegible] [illegible] justifier d'une expérience [illegible] d'au moins [illegible] en milieu industriel.

Principalement chargé de maintenir un climat social favorisant le développement [illegible] hommes, il associera des qualités d'ouverture [illegible] dialogue [illegible] une forte personnalité.

Bref, il se [illegible] d'être un homme d'idées, [illegible] [illegible] et de terrain.

[illegible] [illegible] manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions [illegible] notre Conseil

Michel AUBRY Le Victoria 82, bou[illegible] d'Angleterre 85000 [illegible] SUR YON

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FILIALE D'UN GROUPE LEADER SUR SON MARCHÉ

recherche

pour chacune de ses deux usines, situées à 80 et 100 km à l'est de Paris

2 INGÉNIEURS

qui auront pour mission d'adapter les méthodes actuelles, et de participer aux études et [illegible] l'automatisation.

Ces postes s'adressent à 2 ingénieurs diplômés dont les compétences sont orientées vers la mécanique et les automatismes.

Nous demandons plus de 5 ans d'expérience, le sens du dialogue et du contact humain.

Postes évolutifs pour candidats de valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier et la rémunération souhaitée sous le nº T 037.080 M à RÉGIE PRESSE.
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Importante industrie [illegible] Pr[illegible] pour le [illegible] à [illegible] recherche

JEUNE CADRE EXPORT

E.S.C.E., E.S.C. + formation export ou similaire

[illegible] à [illegible] expérience exportation parlant bien l'anglais et l'allemand.

MISSION :
- Assistance au responsable de l'exportation [illegible] développer des marchés d'exportation déjà actifs.
- [illegible] de [illegible] [illegible] canaux de distribution.
- Organisation de réseaux.

Adr. C.V. dét. ss la réf. 1.007 à
SÉLETEC,
CONSEIL
67009 STRASBOURG CEDEX.

GROUPE DE SO[illegible] recherche

COMMERCIAUX

1º DÉBUTANTS vente matériel électrique

FIXE : 6.000 F.

Postes Paris - [illegible]
Mobilité géographique obligatoire
Promotion France et étranger

2º CONFIRMÉ
Expérience sanitaire ou bâtiment
Poste [illegible] LILLE

FIXE : 12.500 F

Curriculum vitae + [illegible] à : DUVAL, 47, rue Bucourt, 92210, SAINT-CLOUD, Téléphonez au (1) 771-65-59.

Cabinet [illegible] [illegible] région [illegible], rech. [illegible] pr dresser ou contrôler bilans, ayant [illegible] fiscales. Tél. NIORT [illegible] (49) [illegible]

Poste pour REPRÉSENTANT pr diverses régions en France. [illegible] débutant. Avec [illegible]tés [illegible] promotion. Age : 22 [illegible] à 40 ans environ.

[illegible] S.M.F. M. KELLER, 14, rue des Bosquets, 68400 RIEDISHEIM.

Poste pour COIFFEUSE pour boutique Hairmatic, sachant [illegible] [illegible] [illegible] possibilités de promotion.

Société S.M.F. [illegible] KELLER, 14, rue des Bosquets, [illegible] RIEDISHEIM.

ORGANISME DE RECH. [illegible] ouvre pour son secteur agro-alimentaire un [illegible] [illegible] chercheur [illegible] (niveau chargé [illegible] [illegible] [illegible] à un chimiste spécialisé dans l'analyse des m[illegible]lécules végétales. [illegible] ingénieur ou possédant une formation équivalente, ayant une [illegible] connaissance [illegible] [illegible] langue anglaise. Il devra apporter son expérience et ses com[illegible] à une équipe de biochimistes technologues. [illegible] de fonctionnaire après concours. Résidence administrative : MONTPELLIER. Adresser curriculum vitae. Ecr. s/nº 7.343 le [illegible] Pub., [illegible] ANNONCES CLASSÉES, 5, rue [illegible] [illegible] [illegible] [illegible]

S.I.M.A.N.

Syndi[illegible] intercommunal à vocation multiple [illegible] l'agglomération [illegible] cherche

● ASSISTANT DE DIRECTION

Chargé de l'animation et du [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] voirie (con[illegible] [illegible] l'agglomération nantaise) du groupe [illegible] [illegible] sur les nouvelles com[illegible] pouvant revenir au [illegible].

Il peut se [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] juridiques ou [illegible] en [illegible] [illegible] avec [illegible] [illegible] la [illegible] [illegible] [illegible] chargé plus particulièrement [illegible] relations [illegible] [illegible] [illegible]nistr[illegible] [illegible] [illegible] [illegible] et [illegible] organismes [illegible] ou privé.

Le candidat devra être titulaire d'un emploi au moins égal à attaché d'administration ou à [illegible] d'un [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible].

● ASSISTANT DE GESTION

[illegible] du [illegible] [illegible] chargé [illegible] [illegible] budget [illegible] la comptabilité du [illegible] [illegible] [illegible] d'analyser [illegible] comp[illegible] [illegible] la S.E.M. exploitante.

Il [illegible] [illegible] [illegible] parfaite connaissance [illegible] comptabilités publique [illegible] privée des S.E.M. [illegible] [illegible] matière [illegible]

Envoyer curriculum [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] décembre [illegible] au : S.I.M.A.N., 5, [illegible] Vincent-Gâche, [illegible] [illegible]

Centre d'Informations Financières recherche CONSEILLERS COMMERCIAUX (H. ou F.)
- début. ou expérimentés ;
- sens [illegible] [illegible] négoci[illegible] ;
- excellente présentation ;
- formation [illegible]

T. pr r.-v. 553-91-30, [illegible] 210.

Nous sommes une Société Française [illegible] première importance.

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

capables, après un stage [illegible] formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de [illegible] à 10.000 F.

Nous leur offrons :
- Une formation complète ;
- Une [illegible] prenante ;
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « PEAU NEUVE »

Ecrivez avec C.V. et photo, nº 2.562 Publicités Réunies, 112, bd Voltaire, 75011 Paris. La [illegible] sera [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] fait :
- SOIT de bonnes études ;
- SOIT la [illegible] [illegible] sa per[illegible]

[illegible] *d'ingénieurs* [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] [illegible] de l'information [illegible]

JEUNE INGÉNIEUR

diplômé, intéressé par la mise [illegible] [illegible] de système de CAO [illegible] microélectronique).
Formation [illegible]
Ecrire ou téléphoner : ISEP, 21, [illegible] d'Assas, 75270 PARIS [illegible] [illegible] Tél. : 548-24-87.

REPRODUCTION INTERDITE

Série 21

Valorisez votre première expérience [redacted] la vente [redacted] informatique !

MDS se place au 14e rang du marché mondial des constructeurs de mini-informatique. En France, MDS compte 320 collaborateurs dans 11 agences régionales et 40 centres tech[redacted]ues, et poursuit [redacted] croissance. Outre son rang [redacted] implantations, la force [redacted] MDS tient à l'adaptation permanente de ses produits au marché, et à [redacted] de [redacted] équipes.

Afin de poursuivre sa pénétration et son expansion,

MDS recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX

Postes [redacted] pourvoir : Paris et grandes villes de province.

Vous avez une formation supérieure et une première expérience de la vente de systèmes en mini-informatique; valorisez ces atouts et soyez le négociateur de nos marchés avec les plus grandes entreprises françaises.

Cette mission sous-entend la prospection [redacted] de votre clientèle, [redacted] que le développement commercial de nos [redacted] produits.

Aux larges perspectives d'évolution au sein de notre entreprise, s'ajoute un salaire [redacted] personnelle.

Nous [redacted] d'adresser [redacted] de candidature en indiquant la ville choisie comprenant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la Direction [redacted] Ventes, MDS France [redacted] Tour Gamma B - 197, rue de Bercy 75582 Paris Cédex 12.

MDS FRANCE S.A.

média-system

JOB D'ÉTUDIANT H OU F

Pour missions ponctuelles PARIS-2e.

[redacted]

Rémunération : 25 F/heure.

Ecrire sous réf. 2237 à M. ESPARBET — 9, rue Emile-Dubois, 75014 Paris [redacted] transmettra. [redacted] pas téléphoner. Ne [redacted] se présenter.

IMPORTANTE SOCIETE
leader européen sur son marché recherche

UN RESPONSABLE COMPTABILITE CLIENTS

Pour lui confier :
— gestion [redacted] contrôle [redacted] comptes [redacted] avec [redacted] Commerciale.
— suivi [redacted] créances, traitement [redacted] réclamations, [redacted] procédu[redacted] comptables.

Le [redacted] idéal possède une formation [redacted] type [redacted] expérience équivalente de 4 à 5 [redacted]

Il a [redacted] supervision d'une petite équipe d'employés administratifs.

[redacted] possédez [redacted] profil, [redacted] invi[redacted] avec C.V., photo, prétentions n° [redacted] TELEX PA JONCTION 34, [redacted] Haussmann [redacted] qui transmettra.

[redacted] Jeunes Directeurs d'Agences Bancaires

Paris — 150.000 F/an

Banque de dépôts, d'excellente réputation, nous recherchons [redacted] responsables de deux agences situées, l'une à PARIS 16ème, l'autre en très proche banlieue Sud.

Dirigeant une équipe de [redacted] collaborateurs, [redacted] une position [redacted] et dépendront [redacted] du siège. Déjà expérimentés en exploitation bancaire, bons gestionnaires, polyvalents, ayant le sens commercial, ils [redacted] sur les résultats de leur agence tout autant [redacted] son développement. Une belle prog[redacted] de carrière [redacted] prévisible, compte tenu des possiblités de promotion [redacted]

La rémunération [redacted] départ pour des candidats [redacted] valeur pourrait [redacted] situer autour de [redacted] F[redacted]

Envoyer CV en précisant la réf. 1011 AK aux consultants de GFC *chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.*
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

BANQUE

2 Responsables Développement de l'Exploitation

France — 180/200.000 F/an +

Commerce Extérieur — 190/210.000 F/an +

Banque de dépôts française de moyenne importance, implantée sur tout le territoire national, nous renforçons l'action de notre Direction Exploitation et recherchons [redacted] cadres de qualité pour animer et conseiller notre réseau et sa clientèle commerciale.

L'un d'eux aura la responsabilité, sur une part importante du réseau, du développement des opérations dans les domaines [redacted] investissements et de leurs financements (CT, MT, LT.). Il devra avoir [redacted] une expérience en exploitation, la responsabilité d'engagements et posséder des qualités d'animateur.

L'autre personne recherchée aura à promouvoir les relations France pour tout le commerce extérieur sur l'ensemble du réseau. S'appuyant [redacted] la Direction Internationale au Siège, ce poste demande une bonne expérience des problèmes de commerce extérieur et des techniques du financement afférentes. Il peut convenir soit [redacted] un cadre bancaire, soit [redacted] un très bon spécialiste du Commerce International, ayant les connaissances requises et [redacted] sens du contact commercial.

Siège PARIS. Nombreux déplacements.

Envoyer CV en précisant la réf. 1012 AK pour le premier poste et 1013 AK pour le second aux consultants de GFC chargés de cette recherche. *Discrétion absolue et réponse assurée.*
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

LA TELEMATIQUE : UNE NOUVELLE REVOLUTION TECHNOLOGIQUE

Associé, souvent [redacted] d'œuvre, aux plus importantes réalisations informatiques, CAP SOGETI LOGICIEL accroît sa participation aux grands projets nationaux.
Dans le domaine [redacted] la Télématique et [redacted] Télécommunications, *nous nous voyons aujourd'hui confier des projets d'envergure,* et [redacted] souhaitons [redacted] ce cadre élargir nos équipes à [redacted]

INGÉNIEURS INFORMATICIENS
Expérimentés (2 [redacted] 10 ans)

Ils participeront à nos [redacted] dans l'un des domaines suivants :

Réseaux, téléinformatique, Logiciel de [redacted]

En contrepartie [redacted] compétences qu'ils nous apporteront, [redacted] ingénieurs trouveront [redacted] ces premières affectations, [redacted] opportunité concrète de renforcer leur niveau technique, [redacted] d'évoluer vers des responsabilités importantes d'expertise ou d'encadrement.
Les rémunérations de départ sont parmi [redacted] plus élevées de secteur, [redacted] progresseront ensuite régulièrement.

CAP SOGETI LOGICIEL
Les postes [redacted] pourvoir se situent à Paris [redacted] dans l'Ouest de la France.

CAP SOGETI LOGICIEL

CAP SOGETI LOGICIEL
Un dossier de candidature [redacted] adresser [redacted] M. Robert NOELL
5, rue Louis Lejeune
[redacted] Montrouge Cedex.

HAVAS [redacted]

GROUPE SG2

Un important Département de SG2 recherche pour prendre la responsabilité de la réalisation de grands projets de Gestion des :

JEUNES INFORMATICIENS
Diplômés d'une École d'Ingénieur
Ayant 2 à 5 années d'expérience IMS/DL1

[redacted] état de la [redacted] d'un autre moniteur de traitement et [redacted] base [redacted] données seront également examinées.

L'importance, le niveau technique et les perspectives de ces projets originaux peuvent intéresser de jeunes Ingénieurs attirés [redacted] la réalisation [redacted] grands projets [redacted] souhaitant évoluer au sein d'une entreprise de dimension internationale.

Les lettres de candidatures, accompagnées d'un CV mentionnant si possible le numéro de téléphone, sont à adresser à : SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS, sous référence CR/01.

HAVAS [redacted]

GROUPE SLIGOS

recherche [redacted] cadre [redacted] son expansion

Ingénieurs commerciaux confirmés

Leur mission : elle [redacted] activités informatiques [redacted] auprès des [redacted] comp[redacted] entreprises au moyen [redacted] gamme [redacted] produits généralisés (comptabilité, paie, facturation, stock, etc.) en *télégestion (micro-ordinateurs connectables).*
Leur profil : ils [redacted] ambitieux, dynamiques ayant [redacted] goût [redacted] humaines, diplômés d'une École supérieure [redacted] commerce [redacted] titulaire du [redacted] avec une expérience commerciale minimum de 2 ans [redacted] la vente [redacted] entreprises ou aux [redacted] comptables.
Leur formation : [redacted] portera sur [redacted] plan technique : télématique, produits [redacted] services SLIGOS et sur le plan [redacted] mercial : [redacted] de [redacted]
Leur [redacted] + prime + [redacted] représentation.
Lieu [redacted] PARIS.
[redacted] lettre, C.V. photo [redacted] prétentions [redacted] P. MIKOWSKI, [redacted] 111-113, rue de REUILLY, 75012 PARIS.

Responsable du marketing

Produits financiers

Pour renforcer son Etat-Major commercial, [redacted] société, en forte expansion, spécialiste de produits finan[redacted] originaux [redacted] **performants,** filiale d'un important groupe financier, recherche un homme [redacted] marketing [redacted] fort potentiel pour lui confier la **responsabilité [redacted] son département marketing.**

Ce [redacted] de [redacted] niveau, rattaché [redacted] Directeur Commercial, homme d'action [redacted] créativité, rompu [redacted] techniques du marketing, participera [redacted] et définitions stratégiques [redacted] politique commerciale, à [redacted] au point [redacted] produits [redacted] services nouveaux, [redacted] conception et [redacted] la rédaction [redacted] documents commerciaux.

[redacted] convient à un diplômé [redacted] grande école (HEC, ESSEC, Sup [redacted] Co, Sciences Po...), âgé de [redacted] ans minimum, ayant acquis une expérience marketing de 5 [redacted] 7 ans [redacted] entreprise dynamique [redacted] performante du secteur financier, attiré par [redacted] très évolutif [redacted] il devra [redacted] valeur ses réelles capaci[redacted] rédactionnelles, [redacted] qualités d'imagination, [redacted] réalisation, d'aisance relationnelle à [redacted] niveaux.

[redacted] *d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo* [redacted] prétentions [redacted] précisant sur l'enveloppe la référence 2238 [redacted]

MEDIA PA
9, Bd [redacted] Italiens, 75002 Paris
qui [redacted]

MEDIA PA

GROUPE BBC

CONSEIL ET FORMATION
GESTION DU PERSONNEL ET ORGANISATION DES ENTREPRISES

Depuis 1973, nous intervenons auprès [redacted] entreprises privées et publiques, françaises [redacted] anglo-saxonnes – [redacted] triplé depuis 3 ans.

[redacted] assuré [redacted] environ [redacted] recrutements — par annonce non anonyme et par approche directe — [redacted] plupart des secteurs d'activités.

[redacted] renforcer [redacted] recrutement (plus [redacted] 35 [redacted] de notre CA actuel); nous vous proposons de créer un nouveau poste à PARIS

SPÉCIALISTE RECRUTEMENT

Bénéficiant d'une large [redacted]
- *vous prendrez connaissance de nos méthodes (description de fonction, analyse des exigences, sélection par entretien, etc.);*
- *vous assurerez le développement de cette activité à partir des contacts déjà établis;*
- *vous assisterez techniquement les clients — non en sous-traitant, mais en leur laissant leur liberté de décision — à chaque étape du recrutement, depuis l'analyse de la demande jusqu'au suivi de l'in[redacted] candidat;*
- *vous saurez refuser les contrats irréalistes pour le client ou contraires [redacted] l'intérêt des candidats.*

[redacted] terme, [redacted] pourrez intervenir [redacted] domaines d'activités : conseil et formation intra-entreprise, [redacted] un [redacted]

Si vous [redacted] minimum, [redacted] formation supérieure [redacted] une [redacted]ence du recrutement, soit comme [redacted] l'encadrement, [redacted] un [redacted] Personnel,

[redacted] téléphoner (233.86.30) [redacted] écrire [redacted] BÉNATOUIL ou Jacques BRUSSET, GROUPE BBC, 37, boulevard Sébastopol - 75001 Paris.

[redacted] d'une réponse rapide.

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Brie à Meaux

recherche

ORGANISATEUR ORGANISATRICE

Il (elle) sera chargé d'assurer la conduite de projets en étroite collaboration avec les services utilisateurs.
Diplômé de l'enseignement supérieur.
Position cadre.
(Salaire annuel 80 à 100.000 F. brut).

Les candidatures sont à adresser à :
Monsieur Directeur C.A.
BP 205 - 77101 77101

bleu

IMPORTANTE BANQUE
recherche pour son DEPARTEMENT FINANCIER

JEUNES DIPLOMES

(libéré O.M.)

Titulaires DUT de gestion-finance ou du BTS de comptabilité.

LIEU DE TRAVAIL : PARIS 2e

C.V., prétentions
s/réf. 8959 : **PIERRE LICHAU S.A.**
B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Important groupe pétrochimique français recherche

Ingénieur Diplômé

Dans le cadre d'une bourse d'études, un poste lui sera confié à l'université Laval pour conduire à bien une thèse de *Docteur Ingénieur. Le candidat* devra avoir une bonne connaissance des matériaux plastiques, de leur technologie de transformation et de la mécanique.

Adresser lettre de candidature, accompagnée d'un C.V. en précisant sur l'enveloppe la référence 2233/M

MEDIA 84
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées).

bis

SHARP

RECHERCHE SON

RESPONSABLE TECHNIQUE
MINI-INFORMATIQUE

■ SES FONCTIONS :
animer, former, contrôler une équipe de techniciens et assurer la liaison avec nos revendeurs.

■ SA FORMATION :
niveau BTS, DUT ou équivalent.
Il devra avoir une très bonne expérience du matériel mini et micro-ordinateur et de ses différents périphériques.

LES AVANTAGES :
- Salaire sur du fixe + primes + 13e mois + les points des dernières techniques,
- *être cadre dans une société dynamique,*
- avoir un salaire en fonction de ses capacités et des résultats des différents groupes d'une société en constante progression.

Si vous pensez correspondre à ce poste, n'hésitez pas à nous écrire ou à nous téléphoner à :

151, Avenue Jean Jaurès
93307 AUBERVILLIERS Cédex
sous référence A.P.
Joindre C.V. détaillé, prétentions et photo.
Téléphone 834.93.44 poste 381.

---

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de département commercial France export

référence CS 290 CM

UN DES GRANDS DE L'EMBALLAGE PLASTIQUE, SOCIÉTÉ FRANÇAISE DYNAMIQUE ET PERFORMANTE (35 % à l'exportation) crée le poste de **Directeur de département commercial France Export** afin de poursuivre et intensifier son développement.

Il aura la responsabilité :
- de participer à l'élaboration de la politique et des stratégies commerciales,
- d'animer l'équipe de vente et en particulier de l'activité de deux Chefs de Ventes confirmés France et export,
- d'assurer les négociations et les relations avec la clientèle de haut niveau.

Poste évolutif pour candidat de valeur, ayant un fort potentiel de développement HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, une expérience de la vente et de l'animation d'équipes et une connaissance de préférence de la grande distribution et de l'industrie alimentaire.
Très bonne connaissance de l'anglais.
Réelles perspectives d'évolution de carrière.
Poste : grande banlieue ouest de Paris.

Des managers pour diriger des PME

référence EU 292 AM

UN GROUPE FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN recherche plusieurs *Managers pour confier à chacun la direction et le développement d'une* unité de prestations de services industriels.

Il s'agit de sociétés, ayant entre 30 et 150 personnes, se situant dans un domaine d'activités en forte expansion.
Ces postes conviendraient à des candidats ayant le profil de chefs d'entreprises.
De formation supérieure (école d'ingénieurs ou de commerce) ou de niveau équivalent, ils auront des qualités marquées d'opérationnels et ils disposeront de quelques *années d'expérience professionnelle impliquant relations commerciales, direction de* personnel et gestion.

Postes régions : Rhône-Alpes : référence VU 285 AM
Centre France : référence WM 286 AM
Sud-Ouest : référence XN 287 AM
Bretagne : référence YP 288 AM
Écrire en précisant la référence.

Chef de service du personnel

référence DT 291 AM

TRÈS IMPORTANT CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE ET PERMANENTE AU PLAN NATIONAL ET INTERNATIONAL (effectif 300 personnes) **siège à Paris,** nombreuses délégations régionales, offre un poste de **Chef de Personnel.**

Ce poste conviendrait à un candidat qualifié disposant :
- d'une formation supérieure de préférence licence en droit (spécialisation droit du travail - CIFOP ou CELSA appréciés),
- *d'une expérience de 5 à 8 ans environ de la fonction acquise si possible dans* le secteur tertiaire ou bancaire.

Sa mission couvrira l'ensemble des aspects : recrutement, gestion administrative *et prévisionnelle (retraites, préparation de la paye, étude de rémunération, horaires* variables...), recueil des besoins et plan de formation.
Poste intéressant et évolutif nécessitant des qualités de rigueur et de contact.
Lieu de travail : Paris.

Responsable de l'information interne

référence EU 292 AM

UNE FIRME FRANÇAISE TRÈS RÉPUTÉE DANS LE DOMAINE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE (1000 personnes et plusieurs établissements) recherche pour une fonction de Responsable de l'information interne.

Le but de ce poste rattaché au Secrétaire Général est de favoriser dans l'entreprise les conditions d'une meilleure circulation de l'information à tous les niveaux.
Le cadre recherché assurera la rédaction du journal d'entreprise, animera les services d'accueil, réception, courrier et proposera différentes actions facilitant la communication dans l'entreprise (réunions d'informations, cercles qualité...).
La fonction nouvelle accueillir un diplômé d'enseignement supérieur ayant une expérience similaire en entreprise d'au moins 5 ans et témoignant de réelles qualités de contact.
Lieu de travail : banlieue immédiate sud de Paris.

Carrières évolutives pour jeunes ingénieurs fort potentiel

référence HX 295 AM

UN GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE TOUT PREMIER PLAN, leader dans son domaine, offre une solide formation et de larges perspectives de carrières à de jeunes **Ingénieurs diplômés débutants** ou ayant une première expérience, de formation ECP, Mines, AM ou école "généraliste" équivalente.

Intégrés au départ dans des usines à taille humaine, il partageront la vie de l'équipe de direction de ces unités et seront formés sur les plans techniques, organisation, gestion industrielle, relations humaines.

Ces cadres pourront accéder par la suite à d'importantes responsabilités opérationnelles et à de larges perspectives dans le groupe.
Plusieurs postes sont à pourvoir dans nos villes de province.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE Traducteur

référence GW 294 AM

UN CABINET DE BREVETS, *solidement implanté,* *recherche un Traducteur* (anglais-français et/ou allemand-français).

Ce poste conviendrait à un candidat qui, outre ses connaissances linguistiques, aura acquis, soit par sa formation, soit par expérience, une solide culture technique.
Plusieurs types de collaboration peuvent être envisagés : salarié temps plein ou mi-temps (éventuellement travail rémunérée aux honoraires peut également être possible).
Le lieu de travail pourra être, au choix, Paris ou Strasbourg.

etap — 4, rue Massenet 75016 Paris

An important food product firm
at Rungis seeks female

ASSISTANT

to its commercial manager. Her main task will be to help him to establish a new range of english products, by setting up the administrative organization, and *ensuring the commercial follow up and the logistics* (carriage, planning of delivery...).
A perfect knowledge of the french and english languages and a minimum of 1 year work experience in a similar field are required.
Send a handwritten letter + french C.V., photograph and desired salary ref. 1117 to Christine Germant

IS CONSEIL
11, rue [illegible] Paris.

IS CONSEIL PARIS- LYON- MARSEILLE

LE 4e CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE, TRÈS FORTE CROISSANCE + 70% EN 1981, IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRES DE RECHERCHE EN FRANCE ET EN CALIFORNIE, FILIALE DANS LES PRINCIPAUX PAYS EUROPÉENS), CHERCHE LES HOMMES QUI CONTINUERONT CETTE RÉUSSITE.

Informaticien devenez formateur

Vos années d'expérience vous apportent la maîtrise des *logiciels* de base à dominante scientifique. Et vous voulez dépasser la technique pure pour jouer un rôle de communication avec créativité.

Vous prenez la responsabilité de la formation de vos clients de vos équipes technico-commerciaux et de votre support, à vos systèmes et techniques de pointe.
Une bonne synthèse pour une meilleure évolution dans notre organisation à taille humaine.

benson

Écrivez au Service du Personnel
Z.I. des Petites Haies
1, rue Jean-Lemoine
94015 CRÉTEIL.

CONTACT

Importante Société d'Ingénierie filiale de l'un des premiers groupes industriels français, recrute pour son service de recherches

Analyste - Programmeur ou MICRO - INFORMATICIEN

Niveau DUT. Quelques années d'expérience. Sera chargé du développement et de la mise au point d'automatismes de contrôle de traitement [illegible]

Poste à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence 6018 à L.T.P.
31, Bd [illegible] Nouvelle 75083 [illegible] Cedex 02
qui transmettra

AEROPORT DE PARIS

recherche
pour la Direction chargée des études de conception aéroportuaire à ORLY un

INGENIEUR DIPLOME

GENIE CIVIL

Il est *indispensable de posséder une formation* complémentaire au Centre des Hautes Études de la Construction — C H E C — (C H E B A P).

Cet Ingénieur sera chargé dans une organisation par projet de mener des études techniques dans sa spécialité.

- Anglais courant.
- Déplacements à l'étranger.

Adresser lettre et CV à Monsieur MARTIN
291 boulevard Raspail - 75014 PARIS
Téléphone : 320.15.00

Secteur Tertiaire (St-Quentin-en-Yvelines - 78)
Filiale d'un groupe de dimension mondiale, nous sommes leader dans notre activité.

Pour lancer notre nouveau Plan Informatique qui va mettre en oeuvre les moyens les plus évolués (informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétraitement, bases de données), nous renforçons nos équipes de développement. Nous recherchons :

CHEFS DE PROJETS ANALYSTES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Nous demandons :
- une formation supérieure. Au *moins 2 ans d'expérience* dans la fonction,
- la pratique du **COBOL**. L'expérience d'applications interactives.

Seraient appréciées : • *une connaissance des mini-ordinateurs* DIGITAL (VAX-PDP) • une expérience de base de données • une pratique des problèmes de [illegible]

Envoyer C.V., photo et *prétentions* en *mentionnant* sur l'envoi la réf 8729 à Média System 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

SOCIETE GENERALE

Le Service de l'Organisation et des Études Informatiques
de la Société Générale recherche pour PARIS des

Ingénieurs Informaticiens
– Débutants –

Diplômés d'une École d'Ingénieurs, MIAGE ou d'un niveau équivalent, ils se verront confier dès leur intégration des fonctions opérationnelles d'analyse-programmation.

Ils *pourront ensuite évoluer vers de plus larges responsabilités de coordination et de conduite de projets dans des* domaines conformes à leurs affinités et leur potentiel.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec CV, sous référence ID, à SOCIÉTE GÉNÉRALE.
Service Recrutement, 7, rue Caumartin, 75009 PARIS.

HAVAS CONTACT

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS

précision mécanique
labinal
7200 personnes – 20 Usines | C.A. 1,3 Milliard de F.

DIVISION AÉROSPATIALE ÉLECTRONIQUE BOIS D'ARCY

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Formation Ingénieur SUP AÉRO - CENTRALE - SUP ÉLEC ou équivalent.
[illegible] une expérience approfondie dans le domaine [illegible] l'exportation [illegible] équipements aéronautiques [illegible] électroniques.
Il devra rapidement prendre en charge [illegible] **responsabilité de l'ensemble de la fonction export de [illegible] division.**
Le poste nécessite une parfaite [illegible] l'Anglais. Allemand [illegible]

INGÉNIEUR COMMERCIAL

Possédant de [illegible] électronique.
Il devra justifier d'une bonne expérience dans le domaine de la commercialisation des équipements aéronautiques.
L'essentiel de ses contacts se passera sur le territoire national.
Anglais indispensable.

DIVISION AUTOMOBILE BOIS D'ARCY

UN CADRE EXPORT

[illegible] formation commerciale, il possède [illegible] préférence une première expérience de [illegible] biens [illegible] dans un [illegible] international.
Il [illegible] chargé du suivi de la [illegible] et du développement du chiffre [illegible] du [illegible] Europe du Nord (RFA - Scandinavie - Bénélux).
Ce poste [illegible] parfaite [illegible] de l'Allemand [illegible] l'Anglais - Déplacements fréquents [illegible] l'étranger.

DIRECTION DES ACHATS BOIS D'ARCY

RESPONSABLE SECTEUR: FRAIS GÉNÉRAUX.

De formation Commerciale ou de gestion. Ce professionnel possédera une bonne expérience d'une fonction identique, il se verra confier la responsabilité de l'ensemble de la section frais généraux ([illegible] personnes).

Adresser C.V. et prétentions à P.M. LABINAL. Direction des Relations Sociales 5, avenue Newton - 78390 BOIS D'ARCY.

Innover - s'adapter - réaliser

Nous sommes la filiale française du Groupe WR GRACE : [illegible] personnes dans le monde, 8.000 en Europe et 1.000 en France (dont 200 cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'étendue de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa [illegible] est [illegible] par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel.

Implanté près de Rambouillet sur 13 hectares, notre siège regroupe les activités PACKAGING (emballages plastiques destinés à l'Industrie Alimentaire), CONTAINER (joints d'étanchéité destinés à l'Industrie de l'Embouteillage) et DAVISON (Silices, tamis moléculaires, catalyseurs).

Pour compléter nos équipes, nous souhaitons intégrer plusieurs cadres :

• ANALYSTE FINANCIER

Il prendra en charge des projets d'automatisation [illegible] procédures de contrôle de gestion.

• RELATIONS HUMAINES

Ces collaborateurs seront chargés de missions de recrutement, formation, sécurité, gestion du personnel, micro-informatique, ... Formation supérieure et expérience acquise sur le terrain (production, management, ...) sont nécessaires.

• ACHETEUR TECHNIQUE MATIERES PREMIERES

De niveau Ingénieur Chimiste ou Universitaire, il aura la responsabilité des achats de produits chimiques.

• CHIMISTE LABORATOIRE (DUT-BTS)

Il effectuera des mesures physico-chimiques sur des matériaux plastiques et exploitera les résultats de ces mesures.

• INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Chargés de promouvoir et commercialiser les procédés d'étanchéité, ils participeront également au développement de nouveaux procédés et à l'assistance technique à la clientèle. Déplacements à prévoir en France, Bénélux et Suisse. [illegible] et sens commercial nécessaires.

• INGENIEUR [illegible]

Faisant partie du service commercial Marketing, il développera de nouvelles applications pour une ligne de produits et sera disponible pour [illegible]

• CHEF [illegible] VENTES

De formation Ingénieur, il sera responsable de la vente de tamis moléculaires et de silicagels, développera [illegible] contrôlera leur réseau de [illegible]tes, en liaison avec les services techniques allemands. Il s'agit de produits destinés à l'Industrie. Fréquents déplacements en France et en Allemagne.

• INGENIEUR ANALYSTE DE PRODUCTION

De formation Ingénieur généraliste, il analysera les besoins de l'usine en termes de systèmes informatiques, et il participera à leur mise en place.

• INGENIEUR PROCEDES INDUSTRIALISATION

Il participera [illegible] l'optimisation des procédés de fabrication, [illegible] la qualité des produits, [illegible] coordonnera le lancement [illegible] produits.

Pour toutes ces fonctions, une bonne connaissance de l'Anglais est nécessaire, ainsi qu'une formation et une personnalité de haut niveau. Une expérience professionnelle de quelques années est demandée (sauf pour les postes d'Analyste de Production et d'Analyste Financier, qui pourront convenir [illegible] des débutants).

Nous souhaitons trouver des hommes et des femmes combatifs, disponibles et autonomes, capables de travailler dans une entreprise jeune.

Les structures et la taille de notre Groupe permettent d'envisager des évolutions de carrières motivantes et diverses, dans un environnement international.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant le poste choisi, [illegible] Service Recrutement - Société [illegible]
B.P. 10 - 28230 EPERNON

GRACE

Importante [illegible] française d'électronique recherche pour ***son activité aéronautique et spatiale****, un*

CHEF DE GROUPE COMMERCIAL

Il aura la responsabilité d'une équipe commerciale qui a [illegible] charge de promouvoir [illegible] produits électroniques d'équipement destinés aux secteurs aéronautique civil ou militaire, en France [illegible] à l'étranger.

Nous [illegible] un Ingénieur diplômé [illegible] Grande École d'Électronique ***ESE, Sup'Aéro,*** *connaissant la [illegible] des produits d'équipement dans [illegible] différents [illegible] militaires :* ***marine, terre, aéronautique.***

Anglais indispensable.

Envoyer CV et prétentions, sous référence 75243/LM, à HAVAS CONTACT - 1, place du [illegible] Royal - 75001 PARIS qui transmettra.
Discrétion assurée.

HAVAS CONTACT

ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS
ET LA DIVISION ELECTROMECANIQUE FRANCE
recherchent

3 INGENIEURS

de fonction A.M. [illegible] équivalent électromécanique ou matériaux ayant pour chacun des postes à pourvoir de 5 à 10 ans d'expérience dans des entreprises industrielles [illegible] pratiquant l'anglais.

REGION PARISIENNE

Division Relais M.T.I.

RESPONSABLE TECHNIQUE PRODUITS

■ Dépendant [illegible] Directeur de la division, il assure en liaison avec [illegible] direction industrialisation [illegible] groupe, une [illegible] permanente aux services [illegible] production, étudie et met [illegible] point [illegible] son équipe, les modifications, améliorations et applications [illegible] des produits. Participe [illegible] la qualification des produits nouveaux [illegible] l'interface technique clients-services [illegible] que le [illegible] qualité.

Pour ce poste qui nécess[illegible] une expérience [illegible] étude [illegible] industrialisation [illegible] produits électromécaniques fabriqués en petite [illegible] séries [illegible] des connaissances en électronique industrielle.

Pour ce poste écrire [illegible] M.T.I., Monsieur DELERUE, 2, avenue des [illegible] Bouillants - BP 133 - 77107 Meaux Cedex.

LE TOUQUET

Division Commutateurs ISOSTAT :

RESPONSABLE TECHNIQUE PRODUITS

• [illegible] fonction [illegible] précédemment, l'intéressé animera une petite équipe "méthodes", lui permettant [illegible] valeur ses qualités de conceptions et de [illegible] programmes d'analyse [illegible] réduction [illegible] coûts [illegible] sur [illegible] produits de grande que [illegible] moyenne séries.

Pour ce poste, [illegible] ISOSTAT : Monsieur G. GUILLAUME : 155, avenue F. Godin - 62780 Cucq.

EN FRANCHE COMTE

Division Commutateurs JEANRENAUD :

CHEF DU SERVICE OUTILLAGE

• Outre la responsabilité [illegible] conception d'outillages de [illegible]oupe et [illegible] moulage, élaborée [illegible] étroite collaboration avec le bureau d'études et de développement, l'intéressé devra proposer des solutions afin de réduire [illegible] coûts et délais de fabrication d'outils en implantant et développant [illegible] technologies [illegible] Ce praticien [illegible] l'habitude et le sens [illegible] commandement afin de gérer et organiser un atelier de 25 outilleurs.

Pour ce poste, écrire à JEANRENAUD : Monsieur G. DECAYE, avenue du Maréchal de Lattre [illegible] Tassigny - 39105 Dole cedex.

Pour [illegible] ces propositions qui représentent [illegible] réelles opportunités actuelles et futures pour des candidats de valeur, envoyer C.V., photo et prétentions aux adresses indiquées.

ITT *Composants et Instruments*

SYSTEMES ROBOTS INDUSTRIELS

ASEA

3ème constructeur mondial

Les [illegible], la fiabilité et la précision «suédoise» de nos robots Indu[illegible] et manipulateurs nous ont valu un accueil sur le marché français qui nous amène à étoffer rapidement notre équipe de Person (95).
Nous proposons donc à un

JEUNE INGÉNIEUR

[illegible] M, ESME ou équivalent

l'opportunité d'

INTÉGRER NOTRE SERVICE APRÈS-VENTE ROBOTIQUE

Pour réussir, vous avez:
- une solide base technique dans des domaines variés (mécanique, électrotechnique, pneumatique, électronique) validée si possible par une première expérience (Atelier, Entretien, SAV,...);
- de bonnes connaissances en anglais;
- un tempérament d'organisateur, autonome, actif et rigoureux;
- des ambitions professionnelles et une attirance personnelle vers les technologies de pointe.

Nous vous proposons:
- une formation approfondie en France et en Suède;
- après une période satisfaisante d'interventions en clientèle, de participer [illegible] développement du service en encadrant une équipe de SAV, jeune et dynamique.

Pour en savoir plus, adresser rapidement CV, photo et rémunération actuelle, [illegible] référence 42202 LM à: MERCURI URVAL, 21, rue Eugène-Flachat [illegible] PARIS.

Mercuri Urval

HAVAS CONTACT

Un [illegible] plus importants cabinets d'audit international recherche rapidement pour ses centres de Paris [illegible] Lyon

AUDITEURS SENIORS

Ils travailleront sur [illegible] missions variées auprès de sociétés de dimension [illegible] et internationale.

Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Les [illegible] devront avoir une expérience de 2 à 3 ans en cabinet d'audit français ou international et au moins le DECS complet.

Merci [illegible] CV avec photo en précisant la rémunération actuelle [illegible] référence M 223 [illegible]
Rudolph von Raesfeldt
TEG - 18, place Henri Bergson

The Executive Group
Une division de SISTEMA

Dessein

REPRODUCTION INTERDITE

MESUCORA 82.
6|11 décembre
stand 224 EF
Porte de Versailles
Carte d'entrée
sur demande téléphonique
630.22.46 poste 448.

Ingénieurs de haut niveau,

la 1re entreprise française de Systèmes de Process Control a besoin de vous.

Pour faire face à une expansion de 20% par an depuis 3 ans en France et à l'étranger, nous recrutons pour notre siège à Clamart (Hauts-de-Seine)

22
Ingénieurs de haut niveau

Adresser CV à Contrôle Bailey du Personnel, 5, avenue Newton 92142 Clamart Cedex en précisant la référence du poste.

GROUPE CGEE ALSTHOM Contrôle Bailey

Contrôle Bailey

COMMERCIAL

Réf. 2 CF-51 FRANCE
Six Ingénieurs technico-commerciaux
spécialisés en process control Fabricant ou Ingénierie.
Domaines: centrales électriques, chimie, agro-alimentaire.
Clients: utilisateurs finals et/ou Société d'Ingénierie. Langue anglaise demandée.

Réf. 2 CE-61 EXPORT
Deux responsables (très expérimentés) de zone géographique expérience process control - montage et direction de réseau international (filiales ou agents):
- **Amérique latine:** espagnol, anglais et/ou portugais.
- **Moyen Orient:** connaissance anglais et arabe.

RECHERCHE & DEVELOPPEMENT

Réf. 2 RD-11
Deux Ingénieurs Grande Ecole, expérimentés
automates industriels (matériel, logiciel et redondance) et/ou application en systèmes séquentiels (Batch control)

Réf. 2 RD-12
Un Ingénieur Grande Ecole, expérimenté
réseau de communication de données industrielles, pour études de Bus rapide à haute sécurité.

Réf. 2 RD-13
Un Ingénieur expérimenté
conception L.S.I. pour transmission de données haute vitesse.

INGENIERIE

Réf. 2 IA-21
Chefs de Projet
Trois Ingénieurs Grande Ecole, expérimentés
responsabilité de projet Process Control - Thermiciens et/ou Automaticiens.
Anglais demandé.

Réf. 2 IA-22
Informatique Industrielle
Deux Ingénieurs
systèmes temps réel en process control.
Connaissance souhaitée SOLAR.

Réf. 2 MSV-31
Mise en Service
Quatre Ingénieurs Electronique, débutants
pour mise en service et maintenance de systèmes de process control France et Etranger. Anglais demandé.

DOCUMENTATION TECHNIQUE

Réf. 2 DC-41
Un Technicien Electronicien Supérieur,
forte expérience rédaction de notices en technique électronique industrielle.

Réf. 2 DC-42
Technical writer engineer
English mother tongue
Responsible for technical manual and commercial brochure group.
Technical advertising as well.

elf aquitaine

recherche
pour sa DIRECTION COMMERCE INTERNATIONAL
à PARIS

UN JEUNE CADRE DEBUTANT

PROFIL :
Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC - ESSEC - SUP de CO...) ou d'Ingénieur (Centrale - AM...) il aura une excellente connaissance de la langue anglaise et si possible d'une seconde langue, de préférence l'espagnol - Concret et réaliste, il devra avoir le goût du commerce, des contacts extérieurs et des relations internationales.

MISSION :
Sous l'autorité du Chef de la Division Négociations Commerciales, il participera à l'activité d'Achat/Vente et échange de pétrole brut du Groupe.
A ce titre, il suivra l'évolution du marché international et négociera directement ou au côté du Chef de la Division la conclusion de contrats.

INTERET :
Une réussite dans ce poste permettra ultérieurement, une évolution de carrière dans les différentes activités du Groupe, en France ou à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 53412 à ELF FRANCE
Service Recrutement 137, rue de l'Université 75007 PARIS.

INGENIEUR METHODES CONTROLE QUALITE

GROUPE FRANCAIS DE MECANIQUE DE PRECISION

Nous recherchons pour notre usine située en banlieue Sud de Paris, un ingénieur expérimenté chargé de la réalisation des gammes de contrôle pour les fabrications mécaniques, et la définition des spécifications des outillages.

Il encadrera une équipe d'une quinzaine de techniciens.

Ce poste s'adresse à des ingénieurs diplômés soucieux d'évoluer au sein d'un groupe renommé. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous No 53457, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.

Grand quotidien national
recherche pour une « mission ponctuelle »
un(e) chef de publicité
6 mois **70.000 F**

Futur(e) média, ayant une expérience commerciale de 3 à 5 ans en tant que Chef de Publicité dans un support, nous lui confierons pour 6 mois la responsabilité d'une partie de notre clientèle. Son talent de négociateur, son sens du marché et sa connaissance éprouvée du milieu des annonceurs et des agences le rendront immédiatement opérationnel en et développement.

M. Taillandier vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence M. 55, avenue Bugeaud,

Bernard Julhiet Psycom

Membre du Syntec.

UN DES GRANDS DE L'INDUSTRIE DES SEMI-CONDUCTEURS,

chiffre d'affaires de FF 2 milliards,
implanté en France,
recherche 3 collaborateurs :

UN DIRECTEUR DE DÉVELOPPEMENT DE MARCHÉ
UN INGÉNIEUR D'APPLICATIONS MICRO-ORDINATEUR
UN INGÉNIEUR DE VENTE

De formation électronique, les candidats devront parler l'anglais et être disposés à voyager en Europe et aux U.S.A.

Adresser c.v., photo et prétentions à
RÉGIE-PRESSE, *le Monde* P.A., 5, réf. 249.920 M.,
37 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes un groupe de sociétés décentralisées sur plusieurs pays (Europe, Afrique, Asie) à forte croissance (C.A. 1,6 milliard de F — 40 filiales).
Notre métier : le bois - la forêt, la transformation, le négoce international, la distribution... Nous recherchons à PARIS un spécialiste en

gestion - contrôle - organisation

Vos missions — Promouvoir les procédures du groupe auprès des dirigeants de nos filiales.
— Les conseiller sur leur organisation administrative.
— Obtenir, analyser, contrôler les comptes, mesurer les performances.
— Préparer pour la Direction Générale les dossiers de développement ou d'acquisitions.
— Effectuer de courtes missions sur le terrain.

Vous êtes diplômé d'une grande école commerciale, vous avez si possible le DECS, et une expérience de 4 à 6 ans en Cabinet d'audit ou d'organisation et/ou en entreprise.

Nous serons sensibles aux capacités d'évolution des candidats et à leur disponibilité.

BECOB Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + rémunération sous réf. M 52 à P.DANEL - BECOB - 7, rue Brunel - 75017 PARIS.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre personnel est notre plus important capital...

3ème [illegible] française exportatrice de mini-informatique, avec un CA de 1,45 milliard et leader mondial de l'instrumentation de mesure électronique, HEWLETT-PACKARD FRANCE poursuit sa croissance à un rythme élevé (40% d'augmentation du CA en moyenne au cours des cinq dernières années).
Une réussite commerciale qui témoigne de la qualité de nos produits et du dynamisme de notre personnel. Il constitue notre plus important capital et nous recherchons :

Adjoint à la direction du personnel

Débutant ou avec une première expérience vous avez, comme une grande partie de notre personnel, une formation supérieure (Ingénieur grande école ou diplômé d'une école supérieure de commerce) et la fonction personnel vous intéresse car vous y voyez l'une des clés de la réussite d'une entreprise développant des technologies de pointe.

Nous vous proposons d'assister la direction du personnel pour ce qui concerne l'application de la législation française et la mise en place de nouvelles politiques.
Dans ce cadre, vous participerez à la gestion du personnel et aux relations avec les partenaires sociaux.

La Direction du Personnel, lieu d'observation, de compréhension et de gestion de l'entreprise, est au carrefour des différentes fonctions qui pourront être votre destination future.

Une bonne connaissance de l'anglais vous est nécessaire.
Pour ce poste largement évolutif vous bénéficierez d'une formation motivante.
Merci d'adresser votre candidature (avec curriculum manuscrit et photo) à Hélène Ducongé, HEWLETT-PACKARD France, Service du Recrutement, 91947 Les Ulis Cédex, sous réf. 008.

HEWLETT PACKARD

media-system

GROUPE ANGLO-SAXON, DU SECTEUR PRESSE ÉDITION
notre client est un des leaders européens dans le domaine des périodiques de haute qualité touchant aux loisirs et au temps libre. Bien implantés dans plusieurs pays d'Europe, le succès du lancement de notre premier magazine en France nous amène à rechercher pour notre filiale à Paris un

JEUNE PROFESSIONNEL DE LA V.P.C.

pour lui confier l'entière responsabilité de son
SERVICE ABONNEMENTS

Le poste:
- Gérer, organiser et animer une équipe féminine d'une dizaine de personnes disposant du matériel spécialisé informatique et technique le plus performant aujourd'hui;
- assurer l'interface distribution-abonnements-fournisseurs;
- rapporter à la maison-mère à l'étranger la marche du département et maintenir un taux de satisfaction client maximal.

L'homme ou la femme que nous recherchons:
- est un organisateur: pratique, efficace, orienté vers les résultats, capable de classer avec sang-froid les priorités;
- leader et communicateur-né, il emporte adhésion et enthousiasme par son engagement, son abattage personnel et son sens de l'humour;
- professionnel de la V.P.C. presse ou de l'édition, il parle et écrit l'anglais: il a déjà animé une petite équipe et connaît la question informatisée.

Nous lui proposons:
- de mener une équipe jeune dans une entreprise en progression très rapide;
- une vraie responsabilité opérationnelle sanctionnée par un résultat;
- un salaire convaincant.

Pour en savoir plus, adresser très vite C.V., photo et rémunération actuelle sous référence [illegible] à URVAL - 21, rue Eugène-Flachat - 75017 PARIS.

Mercuri Urval

HAVAS CONTACT

---

elf aquitaine

recrute pour sa Direction de la Recherche Développement Innovation
à PARIS

UN INGENIEUR CHARGE DE LA VALORISATION DE LA RECHERCHE

Si vous avez l'expérience nécessaire dans les secteurs de Recherche et Développement, si vous êtes dynamique et entreprenant, vous êtes le candidat que nous recherchons.

PROFIL :
— Diplôme Grande Ecole : Polytechnique - Mines - Centrale, etc...
— Quelques années d'expérience souhaitées dans le domaine de la Recherche et du Développement ou de la promotion de techniques nouvelles
— Anglais courant, écrit et parlé.

MISSION :
— Assurera la valorisation externe des techniques développées par le Groupe
— Définira une politique de valorisation (licences - associations - création d'activités nouvelles)
— Mettra en œuvre la politique retenue (depuis la recherche des partenaires jusqu'à la négociation et la conclusion des accords).

INTERET : Situation d'avenir pour élément de valeur souhaitant faire carrière dans le Groupe et attiré par missions ou séjours à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo sous réf. 53411 à ELF FRANCE Service Recrutement
137, rue de l'Université 75007 PARIS.

Chef des ventes
180 000 F +

Dans le cadre du développement de sa structure,
une société d'édition recherche
SON RESPONSABLE COMMERCIAL.

Rapportant au Directeur du Marketing, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et assurera la mise en place des actions promotionnelles.

Il animera une équipe et mènera les négociations avec les grandes centrales.

Pour réussir, il est nécessaire d'être de formation supérieure, de posséder une bonne connaissance de la grande distribution et d'avoir une première expérience d'animation de vendeurs dans le domaine de la grande consommation.

Merci de nous adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 211038 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29

---

120 000 F et +

Jeunes Ingénieurs attirés par l'Informatique :

BÉNÉFICIEZ DES ATOUTS D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS !

C'est dans la Société d'Informatique de ce Groupe que vous ferez vos premiers pas.
La diversité des travaux que nous effectuons dans le département ÉTUDES est de nature à vous passionner.
JEUNES INGÉNIEURS, que vous soyez débutants ou avec une première expérience en informatique, saisissez cette opportunité en nous adressant vite un courrier de candidature qui nous précisera votre formation, vos motivations, les secteurs et plus particulièrement les travaux qui vous intéressent.
Lieu de travail : Courbevoie.
Notre conseil établira les premiers contacts. Écrivez-lui sous référence 1 569 M.
ALPHA CDI - 59, rue Saint-Didier - 75116 PARIS.

ALPHA CDI

Des ingénieurs responsables pour concevoir et encadrer.

Nous sommes une importante Société de Conseil en Informatique, rattachée à l'un des plus prestigieux groupes aéronautiques français, et notre développement toujours croissant nous amène à recruter
3 INGENIEURS GRANDES ECOLES.
Vous possédez si possible une première expérience informatique, avez le goût de la responsabilité,
pour mener à bien une double mission :
— concevoir et concrétiser une application informatique de Gestion, dans un système évolué (environnement DB/DC),
— encadrer une équipe de travail.
Si vous souhaitez bénéficier de notre réussite,
si vous avez les qualités de rigueur, de méthode et de dynamisme que nous recherchons, rejoignez nos équipes.
Votre évolution de carrière sera étudiée personnellement lors d'un entretien avec la Direction Générale.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à :
SEDAP - Tour Gamma D - 197, rue de Bercy - 75012 PARIS

SOCIETE EUROPEENNE D'ANALYSE ET DE PROGRAMMATION

Organisation et Publicité

Dirigeants, Ingénieurs, Cadres,

ayant une expérience professionnelle de plusieurs années en entreprises.
L'A.P.R.O.D.I. organise la FORMATION
- de CONSEILLERS d'ENTREPRISES
- de CADRES de GESTION pour Petites et Moyennes Entreprises Industrielles et,
- de REPRENEURS d'ENTREPRISES

DEBOUCHES POSSIBLES :
Cabinets-Conseils, Entreprises et organismes publics ou privés concernés par la Promotion de la P.M.I. S'adresse également aux Créateurs d'une activité et repreneurs de PMI.

OBJECTIFS :
- connaître, savoir utiliser et mettre en place des outils de gestion adaptés aux PMI,
- acquérir une compétence réelle en matière de *diagnostic d'entreprise P.M.I.*
- savoir reprendre une entreprise en difficulté.

DUREE ET DATES DU STAGE :
- 25 semaines dont 9 semaines en entreprises.
- Session débutant le 7 février 1983.

Rémunération de stage et indemnités de formation de l'A.S.S.E.D.I.C.
Envoyer CV sous réf. 712 M.
Réunion d'information le 14 décembre 1982, sur rendez-vous.

APRODI 87-89 [illegible] 75784

La France des cadres actifs

Pour la première fois une enquête réalisée par IPSOS en 1982 pour le compte de 12 **supports presse** dont *Le Monde*

Tout ce qu'un Responsable de recrutement à toujours voulu savoir

- Leur attitude vis-à-vis des rubriques d'offres d'emploi,
- La fréquentation des rubriques des différents supports,
- Le portrait des lectorats de chaque rubrique,
- Le message à émettre.

A partir de ces données et pour une meilleure utilisation des résultats, REGIE PRESSE/ *Le Monde* a publié, une synthèse de cette enquête :
«La France des cadres actifs.
Les intentions et les faits.»

Pour recevoir «La France des cadres actifs» :
adresser votre carte de visite ou envoyer ce bon à découper à :
Jacques Degave Directeur Régie Presse / *Le Monde*
85 bis, rue Réaumur 75002 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE ET ÉLECTRONIQUE

Recherche

AGENT COMMERCIAL

pour Paris

Envoyer C.V. et prétentions sous nº T 969 M à RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

HEC, ESSEC, ESCP
expert comptable

LE GROUPE BSN recherche un diplômé d'une Grande École de Gestion + Expertise Comptable pour sa Direction Générale des Affaires Financières.

Il se verra confier la responsabilité du Service Méthodes et Procédures Comptables. Sa mission sera d'étudier, mettre en place méthodes et procédures comptables dans les françaises étrangères du Groupe. *Il collaborera étroitement avec les autres services* de la Direction Financières ainsi qu'avec les comptables et

Il devra apporter une prospective en matière de doctrine et méthodes comptables. Aussi participera-t-il aux spécialisés du plan national professionnel.

Nous souhaitons confier cette responsabilité à un candidat âgé *d'une trentaine d'années. Il aura acquis une solide expérience de* techniques anglo-saxonnes comptabilité. La connaissance de l'Anglais indispensable.
Poste basé au Siège du Groupe BSN à Paris.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 32 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

chef de service
gestion ordonnancement

GERVAIS DANONE FRANCE ce dans usine qui fabrique une gamme de 60 produits (yoghourts et desserts). Il la souplesse et la rapidité d'adaptation l'outil production impératifs commerciaux.

Membre du Comité de Direction, le Chef du Service Gestion-Ordonnancement la budgétaire: tableaux bord, budget fonctionnement, *suivi contrôle investissements. Il gérera l'ordonnancement*, l'approvisionnement premières, l'expédition produits finis. Il une équipe personnes dont 2 agents maîtrise. Il aura à organiser en place d'un système gestion de production utilisant l'informatique en temps réel.

Pour ce poste à la fois opérationnel et fonctionnel, nous recherchons un jeune ingénieur ayant acquis une première expérience de *l'ordonnancement familiarisé avec l'outil informatique.* Attiré par la création et la mise en place de systèmes de gestion performants, il jouera, pour son usine, un dans domaine.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. en précisant rémunération à: Danone, Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

BUREAU D'ETUDES INDUSTRIELLES ET DE COOPERATION DE L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

beicip

recherche

ASSISTANT(E) D'INGENIEUR

Niveau minimum : DUT Informatique.

Connaissances génie chimique et/ou économie appréciées.

Le travail proposé inclut principalement l'exploitation de modèles d'analyse économique et technique dans le domaine de l'industrie pétrolière et de l'énergie (Fortran, programmation linéaire).

Le candidat(e) devra pouvoir assurer l'entretien et la gestion des modèles (utilisation d'un mini relié à un ordinateur central) et participer à terme à la construction de nouveaux modèles.

Exigé : connaissance minimum Fortran.

Apprécié : expérience dans travail similaire.

Les candidatures C.V. devront être adressés au Chef du Département des Relations Sociales du BEICIP, 232 avenue Napoléon Bonaparte - B.P. 213 - 92505 Rueil Malmaison Cédex-référence 07.

---

responsable
opérations industrielles

GERVAIS DANONE FRANCE — 2,5 Md de CA, 4400 personnes, 7 usines fabriquant une gamme de 185 produits — poursuit son développement sur le marché des produits frais.

La Direction Industrielle recherche pour le siège à Levallois-Perret (92) un Ingénieur Responsable des Opérations Industrielles. A partir des prévisions de vente, des plans d'actions promotionnelles et des lancements de nouveaux produits, il met en oeuvre le plan de fabrication de la gamme dont il est responsable. Il gère et actualise en permanence les capacités de production des usines. Il assure la coordination permanente entre les Directions Marketing, Ventes, Distribution, Achats, Recherche et Développement et les Usines.

Il prépare la et les éléments de réflexion au choix d'orientations de la politique industrielle de la société.

Pour réussir dans ce poste où les qualités de gestion et de relations sont importantes, une expérience industrielle d'environ cinq ans *dans des responsabilités hiérarchiques et de gestion de production* est nécessaire. Un ingénieur à fort potentiel y valorisera ses atouts dans un rôle d'animation et de coordination ouvert sur un large ensemble de fonctions et très proche des instances de décisions.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 17 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

---

ingénieur débutant
travaux neufs

LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES — 1,4 Md de F de CA, 2300 11 unités production — fabrique et commercialise marques réputées (Kanterbräu, Gold, Valstar, Chopp) et de (Canada Dry).

Compte tenu programmes importants de sa de MELUN (77), un poste d'Ingénieur Travaux Neufs au sein de l'

Cet ingénieur chargé de l'étude projets de Travaux Neufs, de l'établissement budgets correspondants, de la consultation en France qu'à l'étranger que du jusqu'à la réception clés en mains.

L'outil industriel, dans ce secteur, représente des investissements très importants. La mécanique et les automatismes y jouent un rôle de plus en plus prépondérant: complexes programmables pour l'optimisation lignes production...

C'est un champ d'action pour le jeune ingénieur formation type que nous recherchons. La réussite à ce poste lui permettra d'évoluer responsabilités opérationnelles plus larges.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 9 M a: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

HAVAS CONTACT

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
recherche

DIPLOMÉ H.E.C., ESSEC, E.S.C.P.

EXPÉRIENCE 4 ou 5 ANS DANS UN CABINET INTERNATIONAL POUR DIRECTION

AUDIT

Ecrire sous nº T 037 081 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Important Laboratoire Pharmaceutique
recherche pour
Paris - Banlieue Sud

INGENIEUR

Responsable matériels de conditionnement et machines de production

collaborateur directement Chef du département bâtiment, études et installations nouvelles aura pour mission essentielle d'étudier, de rechercher de mettre en place matériels ou machines nécessaires à l'amélioration production et de la productivité. Il aura également la charge de la maintenance. Le candidat recherché nécessairement diplômé d'une grande école, Centrale, Arts ou équivalent. Il doit avoir acquis une formation complémentaire gestion des entreprises et posséder connaissances en informatique industrielle ou dans les automatismes ou la robotique. Les candidatures débutants à forte potentialité, détenant exactement formations complémentaires requises très motivés pour la fonction dans le cadre recherche. Une première expérience, courte, fonction et dans un des produits grande mation serait appréciée. Le laboratoire offre un excellent climat travail d'importantes perspectives d'évolution.

Ecrire lettre manuscrite C.V. + photo + rémunération actuelle demandée à

SODECI — 140 rue Croix Nivert 75015 Paris, réf. 111

---

sommes basée à Nous mettons à la disposition de clients, par téléphone, une information traité et traitée par spécialistes.

Notre Département recherche :

un jeune cadre

chargé de répondre aux questions les plus statistiques, bancaires, boursières...

De formation Eco (ou équivalent), avez acquis une première expérience professionnelle dans une banque.

Envoyez votre candidature détaillée avec vos prétentions à SVP, Direction du Personnel, 54, rue de Monceau, 08.

SVP

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
A VOCATION INTERNATIONALE
(secteur METALLURGIE - 20.000 -
C.A. supérieur à 5 F.)
recherche pour
SA DIRECTION FINANCIERE A PARIS

UN CADRE FISCALISTE
ASSISTANT DU CHEF DU SERVICE FISCAL

Le poste à pourvoir, axé essentiellement sur l'étude des *solutions relatives aux problèmes fiscaux* Groupe dans le cadre de ses activités en France qu'à l'Etranger, comprend, en outre, certaines de gestion (suivi impôts locaux, notamment).

Le candidat diplômé de l'enseignement supérieur (E.N.I., D.J.C.E., D.E.S.S. fiscal ou tout autre formation équivalente). *Une bonne maîtrise de l'anglais et éventuellement* de l'allemand appréciée.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous le 53423 à Contesse 01, qui avenue de l'Paris

---

CISI

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Depuis longtemps, la CAO (Conception Assistée par Ordinateur) est un de privilégiés de recherche et d'activité. Elle connaîtra dans les prochaines années un développement très rapide, auquel la variété solutions techniques et la qualité des progiciels que avons développés nous mettent en mesure de contribuer de façon

C'est l'occasion pour de

JEUNES INGENIEURS

diplômés d'une Grande Ecole, pratiquant le FORTRAN l'ANGLAIS, possédant déjà une première expérience professionnel *en mécanique ou en électronique, d'intégrer* une équipe de spécialistes et de participer à une passionnante aventure au service de l'industrie française.

Ecrivez-nous : CISI - Direction du Personnel
35 Boulevard Brune PARIS Cédex 14.

GROUPE CISI

CABINET SPÉCIALISÉ DANS LA FORMATION ET LE CONSEIL AUX ENTREPRISES - PARIS

FORMATEUR

ayant grande expérience dans L'ANIMATION DE SESSIONS DE HAUT NIVEAU EN MILIEU INDUSTRIEL domaine : Développement des Humaines.

Ce poste conviendrait à un spécialiste de littéraire, possédant culture générale (niveau Doctorat), habitué à des prestations de niveau élevé.

Des connaissances approfondies en psychologie et des aptitudes pédagogiques confirmées sont évidemment indispensables.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous le nº 53.050, à CONTESSE Publicité, 20, de l'Opéra, 75040, Paris Cedex 01, qui transmettra.

DIRECTION FINANCIERE PHARMACEUTIQUE
D'UN GROUPE INTERNATIONAL
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR FINANCIER

(30 ans) - Bon négociateur.

Formation : Grande Ecole Commerciale, C.E.S.B.

Expérience souhaitée : avoir acquis une bonne connaissance techniques financières par première expérience d'exploitation ou de trésorerie (gestion crédit clientèle *dans une grande entreprise industrielle internationale).*

Langues : bonnes connaissances d'Anglais - Espagnol souhaité.

Poste évolutif candidat valeur.

CV, photo prétentions à 53.583, Contesse Publicite 20, av. Opera 75040 Cedex 01, qui transmettra.

(Métro MAIRIE-DE-MONTREUIL)
Important d'Études techniques recherche :

DEUX TECHNICIENS SUPÉRIEURS BATIMENT

niveau équivalent, expérimentés, pour :

- Étude et conception structure bâtiment ;
- techniques tous corps

Ecr. à O.P.F., nº 486, 2, r. PARIS, qui tr.

Nous sommes d'Ingénierie Informatique de pointe. Notre expansion forte, nos clients prestigieux. Aussi, recherchons-nous

ANALYSTES D'APPLICATIONS

Votre expérience de 1 applications informatisées grande entreprise (IMS, CICS/DL1, DMIV, MINI 6, par exemple), formation supérieure ambition nous intéressent.

En échange offrons une rémunération attrayante correspondant aux responsabilités nous confierons, la chaleur d'une entreprise humaine une formation en vous permettant toujours à la pointe la technique.

DATAID INGENIERIE
GROUPE DATAID

dossier sous réf. LN 2
48 avenue R. Poincaré
75116 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne*	La ligne TTC
D'EMPLOI	71,00	83,50
DEMANDES D'EMPLOI	21,00	24,70
IMMOBILIER	48,00	56,45
AUTOMOBILES	48,00	56,45
	48,00	56,45
CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col. *	Le mm/col. T.T.C.
D'EMPLOI	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	31,00	36,45
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs surface nombre de parutions

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Chef de groupe comptable

Agent

souhaitons intégrer un comptable fort potentiel dont les fonctions seront de coordonner comptabilités analytiques des sociétés, de centraliser et analyser les résultats branche, d'assurer le reporting.

Il s'intégrera petite équipe dépendra directement du de service.

Une expérience réussie poste serait un avan-

Anglais indispensable. Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo prétentions à : DOUWE EGBERTS - 36, Galliéni - 95175 Bagnolet Cédex (*Réponse et discrétion totale assurées*).

la MAISON du CAFÉ

Société de distribution
km Sud de Paris

ATTACHÉ DE DIRECTION

Ce poste s'adresse à un diplômé d'une école supérieure de commerce ayant 2 à ans d'expérience dans les services de gestion, marketing, secrétariat général.

l'anglais et/ou de indispensable.

Envoyer c.v. prétentions n° T 037.037 M RÉGIE-PRESSE, bis, rue Réaumur, PARIS.

TECHNICON ™

mondial en *INSTRUMENTATION* et SYSTEMES AUTOMATIQUES D'ANALYSE,

cherche pour son DEPARTEMENT INDUSTRIE (LABORATOIRE D'APPLICATION) un

chimiste ou physico-chimiste

formation DUT, BTS, DEST, MAITRISE ou équivalent.

Une expérience en Chimie Analytique et de bonnes statistique ou/et informatique bienvenue. Une grande disponibilité nécessaire.
L'Anglais un apprécié.

Merci (C.V. prétentions) à :
M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10 - 95330 DOMONT

Secteur (St-Quentin-en-Yvelines - 78)
d'un groupe français dimension mondiale, leader notre

Pour lancer notre nouveau Plan Informatique qui va mettre en oeuvre les moyens plus (informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux de télétraitement, de données), recherchons

RESPONSABLES ETUDES ET REALISATIONS DE GROUPES

Votre mission : encadrement de projets importants gestion décentralisée, dans le cadre du schéma directeur.
Votre profil :
- ingénieur diplômé,
- expérience dans la fonction
- capacités étendues d'animation d'équipes et de dialogue les utilisateurs,
- forte motivation pour les aspects organisation planification, méthodologie.

Envoyer C.V., photo prétentions précisant l'envoi le réf 8733 à MEDIA System, 104 rue Réaumur Paris qui

---

Dans le cadre du Développement de à l'Etranger

LE LEADER EUROPÉEN DU SIÈGE AUTOMOBILE

recherche pour la région parisienne

COLLABORATEUR EXPORT

Niveau : supérieure.

Fonction : préparation et suivi des dossiers techniques (produits, qualité, prix)

Ce poste de dialogue entre usines et clients exige :
- Une expérience similaire (2 ans minimum) ;
- La maîtrise des langues anglaise et allemande ;
- Une forte personnalité.

Adresser c.v., photo, salaire actuel et prétentions sous n° T 037.122 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur,

---

SOCIETE DE TELECOMMUNICATION PROFESSIONNELLE, OUEST DE PARIS

recherche

INGENIEUR DE PRODUCTION ELECTRONIQUE

180/240.000 F
35 ans minimum.

Formation A & M, ICAM, ECAM, ENI ou similaire, mais la candidature d'un autodidacte sera accueillie avec bienveillance.

La parfaite connaissance des règles de l'art relatives à l'assemblage de composants électroniques sur circuits imprimés et ainsi qu'au câblage téléphonique sera demandée.

Cet ingénieur responsable d'usine, assurera la direction des services de fabrication et contrôle (40 personnes).

La fonction de informatiques de gestion.

Adressez C.V. + photo + prétentions à SECMAT INDUSTRIES 49, rue de Bagneux MONTROUGE.

Important Groupe de Distribution Alimentaire
recherche

Jeune Assistant de Gestion

Diplômé l'enseignement supérieur, vous votre dans un puissant.
Intégré au sein d'une équipe jeune (âge 30 ans), vous chargé de l'application et du contrôle des systèmes de gestion en place : tableaux de statistiques... Vous également à la la gestion et à la mise en place de nouvelles applications de gestion.

Vous avez en pratique informatiques au cours stages, vous possédez une grande et un esprit de synthèse développé.

Ce est à pouvoir à Paris.

Envoyer lettre manuscrite - CV - photo - prétentions sous à

LTP — 31, Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex - qui transmettra

Etablissement Financier National spécialisé dans l'apport de fonds propres PME cherche pour PARIS

UN CADRE JURIDIQUE

pour participer au des investissements et la responsabilité du suivi juridique des dossiers.

Nous offrons :
- Un poste stable avec des responsabilités immédiates

Nous souhaitons :
- Le niveau minimum d'un spécialisé en FISCALITÉ et DROIT DES le diplôme de Juriste d'entreprise le certificat comptable du DECS seraient, en outre, des atouts très appréciés.
- expérience de quelques un poste analogue.

avec C.V. prétentions à Madame D'ORNANT

FIDAL PARIS — 18 bis, rue de Villiers 92303 LEVALLOIS

FLONIC
Société du Groupe Schlumberger
conçoit réalise complète les matériels de comptage et de industriels.
Nous position de leader sur nos à la poursuite d'une politique développement permanent et recherchons pour notre

Département Gaz Industriel

Jeunes ingénieurs d'études

diplômés Ecoles les :
- ÉLECTRONIQUE (connaissances micro-processeurs),
- MÉCANIQUE (dont mécanique des fluides).

postes s'adressent ingénieurs débutants ou ayant une première expérience. Ils offrent de perspectives d'évolution au sein notre Groupe international.

Adresser candidature, sous la référence S 188, à Thierry RAJCA, FLONIC, 12 place des Etats-Unis Montrouge

FLONIC Schlumberger

ENTREPRISE DE DISTRIBUTION PERFORMANTE DE L'EST PARISIEN
C.A. 1 MILLIARD FRANCS - 250 PERSONNES
recherche

UN CHEF DU PERSONNEL

Le candidat retenu, âgé environ, devra pouvoir justifier de 5 d'expérience au moins dans la fonction posséder une bonne connaissance l'anglais.

Il devra en outre avoir faculté d'adaptation rapide un nouvel environnement professionnel qualités de négociateur.

La connaissance de la convention collective la métallurgie appréciée.

Adresser C.V., photo prétentions réf.
BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK

PROFESSEURS HAUTEMENT QUALIFIÉS

disciplines

INSTITUTEURS et BIBLIOTHÉCAIRES

(fonctionnaires en s'abstenir)

curriculum complet + photo, diplômes, recommandations en exemplaire.

Le 1er à :
M. Serge GUARINO, Directeur Personnel,
70, rue George-Sand, F - 91120 PALAISEAU.

Le 2e à :
Lycée français New-York, M. Serge GUARINO, du Personnel, 3,5 East 95th Street, NEW-YORK, N.-Y. 10028, U.S.A.

GROUPE TERTIAIRE DE 1er PLAN
recherche

UN JEUNE DIPLOMÉ
Pour le Département
organisation

Il lui confié après formation missions d'études et de conseil en organisation concernant les agences du Groupe.

Pour ce poste larges responsabilités, nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une Ecole de Commerce ou d'Université (DEA ou de Gestion, d'économie), fortement motivé par la fonction, disponible rapidement et ayant un contact humain.

Le poste à PARIS mais nécessitera de fréquents déplacements en Province.

Nous vous remercions d'envoyer lettre, C.V., photo, prétentions et possible numéro téléphone sous no 53.453 à CONTESSE *Publicité 20, l'Opéra* PARIS 01, qui transmettra.

Un gestionnaire sur qui compter

Un marché neuf, chiffre d'affaires (50 millions) progression ultra rapide, explosons...
comptabilité analytique à créer.
système gestion (et en particulier la de nos stocks) est à informatiser notre trésorerie à gérer.

Soyez le Directeur Administratif Financier de notre équipe.

Vous nous apportez : formation solide type ESCAE + DECS, doublée d'une expérience constructive entreprise, du tonus et beaucoup de réalisme.
Votre carrière trouvera développer dans notre groupe.
Lieu de travail : Paris.
Rémunération : 000 F. +.
Envoyer lettre manuscrite + CV, en précisant sur l'enveloppe la ref 6067, à Média-System, 104 Réaumur 75002 Paris qui transmettra à Service Gestion des Cadres.

MEDIA PA

Jeunes diplômés 3M

Le Service 3M FRANCE recherche un **CHARGÉ D'ÉTUDES DE MARCHÉS.**

Il l'entière responsabilité études pour un ensemble de départements (analyse besoins, négociation gestion budgets, relations d'études, présentation et recommandations).

Le devra avoir formation supérieure (**H.E.C., E.S.S.E.C., Sup de**) une connaissance l'anglais.

Sa personnalité motivations devront lui permettre d'accéder ultérieurement à responsabilité produits.

Le poste à **CERGY-PONTOISE.**

Adresser C.V., photo prétentions à Monique GENOT sous référence 29/G. - **3M FRANCE** - Boulevard de l'Oise - 95106 CERGY-PONTOISE CEDEX.

CENTRE DE DOCUMENTATION recherche JEUNE INGÉNIEUR dynamique, nationalité française connaissant l'anglais, notions d'informatique pour actions promotionnelles dans service relations extérieures.
Envoyer C.V. et prétentions sous le n° 28.413, à Centrale d'Annonces, 121, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FINANCIER PRIVÉ, 8e
recherche
CADRE COMPTABLE DE HAUT NIVEAU
pour prendre rapidement la responsabilité du service de gestion comptable et fiscale de ses SICAV et FCP.
Niveau DECS minimum.
Connaissant très bien valeurs mobilières au ment informatique.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. à : n° T.550 DELORME 98, rue de la Victoire PARIS-9e qui transmettra.

S.S.C.I. en expansion recherche pour son département Études situé à Neuilly-sur-Seine

CHEFS DE PROJET ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Expérience indispensable. Langage BASIC - GAP. II Matériel IBM 34 et 23

Envoyer C.V. détaillé et prétentions Ing. Co. Marketing, n° 150, 83, rue de Rennes, 75006 PARIS qui transmettra.

Sté de Transports spécialisés recherche

COLLABORATRICE

Service transports

- Formation supérieure.
- Anglais souhaité.

Adresser C.V. + photo à : T.N., 11, r. Christophe-Colomb, 75008 PARIS.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS spécialisé dans les équipements aéronautiques, rech. pour son Unité de Production située RÉGION TOURAINE

JEUNE INGÉNIEUR ÉTUDES et DÉVELOPPEMENT

Formation générale électromécanique et complémentaire électronique.

MISSION :
- Participer au développement de nouveaux appareils à base électromécanique et électronique (études, mise au point, industrialisation).

Esprit pratique et imaginatif. Anglais apprécié.

Adresser CV et prétentions n° 53.590 Contesse Publicité 20 av. Opéra, 75040 Paris cedex 01 q. tr.

REPRODUCTION INTERDITE

MATRA

La Direction Informatique de l'une des branches d'activités est équipée d'un système informatique basé sur un d'ordinateurs IBM 43 XX sous DOS/CICS/DLI – SNA et IBM 3033 VM. renforce ses équipes et crée plusieurs postes :

Ingénieurs Systèmes

2 postes sont proposés :

– L'un des postes concerne un Ingénieur expérimenté. Il aura rapidement la responsabilité de faire évoluer et de gérer les systèmes et le réseau.

– L'autre poste peut convenir à un Ingénieur débutant intéressé par une expérience valorisante au sein d'une équipe jeune évolutive.

Réf.A.

Ingénieur Méthodes

Intégré au groupe Méthodes et Assistance, il participe à la définition des normes de réalisation, à l'élaboration d'outils logiciels de haut niveau destinés à améliorer la productivité des équipes d'études. Il communique son expérience aux analystes programmeurs qu'il assiste techniquement.

Ce poste convient à un Ingénieur ou universitaire justifiant de 3 à 5 ans d'expérience dans les logiciels précités et si possible dans la méthode IPT.

Des qualités de contact et un sens pédagogique seront très appréciés dans cette fonction.

Réf.B.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous N° SL 996 au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres 3, avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

MATRA RUEIL

La Division Optique développe ses activités couches-minces :

Ingénieur Opticien

ESO-ENSPM - Doctorat

Il est chargé de développer des technologies nouvelles dans le domaine des couches-minces.
Il participe aux études, le suivi de fabrication en interface avec les services internes et les clients.

Opticien de formation, il peut débuter dans la vie professionnelle, mais justifier des connaissances en informatique/microprocesseur, si possible dans le domaine des applications couches-minces.

D'esprit curieux, il a l'aise dans la théorie et dans ses applications concrètes a révélé des facilités dans l'animation et l'organisation du travail d'une petite équipe de techniciens.

Anglais courant.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SL 996 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres – 3 avenue du Centre
78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

Nous Sommes une Importante Société Industrielle (+ de 5000 personnes), attentive au développement de la communication dans l'entreprise.

Pour poursuivre notre action et compléter nos équipes, nous recherchons pour une mission d'un an :

2 CADRES
"Expression des Salariés"

Sous la maîtrise d'oeuvre de la Direction des Relations Sociales, ils interviennent dans les domaines suivants :

- information sur le projet mis en œuvre dans la Société,
- études des modalités d'adaptation spécifiques à chaque milieu de travail,
- animation de la formation des responsables,
- suivi et bilan des actions engagées.

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats devront justifier d'une compétence professionnelle leur permettant d'être immédiatement opérationnels dans ces missions.

Ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Ecrire avec C.V., rémunération souhaitée et photo sous la référence 8331/M à PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne – 75008 PARIS
qui transmettra

MATRA

Le département Informatique Fédérale équipée d'ordinateurs MATRA DATAPOINT recherche :

Ingénieur Informaticien

Au sein d'un groupe projet, il participe à l'étude et à la mise en place de nouvelles applications de gestion en temps réel notamment sur le projet de décentralisation du système comptable fédéral.

Diplômé de l'enseignement supérieur (INSA – IIE – MIAGE), ce poste concerne un ingénieur débutant à 2 ans d'expérience industrielle.

Bonnes connaissances de l'anglais.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 996 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres – 3 avenue du Centre
78182 – SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

Important Organisme de Services

recherche

ASSISTANT(E) SOCIAL(E)

pour renforcer son équipe "terrain".

Les candidats, diplômés, ayant une spécialisation d'animation de groupe, intéressés par des contacts à tous niveaux et ayant le sens des réalisations.

Le poste basé en région parisienne (banlieue Ouest) nécessite de fréquents déplacements.

Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous N° 8330
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert Estienne
75008 Paris qui transmettra

MATRA VELIZY

Pour ses laboratoires de recherches et d'essais de matériaux sous un poste :

Ingénieur Chimiste

expérimenté en chimie organique-polymères

Il a la responsabilité d'un laboratoire de chimie organique, chargé de *l'évaluation et de la qualification de produits organiques.*

A ce titre, il anime et organise l'activité d'une petite équipe.

Cette fonction sera confiée à un chimiste de formation (Chimie de Paris ou ENSI). Avec une expérience industrielle de 8 à 10 ans, il apportera de solides compétences dans le domaine des polymères.

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 997 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres – 3 avenue du Centre
78182 SAINT-QUENTIN EN YVELINES CEDEX

IMPORTANTE ASSOCIATION TOURISME SOCIAL

Recherche

SON (SA) RESPONSABLE TRANSPORTS

Rattaché(e) à la Direction des Programmes Étrangers.

Il (elle) devra :

- Avoir une pratique et une expérience complètes dans la négociation des charters et des vols réguliers - France/Étranger.
- Avoir une expérience de direction d'une équipe opérationnelle (Fer, Air, Mer) et ses implants et en assurer le développement commercial et technique.
- Si possible, avoir une expérience du milieu associatif et syndical.
- Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Adresser C.V. + prétentions + photo à O.P.F., n° 479, 2, rue de Sèze, 75009 Paris, qui transmettra.

UNILOG

UNILOG - 14 ans d'expérience - 400 professionnels tous les de l'ingénierie informatique, les équipes de sa Filiale **UNILOG-FINANCE** et recrute des

ingénieurs débutants

ou diplômés de l'enseignement supérieur (niveau cycle au minimum)

Son intégration à des équipes travaillant en relation étroite avec nos des projets d'informatique bancaire sera précédée d'une **session de formation**, commençant *le 17 janvier 1983.*

Leur ultérieure leur permettra d'actualiser en permanence leurs et d'évoluer vers la conduite de projets.

Adressez dès maintenant votre candidature,
à **UNILOG-FINANCE** -
9, rue Vigny - 75008 Paris -
de Syntec Informatique.

HARRAS

Multiconsult

Correspondant de Deloitte, Haskins and Sells, recherche des

CONSULTANTS EN MANAGEMENT

Vous êtes :
- diplômé de grande école,
- éventuellement titulaire d'un MBA ou du diplôme d'expertise comptable,
- âgé d'environ 30 ans.

Vous possédez :
- plus de 3 ans d'expérience en entreprise et/ou en cabinet de conseil,
- des facilités de contacts à haut niveau,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Vous participerez à des missions telles que :
- diagnostic, conception et mise en place de systèmes d'information de gestion (comptabilité générale et analytique, contrôle budgétaire, trésorerie...),
- audit opérationnel d'entreprise,
- études d'acquisition et analyses d'investissement.

Nous offrons :
- un travail au sein d'une équipe jeune et internationale,
- des possibilités d'évolution rapide,
- des missions très variées,
- un salaire motivant,
- un poste basé à l'Etoile, impliquant des déplacements en province et à l'étranger.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 2191 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

MEESCHAERT-ROUSSELLE & CIE
Agents de Change
recherche pour compléter son équipe d'ANALYSTES FINANCIERS

UN INGENIEUR

débutant ou 1ère expérience

Après formation spécifique au domaine d'intervention, ce jeune diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs et possédant une formation économique complémentaire (ESSEC, IAE...), se verra confier la responsabilité de missions d'ETUDES FINANCIERES, de françaises du secteur industriel, et en évaluera les perspectives économiques et boursières.

Il participera à l'adaptation et au développement d'*outils INFORMATIQUES d'aide à la décision* en matière de prévision et de gestion de portefeuilles de valeurs mobilières.

Dans un environnement en fort développement et d'intéressantes perspectives, ce poste requiert des qualités de rédaction, d'analyse et de synthèse, le goût du travail en équipe et des contacts à haut niveau.

Anglais courant indispensable.

Envoyez C.V. + lettre de motivation + photo, *sous réf. AF à Bernard CEYROLLE.*

MEESCHAERT-ROUSSELLE & CIE
16, Bd Montmartre 75009 PARIS.

LCT

Laboratoire Central de Télécommunications recherche

INGENIEURS GRANDES ECOLES

ESE - ENST - ENSEEIHT - ECP - ENSERG

pour participer à des études dans le domaine de la télématique et des réseaux locaux pour téléphonie et données.

1) INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants ou quelques années d'expérience en étude de circuits analogiques et logiques, utilisation des technologies LSI et des microprocesseurs.

2) INGENIEURS LOGICIEL TEMPS REEL

débutants ou quelques années d'expérience dans la programmation des systèmes à microprocesseurs.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonne connaissance de l'anglais. Avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature (CV et prétentions) à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex.

(Métro Mairie-de-Montreuil)
Important Bureau d'Études techniques
recherche :

1 TECHNICIEN CHAUFFAGE

ayant quelques années de pratique en exploitation et connaissance thermique.

Notions énergies nouvelles souhaitées.
Contacts à envisager.

Écrire à O.P.F.,
N° 487, 2, rue de Sèze, 75009 PARIS,
qui transmettra.

entreprises saunier duval
A RUEIL-MALMAISON
recherche pour son SERVICE CENTRAL ACHATS

UN INGENIEUR OU UN TECHNICIEN

dont l'expérience lui a permis de se familiariser avec le matériel d'instrumentation et de régulation utilisés dans les domaines de la pétrochimie, cimenterie, verrerie...

Une bonne connaissance du matériel électrique et la pratique de l'anglais, seront des atouts supplémentaires.

Adresser C.V. et prétentions de salaire à
Entreprise SAUNIER DUVAL Service Relations Humaines
250, Route de l'Empereur
92508 RUEIL MALMAISON CEDEX.

Venez participer au succès du Leader des Produits Frais

GERVAIS DANONE FRANCE
Usine du Plessis-Robinson (92)

recrute

Pour son Service des Relations Sociales

un(e) EMPLOYÉ(E) QUALIFIÉ(E) SERVICE PAIE

- BAC ou équivalent minimum.
- Expérience professionnelle souhaitée.
- Formation d'informatique appréciées.

Adresser CV et prétentions à GERVAIS DANONE
Service des Relations Sociales - BP 4
92251 LE PLESSIS-ROBINSON CEDEX.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

chef comptable

D.E.C.S. **150 [illegible] +**

Une [illegible] service [illegible] prospère, située [illegible] 8e, souhaitant exploiter pleinement une conjoncture favorable, [illegible] le poste [illegible] de gestion comptable.

[illegible] d'un cadre [illegible] de [illegible] employés, votre mission englobera la comptabilité générale [illegible] analytique, la gestion budgétaire [illegible] programmation financière.

Vous êtes [illegible] candidat [illegible] si, âgé [illegible] 28 ans au moins, titulaire du D.E.C.S., [illegible] déjà 5 ans au moins d'expérience [illegible] maîtrisez les techniques comptables modernes, françaises ou américaines. Traitement en temps réel [illegible] IBM 34.

Ce poste vivant, rattaché directement [illegible] direction générale, conviendra à un homme [illegible] organisé, souhaitant s'intégrer [illegible] une équipe de jeunes cadres. Il [illegible] à pourvoir d'urgence.

[illegible] dossier complet [illegible] manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée, [illegible] M.S. REYMOND, [illegible] place Charles Fillion, 75017 Paris, qui [illegible] confidentiellement votre candidature, [illegible] référence CGM2.

Importante [illegible] d'ingénierie [illegible] d'un puissant groupe industriel recherche

Cadre administratif et de gestion

[illegible] au [illegible] d'une [illegible] technique autonome, [illegible] pour l'organisation [illegible] la gestion [illegible] l'unité.
A [illegible] il sera notamment responsable [illegible] la préparation [illegible] la gestion [illegible] budgets (frais, investissements, effectifs...), [illegible] l'élaboration [illegible] programme prévisionnel [illegible] l'élaboration [illegible] du suivi [illegible] contrats (prestations, travaux, etc.).
Il assurera en outre, [illegible] contrôle [illegible] avec [illegible] fournisseurs.
Ce poste convient [illegible] un [illegible] ayant [illegible] expérience professionnelle [illegible] quelques années dans [illegible] fonctions [illegible].
Lieu [illegible] travail : BRUYÈRES-le-CHATEL (91).

Adresser C.V. [illegible] photo, [illegible] référence [illegible] Média-System 104, rue Réaumur, 75002 [illegible] qui transmettra.

média-system

Conseils de sociétés

recherche

CHARGÉ (E)

de relations publiques pour assurer le maintien des contacts avec clientèle existante, promouvoir l'activité de services nouveaux.
Formation universitaire comportant bonnes connaissances de gestion et du droit des affaires.
Expérience professionnelle [illegible] dans la même activité, soit dans un cabinet de conseils.

Envoyer C.V. manuscrit à :
ING. CO. MARKETING
83, r. de Rennes, 75006 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT ORGANISME PUBLIC
PARIS 8e

Recherche

INFORMATICIEN

Formation supérieure :
Universitaire ou École d'Ingénieurs.
Expérience appréciée.
Pour service informatique en plein développement (200 terminaux en 1983).

Nos matériels et logiciels :
CII, HB 64 DPS, MINI 6, MERISE, TDS, IDS 2

VOTRE ROLE : Développement et maintenance des applications dont vous serez chargé.
Formation assurée. Possibilités de carrière.

Adressez C.V. sous no 250.064 M à :
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, [illegible]

Technicien supérieur mécanique

5 ans d'expérience

[illegible] d'ingénierie [illegible] recherche un TECHNICIEN SUPERIEUR MECANIQUE.

Vous [illegible] 5 [illegible] d'expérience acquise [illegible] B.E. de mécanique générale en particulier [illegible] la conception [illegible] machines spéciales comportant [illegible] pièces en mouvement.

[illegible] du développement d'un nouveau *matériel*, [illegible] confierons :
- [illegible] conception [illegible] d'endurance,
- le suivi [illegible] leur fabrication [illegible] traitants,
- la participation [illegible] et leur dépouillement.

[illegible] d'adresser [illegible] (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération annuelle) en précisant bien la référence M/2234 à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens - 75002 Paris,
qui [illegible]

(réponse [illegible] discrétion assurées)

Pour [illegible] activités en région parisienne, Important Bureau d'Études techniques recherche :

INGÉNIEUR D'AFFAIRES DIPLOMÉ (E)

capable d'assumer coordination [illegible] responsabilité d'opérations de logements - infrastructure, équipements [illegible] réhabilitation. [illegible] convient [illegible] un ingénieur de formation ETP, INSA, I.D.N. ou similaire, ayant quelques années d'expériences similaire ou dans le domaine du bâtiment.

Écrire [illegible] O.P.F., [illegible] 2, r. de Sèze, [illegible] PARIS, qui [illegible]

Nous sommes une P.M.E. (PARIS-2e)
Nous nous développons [illegible] nous [illegible] un

PROFESSIONNEL DE LA VENTE

Vous avez le goût et vous êtes à l'aise dans la démarche [illegible] la prospection commerciale.
Vous avez une première expérience de 2 à [illegible] ans [illegible] une [illegible].
Vous êtes diplômé d'une école de Commerce.

Envoyer c.v. manuscrit, photo [illegible] prétentions no 53.596, Contesse Publicité, 20, avenue [illegible] l'Opéra, 75040 [illegible] CEDEX, qui trans.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
spécialisé dans les équipements aéronautiques

recherche
pour sa direction technique PARIS

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

COORDINATEURS DE PROJETS
Formation aéronautique ou électronique.
Niveau thèse 3e cycle indispensable.
Doctorat souhaité.
Ecrire sous le no T[illegible] M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT

Ets [illegible] contrat
recherche
PROF de MATHS
et PROF [illegible] E.P.S.
Adresser C.V. 38, av. du Pt-Wilson, 94230 Cachan.

POUR CABINET
FRANCO-BRITANNIQUE

JEUNE JURISTE

Bilingue français, anglais. Minimum maîtrise avec mention plus diplôme universitaire [illegible]

Ecrire à FRESHFIELDS
[illegible] av. V.-Hugo, 75116 Paris.

Sté EXPERTISE COMPTABLE
recherche

CHEF DE MISSION

ayant connaissances comptabilité industrielle.
Sens des responsabilités.
Poste d'avenir
pour candidat dynamique.

Env. C.V. et prétentions [illegible] M. S. GESTION, réf. PM1, 32, bd [illegible], 75012 [illegible]

Administration recherche :

AGENT TECHNIQUE

pour négociation rédaction de marchés industriels d'État.
D.U.T. ou équivalent minimum.
Écrire au Service central des commandes, 46, [illegible]

CABINET EXP. COMPTABLE
COMMIS. AUX COMPTES
recherche

RÉVISEUR

Format. sup. [illegible]
1 an d'expér. minimum exigé.

Écrire SEFRECO S.A.
19, rue [illegible]

LABO RECHERCHES UNIVERSITAIRES ORSAY
demande

INGÉNIEUR

ÉLECTRONICIEN
ou INFORMATICIEN.

Ecrire avec C.V., M. DANON, ACCÉLÉRATEUR LINÉAIRE, bâtiment 200, 91405 ORSAY, ou téléph. 941-82-70, p. 524.

Sté 1 CIS (filiale Sté Bertin)
recherche

OPÉRATEUR

CONFIRMÉ POUR C.A.O. Sys-[illegible] mod [illegible] Urgent envoyer C.V. [illegible] rémunération souhaitée à :
M. FRIXON, 1, CIS, Z.I., rue Louis-Armand, 13762 LES MILLES Cedex.

[illegible] Physique [illegible]
recrute :

TECHNICIEN (NE)

pour frappe [illegible] scientifiques [illegible] type multipoint I.B.M., avec perspectives d'utilisation de matériels traitements de texte.
Anglais nécessaire.
Expérience souhaitable.
Ecrire avec C.V. I.P.N., réf. CH, B.P. 1, 91406 ORSAY.

Importante association de tourisme social
recherche
pour son siège [illegible] PARIS

AGENT COMPTABLE

(responsable comptable et financier).
[illegible] F. Responsable [illegible] le [illegible] général et le conseil d'administration de la comptabilité complète de l'association, de l'établissement des budgets et bilans, du contrôle budgétaire, du suivi financier des investissements. BTS ou DECS de comptabilité, 5 ans min. d'expérience chef comptable exigée.
Adresser lettre [illegible] avec C.V. [illegible], rue des Martyrs 75009 PARIS.

[illegible]
recherche

CHEF COMPTABLE

Lieu : PARIS.
[illegible] min. [illegible] ans. [illegible] ou équivalent. Expér. min. 10 ans comptabilité générale.
Rémunérat. : 140.000 F.
Ecr. av. CV, photo s/réf. 3341 SWEERTS, BP 269, [illegible] Cedex 09 qui tr.

URGENT - CHERCHE

AGENT CCIAL

[illegible] le no pour [illegible] collection de prêt-à-porter [illegible] Paris et région parisienne.
Tél. : (93) 61-39-03 ou (93) 61-77-52.

Secteur tertiaire (St-Quentin-en-Yvelines - 78)

Filiale d'un groupe français de dimension mondiale, [illegible] sommes leader dans notre activité.

Pour lancer notre nouveau [illegible] Informatique qui [illegible] mettre en œuvre les moyens [illegible] plus évolués (informatique répartie, mini-ordinateurs, réseaux [illegible] télétraitement, [illegible] de données), nous [illegible]

INGENIEUR SYSTEME

Votre [illegible] :
suivi, optimisation, développement des systèmes [illegible] orientés vers [illegible] mode inter-actif. Conception [illegible] en œuvre d'un réseau de mini-ordinateurs.
Votre profil :
ingénieur diplômé, expérience système [illegible] T.P. (au moins 2 ans), connaissance appréciée des systèmes [illegible]
DIGITAL (DEC [illegible], VAX, PDP).
Formation complémentaire assurée.
Envoyer C.V., photo [illegible] prétentions [illegible] mentionnant [illegible] l'envoi [illegible] 8731, [illegible] Média-System, 104 rue Réaumur [illegible] Paris qui [illegible]

média-system

Filiale française [illegible] société suédoise [illegible] l'appareillage [illegible]
[illegible] aux [illegible] vie,
[illegible] pour [illegible] expansion :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

- 1 RESPONSABLE REGIONAL (Paris [illegible] Province)
[illegible] un [illegible] susceptible d'assurer la gestion commer-[illegible] d'un [illegible] (prospection, [illegible], formation [illegible] clients).

[illegible] en chromatographie liquide, techniques électrophorétiques [illegible] comptage nucléaire, [illegible]

- 1 RESPONSABLE Chromatographie liquide HPLC, analyse [illegible]

Pour chaque poste, [illegible] connaissances [illegible] la discipline concernée.

[illegible] s'intégrer [illegible] l'équipe [illegible] vente, promouvoir [illegible] ligne [illegible] produits sur l'ensemble [illegible] la France, assurer séminaires, [illegible] et formation auprès [illegible]

[illegible] devront [illegible] preuve [illegible] dynamisme, du [illegible] responsabilités, [illegible] disponibles pour [illegible] fréquents déplacements.

Anglais pratique souhaité. [illegible] à pourvoir [illegible] à Orsay (91).

Envoyer C.V. [illegible] manuscrite, photo [illegible] prétentions à :

LKB

LKB INSTRUMENTS [illegible]
[illegible] - B.P.29
[illegible] ORSAY [illegible]

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
TOUR MAINE-MONTPARNASSE
[illegible]

DOCTEUR SCIENCES ÉCO

(3e Cycle ou Etat)

[illegible] expérience pro[illegible] pour fo[illegible] de CHARGÉ D'ÉTUDES auprès de la [illegible] *Marketing.*

Les candidats devront communiquer leurs travaux et préciser sur leur c.v. la mention obtenue lors de la [illegible] de [illegible]

Envoyer c.v. et photo à :
FACTOFRANCE HELLER
Service du Personnel, tour Maine-Montparnasse, [illegible] CEDEX 15.

(MÉTRO MAIRIE-DE-MONTREUIL)
Important [illegible] d'Études techniques bâtiment-infrastructure, pour développement et mise en place [illegible] l'informatique technique de ses services, [illegible] :

INGÉNIEUR DIPLOMÉ(E) EXPÉRIMENTÉ(E)

chargé(e) :
- De la définition des cahiers des charges avec les services [illegible] ;
- De la mise en œuvre des solutions informatiques et de leur suivi ;
- Du [illegible] aux utilisateurs.

Connaissances [illegible] l'ingénierie du bâtiment et de l'infrastructure appréciées, en particulier dans le domaine de la thermique.

Ecrire [illegible] O.P.F., no 489, 2, rue de Sèze, 75009 Paris qui transmettra.

[illegible]
CHEF DE MISSION

NIVEAU [illegible]
Libre rapid[illegible]
Adr. C.V., photo et [illegible]
EXPERTISE ET CONSEIL
9 rue [illegible] Chaillot, PARIS-16e.

[illegible]
recherche :
pour Service Personnel

UN RÉDACTEUR

Titulaire maîtrise droit
Ecrire : ORSTOM, 24, rue Bayard, 75008 PARIS.

Administration Paris-9e rech. pour un service technique du domaine de l'énergie.

DOCUMENTALISTE TECHNIQUE

EXPÉRIMENTÉ OU [illegible]
Diplôme de documentaliste et licence ès sciences indispensables.
Connaissance [illegible] domaines électrique, hydraulique et nucléaire ainsi que de l'utilisa-[illegible] de l'informatique documentaire appréciée.
Envoyer [illegible] C.V. et prét. s/réf. 8.958 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Urgent L.T.P. St-Nicolas, rech.
PROFESSEUR
Temps complet pour enseigne-[illegible] pratiques de fabrication mécanique. Niveau lycée. Diplôme exigé BTS fabri-[illegible] et [illegible] ans d'expérience professionnelle.
Tél. : 222-83-60.

Labo Recherches Universitaires ORSAY
[illegible]

DESSINATEUR

Titulaire B.T.S. [illegible] industriel.
Ecr. avec C.V., Mme Mathieu, Accélérateurs Linéaires, bât. 200, 91405 ORSAY.

FORMAVENIR
Organisme de formation continue
recherche

VACATAIRES POUR L'ANNÉE 83

Afin [illegible] stages [illegible] domaines de l'informat[illegible] et de la bureaucratique.

Tél. (4) 455-19-36 pour R.V.

Etablissement financier recherche pour étude et montage dossiers financement

CADRE

Formation supérieure.
[illegible] nécessaire [illegible] poste similaire.
Poste évolutif.

Env. CV, ph. et prét. s/réf. 2195 à P. LICHAU SA, BP [illegible] - 75063 [illegible] dex 02 qui transmettra.

---

conseils en carrière

CADRES A LA RECHERCHE DE VOTRE 2e SOUFFLE

Le [illegible] que vous avez accepté hier, le reprendriez-vous aujourd'hui ? [illegible] au [illegible] de vous-même, c'est non, ne vous y résignez pas.
Nous aidons les cadres dirigeants [illegible] trouver leur deuxième [illegible] sommes les [illegible] en [illegible] plus expérimentés en Europe.
Notre méthode [illegible] tout [illegible] une analyse en profondeur de votre cas. Puis nous vous [illegible] à obtenir les [illegible] qui [illegible] conduiront [illegible] l'emploi le plus [illegible] vos [illegible]
Pour une évaluation, confidentielle et sans frais, [illegible] propres possibilités [illegible] redéploiement, prenez un rendez-vous par téléphone ou par lettre [illegible] un de [illegible] conseils en orientation :

Forgeot Weeks
Conseil [illegible] de [illegible] dirigeants.
50, rue Saint-Ferdinand - 75017 Paris.
Tél. 574.24.24/574.25.20
Meeting [illegible] English [illegible]

Sté d'édition Paris
recherche
COLLABORATEUR
à mi-temps

SPÉCIALISTE SCIENCES DE LA TERRE

FONCTION : coordination et suivi de projets « avionique »

Anglais exigé.

Adr. CV, ph. et prét. no 53.589 CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

représentation offres

LES FORGES D'ART, fabricants tte ferron., luminaire, articles de cheminées, rech. REPRESENTANTS Multicartes rég. Paris, Bretagne, Nord, Est, Vallée du Rhône.
Lettre de première prise de contact aux FORGES D'ART PAZAYAC, 24120 TERRASSON.

représentation demandes

Représentant expérimenté cherche stés [illegible] représenter. Écrire No [illegible] AMEP P.A. [illegible] rue Gal-Foy 75008 Paris.

capitaux propositions commerciales

A céder cabinet comptable [illegible] Montpellier, honoraires [illegible] : 615.000 F (h.t.) [illegible] reprise droit au bail et leasing ordinateur. Possibilité reprise partielle de clientèle.
Ecr. s/no 7.361, le [illegible], service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

[illegible] - [illegible] retraite, [illegible] cab. immob., portefeuilles, syndic (C.A. 300.000 F) et gérance (C.A. 400.000 F), traitement informat. Tél. : 501-33-55 bur., [illegible]

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ETRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT

261, Bd Raspail, 75014 Paris
633-67-28

Méthode orale, conversations. Cours la journée et le soir.

Session d'hiver du 3 janvier au 26 mars 1983.

Inscriptions à partir du 29 nov. Préparation au [illegible] Cours pour enf. de [illegible] à 10 ans.

propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et tous avec ou sans diplôme.
Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIERES (C 16) Boîte Postale 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amérique, Asie, Europe). Demander une documentation sur notre revue spécialisée MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX, copies, thèses, rapports, etc. Téléph. au 306-06-86.

travaux à façon

ENTREPRISE sér. réf. effectue rapid. travaux peint., revêt. sol et mur, électr., plomb., décorat. Devis gratuit sauf sinistres. 368-47-84 et 893-30-02.

automobiles

ventes

moins de 5 C.V.

SAMBA LS - AVRIL 82
Excellent état, 12.000 km.
Prix : 27.500 F. LEDUEY.
Tél. 464-92-80 (poste 3.546).

de [illegible] 11 C.V.

Urgent à vendre CX 2000 Pallas, année 79, 70.000 km, [illegible] intérieur beige. 26.000 F. T. 248-72-23 poste 2492 bur. ; 045-49-29 ap. 18 h.

Particulier vend R 18 GT TD diesel, neuve 10 - [illegible] - vitres teintées - trait. anticorrosion [illegible] F en dessous [illegible] prix neuf.
Tél. : 875-15-56.

PARTICULIER
Vends [illegible] T.I. Année 81, beige métallisée, 54.000 km. [illegible] état. Prix Argus.
T. 531-70-75.

boxes - parking

[illegible] R. [illegible]
A VENDRE PARK. sectionné.
Prix : 58.000 F - 583-91-45.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance [illegible] répondre [illegible] les [illegible] qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR BANQUE (44 ans)

Créateur et animateur d'un service décentralisé gérant un encours de 6 milliards de francs (100.000 dossiers).
Expérimenté en :
- GESTION : concepts, direct par objectifs, comptabilité, [redacted] budgétaire, recouvrement de créances.
- INFORMATIQUE : analyses fonctionnelles, rédaction cahiers des charges, interface.
- MANAGEMENT : encadrement de 70 personnes, organisation de travail, recrutement, formation et gestion du personnelle, conception et mise en œuvre traitement de textes.

Forte personnalité dynamique et volontariste, sens de l'analyse et de la synthèse,
recherche poste à responsabilités tous secteurs d'activité, Michel Bouteloup, 77630 Arbonne-la-Forêt.

H. de contact et de terrain, 35 ans d'expérience journalisme politique, spectacles, etc., étudie toutes propositions relations publ., service presse, édition, documentation, Paris. Ecr. s/nº [redacted] le [redacted] service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Diplômé de Yale, volons, Peace Corps, hautes études American Film Institute ch. emploi lui permettant d'écrire. ROB GOETHALS, 666 North Van Ness, Los Angeles, California, 90004 U.S.A.

INFORMAT., ALLEMAND

39 ans, ét. sup., trl. angl., fr.
- Concept. et mise en pl. des applic. de gest. interactives (DB/DC).
- Bonne connais. des bases de données et des logiciels.
- Audit informatique.

cherche poste
COORDIN. DS ACTIVITÉS DU PLAN INFORMATIQUE en Europe

Audit informatique

Ecr. s/nº 3.973, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ING. ARCHITECTE

dipl. univ. all., cour. all. 10 a. exp. (Dir. Coord. Organ. ét. proj. France R.F.A.), not. Gest., Com. int., angl. lu. Ch. pte : TECHNIQUE et/ou TECHNICO-COMMERCIAL en France/Allemagne. Ecr. s/nº 7.363, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Que proposez-vous à Cadre 38 ans, secteur social, direction pédagogique, administrative et financière. Diplômes + réf. 1er ordre. Ecr. s/nº 7.360, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 52 ans, cadre, très sérieuses références, spécialisé gestion de stocks, direction dépôt distribution, recherche en région parisienne emploi similaire toutes branches. Tél. à M. CLÉMENT : 966-61-66

J.F., 26 ans maîtrise droit privé anglais courant, exp. collab. avocat, sce contentieux, étud. ttes propositions. Libre de suite. [redacted] S. Bourreau, 24, rue B.-Barret, 75014 Paris.

EXPORT MANAGER

Expér. vente et marketing produits grande consommation Conn. marchés : Europe, USA, Moyen-Orient, Japon. Animat. d'équipe. Nég. à niv. internat. homme quarantaine, formation commerciale sup. A.C./H.E.C., trilingue anglais/[redacted]. Recherche poste à responsab. Ecr. s/nº 3.936, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Dactylo confirmée, 9 ans expérience sur IBM électrique boule. Formation littéraire, cherche travail Paris. Ecr. s/nº 3.951, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

RELATIONS HUMAINES

J.F., 35 ans, dipl. enseign. sup. sciences hum.-gestion, 8 ans d'exp. format. adultes, conception et animat., recrutement, expér. acquise en entreprise et cabinet, rech. poste responsable format. ou fonct. personnel. Tél. soir : 883-41-09 ou écr. M. Mayet, 104, av. du Bac, 94210 La Varenne-St-Hilaire.

H., 35 ans, ing. russe, 6 ans en France, D.U.T. informat. sach. micro, IBM43, ch. empl. st. Paris. Ecr. s/nº 3.958, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Secrétaire dactylo sans sténo, 47 ans, courrier comptable administration générale. Libre fin décembre. Ecrire sous le nº T 037.088 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Jardinier confirmé 4 branches, plus entretien bâtiment et mécanique, possibilité tout matériel pour effectuer travaux sites, tous permis, sach. poste à responsabilité dans propriété région Sologne, 36, 18, 41, 37 ou limitrophe. Étudierait toutes propositions d'emploi pour travaux. Ecrire Havas, 45000 Orléans, nº 197.052.

Dame, cadre direction, 20 ans d'expérience secteur social, recherche emploi direction, animat. foyer personnes âgées. Ecrire sous le nº 9.682 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cadre 35 ans spécialiste

ÉNERGIES NOUVELLES

recherche poste à responsab., ccial tech. et gest. Ecr. Jacky ROMAT, Bât. F8, la Petite-Garonne, 16000 ANGOULÊME.

Analyste-Programmeur, 27 ans, diplôme AFPA d'analyste-programmeur, diplôme comptable (CPECF), 3 ans expérience sur IBM 34-GAP II. Téléphonez au : 448-34-41. Cherche Paris ou banlieue Sud.

Jeune femme profession. angl. franç. rech. stage Paris à partir 6 déc., marketing pub. de Cie inter. A. Jouvenel, pav. Honnorat, ch. 304, Cité univ., 21, bd Jourdan, 75014 Paris.

8 ans industrie, 6 ans animat. et format. adults et jns chôm. dans secteur associat., 8 ans prof. LEP, BT électr. DESS ECO du travail, ch. poste à respons. dans form., anim., gestion pers. Région 26, 07, 69, 84. Libre rapidement. Roy-Vaunaveys, 26400 Crest. T. (75) 75-33-69.

H., 36 ans, ing., 11 ans expér. commerciale produits bât. animation réseau responsable marketing missions dir. général [redacted] anglais/portugais/espagnol, dynamique, sans organisation [redacted] humain, ch. Paris dir. [redacted] ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 36 ans, militaire, licence Sc. éducation, DUG psycho, polyvalent, organisé et autonome, expérience variée domaine administratif. Formation de personnel et gestion. Notions italien et espagnol, étudierait toutes propositions d'un poste à responsabilités et évolutif. À Paris ou banlieue Sud. Ecrire sous le nº T 037.046 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F., interprète dipl. d'Ealing College of Higher education Londres, angl., esp., fr., dact. conf., permis de conduire V.L., cherche emploi, plein temps Paris ou province dans sa spécialité ou secrétariat ou réception. Ecr. à Christiane BONNEAU, 19, r. Victor-Hugo, 78230 LE PECQ. Téléphone : 973-65-61.

J.H., 33 ans, D.U.T. documentation, licence anglais, espagn. cour., prépare maîtrise, stage BBC, rech. emploi documental. Tél. : 530-00-93 apr. 18 h.

H.E.C., expert comptable Audit, expérimenté, ch. situation. Ecrire sous le nº T 037.086 M, RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Directeur s'occupant de réinsertion sociale, grande expérience en gestion et innovation sociale recherche poste dans organisme ou association s'intéressant au tiers-monde. Ecr. s/nº 3.895, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JOURNALISTE

25 ans, quatre années d'expérience professionnelle, rédaction, reportages, secrétariat de rédaction, maquette ; habitude des relations avec les imprimeurs ; deux ans de photo-journalisme ; ayant une bonne connaissance des problèmes de diffusion de la presse ; recherche une situation dans les métiers de la communication. Toutes propositions étudiées. Ecrire à M. Gauthier, 7, avenue de la Sœur-Rosalie, 75013 Paris.

J. F., 19 ans, dactylo, 1er éch., CAP employée de [redacted] cherche emploi Région Nord ou Paris V[redacted]00, r. des Chéneaux, [redacted] MONTMORENCY [redacted] : 964-19-13.

secrétaires

LA BRANCHE «PRODUITS FRAIS» du groupe BSN-GERVAIS DANONE, en pleine expansion grâce [redacted] l'implantation de GERVAIS DANONE en Europe, [redacted] sur [redacted] Américain, [redacted] en Région Parisienne (au Plessis-Robinson 92) un Centre [redacted] Recherche [redacted] internationale, C.I.R.A.L. qui recherche

UNE SECRÉTAIRE DE DIRECTION
TRILINGUE : ANGLAIS-ALLEMAND (MR 92/44 M)

De formation supérieure [redacted].
Une très bonne connaissance pratique de l'Anglais et de l'Allemand, et une expérience de 5 années dans un poste similaire [redacted] nécessaires.
Cette Secrétaire de Direction aura en charge le Secrétariat Administratif du C.I.R.A.L. et les Relations avec les Services Fonctionnels du groupe BSN-GERVAIS DANONE. Elle assurera l'Accueil du Personnel Étranger ainsi que les Importations et les Exportations d'échantillons de produits.

GERVAIS DANONE FRANCE — 4500 personnes, leader sur son marché — fabrique et commercialise [redacted] produits [redacted] (fromages frais, yoghourts et desserts) [redacted] recherche pour sa DIRECTION RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

UNE SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO (MR 92/45 M)

De niveau Baccalauréat G2.
Expérience [redacted] Connaissance pratique d'une langue (Anglais ou Allemand) seraient appréciées.
Ces candidatures sont à adresser sous référence correspondante avec CV [redacted] précisant rémunération actuelle et souhaitée à :
GERVAIS DANONE FRANCE — Service des Relations Sociales
1, avenue Paul-Langevin - 92350 LE PLESSIS-ROBINSON

bsn.gervais danone bsn.gervais danone bsn.

HAVAS CONTACT

Important Groupe d'Électronique
Filiale d'un Groupe Mondial de Premier Plan
recherche pour son
Directeur Européen du Marketing

UNE SECRÉTAIRE PARFAITEMENT TRILINGUE
FRANÇAIS - ANGLAIS - ALLEMAND

ayant au moins 5 ans d'expérience de la vie en entreprise et des qualités réelles d'organisation et d'initiatives permettant d'assurer en permanence des liaisons et des communications à haut niveau.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 53.568
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
[redacted] Paris Cedex 01, qui transmettra.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt

LE COUP DE FOUDRE imm. XVIIe rest. sup. [redacted] pces, 2 bns, terrasse. 1.350.000 F. S.D.G. Téléphone 634-06-20.

4e arrdt

RUE DES TOURNELLES Immeuble XVIIe TRIPLEX 200 m², s/rue et cour-jardin. Prix 2.200.000 F. 272-40-19.

BEAUBOURG, imm. caract., 3 pièces, 60 m². 590.000 F. charme, poutres. 370-16-96.

5e arrdt

NEUF
1 et [redacted] RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE. [redacted] 4, 5 [redacted] et DUPLEX. [redacted] témoin tous les jours de 14 h à 19 h, sauf dimanche.

6e arrdt

[redacted] PIÈCES, [redacted]0, 220 m², VUE JARD.

MONTPARNASSE, dble liv. 2 chbres, + serv. Bel immeuble asc. 800.000 F. 566-52-11.

7e arrdt

PLACE BRETEUIL IMM. RÉC. Séj. + 1 chbre. 4e ét., balcon, plein sud, garage. 1.500.000 F. J. FEUILLADE - 566-00-75.

35, RUE DE BEAUNE, 2e étage, rue et cour, 2 pces, 50 m², à rénover. Prix : [redacted] F. Sur place mercredi, de 13 h [redacted] 17 h.

8e arrdt

RUE REMBRANDT
Prox. parc, spl., appt 340 m² 2e ét. divisible, prof. libérale. SANTANDREA 260-67-36/66.

9e arrdt

Très BEL imm., grand standing, 2e étage, ascens., sur cour et jardin, CLAIR, calme, très beau et grand 4 pièces, cuisine, salle de bains, 120 m² environ, 975.000 F. Tél. 878-97-52.

10e arrdt

SQUARE ST-LAURENT, Gd 5 p., stand. possib. Prof. lib. 1.092.000 F. 883-81-45.

11e arrdt

[redacted]RMENTIER, je vends 5e et [redacted] étage, [redacted] grandes chambres + balcons plein soleil. 80.000 F l'une 854-74-85.

Voie privée, Fg [redacted] Temple CHARME LUXE Séjour 34 m² + 2 chambres. 530.000 F - 704-43-43.

12e arrdt

NATION LOFT
[redacted] m², 770.000. [redacted]

NATION, imm. XVIIIe, surfaces à rénover, possibilité jardin. Téléphone : 370-16-96.

13e arrdt

Mº TOLBIAC
DANS UN PETIT IMM. REST. [redacted] 60 m². Living, 2 chbres, bns, gde cuis. RÉNOVÉ, CALME, PLEIN SUD. Direct. pptaire : [redacted]

TOLBIAC UNIVERSITÉ DS PETIT IMM. REST. St. 27 m², cuis. équipée, bns. Stud. 16 m², kitch, s. d'eau, w.-c. Rénovation de qualité. Tél. 293-36-82.

14e arrdt

PARC MONTSOURIS PLEIN CIEL, 14e ÉTAGE
Vue exceptionnelle tout Paris, dble liv. + 3 chbres 135 m² + 60 m² terrasse, balcon, [redacted] imm. gd standing, parf. état, [redacted] parkings. [redacted]

PERNETY-MAINE. Charmant duplex, 2e ét., 3-4 p., cft, clair, CALME, 755.000 F - 577-96-85.

15e arrdt

VILLAGE SUISSE 3 P., w.-c., s. d'e., bel anc. 505.000 F. Brancion, 575-73-84.

DUPLEIX
[redacted] 110 m² + service, bel [redacted] 1.100.000 F. BRANCION, tél. : 575-73-84.

16e arrdt

RUE DU RANELAGH
Nº 135
Imm. pierre de taille 1900, [redacted] étage sur rue, asc., double réception + 2 chbres, [redacted] m². Sur place le 1er d[redacted], [redacted] h. 30 à 18 h. 30.

18e arrdt

MAIRIE 18e
Bel imm. Pierre de T., soleil, dble liv. + ch., cuis. S. d'e., w.c., chf. centr. Px 360.000 F. VERNEL. 526-01-50.

S/jardin Sacré-Cœur 5 pces, cuis., s. de bns, 98 m² [redacted] F. Tél. [redacted]

MONTMARTRE, [redacted] LUXE, 3 P., cuis. équip., bains. PARK. 1.430.000. 296-40-13.

19e arrdt

BUTTES-CHAUMONT MAISON 5-6 PIÈCES
Tout confort, avec beau jardin. Prix 950.[redacted] F, 297-52-73.

92 Hauts-de-Seine

BAGNEUX-NORD
Part. vd. bel appt 7 p., 152 m². Plein ciel. Prox. R.E.R., C.E.S., lycée, 2 entr., 3 park. 869-17-54.

[redacted], R. Albert-Camus, imm. réc., 3 pces, asc. 390.000 FAC 337-69-59.

ISSY, Mº Pte VERSAILLES magnifique 5 pces, cft, 2 asc., balc. 880.000 F. 577-86-85.

NEUILLY
LONGCHAMP
3e ét., asc., verdure
4 P. CONFORT
en cours de rénovation.
PX 895.000 F
Tél. hres bur. 733-91-22.

LEVALLOIS
PRÈS Mº ANATOLE-FRANCE, B. 2 P., cuis., w.-c., salle d'eau. Bel imm. ravalé. 315.000 F. VERNEL, téléphone 526-01-50.

DÉFENSE 2000, 11e ét., [redacted] p., 82 m², belle décoration, n[redacted]me, parking. Prix 550.[redacted] F - 572-02-87.

94 Val-de-Marne

CHATEAU VINCENNES
Pptaire vend directement à proximité du bois sur rue résidentielle dans bel immeuble rénové, pierre de t. et briques de parement, asc. et couverture ardoise neuve, 2 beaux appts. 5 p., 110 m² et 3 p., 80 m² occupés en loi 48. 853-00-21.

Province

TOULOUSE. Cœur ville près Capitole. Particulier [redacted] bel appt ancien 110 m², [redacted]ng. 3e ascenseur, libre, 6[redacted] F. JARGEAU, 47500 LIBOS. Tél. (16) 53-71-01-28.

Association professionnelle recherche pour son siège social Paris 8e
SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO
expérimentée, poste nécessitant [redacted] et nombreux contacts.
Env. C.V. et prétentions s/nº T 037.082 M à : RÉGIE PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Importante [redacted] internationale (3000 personnes), recherche pour secrétariat Direction Générale PARIS

SECRETAIRE
bilingue anglais

- langue maternelle ang[redacted] de préférence,
- niveau bac. minimum,
- expérience souhaitée 3 à 5 ans,
- disponible rapidement,
- dactylographie [redacted] Français [redacted] Anglais,
- traductions.

Ecrire avec CV sous [redacted] 11308 à
Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

CREEZ VOTRE ENTREPRISE
AVEC L'ASPAC LE 1ER [redacted]
- [redacted] et domiciliation (de [redacted] Frs [redacted] mois).
- Secrétariat, [redacted] permanence téléphonique.
- Loc. bureaux meublés, recrutements [redacted] commerciale.
- Constitutions de sociétés, [redacted] et formalités.
Contactez un de nos bureaux-boutiques de gestion :
CAEN, GENEVE, LUXEMBOURG, LYON, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, ORLEANS, RENNES, [redacted] DE [redacted] VAL D'OISE, PARIS (8eme - [redacted] - 15eme)
Renseignements [redacted] réservation centrale : (1) [redacted] +

Ventes

13e. 2.000 m². Immeuble à construire. [redacted] m². BASTILLE 1.000 m² divis. PORTE DE PANTIN, hôtel particulier, 700 m². 17e PARC MONCEAU, 250 m².
MARC DANTARD
Tél. : [redacted]

Locations

RUE SAINT-LAZARE
115 m², [redacted] étage
187 m², [redacted]
BON STANDING.
[redacted] VENDOME
TÉL. : 522-38-00.

CHAMPS-ÉLYSÉES
[redacted]
1 LOT DE 510 m².
SAGGEL VENDOME.
TÉL. : 522-38-00.

Près Champs-Élysées
UN NOUVEAU CENTRE D'AFFAIRES PRESTIGIEUX
[redacted] votre bureau, votre secrétariat, votre salle [redacted] réunion. POUR [redacted] JOUR [redacted] PLUS
LE SATELLITE
5, r. Copernic, 75116 Paris
Tél. : (1) 727-15-59.

GEORGE-V, [redacted] LOUER
256 m² DE BURX
fonctionnels
St-Philippe-du-Roule
A LOUER 250 m²
de bureaux de prestige
HAMPTON 225-50-35.

VOTRE SIÈGE [redacted]CIAL S.A.R.L.-R.C.[redacted] [redacted] de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
355-17-50.

DOMICILIATION 8e
RM-RC 220/330 F MOIS AVEC SERVICES COMPLETS [redacted]CE TÉL. [redacted]ÉTARIAT [redacted]TION DE SOCIÉTÉS TOUTES DÉMARCHES.
AGECO : 294-95-28.
(STATIONNEMENT AISÉ).

PARIS 11e
[redacted] Sté vend luxueux lo[redacted] à [redacted] bureau, [redacted] m², balcon, parking. Prix : 2.900.000 F. Tél. : 806-83-20, P. 405.

[redacted] ST-LAZARE
104 m², 4 Burx + entrée.
GEFIC CTI, 720-50-80.

VOTRE BUREAU OU DEPUIS 150 F/MOIS 1 DOMICILIATION + SE[redacted] S.A.R.L. Artisans, 296-[redacted]

Votre secrétariat permanent VOTRE ANTENNE À PARIS
VOTRE SIÈGE SOCIAL
8e COLISÉE ÉLYSÉES
DOMICILIATIONS TELEX et TOUS SERVICES CRÉATION DE SOCIÉTÉS
A.F.C., 359-20-20.

SAINT-AUGUSTIN
3e ét., 600 m² de burx. entièrement rén. [redacted] pierre de t.
Jean THOUARD
504-08-50.

66 CHAMPS-ÉLYSÉES
[redacted]
BUREAUX MEUBLES
SALLES de RÉUNIONS
Domicile sièges sociaux
B.E.B. - Tél. : 723-50-00.

DÉFENSE ZONE B
[redacted] neuf. 5.200m², 68 parkings. [redacted] Location.

DÉFENSE ZONE A
[redacted] et luxueux immeuble bureaux 1.700m². Location.

16e VICTOR-HUGO
Proximité rue de Longchamp. 800m², 25 burx, 3 park. Location.

D. FEAU 294-20-00

UFFI

[redacted]		450 m²
TOCQUEVILLE	226 à	458 m²
MONCEAU	254 à	737 m²
PUTEAUX	301 à	650 m²
LEVALLOIS	200 [redacted]	[redacted]

Tél. 522-12-00.

locaux commerciaux

Ventes

MALAKOFF
A VENDRE OU A LOUER
Imm. neuf indép. 800 m² burx et 800 m² d'activité au pied du métro, park. en ss-sol.
Jean THOUARD
504-08-50.

A VENDRE OU A LOUER
Grand choix de locaux [redacted] 50 [redacted] 500 m² env. sur [redacted] la Région Parisienne
Appelez
LA MAISON DU GSCIC
Croisine BRIANT
Tél. 538-52-53. P. 3957 ou 3954.

Locations

Local de 48 m² à concéder dans la gare de GARGAN. Renseignements : S.N.C.F. — Service du domaine — Concessions Commerciales dans [redacted] Bâtiments Voyageurs, 5, rue de Florence — 75008 PARIS — Tél. 285-63-54.

locaux industriels

Locations

[redacted] m² Bureaux et stockage, accès gros porteurs.
MARC DANTARD,
Tél. : 285-03-23.

fonds de commerce

Ventes

Part. vend raisons santé, centre grande ville, rég. Est (Lorraine) SALON DE COIFFURE ET INSTITUT DE BEAUTÉ 500 m², en pleine [redacted] très grande renom., install. réc., standing. [redacted] o.a. (Il n'est pas important que le successeur soit un professionnel [redacted] un très bon gestionnaire). [redacted] sous le nº T 036.980 M RÉGIE-PRESSE [redacted] r. [redacted] 75002 [redacted]

boutiques

Ventes

INVESTISSEURS
MURS de gde boutiq. 300 m², prox. PL. VOLTAIRE, divisibles, loyer 100.000 hors taxes. Px 900.000 F. T. [redacted]

VICTOR-HUGO près
Placement garanti 1er [redacted] MURS BELLE BOUTIQUE loué à Société Internationale Wagons-Lits. Bon rapport.
RARE. 435.000 F.
Téléphone : 705-54-91.

appartements achats

[redacted] 2 à 4 P. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux PAIE CPT chez [redacted] 873-20-67 même le soir.

appartements occupés

Chasse sangliers à [redacted] journée. Renseignements CITAS. 54280 MAZERULLES. Tél. : (8) 326-61-85.

Bd SAINT GERMAIN CARDINAL LEMOINE
[redacted] imm. [redacted] taille, asc. [redacted] s/rue [redacted] 5 P. tt cft 100 m²., 770.000 F. loi 48. Droit de reprise. Vis. Mercredi 14 h 30 à 16 h 30. 11, Bd [redacted]

terrains

CŒUR [redacted] [redacted] arb. 1 ha, [redacted] impr. Ste-Victoire, [redacted] mn Aix. 200.000 F p. crédit. T. (42) [redacted]

[redacted] vendre, terr. de 1 à 5 ha, constructible, eau, électric., 1 km de la mer et 15 km Golfe d'Ajaccio (Corse). Ecrire sous le nº 9681 [redacted] RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

A vdre à UZERCHE (19) Imm. à usage ccial et terrain à bâtir. (16-55) 26-15-53 ou (16-55) 26-00-17, apr. 20 h.

viagers

Libre studio tt cft. Mº Lamarck. 28.000 + 1.300 F, bel imm. p. de taille. Tél. : 266-19-00.

16e, Michel-Ange-Molitor gd 2 p., tout. cft, bel imm. 125.000 + 2.000. Occupé homme 79 ans. Cruz, 8, rue La Boétie. 266-19-00.

locations non meublées offres

Paris

1, rue Guénégaud, 75006 Paris, à louer appartement 4 pièces + 1 chambre service, loyer principal 7.000 F + charges environ 1.500 F mens. [redacted] le matin à la concierge, Cabinet 354-02-16.

PROPRIETAIRES
LOUER SANS FRAIS
VOS APPARTEMENTS [redacted] BANLIEUE [redacted]DEMENT
Tél. 359 64 00

Région parisienne

MARNE-LA-VALLÉE. Face métro, maison [redacted] maître s/1.500 m², séjour, salle à manger, 6 chambres, 3 salles de bains, dépendances, gar. dble, 9.000 F mensuel. Tél. : 278-40-04.

Pr PONT-DE-NEUILLY
Immeuble neuf standing 3 p., park. à part. 3.120 + ch., 4 p., park. à part. 3.400 + ch., 14 bis, r. P.-Lafargue, Puteaux, Mardi/jeudi, de [redacted] à 18 h 30, [redacted], samedi, de 11 [redacted] 18 h 30.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES
[redacted] louer rapidement SANS FRAIS et SANS AGENCE vos appartements vides et meublés à Paris et en banlieue. Téléphone : 282-12-50.

PROPRIÉTAIRES
Louez vite et sans frais ENTRE PARTICULIERS OFFICE DES LOCATAIRES. Téléphonez au : 296-58-10.

Région parisienne

Étude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti 8.000 F 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour [redacted] beaux appts de standing 4 p. et plus — 281-10-20.

immeubles

ACH. [redacted] VIDE [redacted] avec travaux, Paris, banlieue. [redacted] 580-86-06, de 7 h à 21 h.

20e IMM. RAVALÉ
544 m², bout. + 20 appts dont 3 libres, bonne rentabilité. Px 1.120.000 F. 608-1[redacted]

BOULEVARD VOLTAIRE
Propriétaire vend murs boutiques occupées. Tél. 653-0 0 - 2 1.

pavillons

BAGNEUX 350 m [redacted] Idéal prof. lib. liv. + 6 P. S. [redacted] 250 m² [redacted] gar. 3 voitures jard. 300 m² Px 1.500.000 F - 663-42-48.

villas

MONTPELLIER CENTRE
dans un parc de 2.000 m²
BELLE VILLA 620 m²
GARAGES ET ANNEXES
récente, [redacted] finitions. Conviendrait bureaux et appt fonction, clinique ou restaurant-hôtel. DEVAUX, 36, Port-Saint-Sauveur, [redacted] Tél. (61) 80-44-21.

[redacted] Pyrénées-Orientales 25 km Perpignan, gde et confort., villa 4 faces, beau séjour 48 m², gde cuisine 14 m², bureau, 4 belles chbres, 2 s. d'eau, buanderie, cellier, cave, gar. (2 voit.). Très ensoleillée, [redacted] 9[redacted] m², tt cft, état impec. Px 850.000 F. AGENCE DE LA COTE VERMEILLE. [redacted] : [redacted] 81-10-17, 66700 ARGELÈS-PLAGE, 33, avenue du Grau.

[redacted] exceptionnel. 7 P. [redacted] m² + dép., 1.100.000 F. [redacted] DÉBATTRE - 451-57-12.

maisons de [redacted]

[redacted] 65 [redacted] Montélimar-TGV. [redacted] F. [redacted] grange toit-murs-sols bon [redacted] vue Sud-Jourdan (1) 224-15-94.

propriétés

SAONE ET LOIRE
[redacted] Pièces, Écuries 7 [redacted] A.V.L. 261-07-94.

HERBLAY
[redacted] maison [redacted] parfait état, plein [redacted] sur [redacted] m² parc paysagé, grand séjour, cheminée, hall, Salle à manger, 5 belles chambres, 3 S. bains, cabinet toilette, grande cuisine équipée, salle billard, 2 lingeries, dressings, Kitchen, équipée, très grand grenier, pavillon gardien 6 P., gar. 2 [redacted] 2.500 000 F. Tél. H.B. 260-66-13.

[redacted]
A VENDRE
PETITS TERRITOIRES DE CHASSE
dont un constructible possibilités Étangs
Écrire HAVAS ORLÉANS
Nº 200.506.

châteaux

[redacted] km [redacted]
CHATEAU [redacted]
1.800 m², sur 2 HA.
Sacrifié : 750.000 F.
776-21-40 (3) 052-53-99.

Le Monde

régions

VILLES EN CHANTIER

LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT DU RHONE ET DE LA SAONE

Quand Lyon retrouve [redacted] fleuves

De notre correspondant régional

Lyon. — *« Lyon au fil des fleuves. »* Une exposition sur ce [redacted] occupé, durant [redacted] l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC) [redacted] le complexe [redacted] Perrache. [redacted] la première mani[redacted] retrouvailles [redacted] les Lyonnais [redacted] deux fleuves, le [redacted] la Saône, qui traver[redacted] ville et s'y rencontrent [redacted]

Lyon n'a [redacted] parti [redacted] possibilités uniques que lui [redacted] site fluvial, surtout pour [redacted] tourisme [redacted] les loisirs. Et les Lyon[redacted] profitent [redacted] plus [redacted] liquides et mou[redacted] qui animent leur ville. On [redacted] plus sur [redacted] quais [redacted] Rhône [redacted] la [redacted] ceux [redacted] circulation. [redacted] station[redacted] pollution [redacted] familiarité [redacted] population [redacted] disparu.

Pourtant, beaucoup a été fait pour l'amélioration du cadre de vie des Lyonnais. Les façades des quais de la Saône d'abord, puis du Rhône, ont retrouvé leurs couleurs Renaissance. Les ocres jaunes et roses se marient sur tous les modes et donnent à la ville un aspect italien. La contagion heureuse des façades gagne peu à peu l'ensemble de la communauté urbaine.

Mais ce spectaculaire rajeunissement n'est pas totalement exploité : [redacted] étroit, [redacted] par des quais [redacted] ses [redacted] sont quasiment inaccessibles aux piétons. [redacted] déploie [redacted] « bas-ports parkings » et a [redacted] mal à [redacted] l'injure esthétique [redacted] nautique (près du pont de l'Université), affublé de deux pôles d'éclairage aussi laids qu'inutiles.

Une « [redacted] réflexion » baptisée « Lyon, ville fluviale » est née au [redacted] communauté urbaine. Elle est présidée par M. Jean Fulchiron, conseiller municipal. Il faut combler un vide, car les plans d'occupation des sols ont bien longtemps négligé les [redacted] Le temps presse pour « optimiser les plans d'eau », selon la formule de M. Fulchiron. D'abord les ports : celui de Rambaud sur la Saône et le port Edouard-Herriot sur le Rhône souffrent de langueur en attendant l'hypothétique liaison Rhin-Rhône. Pourquoi ne pas créer un port de plaisance ?

Ensuite les loisirs : on envisage d'installer sur le Rhône, juste en amont [redacted] confluent, un stade nautique qui [redacted] le point d'orgue de l'aménagement de [redacted] ZAC de [redacted] Planche à voile, navigation de plaisance, ski nautique : [redacted] possibilités théoriques [redacted] Mais [redacted] pratique [redacted] canoë-kayak [redacted] l'aviron restera limitée par les vents [redacted] courants, en revanche [redacted] sport traditionnel des Lyonnais, [redacted] joutes, pourrait bénéficier d'un [redacted] plus [redacted] qu'une ancienne [redacted] flanquée contre [redacted], à la Mula[redacted] De même [redacted] barque [redacted] plat pourraient connaître une nouvelle jeunesse.

Parmi [redacted] projets d'aménage[redacted] plus concrets, il faut noter une piste cyclable, reliant, en suivant le Rhône, l'ensemble [redacted] loisirs [redacted] Miribel-Jonage, au nord, [redacted] la plaine [redacted] sports [redacted] Gerland, [redacted] près [redacted] confluent. Et surtout, [redacted] projet « [redacted] Lyon ». Au début [redacted] 1984, un [redacted] croisière fluviale, [redacted] francs, [redacted] quai. Les [redacted] lo[redacted] intéressées [redacted] projet [redacted] leur accord [redacted] principe. Le départ et l'arrivée se f[redacted]t [redacted] pont La Fayette sur [redacted] Rhône. [redacted] la Mulatière, le quai de la Pêcherie et le barrage de Couzon-au-Mont-d'Or, sur la Saône. En deux heures *de promenade, cent* cinquante passagers découvriront Lyon au ras de l'eau. Une étude de marché a établi à cent quatre-vingt mille [redacted] potentiels pour la seule agglomération.

Les élus se préoccupent aussi de l'environnement architectural. Comment exploiter, par exemple, le cadre naturel du confluent, qui est aujourd'hui un terrain à l'abandon ? Un effort particulier sera entrepris pour reboiser les rivages : ils en ont besoin après des décennies de béton. Enfin, Lyon devrait retrouver la passerelle du palais de justice — passage-piétons sur la Saône — dès que seront réglés les conflits de compétence entre la mairie et le *ministère de la culture.*

[redacted] nombreux projets [redacted] doivent pas faire oublier [redacted] préoc[redacted] majeure de la popula[redacted] : la qualité des eaux qui coulent sous [redacted] Les poissons, [redacted] de cette qualité, ont [redacted] mal à résister à [redacted] chimiques dits « accidentels ». Ils *disparaissent* [redacted] *même rythme* que les frayères. Après une période [redacted] critique, il [redacted] a dix ans, surtout pour la [redacted] la situation semble [redacted] au dire des experts.

Si les [redacted] du [redacted] intérêt porté [redacted] fleuves, ils [redacted] qu'on n'oublie pas [redacted] habitants naturels, *intéressés* [redacted] premier [redacted] eux aussi à l' « amélioration [redacted] de vie »...

CLAUDE REGENT.

Le centre de Brest aux voix

De notre envoyée spéciale

[redacted] — Une maquette impo[redacted] un montage audiovisuel, un film de vidéo, un [redacted] déposé dans [redacted] mille [redacted] qui patrouillent en permanence... Décidément, la municipalité (union [redacted] gauche) de [redacted] a tout fait pour sortir l'urbanisme [redacted] placards de l'administration.

La [redacted] d'aujourd'hui *(elle* [redacted] *jusqu'au 11* [redacted]bre) [redacted] le dernier [redacted] d'une [redacted] déjà longue. [redacted] depuis longtemps [redacted] l'agglomération devait être [redacted] corrigée : [redacted] une [redacted] cœur, car [redacted] a été reconstruite après la guerre (durant laquelle elle [redacted] *80 %) pour* [redacted] la marine [redacted] du [redacted] individuel.

La ville, affirme un élu, « [redacted] à *un* [redacted] *l'arête,* [redacted] *longue* [redacted] *plusieurs kilomètres, serait, de plus,* [redacted] *son milieu » :* la place [redacted] la mairie, [redacted] magasins, ne joue [redacted] un [redacted] attractif, au contraire. [redacted] petits quartiers, ici [redacted] là, [redacted] animés, [redacted] elle-même n'a [redacted] vrai [redacted]

Il [redacted] trois [redacted] un [redacted] organisé. [redacted] propositions [redacted] quatre [redacted] Il s'agissait [redacted] au [redacted] un « pôle attractif », [redacted] équipements administratifs, commerciaux, [redacted] publics, [redacted] places [redacted] ; [redacted] de [redacted] avec la mairie [redacted] en préservant [redacted] équilibres [redacted] ville, c'est-à-dire [redacted] maintien [redacted] des familles modestes [redacted] le centre [redacted] réhabilitant les quartiers anciens, [redacted]

Avant de prendre [redacted] déci[redacted] solliciter l'opinion de [redacted] administrés.

Mais [redacted] aujourd'hui [redacted] synonyme de [redacted] que [redacted] consultation. L'affaire [redacted] « couloirs [redacted] », qui fit [redacted] tant d'encre [redacted] Brest, le [redacted] Après [redacted] *multiples tergiversations,* [redacted] mairie [redacted] un [redacted] unique [redacted] principale [redacted] d'autoriser [redacted] remonter [redacted] rue. Tollé général. « [redacted] *vingt commerçants* [redacted] *secteur* », affirme, par exemple, M. [redacted], secré[redacted] l'Union des commerçants. « *En* [redacted] *18 %.* [redacted] *celui* [redacted] *parcmètres* [redacted] *peuvent* [redacted] *ne s'y arrêtent* [redacted] *non plus.* » [redacted] mois [redacted] tractations, un [redacted] *préparé* [redacted] *mairie,* [redacted] commerçants, [redacted] exploitante [redacted] bus : [redacted] pourront utiliser [redacted] rue [redacted] deux [redacted], de 9 h [redacted] à 11 h [redacted] 14 h [redacted] à [redacted] 30.

Demain, [redacted] quelle ville [redacted] les Brestois [redacted] plutôt, quelles [redacted] piétons, [redacted] automobi[redacted] commerçants, [redacted] de tel ou tel quartier. [redacted] projet final, « *c'est la responsabilité* [redacted] *élus,* affirme le maire, M. Pierre Maille, [redacted] *les appliquer* ».

[redacted] joueront [redacted] l'intérêt [redacted]

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

Angers, sonomètre au poing

De notre correspondant

[redacted] — Le ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, a signé, [redacted] dernier [redacted] Angers, un contrat-pilote engageant l'État à participer pour moitié à un programme de lutte antibruit de 4,5 millions de francs. Cet investissement financera notamment l'isolation phonique de locaux scolaires, des crèches et des six Maisons pour tous de la ville, la réfection des chaussées trop bruyantes et l'achat de matériel insonorisé pour les services municipaux. On va même essayer de télécommander les feux de circulation, de manière que les pompiers allant au feu roulent sans utiliser leurs sirènes.

Ce contrat est une sorte de reconnaissance du caractère exemplaire de la politique de lutte contre les nuisances sonores, engagées dès 1977, et dans le cadre d'un programme « santé environnement » global par la municipalité d'union de la gauche du maire socialiste, M. Monnier. Directement ou indirectement, en effet, ce sont près de 10 millions de francs qui, en cinq ans, ont déjà été investis dans l'*« assainissement sonore »* de la ville.

Pour les Angevins, la lutte contre le bruit dans leur ville a le visage du docteur Jean-Claude Antonini, conseiller municipal délégué à l'environnement, la quarantaine décontractée. Appuyé sur les structures techniques d'un service hygiène et environnement et *« prise directe sur le quotidien »,* à travers une commission extramunicipale spécialisée, il fait depuis cinq ans passer au crible tous les dossiers à « composante bruit », qu'il s'agisse de logements ou de constructions scolaires, de voirie ou, par exemple, comme ce fut le cas au printemps dernier, de l'établissement d'un plan de circulation. « *Aujourd'hui,* peut-il affirmer, *les Angevins sont sensibilisés au problème du bruit.* »

Dans sa guerre contre les nuisances sonores, les grandes batailles sont d'abord défensives : dans le cadre d'une opération de réhabilitation de l'habitat social conduite avec l'Office municipal d'H.L.M., d'importants travaux ont permis d'améliorer très sensiblement [redacted]lation phonique de plusieurs centaines de logements de la vieille cité Verneau, construite dans les années 50 ; et la Ville a investi 4 millions de francs pour l'insonorisation — réussie — de tous ses restaurants scolaires.

Mais le combat pour le silence est aussi offensif. Le service Hygiène et environnement traite les plaintes pour nuisances consécutives au bruit et s'il a le plus souvent recours à la conciliation on n'hésite pas à aller, au besoin, devant la justice. Affaire de voisins le plus souvent. Mais aussi cas plus sérieux : ici, c'est le patron d'une petite usine voisine d'une résidence qui a dû remplacer un compresseur trop bruyant par un nouveau matériel insonorisé ; là, c'est une décision du tribunal qui contraint à modifier son matériel un imprimeur dont le massicot faisait sursauter le quartier toutes les quarante-sept secondes... Seul véritable échec l'an dernier avec l'ouverture — sur autorisation de la préfecture — d'une discothèque dans un quartier résidentiel de la ville.

Le succès de la guerre au bruit est aussi très largement affaire de bonne éducation. Ainsi depuis trois ans 750 000 francs ont été consacrés à trois campagnes « souriantes » adressées aux Angevins pour les inviter, conseils pratiques à l'appui, à ne plus être les « pollueurs d'atmosphère sonore » de leurs concitoyens.

« *Le résultat ce sont les bruits que vous n'entendez plus* », remarque le docteur Antonini. Mais on sait aussi que le nombre des véhicules trop bruyants a diminué de 30 % en ville et que celui des plaintes pour bruit qui avait augmenté de 50 % l'année de la première campagne est, aujourd'hui, retombé à son niveau antérieur. Et la mise en place d'un plan de circulation adapté a permis d'abaisser deux et même trois fois le niveau sonore dans certains secteurs de la cité auparavant considérés comme particulièrement bruyants...

CLAUDE-HENRI GAY.

Un périphérique [redacted] Tours

De notre correspondant

Tours. — Le [redacted] général d'Indre-et-Loire vient [redacted] prendre [redacted] une [redacted] séance, rondement [redacted] deux [redacted] importan[redacted] pour l'infrastructure [redacted] de la région. Il [redacted] d'abord voté la [redacted] d'un [redacted] périphérique autour de la [redacted] Tours, boulevard qui [redacted] sa partie est une portion de l'au[redacted] A-10.

[redacted] but, il a approuvé le rachat [redacted] du [redacted] situé [redacted] sud [redacted] Tours, [redacted] Saint-Avertin, [redacted] 9 millions [redacted] francs payables [redacted] cinq ans, avec la parti[redacted] l'administration *municipale* tourangelle.

[redacted] l'opposi[redacted] la gauche [redacted] Saint-Cyr, M. Gri[redacted] qui [redacted] fait ainsi [redacted] aux préoccupations [redacted] défenseurs [redacted] Ceux-ci ont, en effet, [redacted] depuis longtemps leur opposition à un boulevard qui, s'il doit permettre [redacted] décongestionner [redacted] cir[redacted] dans [redacted] Tours, [redacted] toucher au [redacted] de l'agglomération [redacted] joli [redacted] la Choisille, à Saint-Cyr. [redacted] n'ont certainement pas [redacted] leur [redacted] mot.

Quant au [redacted] approuvé dans son principe par [redacted] départementale, il concerne le tracé de la future voie express Tours-Angers. Ce dossier a connu [redacted] nombreux rebondissements. [redacted] d'abord parlé de construire [redacted] autoroute qui prolongerait l'A-10, [redacted] partir de Tours, en direction d'Angers, où elle se [redacted] la [redacted] Angers-Nan[redacted] *projet* [redacted] *provoqué* [redacted] contre-offensive [redacted] seule[redacted] des écologistes [redacted] viticulteurs [redacted] région [redacted] Bourgueil. Finalement, lors de sa venue à Tours pour l'inauguration du pont Wilson, en septembre dernier, le ministre des transports, M. Charl[redacted] Fiterman, [redacted] rallié [redacted] une contre-proposi[redacted] *visant* [redacted] déjà existantes.

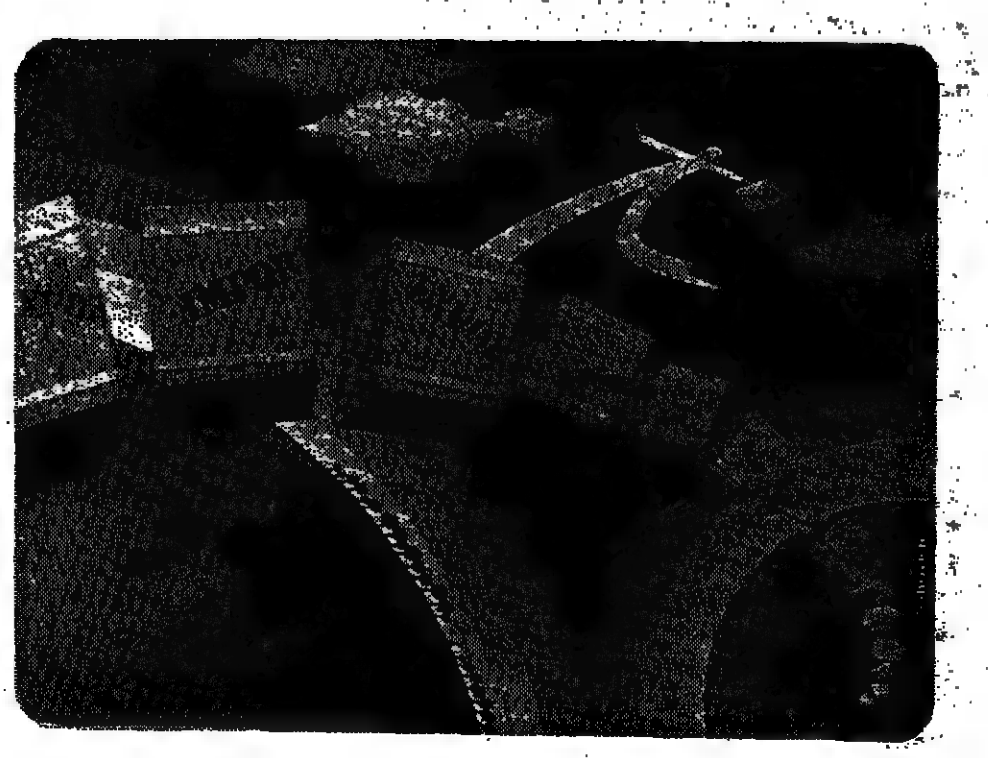
Ses services ont transmis, il y a quelques jours, au conseil général un dossier proposant comme base un tracé suivant [redacted] près [redacted] La voie [redacted] emprunterait ainsi, dans le Maine-et-Loire, la RN 147, puis gagnerait la RN 152 avant de franchir la Loire à Langeais et de se raccorder à l'A-10 juste au sud de Tours. Les sept conseillers généraux socialistes ont refusé de prendre part au vote d'un projet dont ils venaient, ont-ils souligné, juste de prendre connaissance. Le coût définitif des travaux échelonnés dans le temps serait de 1 300 millions de francs.

PIERRE MAILLARD.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
IZIS - LAPERCHE [redacted] PICARD
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10e
+
renforcement du bâti [redacted] par 1 cornière en acier
+
1 cornière anti-pince à l'extérieur sur le pourtour de la porte
+
NOUVEAU
(Sécurité renforcée)
1 cornière [redacted] pivotement paumelles soudées
Offre exceptionnelle
au lieu de 4.300 F
4.000 F TTC
[redacted] dépl. compris
PARIS-BANLIEUE
Société PARIS PROTECTION
(1 seule adresse)
55, av. de la Motte Picquet
75015 PARIS
566.65.20
CRÉDIT GRATUIT 4 VERST'S

Le saviez-vous?
Nos clients sont chez eux dans le monde entier.



Saviez-vous que pour intervenir sur les marchés étrangers il faut connaître à fond la situation économique et sociale de tous les pays, les perspectives à court et moyen terme, les normes qui régissent les échanges internationaux? La BNA c'est tout cela: une équipe d'opérateurs en contact permanent avec les plus grandes places du monde; une assistance qualifiée pour tous vos besoins financiers et pour vous informer sur les marchés étrangers; un large réseau d'intervention: la succursale de New York, les bureaux de représentation de New York, Paris, Londres, Francfort, Tokyo, Zurich et plus de 1.000 banques correspondantes dans le monde.

Vous trouverez la Banca Nazionale dell'Agricoltura à votre service dans tous les pays, toutes les situations et toutes les devises.

BANCA NAZIONALE DELL' AGRICOLTURA
Une Banque pour toutes les saisons.

S.T. Dupont
Boutique [redacted] Faubourg Saint-Honoré Paris 8e.
BRIQUETS, STYLOS, MAROQUINERIE.

CINQ MINISTRES AU CONGRÈS DE LIMOGES

Le « militantisme économique local » aura un rôle de plus en plus important

De [redacted] envoyé spécial

Limoges. — Si l'importance d'un congrès devait se mesurer au nombre de ministres qui y ont pris la parole, à coup sûr le trentième congrès du Conseil natio[redacted] économies régionales [redacted] de la productivité (CNERP), qui [redacted] été réuni les 25 et 26 novembre [redacted] Limoges, est à marquer d'une pierre blanche. Cinq membres du gouvernement et non des moindres (1) se sont succédé dans la très fonctionnelle et très moderne salle de Beaubreuil pour « plancher » sur un thème de grande actualité : *« Planification et décentralisation : quel rôle pour les comités d'expansion ? »*.

[redacted] même [redacted] savoir [redacted] que pourrait être [redacted] rôle [redacted] nismes, d'un fonctionnement souple, pragmatique, [redacted] sein desquels [redacted] rencontrent élus, professionnels, universitaires, techniciens, banquiers, une question était sous-jacente [redacted] d'expansion — qu'ils aient une assise locale, municipale, départementale ou régionale — ont-ils encore quelque uti[redacted] et quelque justification ? Le fait que se soit déroulé [redacted] Limoges ce congrès du CNERP qui [redacted] qui [redacted] présidé par M. Charles Josselin, député P.S. [redacted] Côtes-du-Nord ; que [redacted] que la prochaine réunion [redacted] probablement [redacted] Strasbourg en 1983 avec pour thème : *« [redacted] politiques de l'emploi [redacted] les collec[redacted] locales dans [redacted] pays de la C.E.E. »*, prouve que les [redacted] d'expansion ont su traverser, depuis les [redacted] nées 50, les constitutions, [redacted] régimes, [redacted] réformes, administrant la preuve qu'ils pouvaient s'adapter et que le « [redacted] *économique local* » [redacted] une exigence permanente même [redacted] l'heure où sonne [redacted] grande [redacted] l'heure [redacted]. Tous [redacted] que [redacted] comités d'expansion — mi-institutions par les personnalités qui les animent, mi-associations quant [redacted] leur [redacted] — continuent [redacted] œuvrer, sinon désormais pour l'expansion, [redacted] pour le développement [redacted] pour une [redacted] plus réelle entre régions.

Concurrence avec les chambres de commerce ?

Le pays étant mal préparé aux deux grandes [redacted] la planification [redacted] la décentralisation, les comités d'expansion doivent avant tout jouer un rôle pédagogique [redacted] de conseil car leurs animateurs, praticiens de l'aménagement [redacted] territoire, bénéficient [redacted] grande expérience. *« Soyez ce lien [redacted] deux mondes qui [redacted] mal, celui [redacted] celui des industriels »*, [redacted] lancé M. Jean-Pierre Worms, secrétaire général du CNERP, député P.S. de Saône-et-Loire. *« Aidez les communes à dépasser la seule logique [redacted] l'équipement. [redacted] ne suscite ni [redacted] ni [redacted]. »*

La décentralisation [redacted] l'action locale *« [redacted] ras de terre, mais organisées »* ont [redacted] été prêchées par M. Michel Rocard, qui [redacted] déclaré : *« Loin d'[redacted] gadget pour margi[redacted] un [redacted] des choses sérieuses, [redacted] développement local, [redacted] synergies peu[redacted] être [redacted] évidence, [redacted] un élé[redacted] essentiel [redacted] l'adaptation [redacted] pays [redacted] dans les [redacted] qui [redacted]. »*

Comme il fallait s'y attendre l'essentiel des [redacted] porté [redacted] la question de savoir jusqu'où pouvait aller l'intervention économique des [redacted] (et [redacted] co[redacted] d'expansion, qui [redacted] lais pour l'emploi). Les comités, ici ou là, se conduiront-ils en [redacted] de guerre [redacted] chambres de [redacted] ou d'agriculture ? Marcheront-ils, forts [redacted] appuis politiques, [redacted] plates-bandes [redacted] sociétés de conseil [redacted] entreprises ? *« Attention »*, [redacted] averti M. Josy Moi[redacted] (gauche [redacted] que) [redacted] Charente-Maritime, [redacted] *moyens [redacted] par leur [redacted] collectivités [redacted] pour [redacted] dans l'économie. »*

Les [redacted] d'expansion ont [redacted] pour [redacted] prises [redacted] aux formes *« les plus pointues de [redacted] technologie et du progrès »*, a renchéri M. Maurice Ligot, député U.D.F., maire [redacted] Cholet. M. Olivier Guichard, président R.P.R. [redacted] régional [redacted] Pays [redacted] la Loire, critiquant [redacted] très [redacted] qui [redacted] régions pour « faire » leur plan, a annoncé [redacted] région *« le plu[redacted] davantage sur les équipements collectifs — [redacted] que l'on sait faire [redacted] programmer depuis plusieurs années — que sur les investissements productifs. »*

Ne [redacted] précisément [redacted] tâche nouvelle, une ambition nouvelle, pour les comités d'expansion : former des planificateurs praticiens, sur le terrain [redacted] au [redacted] économiques ? Peu d'intervenant, malheureusement, ont relevé cette suggestion, alors qu'on discutait à perte de vue de nouveauté, de créativité, d'innovation, d'espérance, d'imagination, de [redacted] donne...

M. Jacques [redacted] précisé le [redacted] du dîner [redacted] plusieurs [redacted] per[redacted] dans les salons de la préfecture. *« Peut-on*, avait-il déclaré, *penser au développement régional, dans un pays [redacted] la crois[redacted] faible, voire nulle, s'il n'y [redacted] plus [redacted] surplus [redacted] partager ? [redacted] tout cas, il faut imaginer un [redacted] de développement dans un monde « dur »*. *A cet égard, [redacted] décentralisation mettent [redacted] démocratie [redacted] portée [redacted] même s'il faut se garder du risque de faire des régions [redacted] enjeux politiques. C'est l'entreprise qui de[redacted] au [redacted] de la bataille et c'est sur elle qu'il faut compter plus que jamais. »* Et au passage cette pique à l'adresse des banquiers : *« Il n'est pas vrai qu'ils sont nécessaire[redacted] gardiens [redacted] économique. »*

Les transferts de l'Etat : 2,8 milliards de francs

Sagesse, rigueur, réalisme. Les [redacted] locales [redacted] besoin de [redacted] vertus, [redacted] qui vont de plus en plus être sollicitées, soit pour [redacted] entreprises en [redacted] soit pour porter sur [redacted] fonts baptismaux les P.M.E. en gestation (et à [redacted] beaucoup de réalisations nouvelles, [redacted] haute technologie, se font jour en Limousin). Ne faut-il [redacted] concentrer ses efforts sur [redacted] entreprises [redacted] plus perfor[redacted] quitte à renforcer par ailleurs [redacted] à décentraliser la politique [redacted] ciale ?

Les [redacted] locales, en [redacted] cas, avec un budget total de plus de [redacted] de francs *« constituent*, [redacted] remarqué M. Defferre, *une force économique primordiale et les comités d'expansion doivent être les outils privilégiés [redacted] la disposition des élus locaux »*. Le ministre de l'intérieur [redacted] profité de [redacted] présence à Limoges pour annoncer que dès [redacted] compétences transférées par l'Etat représenteraient une [redacted] de 2,8 milliards de francs, dont 1,15 financé par le produit de la carte grise affecté aux budgets régionaux.

Enfin, M. Defferre a lancé une mise en garde qui [redacted] pas seulement aux élus mais aussi à certains de ses collègues — on pense à la culture, [redacted] l'aménagement du territoire, [redacted] l'environnement et à l'énergie. *« Il [redacted] dangereux*, a-t-il dit, *de laisser proliférer une politique [redacted]lle tous azimuts entre l'Etat [redacted] les régions, les départe[redacted] les [redacted]. C'est un moyen puissant de reconcentrer [redacted] pouvoir de décision et de contrôle sur Paris et d'opé[redacted] des transferts de charge sur les collectivités. La multiplication des initiatives contractuelles risque d'aboutir à mettre aux enchères les crédits de l'Etat [redacted] les collectivités locales les plus offrantes... »*

Voilà [redacted] nouvelle tâche [redacted] les [redacted] d'expansion : [redacted] donner sur le terrain la politique économique contractuelle.

[redacted] GROSRICHARD.

(1) [redacted] Gaston Defferre (intérieur [redacted] décentralisation), [redacted] (plan et aménagement [redacted] territoire), Jacques [redacted] (économie et finances), André Chandernagor (affaires européennes), [redacted] Crépeau (environnement). M. [redacted] Rigout (formation professionnelle) s'était fait représenter par son directeur de cabinet. Ont aussi pris la parole M. Bernard Attali, délégué à l'aménagemen[redacted] territoire et M. Gabriel Ventejol, président du Conseil économique et social.

(Publicité)

INVITATION TO TENDER
REPUBLIC OF THE GAMBIA
MINISTRY OF AGRICULTURE
JAHALY-PACHARR SMALLHOLDER RICE PROJECT

The Government of the Republic of the Gambia has received loans and grants among others from the African Development Fund (ADF), the International Fund for Agricultural Development (IFAD) and the Government of the [redacted] for the implementation of the Jahaly-Pacharr Smallholder Rice Project.

Tenders are invited from qualified Manufacturers or Agents of Manufacturers for the design, manufacturing, transport, assembling, delivering and commissioning of the following Machinery and Equipment :

			Unit
Item	1	Agricultural crawler tractors 75-85 KW	[redacted]
	2 A	Agricultural wheel tractors, 4 wheel-drive, 52-85 KW	5
	2 B	Agricultural wheel tractors, 2 wheel-drive, 52-85 KW	[redacted]
	3	Motor grader, 50-60 KW	1
	4	Hydraulic [redacted] 55-65 KW	1
	5	Machinery thresher	2
	6	[redacted] disc harrow, 40-24"	3
	7 A	Chisel plough, 1.8-2.2 m width	2
	7 B	Disc harrow, 2.6-3 m width	[redacted]
	8 A	Weed cutter knife roller, [redacted] sections of 1.5 m	[redacted]
	8 B	Rice cage wheels for item 2 A	12
	9	Land leveller, 8-10 m	[redacted]
	10 A	Trailer, 4-5 ton, 2 axles	1
	10 B	Trailer, 4-5 ton, 1 axle	1
	11 A	Fuel bowser	[redacted]
	11 B	Water bowser	1
	12	Rotary slasher	1
	13	Mowing bucket for item 4	[redacted]
	14	Smooth road roller	1
	15	Low bed trailer, 15 tons	1
	16	Pedal thresher	120
	17	Mobile workshop container	1
	18	Set of workshop equipment and tools	Lot

Full details are given in the Tender Documents which can be obtained from the consulting engineers between 26 september and 6 november 1982 for the equivalent amount of 500 Dalasis (legal tender of the Gambia) in any readily convertable currency.

The consulting engineers are :
EUROCONSULT B.V.
P.O. BOX 441,6800 AK ARNHEM, THE NETHERLANDS
TEL. 085-513181, EXT. 211, TELEX 45097 EURO NL
REF. GAMBIA N° 5.27.012

Tender documents will be sent to interested tenderers after receipt of above mentioned amount as a bank transfer of bankers cheque.

Tenders are invited for one or more of the above-mentioned items. Tenders for part of the items are not invited.

The delivery [redacted] the machinery and equipment will be done in two phases for the items 1, 2, 6, 8, 9, 16 and in one phase for items 3, 4, 5, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 18. For the second phase delivery partial price increases will be considered, other contracts will be fixed price.

Tenders should be delivered to the Secretary of the Major Tender Board of the Ministry of Finance and Trade in Banjul (the Gambia) not later than noon on 2 december [redacted].

The Tender Boards reserves the right to accept or reject any tender in [redacted] in full and does not bind itself to the lowest or any tender.

Un parc Brassens dans le quinzième arrondissement

Emouvante évocation, le vendredi 26 novembre, à Paris, dans le quinzième arrondissement : alors qu'était [redacted] chanson [redacted] *publics*, M. Jacques Chirac, entouré de nombreux artistes, amis et pa[redacted] du disparu, dévoilait une plaque portant le [redacted] de « parc Georges-Brassens ».

Ce parc, d'une superficie de plus [redacted] 7 hectares, [redacted] situé sur le terrain [redacted] abattoirs [redacted] Vaugirard. *« C'est le plus vaste espace [redacted] dans la capitale depuis le Second Empire »*, a indiqué le maire [redacted] en [redacted] nouvelles installations : un [redacted] carrés, une [redacted] artificielle de [redacted] mètres, [redacted] aménagements spéciaux pour [redacted] handicapés et un iti[redacted] promenade balisé pour les malvoyants.

C'est en mars prochain que [redacted] parc sera ouvert dans sa totalité. On y plantera alors [redacted] vigne, qui existait [redacted] dix-neuvième siècle, [redacted] la construction [redacted] abattoirs. [redacted] équipements publics [redacted] aussi prévus : [redacted] école maternelle, une [redacted] soixante-dix berceaux et [redacted] pour [redacted] personnes âgées.

— A PROPOS DE... —

LA DÉCENTRALISATION DES PERMIS DE CONSTRUIRE

Les maires maîtres du terrain

Délivrer un permis de construire ou le refuser, faire et défaire la fortune immobilière des électeurs, est, pour le maire d'une petite commune, un acte hautement politique. Et beaucoup trouvaient commode, parfois, de se retrancher derrière les « non » de l'administration. Donner aux maires la responsabilité des permis de construire est l'un des points forts de la loi de décentralisation que l'Assemblée nationale examine depuis le lundi 29 novembre, après le Sénat qui [redacted] amendé le texte de manière [redacted] le rendre indolore : plus de libertés, moins de contra[redacted], avec la possibilité pour les conseils municipaux de « rendre » à l'administration le droit de délivrer des permis, après chaque élection.

Les sénateurs ont notamment refusé l'article 16 qui déclarait les terrains inconstructibles dans les communes qui ne voudraient pas établir un plan d'occupation des sols. Pas de POS, pas de permis et l'arrêt des constructions autres qu'agricoles ou publiques en dehors du bourg. Atteinte au droit de propriété (inscrite dans la déclaration de 1789), à l'égalité des citoyens devant la loi ! ont fait valoir certains en menaçant de por[redacted] l'affaire [redacted] le [redacted] constitutionnel. Comme si l'urbanisme et l'organisation du territoire dans l'intérêt général (protéger les terres agricoles, préserver des paysages naturels, gérer à l'économie les voiries, les réseaux divers) n'avait pas, depuis belle lurette, limité le droit de chacun à faire ce que bon lui semble sur sa parcelle de terrain « privé ».

M. Roger Quilliot, ministre de l'urbanisme et du logement, avait clairement annoncé la couleur. L'idée était, en effet, d'inverser la charge de la preuve : un terrain devient constructible quand on a établi un plan, avait déclaré le ministre qui voulait éviter *« la distribution anarchique des permis de construire »*, et ne pas abandonner *« la France à la chienlit urbanistique »*.

Emotion des maires des communes rurales, les autres étant depuis longtemps déjà lancés dans la bataille des POS. Rendus obligatoires par la loi de 1967 pour les communes de plus de dix mille habitants et les localités touristiques, ces documents qui délimitent les secteurs où l'on peut construire et dans quelles conditions (nature, densité, aspect, etc.) ont été « prescrits » dans plus de onze mille communes (sur trente-six mille) où vivent quarante-six millions d'habitants.

Quinze ans après les premières [redacted] approuvés : [redacted] couvrent sept mille cinq cents communes où sont délivrés, selon l'administration, 87 % des permis et où vivent les quatre cinquièmes [redacted] la population. [redacted] effort considérable [redacted] quelques années : en 1978, on ne comptait que mille cinq cents POS applicables. Mais les délais de « fabrication » sont encore très longs et les problèmes politiques et psychologiques surtout dans les petites communes semblent encore insurmontables à bien des élus.

« Ce n'est jamais très populaire de faire un POS dans une commune rurale », explique [redacted] François Paour, [redacted] (modéré) de Saint-Bernard (Allier) et délégué de [redacted] Fédération nationale [redacted] France, qui ré[redacted] « [redacted] » correspondants [redacted] plus longs pour [redacted] un [redacted] simplifié, une *« carte communale »* officialisée.

Chienlit urbanistique interne

Le [redacted] a [redacted] le [redacted] dans un sens qui arrange les com[redacted] : [redacted] l'article 16 et de la « punition » d'inconstructibilité ; transformation *ipso facto* des cartes communales, documents très [redacted] établis ces dernières années (il y en a cinq mille environ) en documents d'urbanisme reconnus par la loi ; possibilité après chaque élection municipale de choisir si on « prend » la [redacted] des permis ou si on la « rend » à l'Etat ; possibilité enfin pour une commune qui [redacted] « victime » des décisions prises dans un groupement intercommunal de quitter cette [redacted]

L'Assemblée va sans doute rétablir les dispositions initiales, comme M. Gaston Defferre l'a souhaité le lundi 25 novembre. *« La décentralisation de l'urbanisme se fera à condition que les communes se dotent des moyens de gérer leur territoire »*, estime M. Jean-Pierre Worms, député [redacted] Saône-et-Loire [redacted] rapporteur de la loi, qui proposera [redacted] du POS en [redacted] des éléments obligatoires (délimitation des [redacted] règles générales) correspondant à un document [redacted] part, le gouvernement est prêt à [redacted] des [redacted] plus [redacted] (plus « réa[redacted] », diront certains) aux communes qui [redacted] du [redacted] (un an pour le [redacted] pour le [redacted] de [redacted] deux ans prévus initialement). Pendant cette péri[redacted] transitoire [redacted] pourront construire, en respectant le « règlement national d'urbanisme » — ensemble de règles assez générales pour permettre le coup par coup et un certain arbitraire.

Mais les statistiques (il y aurait dix-huit mille communes où l'on délivre moins de deux permis par an) ne doivent [redacted] masquer [redacted] : [redacted] s'agit [redacted] moyenne entre les nombreuses communes [redacted] l'on ne construit plus du tout et celles, rurales mais proches des villes, qui sont brusquement soumises à une pression (quelques dizaines de maisons par an) qu'elles [redacted] peuvent [redacted]. C'est précisément aux franges des villes, là [redacted] les bois, [redacted] champs et les paysages agrestes attirent les citadins déçus, où la campagne se « rurbanise » comme disent les sociologues, que se joue la bataille contre la « chienlit urbanistique ».

MICHÈLE CHAMPENOIS.

L'ART DE RESERVER SA CHAMBRE A NEW YORK

HOTEL MERIDIEN NEW YORK : RESERVATIONS INTERNATIONALES.

Pour vos réservations d'hôtel entrez en contact par téléphone avec le système Méridien Réservation International. Il [redacted] disposition un ordinateur qui vous répondra et enregistrera instantanémen[redacted] gratuitement votre demande [redacted] réservation.

Pour les [redacted] Méridien, la réservation aussi se traite [redacted] l'échelle internationale. [redacted] Réservation International Paris : 757.15.70. Réservations également auprès de votre [redacted] de voyages, votre agence Air France.
Hôtel Méridien New York, 119 West 57th street. New York NY 10019 États-Unis.

MERIDIEN
LES HOTELS D'AIR FRANCE
L'ART DE VIVRE FRANÇAIS DANS LE MONDE

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

COMMERCE

La réforme de [redacted] loi Royer serait à nouveau différée

M. Delelis veut donner la priorité [redacted] l'artisanat

Remis de quinzaine en quinzaine, le dépôt du projet de loi visant à modifier la loi [redacted] du [redacted] merce et [redacted] l'artisanat, dite « loi Royer » est [redacted] nouveau différé. En effet, [redacted] conseil des ministres du mercredi 1er décembre n'en serait pas saisi comme il [redacted] été prévu il y [redacted] plusieurs semaines. En revanche, M. André Delelis, ministre du commerce et de l'artisanat, pourrait soumettre ce, jour-là, des textes concernant la lutte contre l'inflation. Il pourrait aussi faire une déclaration de portée générale sur les objectifs du texte en préparation ; elle situerait [redacted] activités commerciales et artisanales [redacted] l'évolution [redacted] que d'ensemble.

« *Rien ne presse* », dit-on à présent dans l'entourage du ministre, où l'on reprend un mot [redacted] M. Jacques Delors, qui lui [redacted] aussi à connaître du projet, : « *Une réforme de la distribution tous* [redacted] *vingt-cinq* [redacted] *c'est suffisant.* » Or depuis le [redacted] années 60, le [redacted] les conditions [redacted] son exercice ont [redacted] profondément transformés deux fois (circulaire Fontanet et loi Royer).

L'intention [redacted] M. [redacted] de présenter son projet de loi sur la distribution lorsque [redacted] le Sénat seront en mesure de le discuter très rapidement. Or, rappelle-t-on, dans les prochains mois, le calendrier des deux Assemblées est chargé. De surcroît, les parlementaires seront distraits par la préparation, directe et [redacted] personnelle, des élections municipales. Plus généralement, la prochaine confrontation électorale incline — c'est de bonne guerre — M. Delelis à ne pas « *pous*[redacted] » [redacted] projet politiquement [redacted].

Au-delà [redacted] argument « [redacted] *joncturel* », le ministre [redacted] commerce et de l'artisanat veut aussi se donner un plus long temps de réflexion. D'abord afin de consulter toutes les parties, et elles sont nombreuses. Ensuite parce qu'il [redacted] mettre d'accord avec deux de ses collègues [redacted] gouvernement eux aussi concernés par la réforme : [redacted] ministre de [redacted] consommation et celui de [redacted]. Ce dernier entend bien profiter de l'oc[redacted] réduire [redacted] causes structurelles de l'inflation. Ce qui paraît indiquer [redacted] à l'avenir, dans le commerce la place de la grande distribution [redacted] guère modifiée.

C'est un nouveau langage [redacted] l'on se souvient de celui qui a suivi le 10 mai 1981. La [redacted] minima [redacted] pouvoir ouvrir [redacted] commerce, [redacted] serait pas ramenée [redacted] moins de 400 mè[redacted] carrés [redacted] question, mais serait [redacted] 1 000 [redacted] 1 500 mètres [redacted] vivant [redacted] les communes où doit se créer le magasin.

La [redacted] Royer [redacted] eu des [redacted] positifs [redacted] fait évoluer le [redacted] le [redacted] rappelle-t-on [redacted] l'entourage du [redacted] du [redacted] merce. Il [redacted] de l'épousseter pour lui [redacted]. Un [redacted] réel pour l'administration [redacted] rue [redacted] Lille [redacted] jourd'hui, chercher à maintenir (voire [redacted] faut) l'équilibre [redacted] le [redacted] rural [redacted] celui [redacted] la périphérie des villes [redacted] bourgs. Comment mieux protéger le premier qui participe à l'[redacted] des villages ?

La [redacted] de la [redacted] Royer en préparation [redacted] plus [redacted] encore [redacted] de la concurrence (affichage et publicité des barèmes réels, prix d'appel...) et aussi à préciser [redacted] conditions [redacted] la production [redacted] la distribution. Facteurs d'inégalité entre le grand [redacted] le petit commerce, les délais de paiement [redacted] longs, parfois [redacted] respectés, ce qui [redacted] de difficultés [redacted] l'industriel, [redacted] factures ne [redacted] normalement réglées. Ils [redacted] facteur d'inflation, en [redacted] crédit. Un [redacted] interprofessionnel [redacted] paiement vient [redacted] d'être passé [redacted] le [redacted] Conseil [redacted] du patronat français (C.N.P.F.). Il prévoit [redacted] ment [redacted] en place d'une cham[redacted] d'arbitrage paritaire en [redacted] différends [redacted] partenaires (*le Monde* du 15 octobre).

M. [redacted] profiterait [redacted] la déclaration qu'il [redacted] faire [redacted] conseil [redacted] ministres pour évoquer aussi le dossier de l'artisanat, auquel il donne une priorité. Cette activité (tout comme le commerce) est encore l'une [redacted] rares [redacted] être potentiellement [redacted] d'emplois. Or quoi[redacted] plus important démographiquement que l'agriculture [redacted] sans doute parce qu'il s'est (ou qu'il [redacted] été) [redacted] bien défendu que [redacted] dernière, l'[redacted] bénéficie de [redacted] fois moins de crédits. Un thème de réflexion [redacted] gouvernement. — A. T.

ÉNERGIE

Création d'un Comité européen pour l'énergie nucléaire

De notre correspondant

Strasbourg. — Un [redacted] européen pour l'énergie [redacted] *été* fondé samedi [redacted] bourg. [redacted] de [redacted] national pour l'énergie nucléaire (CNEN) [redacted] Comité franco-allemand pour l'énergie nucléaire. Les délégations venues de Suède, d'Espagne, d'Italie, de Belgique, d'Allemagne et de France, regroupant des industriels, des scientifiques, des ingénieurs, des responsables syndicaux, des personnalités politiques [redacted] des universitaires, ont participé [redacted] la création de ce comité qui désignera son bureau « *avant la fin de l'année* ».

L'objectif de ce comité est de définir et de mettre en œuvre une nouvelle politique des « *atomes pour la paix* », renouant avec l'optimisme historique des grands projets de développement économique « *Nord-Sud* » du général de Gaulle et du président Eisenhower. « *Développer l'énergie nucléaire sans retard dans les pays européens est une nécessité si l'Europe* [redacted] *sortir de* [redacted] *économique ; exporter vers le tiers-monde les technologies nucléaires européennes est synonyme de développement rapide, pour ces pays-là, d'emplois hautement qualifiés, et de prospérité pour nos pays* », ont notamment déclaré les porte-parole du Comité, M. Jacques Cheminade, secrétaire général du Parti ouvrier européen et [redacted] François-Georges Dreyfus, directeur [redacted] Centre d'études germaniques et de [redacted] des études politiques de Strasbourg. La nécessité de promouvoir les recherches dans le domaine de la fusion thermonucléaire contrôlée, prochaine grande étape énergétique, selon le Comité, a également été soulignée au cours des travaux de Strasbourg.

Le [redacted] question des armes à rayonnement défensif capables de détruire en vol dans l'espace les missiles balistiques. « *C'est à la mise au point de ces armes et non* [redacted] *l'utopie du dangereux mouvement en faveur du gel des armements nucléaires en remet*[redacted] *cause tout l'équipement stratégique actuel, fondé sur la* [redacted]*reur nucléaire, de garantir la paix* » [redacted] souligné, au cours d'une [redacted] rence de presse, Mme Helga Larouche, présidente du Club de la vie.

[redacted] Comité, qui se [redacted] « *un véritable* [redacted] *paix* », a l'intention de préparer [redacted] symposium qu'il entend tenir lors du prochain sommet des pays non alignés à New-Delhi en février prochain. — J.-C. H.

APRÈS LA LEVÉE DE [redacted] AMÉRICAIN

Le Japon reprend sa coopération avec l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Tokyo. — La [redacted] décision [redacted] président Reagan de lever l'embargo [redacted] fournitures [redacted] technologies [redacted] destinées à l'U.R.S.S. ne met pas seulement fin à une épreuve de force [redacted] Washington et la C.E.E. Elle bénéficie égale[redacted] Japon, [redacted] beaucoup plus discret [redacted] la polémique [redacted] allié, mais [redacted] moins intéressé que [redacted] Européens [redacted] l'Ouest à la mise en valeur des ressources naturelles de l'Union soviétique.

Le revirement américain, accueilli ici [redacted] tapage, donne le [redacted] vert [redacted] la reprise de la coopéra[redacted] de Tokyo avec Moscou [redacted] l'exploita[redacted] des gisements pétroliers [redacted] gaz naturel de la presqu'île de [redacted] (*le Monde* du 22 juin). L'embargo, estime-t-on, a [redacted] an la [redacted] de [redacted] projets, notamment la mise en place de plusieurs plates-formes de forage, d'ailleurs doublement gelés, l'hiver ne permettant [redacted] la reprise [redacted] vaux avant le printemps prochain. Cependant les Soviétiques, qui auraient été en droit d'annuler certains [redacted] arguant de [redacted] non-respect, ne l'ont pas fait, tout en soulignant les risques que fait courir [redacted] Japon, en [redacted] d'approvisionnements énergétiques, [redacted] liens politiques excessifs avec Washington.

L'un [redacted] cette crise devrait en tout cas être un effort ac[redacted] des autorités et des milieux industriels japonais pour tenter de limiter leur dépendance, en développant leurs propres technologies. En 1990, la mise en valeur des gisements de Sakhaline devrait permettre de fournir au Japon, pendant vingt ans, quelque 7 [redacted] consommation annuelle en gaz naturel, soit encore 0,7 % [redacted] la totalité de ses besoins en énergie. Tokyo fait valoir qu'un [redacted] pourcentage ne saurait en aucun cas constituer une dépendance contraignante vis-à-vis de Moscou. — R.-P. P.

AFFAIRES

AYANT OBTENU LA LEVÉE DU SÉQUESTRE SUR SA FILIALE BELGE

Saint-Gobain va pouvoir entreprendre le redressement financier des Glaceries Saint-Roch

A la suite d'un accord intervenu entre l'Acsyngo (1) et la compagnie Saint-Gobain, cette dernière a obtenu du tribunal de commerce de Namur (Belgique) qu'il lève la mise sous séquestre des actions Glaceries Saint-Roch détenues par Saint-Gobain et prononcée en juillet dernier à la demande d'anciens actionnaires du groupe nationalisé. Cette décision va permettre à Saint-Gobain de reprendre normalement la gestion de sa filiale à 50,1 % en attendant un jugement sur le fond et, surtout, d'entreprendre son redressement financier, un processus qui avait été bloqué par la décision du tribunal belge.

Ce groupement d'anciens actionnaires [redacted] qui [redacted] taient, notamment, [redacted] procédure [redacted] après la [redacted] la compagnie en février dernier, avait également entrepris une démarche identique près du tribunal de Fribourg, en Suisse, où le groupe français détient une filiale à 100 %. International Saint-Gobain, qui possède d'importantes participations industrielles, en Espagne et en Suède notamment. A la mi-septembre, le tribunal de Fribourg refusait toutefois de donner satisfaction à l'Acsyngo (*le Monde* du 23 septembre 1982) [redacted] le seul procès en suspens restait celui de la participation de Saint-Gobain dans les Glaceries Saint-Roch.

Entre-temps, [redacted] -finan[redacted] de [redacted] belge [redacted] en s'aggravant. Déjà [redacted] en [redacted] Saint-Roch [redacted] restées dans le « rouge » l'année suivante et, pour les seuls huit premiers mois de 1982, la société [redacted] déjà perdu 1,25 milliard de francs belges (2).

Pour [redacted] croissant et entreprendre un redressement, l'entreprise avait obtenu un crédit de 2 milliards de francs belges, sur une durée de onze ans, auprès d'un consortium bancaire animé par la Société nationale de crédit [redacted] l'exportation (S.N.C.I.). Celle-ci avait toutefois mis comme condition à son accord que Glaceries Saint-Roch procède, parallèlement, à une augmentation de capital de 1 milliard de francs, garantie par [redacted] française, [redacted] façon [redacted] procéder à un programme d'investissements évalué [redacted] 2,1 milliards de francs belges.

Tout ce montage financier était bloqué par [redacted] mise sous séquestre prononcée par le tribunal de Namur. Les deux protagonistes, l'Acsyngo et Sain-Gobain, sont donc convenus [redacted] débloquer la situation et, après [redacted] laborieuses négociations, un accord [redacted] été signé le [redacted] novembre dernier. « *Tout en préservant les droits de chacune des parties jusqu'à ce que soit prononcé un jugement sur le fond* », ce [redacted] prévoit que [redacted] de [redacted] gnie [redacted] plus suite à leur demande de mise sous séquestre au bénéfice de seules mesures conservatoires définies [redacted] façon conventionnelle. En revanche, les dirigeants de Saint-Gobain s'engagent [redacted] abandonner toute [redacted] de réclamer des dommages-intérêts à l'Acsyngo et à [redacted] leurs participations dans les Glaceries Saint-Roch.

Fortes de cet accord, les deux parties ont rapidement obtenu du tribunal belge [redacted] séquestre et Saint-Gobain a [redacted] entrepris [redacted] processus d'augmentation du capital [redacted] le [redacted] d'une pleine gestion recouvrée, en attendant qu'intervienne — [redacted] doute [redacted] avant plusieurs années — un jugement sur le fond de [redacted] affaire.

SERGE MARTI.

(1) Acsyngo : syndicat des actionnaires et copropriétaires de Saint-Gobain.

(2) 1 FB = 0,14 F environ.

Accord entre Biogen et une société japonaise pour la commercialisation d'un composé de sang humain

La société internationale Biogen, spécialisée dans l'application commerciale [redacted] techniques [redacted] manipu[redacted] génétique, vient d'annoncer la signature d'un accord avec Teijin Ltd, firme industrielle japonaise, dont [redacted] portent principale[redacted] les secteurs pharmaceuti[redacted] et chimiques. Au [redacted] de cet accord, Teijin aura le droit de commercialiser un composé du sang humain produit par manipulation génétique au Japon, [redacted] du Sud, [redacted] Taiwan, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les essais cliniques seront effectués au Japon. Ce composé, connu sous le nom de facteur VIII ou de [redacted] anti-hémophilique, [redacted] la principale thérapeuti[redacted] d'une fréquente forme d'hémophilie.

Simple accord commercial [redacted] « *coup publicitaire* » ? S'il constitue un marché très important, il convient de souligner que le facteur VIII n'a pas encore été produit à partir de techniques de manipulation génétique. Selon de nombreux spécialistes, compte [redacted] de sa structure complexe difficile à synthétiser par un micro-organisme, il [redacted] peu probable que cette production soit effective avant plusieurs an[redacted]. Une opinion qui tranche avec l'enthousiasme des scientifiques de la société Biogen, qui mènent leurs recherches [redacted] les laboratoires américains de la société à Cambridge (Massachusetts).

Le facteur VIII est [redacted] produit [redacted] partir de sang humain. Il fait l'objet d'un important [redacted] merce [redacted] l'échelon international. En France, on [redacted] que, [redacted] 1983, les besoins seront (pour environ 2 500 hémophiliques majeurs) de 65 millions d'unités. En dépit d'une quantité [redacted] de [redacted] première, seule un peu plus de 90 [redacted] de la production nationale pourra être [redacted]. [redacted] importations proviennent des États-Unis et d'une société européenne. En 1979, la France avait importé près de [redacted] millions d'unités de facteur VIII pour un coût d'environ un million de dollars.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Première victime : le magnétoscope

« [redacted] *guerre* [redacted] *magnétoscope* », annonce *LE NOUVEL OBSERVATEUR*. « *Libérez le magnétoscope* », [redacted] *LE POINT*. C'est [redacted] belle [redacted] de boucliers que provoquent [redacted] taxation et le freinage [redacted] importations [redacted] ce matériel haut [redacted] gamme.

Emmanuel Lauzun, dans *LE FIGARO-MAGAZINE* n'y voit qu'inconvénient et craint le pis : « *Taxes* [redacted] *Laurent Fabius* » et » « *protectionnisme de Michel Jo*[redacted] » vont, lui semble-t-il, viser » « *l'ensemble des équipements hifi* ».

Pour Charles Delville, dans *L'ÉCONOMIE*, « *le véritable* [redacted] *situer ailleurs* ». Il explique : » « *L'Etat* [redacted] *pas se départir d'un moyen indispensable* [redacted] *sa politique* [redacted] *avec l'opinion publique. Quel serait, en effet, l'indice d'écoute pendant* [redacted] *intervention* [redacted] *chef* [redacted] *l'Etat si chaque foyer pouvait acquérir* [redacted] *magnétoscope* [redacted] *des* [redacted] *des prix* [redacted] *? Il* [redacted] *s'agit certai*[redacted] *pas uniquement d'un match France-Japon, mais aussi,* [redacted] *d'un* [redacted] *les* [redacted] *terns* [redacted] *le* [redacted] *italien à l'* « *information* » *des citoyens.* »

[redacted] *LE POINT*, Martine Leven[redacted] (avec Gérard Guibert) s'interroge : « *Vise-t-on uniquement (et* [redacted] *maladroite) les Japonais, ou voudrait-on limiter* [redacted] *liberté* [redacted] *Français aux* [redacted] *distillées par* [redacted] *service public ?* » Elle ajoute : « [redacted] *les deux cas, le calcul* [redacted] *exécrable. Car étrangler le marché de la* [redacted] *individuelle, c'est* [redacted] *ôter* [redacted] *moyens à* [redacted] *industrie française* [redacted] *programmes de* [redacted] *développer* [redacted]*, justement,* [redacted] *entier* [redacted] *ce domaine* [redacted] *d'exploser. C'est* [redacted] *ouvrir* [redacted] *porte, ultérieurement,* [redacted] *véritable in*[redacted] *culturelle* [redacted] *l'étranger. Nous sommes entrés,* [redacted] *pouvoir l'admette* [redacted] *civilisa*[redacted] *l'image. Libérons* [redacted] *magnétoscope !* »

« *Il faut alerter les Français* [redacted] *le commerce extérieur* [redacted] *leur pays. (...) Aujourd'hui,* [redacted] *bord du drame* », [redacted] Roger Priouret en ouvrant [redacted] que *LE NOUVEL OBSERVATEUR* [redacted] au thème : « *Faut-il fer*[redacted] *frontières ?* » Franz-Olivier Giesbert [redacted] Jacques [redacted] décrivent « *l'hypocrisie* » et « *l'inefficacité économique* » [redacted] méthodes [redacted] pour protéger la production nationale [redacted] la [redacted] étrangère. Ils concluent : « [redacted] *décla*[redacted] *aux magnétoscopes japonais, le* [redacted] *a suivi une mauvaise pente. Si* [redacted] *France cédait, d'aventure, aux sirènes du défaitisme* [redacted] *protectionnisme, si elle fermait* [redacted] *frontières, elle reviendrait un siècle en arrière —* [redacted] *du mélinisme.* [redacted] *imagine la suite...* »

[redacted] le [redacted] « *Décidément, l'imagination n'est* [redacted] *au pouvoir* », Ri[redacted] note [redacted] *NOUVELLES LITTÉRAIRES* : « *Il ne faut* [redacted] *sortir* [redacted] *Polytechnique pour savoir qu'on* [redacted] *peut pas* [redacted] *porter (et donc créer* [redacted] *emplois) sans accepter d'importer également. Vers quoi croyez-vous que s'oriente Reagan* [redacted] *dépit* [redacted] *libéralisme (économique) ? Vers* [redacted] *protectionnisme. Que faisons-nous,* [redacted] *les magnétoscopes* [redacted] *les voitures japonaises ? Du protec*[redacted]*. Que font* [redacted] *les* [redacted] *prétexte qu'ils* [redacted] *saisis à* [redacted] *gorge ?* [redacted] *chose. Or, c'est bien connu, le protectionnisme conduit* [redacted] *ruine et* [redacted] *guerre. Ne* [redacted] *avertis ? N'en* [redacted] *fait l'expérience ?* »

Après avoir [redacted] « *jamais, depuis* [redacted] *seconde* [redacted] *mondiale,* [redacted] *protectionnisme n'a* [redacted] *forte* », [redacted] Bonazza, [redacted] *L'EXPRESS*, [redacted] le « *protectionnisme n'est* [redacted] *une affaire récente* », [redacted] il justifie l'inquiétude [redacted] expliquant que, « *depuis trois ans, le climat se dégrade* » et que « [redacted] *panoplie* [redacted] *mesures* [redacted] *protection (barrières* [redacted] *tarifaires)* [redacted] *infinie* ».

Le magnétoscope n'est, [redacted] pas « *indispensable* », comme l'a expliqué [redacted] Jobert. Il n'empêche que [redacted] « parc » français, [redacted] un million d'appareils, [redacted] limité, et que [redacted] prises sont [redacted] encourageantes.

[redacted] Ch.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Toyota** [redacted] **au Canada** [redacted] **usine de pièces d'aluminium au** [redacted] 23 millions [redacted] dollars. Le président [redacted] Toyota-Canada n'a [redacted] révélé, cependant, si l'entente avec [redacted] gouvernement [redacted] prévoit l'accès au Canada, sans [redacted] de douane, [redacted] voitures japonaises en échange d'une production [redacted] le [redacted] égale [redacted] pièces de [redacted] change, [redacted] c'est le cas pour Volkswagen. Un [redacted] accord avait [redacted] signé l'an dernier [redacted] le gouverne[redacted] et Volkswagen [redacted] la [redacted] d'une usine en Ontario. La nouvelle usine de Toyota sera construite sur la [redacted] Colombie britannique.

Agriculture

● **Prix agricoles pour la campagne 1983-1984** : la France demanderait plus de [redacted] d'augmentation. Interrogée sur R.M.C., [redacted] Edith Cresson a laissé entendre qu'elle demanderait, [redacted] prochaines négo[redacted] prix agricoles, une augmentation « *légèrement supérieure à l'inflation en France, puisqu'il y a toujours une répercussion qui* [redacted] *moins bonne* » de la [redacted] aux prix [redacted] sur le marché.

● **Certains pays producteurs de sucre ont accru abusivement leur production** », engendrant ainsi un surplus de près de 9 millions de tonnes, a déclaré lundi 29 novembre M. Georges Garinois, président de la Confédération générale des planteurs de betteraves. Les pays accusés sont la Turquie, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Thaïlande, le Brésil, le Pérou et la Colombie. Atteignant en 1981-1982 [redacted] millions de tonne[redacted] la production [redacted] de sucre a augmenté de 14 %, alors que la consommation ne progressait [redacted] de 2 % par an contre 5 à 6 % il y a cinq ans. Au cours de cette campagne, la C.E.E. a elle-même accru sa production de 23 % sur l'année précédente, ce qui, selon M. Garinois, « *est tout à fait raisonnable pour l'une des régions du monde les plus aptes à la production de sucre* ». Pour la prochaine campagne, la C.E.E. va procéder à une nouvelle réduction des surfaces, de 6 à 9 % et même de 10 % pour la France. La production de sucre de canne, qui est la plus visée dans la déclaration de M. Garinois, représente 63 % de la production mondiale de sucre, contre 37 % pour le sucre de betteraves.

Energie

● **Ashland abandonne l'un des principaux projets américains de carburants de synthèse.** — La compagnie Ashland Oil et Bechtel viennent de décider de suspendre le programme en cours de conversion du charbon sur lequel ils travaillaient, dans le Kentucky depuis près de dix ans. Cette décision a été prise du fait du coût des investissements nécessaires et des incertitudes concernant l'évolution du prix du pétrole. Cet abandon — qui fait suite [redacted] ceux d'Exxon dans le Colorado et de Sohio dans le Wyoming — semble sonner le glas du programme américain de carburants de synthèse lancé par le président Carter lors du second choc pétrolier.

● **La conférence de l'OPEP se réunira finalement le 19 décembre à** Vienne et non le 3 décembre à Lagos comme il était prévu initialement, a annoncé lundi 29 novembre le sous-secrétaire au ministère [redacted] pétrole des Emirats arabes unis. Le déplacement de Lagos à Vienne, siège du secrétariat officiel de l'organisation, avait été déjà annoncé (*le Monde* du 17 novembre). L'ajournement de la réunion « *permettra aux treize pays membres* [redacted] *se consulter davantage sur des questions comme les prix du brut,* [redacted] *plafond de la production de l'OPEP, fixé* [redacted] *17,5 millions* [redacted] *barils-jours, et une nouvelle répartition* [redacted] *quotas* [redacted] *production* », indique l'agence [redacted] presse [redacted] Emi[redacted] (WAM).

ELF-AQUITAINE CHERCHE A CEDER UNE PARTIE DE SES INTERETS DANS ALWYN

Elf-Aquitaine a [redacted] une partie de ses intérêts dans le projet de développement en mer du Nord britannique du gisement d'Alwyn-nord. Elf [redacted] une participation de [redacted] % sur ce gisement dont les réserves récupérables sont estimées à 200 millions de barils de pétrole et 27 milliards de mètres cubes de gaz. La production de l'ordre de 100 000 ba[redacted] par jour devrait commencer [redacted] 1987. L'autre compagnie française Total [redacted] 33,3 %.

[redacted] avait longuement [redacted] à s'engager [redacted] un projet qui repré[redacted] un [redacted] supérieur [redacted] milliards de francs et [redacted] serait [redacted] nulle [redacted] la compagnie [redacted] d'un [redacted] d'impôt pour [redacted] production du gise[redacted] Frigg. Le risque [redacted] paraît [redacted] excessif [redacted] en [redacted] période d'incertitude quant à l'évolution [redacted] prix du pé[redacted] ce désengagement (qui pourrait atteindre 25 %) [redacted] après le dépôt [redacted] compagnies [redacted] près [redacted] département britannique de l'énergie du projet de développement d'Alwyn-nord.

BRITISH LEYLAND EMBAUCHE

Divine surprise pour les Britanniques en cette veille de Noël : British Leyland embauche... pour la première fois depuis cinq ans. Certes, l'augmentation des effectifs est modeste — mille cent salariés — et limitée à la seule usine de Cowley où sera lancée en mars 1983 la production d'un [redacted] modèle la [redacted]. De [redacted] en [redacted] d'allégements, le plus gros « canard boiteux » de l'industrie britannique avait supprimé depuis trois ans plus de quatre-vingt mille emplois. Reste à savoir s'il s'agit là d'une lueur d'espoir..., ou d'une erreur de programmation ! V.M.

● *A l'initiative du ministère* [redacted] *la recherche et de l'industrie*, la SOPROMEC-IDI, société de promotion économique créée en 1964 par le groupe des Banques populaires, et, associée à l'Institut de développement industriel, va consacrer 20 millions de francs [redacted] la constitution du capital de la Société finan[redacted] pour le redéploiement industriel (SOFIRINI). Le nouvel organisme, qui [redacted]ciera, en outre, d'une aide de l'État d'environ 40 millions de francs, fournira des fonds propres ou quasi-fonds propres à des P.M.E.

هكذا من الأصل

MONNAIES

Légère reprise du dollar

(Suite de la première page.)

Voilà pour les facteurs techniques, responsables, pour partie, de ce recul subit du dollar. Mais d'autres facteurs sont à l'œuvre, plus puissants, et à plus long terme. Tout d'abord, comme la chose était prévisible, la hausse continue du dollar, conduisant à une surévaluation de l'ordre de 20 % au minimum, provoque une dégradation continue de la balance commerciale des États-Unis, qui, selon les estimations du sous-secrétaire au Trésor américain, M. MacNamara, relayées par celles de M. Feldstein, chef des cellules économiques de la Maison Blanche, pourrait atteindre 75 milliards de dollars en 1983, contre 40 milliards de dollars, probablement en 1982, et 28 milliards en 1981. Positive depuis près de deux ans, la balance des paiements de l'Oncle Sam redeviendrait négative d'autant que le choc causé par la défaillance du Mexique en août dernier s'atténue et que l'afflux de capitaux aux États-Unis, causé par cette défaillance, a tendance à se ralentir.

L'affaiblissement de l'image de l'Amérique

D'autre part, la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, amorcée avec retard en août 1981 par l'affaire mexicaine (on l'attendait en juin), a réduit l'attrait que présentaient les placements en dollars par rapport à ceux réalisés en monnaies européennes ou japonaises. Enfin, et c'est peut-être le facteur le plus important, l'absence de reprise de l'autre côté de l'Atlantique, avec un chômage grandissant qui préoccupe la Maison Blanche, est en train d'affaiblir un peu l'image de l'Amérique aux yeux des milieux financiers internationaux. Indice significatif, une légère remontée du taux d'intérêt à New-York ne fait même plus réagir de dollar à la hausse, comme elle le raisait sans discontinuer depuis deux ans.

Sans doute ne faut-il pas exagérer la portée immédiate de ce changement de *« sentiment »*. Un premier palier de baisse du dollar vient d'être atteint, aux environs de 7 francs, de 2,50 DM et de 250 yens, réaction jugée raisonnable, d'autant que la demande de *« billets verts »* subsiste face à une offre en diminution, notamment de la part de l'OPEP dont les excédents s'effondrent : l'échéance semestrielle de fin décembre pour les 600 milliards de dollars d'euro-crédits va *exiger* au moins 30 milliards de dollars pour les seuls intérêts. Mais de début de 1983 pourrait voir l'amorce d'un véritable renversement de tendance sur le marché des changes, où selon un spécialiste, *« aucune monnaie n'est actuellement à sa vraie parité »*. En ce cas, notait lundi 29 novembre à Paris, M. Karl Otto Poehl, au cours du colloque organisé par notre confrère l'*International Herald Tribune* et *Forex Research*, *« de nouvelles estimations »* formulées par les marchés internationaux pourraient *« secouer » lesdits marchés : un recul du dollar favoriserait le mark, le yen, le franc suisse, le florin, que ne pourraient suivre, dans leur remontée, la lire italienne, le franc belge et, très probablement, le franc français. De nouvelles tensions seraient donc à prévoir au sein du Système monétaire européen d'ici le printemps prochain.*

FRANCOIS RENARD.

ÉTRANGER

Au Danemark

Le taux d'escompte est ramené de 11 % à 10 %

De notre correspondante.

Copenhague. — La Banque nationale du Danemark a abaissé son taux d'escompte de 11 % à 10 %, le ramenant à son niveau le plus bas depuis 1979. En février 1980, elle l'avait porté au taux record de 13 % — pour le faire revenir quelques mois plus tard à 12 % et 11 %.

Cette décision, espérée et réclamée par beaucoup, sinon attendue à ce moment précis, a pu être prise parce que la plus grande partie des quelque 15 milliards de couronnes (12 milliards de francs), qui avaient quitté le Danemark en septembre et octobre, à un moment de crise aiguë marquée à la fois par un changement de gouvernement à Copenhague et la dévaluation suédoise de 16 %, ont maintenant regagné le bercail. Plusieurs banques privées avaient commencé d'elles-mêmes à réduire légèrement leurs taux d'intérêt, jouant un rôle de locomotives.

Tous les partis politiques sans exceptions ont accueilli la mesure avec satisfaction, escomptant surtout qu'elle contribuera à relancer la vie économique, principalement la construction qui est dans une situation très précaire. Les socialistes du peuple (extrême-gauche) estiment toutefois qu'elle intervient trop tard pour être suffisamment efficace ; selon eux, elle aurait déjà dû être arrêtée il y a un an.

Pour le gouvernement Schlüter (centre droit), cette opération est le signe que les milieux d'affaires ont, à l'intérieur comme à l'extérieur, commencé à lui manifester une réelle confiance. Cette confiance, le ministre des finances, M. Henning Christophersen (libéral), s'est appliqué ces dernières semaines à la ranimer hors frontières en se lançant dans une véritable croisade. Il a entrepris de faire le tour des places financières internationales (Londres, New-York, Francfort, etc.) pour expliquer en détail aux experts les objectifs du plan de redressement du cabinet auquel il appartient.

Au retour de ses voyages M. Christophersen n'affiche cependant pas un optimisme exagéré. *« La cure débute tout juste,* a-t-il déclaré lors d'un colloque tenu à Copenhague. *Nous ne devons nous faire d'illusions ; nos créanciers sont plutôt sceptiques quand ils évoquent notre cas et ils demandent à voir les résultats concrets de nos efforts. »*

CAMILLE OLSEN.

● **La Hongrie a le 29 novembre dévalué le forint de 4 %** par rapport aux principales devises. Cette mesure n'a fait l'objet d'aucun communiqué, mais les cours officiels hebdomadaires publiés par la Banque nationale hongroise indiquent cette dépréciation. A compter du 30 novembre, le mark vaudra 15,95 forint, contre 15,31 la semaine dernière, et le franc suisse 18,51 forint contre 17,77 auparavant. En revanche, le taux de baisse par rapport au dollar n'est que de 2,4 %. La précédente dévaluation, de 7 %, remontait à juillet. *(Reuter).*

AU JAPON

L'ampleur du déficit budgétaire rend nécessaire une vaste réforme fiscale

De notre correspondant

Tokyo. — M. Doko, président honoraire du conseil du grand patronat japonais et responsable du projet de réforme administrative a déclaré la semaine dernière que l'Etat serait dans une situation de banqueroute virtuelle d'ici une dizaine d'années si les dépenses publiques et le déficit n'étaient pas réduit fortement. Il s'en est pris au premier ministre démissionnaire, M. Suzuki, qui, après avoir promis de s'attaquer en priorité au deux grands maux de l'économie — déficit budgétaire et hypertrophie administrative, — n'a pratiquement rien fait. Le Japon est dans une situation grave. Les emprunts obligataires représentent déjà 30 % du budget. « *Cette situation est unique au monde* », a dit M. Doko.

Est-on au bord d'un désastre ? Ou au contraire, comme le dit l'ancien ministre des finances, M. Watanabe, *« le déficit budgétaire est-il moins grave qu'on ne le dit »*, compte tenu de la relative bonne santé de l'économie ?

Pour s'être fixé un taux de croissance trop optimiste et avoir tablé sur des recettes importantes, l'Etat se trouve dans une situation inquiétante, écrasé qu'il est par un déficit budgétaire et une dette considérables : 17 000 milliards de yens, soit quelque 66 milliards de dollars, sont déjà prévus pour l'année budgétaire 1982 (1). Cela fait 6,8 % du produit national brut (2).

Du coup, les projets gouvernementaux qui tablaient sur un assainissement des finances d'ici l'exercice 1984 sont tombés à l'eau. M. Suzuki, qui avait lié sa carrière au succès de cette stratégie — combinée à une politique d'austérité et à une tentative de réforme administrative, — est lui-même « tombé ».

Arrivant au pouvoir, en 1980, par les hasards d'un compromis politique, M. Suzuki avait fait le pari d'assainir les finances et de ramener à zéro en 1984-1985 un déficit qui était alors de 14 600 milliards de yens, (57 milliards de dollars) soit 6,1 % du P.N.B. Cela en réduisent fortement les dépenses, mais sans augmenter les impôts, pour des raisons politiques. C'était un grand pari sur la croissance dans une conjoncture internationale difficile.

A mi-parcours déjà...

L'année 1981 fut relativement encourageante, l'effort d'austérité se révélant payant : le déficit tombait à 12 600 milliards de yens (49 milliards de dollars). Fort de ce succès, le gouvernement s'imposait alors dans la loi de finances de 1982 (avril 1982-mars 1983) de ramener le déficit à 10 850 milliards de yens (42 milliards de dollars), soit environ 4 % du P.N.B.

A mi-parcours, on en était déjà à 17 000 milliards de yens (66 milliards de dollars), et le gouvernement, par le moyen d'une loi de finances rectificative, a emprunté — pour commencer — quelque 4 000 milliards (15,5 milliards de dollars) pour combler un trou qui en fera sans doute 6 000 (23,3 milliards de dollars).

Entre-temps, M. Suzuki avait décrété *« l'état d'urgence financière »* — et le Japon avait rectifié son taux de croissance de 5,3 % à 3,4 %. On pense aujourd'hui que ce taux s'établira entre 2,5 % et 3 %.

La reprise de la demande intérieure n'a pas été au rendez-vous. Malgré la chute du yen, les exportations ont stagné. Le contrôle de l'inflation n'a pas arrangé la situation sur le plan des recettes fiscales dans ce pays où, contrairement à la France par exemple, la fiscalité directe représente 70 % des impôts contre 30 % à la fiscalité indirecte. Assis sur les revenus des sociétés et des individus, les impôts sont tributaires de la croissance. Beaucoup estiment qu'ils sont mal adaptés aux charges croissantes d'un grand Etat moderne. Mais, pour des raisons politiques et techniques, les conservateurs se sont jusqu'à présent refusé à introduire le système de la T.V.A.

Plus grave peut-être, en pourcentage du P.N.B., le poids de la fiscalité est le plus faible de tous les pays industrialisés : 23 % contre 32 % en France et 40 % en Grande-Bretagne.

Dans le cas présent, la stagnation a ajouté une baisse des recettes à un accroissement des dépenses sociales. Les velléités de réforme administrative et de nationalisation des entreprises publiques n'ont pas mené à grand-chose. La fraude fiscale, notamment celle des entreprises, reste élevée. Enfin, pour des raisons souvent politiques, l'Etat, c'est-à-dire le parti libéral démocrate, accorde des subventions ruineuses à divers groupes socio-économiques et d'abord à l'agriculture (peu compétitive, elle constitue l'une des bases de l'électorat conservateur).

La dette cumulée de l'Etat — qui emprunte exclusivement sur le marché obligataire — se chiffre à 93 000 milliards de yens (362 milliards de dollars), c'est-à-dire deux fois le montant du budget de 1982. Cette année, le service de la dette représentera une charge de 7 000 milliards (27 milliards de dollars). Celle-ci ne devrait pas cesser de s'alourdir au cours des dix prochaines années.

On estime au ministère des finances que la « vraie » crise devrait commencer en 1985, lorsque l'essentiel des emprunts obligataires arrivera à maturité. En 1990, l'Etat devra rembourser 17 000 milliards de yens (66 milliards de dollars), soit l'équivalent du déficit total de 1982... Sauf hypothèse, peu probable, d'une croissance très forte, et à défaut d'une réforme de la fiscalité, on ne voit guère d'issue.

Certes, la part de l'Etat est relativement faible. Cependant, certains secteurs de pointe, la recherche, le développement, dépendent des subventions publiques. Ils risquent donc de prendre du retard, comme c'est déjà le cas pour le spatial.

La solution la plus sérieuse, estiment différents experts, serait de procéder à une véritable réforme de la fiscalité. Les textes sont prêts. Fin octobre, M. Watanabe se montrait favorable à une suggestion du patronat envisageant un accroissement de la fiscalité indirecte combiné à une réduction des impôts sur le revenu. Reste à savoir si le gouvernement Nakasone prendra le risque d'annoncer des mesures fiscales forcément impopulaires, si elles sont nécessaires.

R.-P. PARINGAUX.

(1) L'année budgétaire couvre la période début avril-fin mars de l'année suivante.

(2) Contre 3 % en France.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de Nanterre le MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1982 A 14 HEURES
EN UN SEUL LOT
A MONTROUGE (Hauts-de-Seine)
I. – EN CE QUI CONCERNE LES IMMEUBLES
A) ENSEMBLE DE BATIMENTS A CARACTÈRE **INDUSTRIEL** — Ledit ensemble immobilier édifié sur terrain cadastré section C n° 58 pour une contenance de 95 ARES 83 CENTIARES — 46-48, r. de Bagneux, 9, r. Delerue et 28, r. G.-Péri
B) ENSEMBLE INDUSTRIEL ET DEUX BATIMENTS A **USAGE D'HABITATION** — Ledit ensemble immobilier édifié sur terrain cadastré section C n° 51 pour une contenance de 18 ARES 24 CENTIARES — 19-31-33, rue G.-Péri et 62, rue de Bagneux
OBSERVATION ÉTANT FAITE
que ces deux ensembles séparés la rue Gabriel-Péri sont reliés en sous-sol par un tunnel
II. - EN CE QUI CONCERNE LE FONDS DE COMMERCE
LE FONDS DE COMMERCE D'IMPRIMERIE, PUBLICITÉ
Exploité dans l'immeuble sous la raison sociale **« DRAEGER MAITRE IMPRIMEUR »** Ce fonds comprend : le fonds de commerce proprement dit, l'enseigne, le nom commercial la clientèle et l'achalandage y attachés. Les éléments corporels sont : le matériel et l'outillage
OCCUPÉ – CONTRAT DE GÉRANCE LIBRE
MISE A PRIX : 17.000.000 FRANCS
S'appliquant pour les murs : 15.000.000 francs – Pour le fonds de commerce : 2.000.000 francs soit 1.000.000 francs pour les éléments incorporels et 1.000.000 francs pour les éléments corporels
Pour rens. s'adr. à Me MONIQUE GUILBERTEAU, avocat, « Le Vallois », 38, sq. de la Brèche-aux-Loups, à NANTERRE (92) Tél. 260-20-49, Me P. OUZILLE, syndic, 72, av. G.-Clemenceau, à NANTERRE (92)
Au Greffe des Criées du T.G.I. de NANTERRE, 179-191, av. J.-Curie où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vte s/sais. imm. Pal. de just. Créteil Jeudi 16 décembre 1982, à 9 h 30
UN PAVILLON à CHAMPIGNY-SUR-MARNE (94)
7, place de la Résistance 2, av. André-Kalek et 1, r. Jean-Bos
MISE A PRIX : 100 000 F.
S'adr. Me Guy BOUDRIOT, avocat à la cour, 55, bd Malesherbes, PARIS (8e)-522-04-36. Vis. s/place, le 14 décembre, de 9 h 30 à 11 h 30

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de VERSAILLES le MERCREDI 8 DÉCEMBRE 1982, à 10 heures
UN IMMEUBLE à BRUEIL-EN-VEXIN (78)
composé de 2 parties séparées par le Chemin d'Intérêt Commun de Brueil à Epône, en grande partie clos de murs
1) UNE BELLE PROPRIÉTÉ Logement domestiques, communs, parc, logement jardinier, 2 pièces d'eau, serres. Surf. totale : 8 HA 67 A 31 CA
2) JARDIN POTAGER Diverses pièces de terre. Surf. totale : 1 HA 66 A 50 CA
MISE A PRIX : 1.100.000 F.
S'ad. pr rens. : Me J.-M. REYNAUD, av., 5, rue Pierre-Bertin à Versailles. Tél. 950-51-28 ; au Greffe du T.G.I. Versailles. Sur les lieux pour visiter.

VILLE DE PARIS - ADJ. en la Chambre des Notaires de PARIS, le MARDI 14 DÉCEMBRE 1982, à 14 h 30
APPARTEMENT - 83 m² env. - LIBRE
1er étage, entrée, séjour, salon, chambre, cuisine, salle de bains, w.-c., placards et CAVE.
23, RUE D'ARGENTEUIL - PARIS-1er
MISE A PRIX : 450.000 F.
Consign. pour enchérir 20 % de la M. à P. Chèque certifié. Me BONNEL, not., 79, bd Malesherbes, PARIS (8e) - 296-16-08.

Vente sur surenchère du 1/10e, après saisie immobilière, Palais Justice PARIS JEUDI 16 DÉCEMBRE 1982 à 14 heures **UN APPARTEMENT** au 2e ét. à gche, porte de gche, compr. entrée, 3 p., cuis., w.-c., CAVE
1, RUE JONQUOY - PARIS (14e)
et rue des Suisses, sans numéro
M. à P. 170.500 F. S'ad. Me N. JAMI, av., 14, r. de l'Abbé-de-l'Epée, PARIS (5e). 326-61-82 et 329-55-39 - Me CHEVROT, avocat, 8, rue Tronchet, PARIS (8e) Me GASTINEAU, avocat, 29, rue des Pyramides, PARIS (1er). Tous avocats pr. T.G.I. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Bobigny le MARDI 14 DÉCEMBRE, à 13 h 30. EN UN LOT :
UN APPARTEMENT de 4 pièces, bât. D, escal. unique, au 10e étage gauche. CAVE EMPLACEMENT DE GARAGE, dans ensemble immob.
A ROMAINVILLE (93) 4, 6, 22, rue des Fontaines 22 à 34, avenue Lénine
M. à P. : 100 000 F – S'adr. Me GASTINEAU
avocat à PARIS (1er), 29, rue des Pyramides. Tél. : 260-46-79. Ts avocats pr Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil. Sur les lieux pour visiter.

Vente Palais de Justice à PARIS, le jeudi 9 décembre 1982, à 14 heures
LOCAL COMMERCIAL SUR RUE ET DEUX CAVES (escalier I)
4 à 12, bd de Ménilmontant - PARIS (20e)
LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 380.600 F.
S'adresser Me Bernard de SARIAC, avocat, 70, avenue Marceau, PARIS. Tél. : 720-82-38.
SCP MOREAU - Gaston MATHÉ - BINOCHE, avocats.
Me FERRARI et Me HÉRISSAY, syndics - Me LAFONT, administ. judiciaire.

VENTE sur conversion de saisie immobilière en VENTE volontaire au Palais de Just. à NANTERRE, le MERCREDI 15 DÉCEMBRE 1982, à 14 h
UNE PROPRIÉTÉ à us. INDUSTRIEL
26, RUE PAGÈS - SURESNES (92)
comprenant divers bâtiments à usage laboratoire, magasin et annexe
Logement de gardien - Terrain - CONT. TOTALE 8 A 48 CA
MISE A PRIX : 1.000.000 FRANCS
S'adr. Me Alain GASTINEAU, av. à Paris (1er), 29, r. des Pyramides Tél. 260-46-79 - Me Bernard MALANGEAU, avocat à Paris, 29, rue des Pyramides - Tous avocats pr. Tribunal Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil, Versailles - Sur les lieux pour visiter.

un mieux fiscal pour un mieux social
CHEQUE REPAS
1870 f. exonérés par an et par salarié
tél.(1) 723.38.16

CAHIERS SPÉCIAUX PUBLIC 6/7
Les « Ateliers Publics d'Architecture » entretiens et documents à l'appui ; pour en parler en connaissance de cause.
Ecole Spéciale d'Architecture : 254, Bd Raspail, 75014 Paris
85 F (port compris) C.S.P. : 252-26-47

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX / PARIS ☎ 345 21 62

هكذا من الاصل

SOCIAL

Le pouvoir d'achat du S.M.I.C. est majoré de 1 %

(Suite de la première page.)

Sur les quatre-vingt-trois discussions qui se sont conclues, trente-neuf ont abouti à un accord national (quinze accords ayant par ailleurs été obtenus dans les régions dont six pour la seule métallurgie) et quarante-quatre se sont achevées sans contrat salarial. Mais parmi ces quatante-quatre, vingt-six recommandations patronales ont été édictées. Ainsi, dans le secteur privé, de 2,5 millions de salariés (chiffre encore indicatif) sont couverts par des accords salariaux et 4,7 millions par des recommandations. C'est un progrès, encore limité mais indéniable. Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette situation de sortie du blocage.

Tout d'abord, les syndicats ont relativement bien joué le jeu. Alors que l'action revendicative est demeurée très faible tant en septembre qu'en octobre et novembre, F.O. a signé vingt-neuf accords (dont treize portent uniquement sur 1982), la C.G.C. vingt-sept (dont les trois quarts des accords 1982-1983), la C.F.T.C. vingt-trois, la C.F.D.T. seize (dont les deux tiers des contrats ayant des clauses bas salaires) et la C.G.T. six. Tous les syndicats se sont donc « compromis » à des degrés divers dans cette sortie du blocage. Ils ont évité la surenchère.

Pour autant, ces contrats n'ont pas suivi à la lettre les « recommandations » ou les conseils des pouvoirs publics... Alors que le gouvernement souhaitait que les négociations portent à la fois sur 1982 et1983, seuls douze accords entrent intégralement dans ce cadre, vingt portant uniquement sur 1982. Des réunions sont cependant déjà programmées en décembre, en janvier ou en février sur les salaires de 1983. Sur le niveau des hausses salariales on ne retrouve pas surtout les 18 % programmés par les pouvoirs publics sur 1982 et 1983, certaines branches s'inscrivant en dessous (14,45 % dans les coopératives d'élevage et d'insémination artificielle, 16,8 % dans les coopératives de conserve). Les augmentations s'échelonnent pour 1982 de 6,3 % (dans les aérauliques, mais avec une augmentation importante du salaire minimum garanti) à 11,7 % (gardiens et concierges) et pour 1983 de 8 % dans le sucre à 12,2 % pour les jardiniers.

Mais M. Auroux enregistre un certain nombre d'éléments positifs. Alors qu'il s'est gardé d'un trop grand interventionnisme (seule la branche des hôtels, cafés et restaurants, trois cent mille salariés, a été explicitement convoquée en commission mixte ce qui a permis, pour la première fois, un accord national), plus d'une quinzaine d'accords prévoient des accords sur les salaires réels — innovation importante alors qu'on ne discutait généralement que sur les minimas — et un tiers comporte des mesures pour les bas salaires. Mieux encore : plusieurs engagements patronaux ont intégré les « avancées » de la négociation : c'est le cas du caoutchouc, des industries textiles et de la métallurgie où on raisonne en réels ou encore du verre mécanique où une rémunération annuelle de 54 000 F a été intit-uée pour 1982. Dans l'habillement, l'accord a créé une rémunération mensuelle garantie de 3 600 F, supérieure au SMIC tel qu'il sera revalorisé au 1er décembre, ce qui, dans cette branche de 250 000 salariés, réduit sensiblement le nombre de smicards.

Enfin, le ministre du travail a globalement réussi à remettre en cause le mécanisme — illégal depuis l'ordonnance du 4 février 1959 — de l'indexation *a posteriori* des salaires sur les prix. La plupart des branches se sont inscrites dans la démarche d'une anticipation d'une décélération des prix avec des hausses salariales prédéterminées. Si des rendez-vous ont été pris fin 1983-début 1984 pour constater d'éventuels dérapages des prix, seul le sucre a institué une clause de sauvegarde pour les salaires inférieurs à 62 000 F par an. Le faux pas de la fonction publique ne s'est donc pas généralisé.

MICHEL NOBLECOURT.

ÉLECTIONS DES PRUD'HOMMES

Deux émissions, consacrées l'une au collège des employeurs, l'autre au collège des salariés, seront diffusées simultanément sur TF1 et Antenne 2, à 19 h 42, dans le cadre de la campagne pour les élections prud'homales (le 8 décembre).

● *Le 3 décembre :* l'Union nationale des professions libérales (U.N.A.P.L.), le Syndicat national des petites et moyennes industries (S.N.P.M.I.), le C.N.P.F., la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (C.G.P.M.E.), la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (F.N.S.E.A.).

● *Le 6 décembre :* C.F.T.C., C.G.C., C.G.T., F.O., C.S.L. et C.F.D.T.

● **Eclair-Prestil : une usine « sous surveillance ».** — Quelque trois cents licenciements devaient être annoncés, mardi 30 novembre, au comité d'entreprise de l'usine Eclair-Prestil (fermetures à glissière) mise en liquidation judiciaire depuis le 26 février 1981, au Petit-Quevilly (Seine-Maritime). Lundi, les salariés ont mis l'établissement « *sous surveillance* » pour contrôler les entrées et les sorties et obliger Petrotec, un groupe suisse qui reprendrait l'affaire, a préciser ses intentions.

DANS LA MÉTALLURGIE

Syndicats et patronat dressent un premier bilan de l'accord sur la réduction de la durée du travail

Au 1er janvier 1983, la durée hebdomadaire de travail de 2 500 000 salariés de la métallurgie sera de nouveau abaissée d'une demi-heure. Il s'agira de l'application d'une nouvelle étape de l'accord national du 23 février 1982, signé entre l'Union des industries métallurgiques et minières (U.I.M.M.), la C.F.D.T., F.O. et la C.G.C., sur la réduction de la durée du travail. Le 29 novembre, les organisations signataires se sont retrouvés pour dresser le bilan de ses neuf premiers mois de mise en œuvre. A l'U.I.M.M., M. Olivier Dragues, chef du service de réglementation du travail, affiche une prudence de bon aloi, soulignant que « *la mise en place de cet accord ne peut se faire que progressivement dans les entreprises, car il suppose des études techniques nombreuses et très poussées* », mais, à titre personnel, il émet une « *opinion plutôt positive* » dans la mesure où « *il n'a pas rencontré de difficultés nombreuses* ».

Au niveau des réductions d'horaires, l'accord prévoyait trois réductions d'une demi-heure, au 1er mars, au 1er juin, puis au 1er janvier 1983. « *L'accord a été appliqué à 100 %* », souligne-t-on à l'U.I.M.M. en se basant sur l'enquête du ministère du travail qui montre que la durée moyenne hebdomadaire dans les métaux est passée de 40,1 heures au 1er janvier 1982 à 39,2 heures au 1er avril 1982, soit une baisse de près d'une heure. Ainsi la plupart des entreprises ont préféré une réduction d'une heure au 1er mars aux deux étapes d'une demi-heure. Rien n'a donc été fait en juin, et au 1er juillet la durée moyenne avait même légèrement augmenté (39,3 heures).

L'accord a-t-il favorisé des créations d'emplois ? Selon le ministère du travail, l'indice brut des effectifs salariés dans l'industrie des métaux est passé de 99,8 au 31 mars 1982 à 100,4 au 30 juin, soit un accroissement de 0,6 % (environ quinze mille emplois). « *Il serait illusoire,* affirme M. Dragues, *de penser que cette augmentation des effectifs a été provoquée par cette réduction d'horaires* ». Mais, reconnaît-il, l'effet de l'accord sur l'emploi « *n'a pas été totalement nul* », la réduction de la durée du travail ayant « *limité les pertes d'emplois* ».

Il n'empêche que, du 30 juin 1981 au 30 juin 1982, le solde d'évolution des effectifs est négatif : 1,1 %. Une étude plus partielle de la C.F.D.T. (1) aboutit à des conclusions différentes. Tout en notant que « *la réduction de la durée du travail n'a aucun effet mécanique en matière de créations d'emplois* », la centrale note que trois accords dans la métallurgie (Cogéma, Digital Equipement France, Société générale pour les techniques nouvelles) concernant dix mille salariés ont abouti à une augmentation des effectifs de 1,9 %. Mais les réductions, oscillant entre 2 heures et 4 heures, étaient plus fortes que dans l'accord national.

D'autres enseignements seront à tirer à partir du 1er janvier, puisque la nouvelle réduction d'une demi-heure ne sera compensée sur le plan salarial qu'à 70 %. Et la C.F.D.T. indique que pour six accords avec compensation partielle étudiés, l'augmentation minimum des effectifs a été de 4,8 %. D'autres observations sont mises en avant par l'U.I.M.M. : les effectifs en chômage partiel sont passés de 152 589 en mars 1982 à 85 000 en juin, ce qui peut s'expliquer en partie par le fait qu'avant le 1er mars, on était à 39 heures en chômage partiel, ce qui n'était plus le cas au-delà de cette date. Le coût de l'accord est par ailleurs évalué entre 4 % et 6 % de la masse salariale.

L'aspect le plus surprenant de ce bilan est l'utilisation partielle des « *assouplissements* » apportés par l'accord du 23 février. A la fin du premier semestre, note M. Dragues, la majorité des entreprises n'avaient pas épuisé le contingent annuel de 94 heures supplémentaires sans autorisation des représentants du personnel ou de l'inspection du travail. Cependant, de nombreuses petites entreprises ont épuisé ces 94 heures au premier semestre en raison d'une plus grande difficulté à recourir aux plans de modulation des horaires ou à adapter leur organisation à la mise en place de nouveaux aménagements. D'une manière générale, les entreprises n'ont pratiquement pas recouru aux horaires spéciaux de fin de semaine, aux équipes chevauchantes ou au déplacement de la plage horaire d'interdiction du travail de nuit des femmes. « *La période actuelle de sous-activité et de baisse des commandes ne favorise pas les assouplissements* », commente M. Dragues. L'U.I.M.M. souligne qu'il n'y a pas eu d'évolution significative de la productivité : « *Il y a même des entreprises qui nous ont signalé une incidence négative sur l'activité* », ajoute-t-on. Les syndicats émettront peut-être des avis différents.

M. M.

(1) Ce constat est extrait d'une étude du secteur politique revendicative de la C.F.D.T. « *à partir de vingt et cas, des effets sur l'emploi de la réduction de la durée du travail* ».

LÉGÈRE DÉCÉLÉRATION DU RYTHME D'AUGMENTATION DES DÉPENSES DE SANTÉ EN OCTOBRE

Le rythme de progression annuelle des dépenses de l'assurance-maladie s'établit à 18,6 % à fin octobre 1982, indiquent les statistiques de la Caisse nationale de l'assurance-maladie publiées le 29 novembre. Ce taux est inférieur à celui enregistré en septembre (19,2 %), mais supérieur au rythme annuel observé à la fin octobre 1981 (17,1 %).

La progression annuelle des dépenses de soins de santé est de 19,1 % marquant par rapport aux résultats à fin septembre (19,7 %) une légère décélération qui s'observe sur l'ensemble des postes de dépense.

Les frais de séjour hospitalier augmentent de 21,2 % en rythme annuel contre 21,7 % le mois précédent, cette hausse étant de 23,5 % dans le secteur public contre 12,9 % dans le secteur privé.

Le rythme annuel d'évolution de remboursements au titre des « *honoraires du secteur privé* » passe de 15,2 % fin septembre à 14,9 % fin octobre (15,5 % pour les honoraires médicaux et 13,1 % pour les honoraires dentaires). Le taux de croissance annuel des prescriptions s'élève à 17 % fin octobre au lieu de 18 % fin septembre — la principale composante, la pharmacie, ayant augmenté de 16,8 % le mois dernier. Enfin, les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie ont progressée de 13,4 % fin octobre contre 13,6 % fin septembre.

On assiste donc à une relative stabilisation de la croissance des dépenses d'assurance-maladie à un rytme qui demeure cependant encore élevé.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. +ou Dép. −		Rep. +ou Dép. −		Rep. +ou Dép. −	
$ E.-U.	7,0565	7,0600	+ 210	+ 245	+ 380	+ 430	+1020	+1140
$ can.	5,6960	5,7010	+ 40	+ 80	+ 120	+ 175	+ 450	+ 570
Yen (100)	2,7890	2,7920	+ 130	+ 155	+ 250	+ 280	+ 770	+ 840
DM	2,8245	2,8325	+ 135	+ 160	+ 270	+ 300	+ 840	+ 910
Florin	2,5650	2,5670	+ 130	+ 160	+ 260	+ 295	+ 770	+ 830
F.B. (100)	14,4060	14,4180	− 70	+ 55	− 200	+ 15	− 390	+ 20
F.S.	3,2905	3,2950	+ 255	+ 290	+ 495	+ 540	+1450	+1550
L (1 000)	4,8881	4,8915	− 630	− 550	−1170	−1050	−2510	−2340
£	11,3370	11,3490	+ 240	+ 335	+ 515	+ 630	+1635	+1870

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 7/8	9 1/4	9 3/16	9 9/16	9 7/16	9 13/16	10	10 5/16
DM	6 7/8	7 1/8	7 1/16	7 7/16	7	7 3/8	6 7/8	7 1/4
Florin	5 3/4	6 3/4	6 7/16	6 13/16	6 7/16	6 13/16	6 3/4	7 1/8
F.B. (100)	12 1/4	13 3/4	12 1/4	13 3/4	12 3/4	14 1/4	12 3/4	14 1/4
F.S.	5/8	1 5/8	3 7/8	4 1/8	3 7/8	4 1/4	4	4 3/8
L (1 000)	16 3/4	22 1/4	24	26 1/4	24 1/2	26 1/2	23 1/4	24 1/2
£	10	10 3/4	10 5/16	10 11/16	10 5/16	10 11/16	10 3/16	10 9/16
F. français	14 3/4	17 1/4	18 3/4	20	18 3/4	20	19 3/4	21

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

DIRIGEANTS,
VOTRE MARQUE EST TROUVEE
EN 48 HEURES :
FASTRAL ☎ 727.24.64

"Depuis 10 ans, Fastral est l'un des plus rapides et des meilleurs spécialistes sur la place, intégrant création de marque et graphisme et protection juridique."

FASTRAL, 15 bis, rue Cimarosa, 75116 Paris.

BD SUCHET

A LOUER
ÉTAT NEUF,

TRÈS BEL
HOTEL
PARTICULIER

à usage de
HABITATION
BUREAUX D'AMBASSADE
LOGEMENT D'AMBASSADEUR

S'adresser à M. BING
9, rond-point des Champs-Élysées, Paris-8e
tel. 359.14.70

C.E.E.

« L'EUROPE A FAIT LA PREUVE DE SON EXISTENCE » déclare M. Mitterrand à propos du GATT

« *J'ai l'impression qu'il y a lieu d'être satisfait devant la solidarité des pays européens qui ont su faire passer leurs intérêts communs avant leurs divisions et leur concurrence traditionnelles* », a déclaré le 29 novembre, à New-Delhi, M. François Mitterrand, à propos de la conférence ministérielle du GATT. « *J'ai l'impression,* a-t-il ajouté, *qu'un certain front de résistance commerciale s'est créé pour résister à la domination de plus puissant que nous, plus exactement de plus puissant que chacun de nous. Car il ne faut pas oublier que la Communauté européenne représente la première puissance commerciale du monde. Elle n'utilise pas toujours très bien cet atout, mais cela a été une réalité et cela reste une virtualité. Dans cette affaire, il semble que l'Europe ait fait la preuve de son existence.* »

meubles
Chapo
en bois massif

Galerie Chapo :
Magasin principal
14 bd de l'Hôpital, 75005 Paris
Tél. 331-73-18
Forum des Halles
208 rue Lescot, 75045 Paris Cedex 01
Tél. 297-49-90
Gordes
Route de St-Saturnin, 84220 Gordes
Tél. (90) 72-02-35

PÊCHE

NOUVEL ÉCHEC A BRUXELLES

Les ministres de la pêche de la C.E.E. se sont réunis le 29 novembre à Bruxelles pour constater que le Danemark n'était toujours pas en mesure d'accepter l'accord conclu le 9 novembre par ses partenaires sur la mise en place d'une politique commune. M. Grove, le ministre danois, en déclarant que son gouvernement « *poursuivait ses réflexions* », a mis rapidement un terme aux discussions des Dix. M. Walker, son homologue britannique, a alors annoncé que Mme Thatcher soulèverait la question lors du Conseil européen des 3 et 4 décembre à Copenhague. M. Le Pensec, ministre français de la mer, qui, visiblement, souhaite aussi que les chefs d'Etat et de gouvernement se saisissent du dossier, ne s'est cependant pas nettement prononcé, préférant attendre le prochain conseil des ministres pour donner la position de la France.

Afin de bien marquer leur volonté d'appliquer l'arrangement du 9 novembre, les Neuf ont décidé de créer un « groupe à haut niveau » (devant réunir les représentants de la Commission européenne et des Etats membres) qui doit arrêter les mesures nationales applicables à compter du 1er janvier 1983 pour mettre en œuvre les dispositions convenues. Il est prévu que les discussions entre hauts fonctionnaires débutent le 6 décembre. Sauf, bien sûr, si, au conseil européen, le Danemark finit par céder...

Les Britanniques, en tout cas, sont toujours hostiles à satisfaire les deux revendications essentielles des Danois : l'octroi d'un quota supplémentaire de 20 000 tonnes de maquereaux à l'ouest de l'Ecosse et l'autorisation d'effectuer des captures au large des îles Shetland.

Les ministres ont pris un nouveau rendez-vous pour le 21 décembre, afin d'arrêter leur position définitivement. — M. S.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CFAO

Compagnie française de l'Afrique Occidentale

Dans une lettre adressée aux Actionnaires de la Compagnie, le 29 novembre 1982, le Président a notamment indiqué :

« ... Les comptes de la *Compagnie* société holding, arrêtés au 30 juin 1982, font ressortir un bénéfice net de 28,6 millions de francs, en augmentation de 13,27 % sur celui des six premiers mois de l'exercice précédent.

La situation consolidée du *Groupe* se présente comme suit, en millions de francs :

		30-6-1982	30-6-1981
Totaux bilan		5 978	5 738
Chiffres d'affaires		5 046	4 615
Bénéfices nets	Part du Groupe	83	116
	Part des tiers	7	9
	Totaux	90	125
Situations nettes	du Groupe	1 635	1 474
	intérêts hors Groupe	201	198
	Totales	1 836	1 672

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe marque une progression de 9,33 %.

Il convient de rappeler que le résultat net consolidé au 30 juin 1981 comprenait 22 millions de francs de plus-values exceptionnelles C'est donc un recul de 12 % qui est enregistré au 30 juin 1982. Cette situation est due essentiellement aux mauvais résultats des filiales de Côte d'Ivoire et au ralentissement des exportations sur Nigeria.

Notre Compagnie vient de prendre une participation importante dans la Compagnie Marseillaise de Madagascar dont les activités sont maintenant entièrement concentrées à la Réunion. Cette entreprise dont nous assumons dé[...] mais la direction a connu de grandes di[...]ficultés et les derniers exercices ont é[...] lourdement déficitaires mais le redres[...]ment est amorcé et avec l'appui [...] Groupe l'exploitation doit retrouve[...] rapidement une rentabilité normale.

Il serait hasardeux d'extrapoler l[...] résultats du premier semestre po[...] l'ensemble de l'exercice mais, comp[...] tenu de ce qui précède, il faut prév[...] que les résultats consolidés du deuxiè[...] semestre seront eux aussi inférieurs [...] ceux de la période correspondante [...] 1981. Néanmoins dans la conjonct[...] actuelle on peut considérer que [...] résultats se situeront encore à un nive[...] relativement satisfaisant. »

Degrémont

Le conseil d'administration s'est réuni le 16 novembre. Il a pris connaissance d'une première évaluation des résultats de l'exercice clos le 30 septembre, qui confirme les tendances constatées précédemment, à savoir :

— Une forte croissance de la prise de commande, tant en France que sur les marchés de l'exportation (+ 30 % sur celle de l'exercice précédent et + 100 % sur celle de l'exercice 1979/1980).

— Un carnet de travail de l'ordre d'un an et demi.

— *Un résultat d'exploitation légèrement positif.*

— Un complément de dotation des provisions relatives au dossier de Riadh, conduisant à une perte nette de l'ordre de 30 millions de francs.

Compte tenu de ces constatations, le conseil a décidé d'utiliser partiellement l'autorisation qui lui a été donnée par l'assemblée générale extraordinaire du 26 août 1982, et d'appeler dès maintenant les actionnaires à souscrire à une augmentation de capital de la société de 82 400 000 francs, à raison de deux actions nouvelles pour une action ancienne émise au pair.

Il a été informé de l'intention du groupe de la Lyonnaise des Eaux, par l'intermédiaire de la société mère et d'Ufiner-S.M.D., d'exercer intégralement son droit de souscription.

Il a, d'autre part, donné son accord de principe sur les opérations de restructuration financière qui seront soumises à l'assemblée générale mixte des actionnaires ayant à approuver les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1982, opérations dont les modalités seront examinées et décidées lors de sa prochaine réunion, et qui pourront conduire à une réduction du capital par diminution du nominal des actions, de l'orde de 30 francs.

PAPETERIES DE GASCOGNE

Pour les dix premiers mois de 1982 :
VENTE PAPIER : 94 000 tonnes (− 7,8 % sur 1981) ;
VENTE SACS : 21 926 tonnes soit 93 000 000 sacs (− 10,6 %).

Chiffre d'affaires (H.T.) : 492 045 000 F (− 4,5 %) ;

Marge brute d'autofinancement : + 18 789 000 F ;

Résultat d'exploitation : + 3 489 000 F.

Assemblée extraordinaire le 10 décembre 1982, à Mimizan (Landes) pour approuver l'absorption fusion de la SOCIÉTÉ FORESTIÈRE DE GASCOGNE par la société mère PAPETERIES DE GASOGNE S. A. qui détenait déjà 99,96 % de son capital.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 novembre

Mieux orienté

Plongée dans la grisaille à la fin de la semaine écoulée, la Bourse de Paris a donné, lundi, toutes les apparences d'avoir retrouvé le chemin de la hausse. Dire qu'elle s'y est engouffrée serait excessif. Mais les progrès accomplis n'en ont pas moins été appréciables, se mesurant presque en tiers de point à l'indicateur instantané.

La réticence des détenteurs de titres à se défaire du « papier » en leur possession explique pour partie cette légère amélioration. Mais, d'après les professionnels, ce sont surtout les achats effectués pour le compte des Sicav Monory qui ont été déterminants. Ces achats, cependant, sont restés très sélectifs, leur caractère témoignant du souci évident des opérateurs de ne pas trop s'éloigner des sentiers battus. Les têtes d'affiche n'ont guère varié : Poliet, Darty, Damart, Moulinex, Docks de France, Michelin. A l'inverse, les valeurs qui s'étaient récemment détachées ont fait l'objet de quelques prises de bénéfices comme Valeo, Paris-France, Leroy-Somer, BHV. Le ballet continue.

Ajoutons aux éléments qui ont suscité la prise de quelques initiatives : la baisse du dollar et le redressement de Wall Street.

A propos du dollar, sa chute a favorisé un repli important de la devise-titre, négociée entre 8,72 F et 8,75 F contre 8,78 F-8,88 F. Mais elle a aussi déclenché une vive reprise de l'or, dont le prix à Londres a été fixé à 428,50 dollars l'once (+ 14,75 dollars).

A Paris, le lingot a gagné 1 600 F d'un coup en s'élevant à 96 600 F (après 96 500 F). Le napoléon a suivi après un moment d'hésitation, cotant successivement 651 F, comme vendredi, puis 657 F. Le volume des transactions a presque augmenté de moitié à 23,71 millions de francs contre 16,20 millions.

NEW-YORK

Léger repli

L'évolution de l'économie américaine continue à susciter de nombreuses inquiétudes au Big Board et l'annonce d'une progression de la masse monétaire a incité nombre d'opérateurs à l'attentisme lundi. De ce fait, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a reculé de 4,51 points pour s'établir à 1 002,85.

Si les investisseurs anticipent toujours une reprise économique à l'horizon 1983, les avis restent très partagés sur son ampleur, et le sentiment général s'en ressent à Wall Street. Pour sa part, le président des conseillers économiques de la Maison Blanche, M. Martin Feldstein, croit dur comme fer à la reprise et il estime que les Etats-Unis se trouvent encore à la fin d'un cycle économique de récession qui devrait s'achever prochainement. Passé ce délai le démarrage devrait intervenir, mais un délai de quatre à cinq ans est nécessaire avant que le taux de chômage retombe au niveau de 6 % à 7 % de la population active, contre un peu plus de 10 % actuellement.

Par ailleurs, les derniers chiffres du « Fed », en termes de masse monétaire, ne sont guère favorables puisqu'ils traduisent une progression de 2,8 milliards de dollars pour la période du 11 au 17 novembre dernier. Dans le même temps, les taux à court terme se sont « tendus » sur le marché, portant à 8,280 % contre 7,944 % la semaine précédente, le taux de rendement moyen des bons du Trésor à trois mois à l'occasion de la dernière adjudication qui portait sur 5,8 milliards de dollars.

VALEURS	Cours du 26 nov.	Cours du 29 nov.
Alcoa	28 7/8	28 1/2
A.T.T.	59 7/8	59 1/4
Boeing	30 1/8	30 1/2
Chase Manhattan Bank	51 5/8	52
Du Pont de Nemours	37 5/8	38
Eastman Kodak	90 3/8	89 1/2
Exxon	28 1/4	28
Ford	31 3/4	31 1/2
General Electric	88 5/8	89
General Foods	43 1/4	43 1/8
General Motors	57 3/4	59
Goodyear	32	33
I.B.M.	83 3/8	82 1/2
I.T.T.	31 1/4	31 1/2
Mobil Oil	23 1/8	22 3/4
Pfizer	70	71 1/8
Schlumberger	39 1/8	38 3/4
Texaco	30 1/8	29 7/8
U.A.L. Inc.	31 1/2	31 3/4
Union Carbide	52 7/8	52 7/8
U.S. Steel	19 3/8	19
Westinghouse	36 7/8	36 5/8
Xerox Corp.	38 1/8	37 1/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

F.N.A.C. — Bénéfice net consolidé (part du groupe) pour l'exercice clos le 31 août : 21,13 millions de francs contre 20,50 millions pour un chiffre d'affaires accru de 16,5 % (à surface comparable) à 2 273 millions de francs. Compte tenu de la loi du 30 juillet 1982, le dividende net est fixé à 8 F (contre 13 F).

GÉOPHYSIQUE. — Résultat net consolidé au 30 septembre : 298,5 millions de francs contre 290 millions.

DEGRÉMONT. — Augmentation du capital en numéraire par émission au pair de deux actions nouvelles de 100 F nominal pour une.

Une réduction dudit capital par diminution de la valeur nominale des actions de 100 F à 70 F est envisagée. Pour le précédent exercice, une perte de 12,6 millions de francs avait été enregistrée. Pour celui achevé le 30 septembre dernier, la firme signale un résultat d'exploitation légèrement positif, une forte augmentation des commandes et un carnet de travail d'un an et demi.

SILIC. — Émission à 260 F de 201 226 actions de 100 F, jouissance 1er janvier 1983 (1 pour 6).

C.F.A.O. — Les comptes de la Compagnie française de l'Afrique occidentale, société-holding, font apparaître un bénéfice net de 28,6 millions de francs, en augmentation de 13,27 % pour les six premiers mois de l'exercice en cours par rapport à la période correspondante du précédent exercice.

Pour le groupe, le bénéfice consolidé ressort à 90 millions de francs (contre 125 millions), dont 83 millions (contre 116 millions) de part du groupe. Il convient toutefois de rappeler que le résultat net consolidé au 30 juin 1981 incorporait 22 millions de francs de plus-values exceptionnelles. Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 5,04 milliards de francs pour les six premiers mois contre 4,61 milliards l'année précédente.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1981)

	26 nov.	29 nov.
Valeurs françaises	105,8	
Valeurs étrangères	132,8	

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	26 nov.	29 nov.
Indice général	101,8	102,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 30 novembre .... 13 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	29 nov.	30 nov.
1 dollar (en yens)	249,55	252,70

BOURSE DE PARIS — Comptant — 29 NOVEMBRE

Étrangères

HORS-COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

SICAV

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
108	Vallourec	101 90	103	103	101	49	Imp. Chemical	50 10	50 40	50 40	49 40
1180	V. Clicquot-P.	1185	1201	1201	1179	83	Inco. Limited	79	79	79 10	78 15
850	Viniprix	849	855	855	838	745	IBM	748	745	746	731
197	Amax Inc.	184 50	186 10	188	185 10	35	Ito-Yokado	38	38	38	37 95
585	Amer. Express	591	588	588	596	285	ITT	275	275 50	275 60	273 70
540	Amer. Teleph.	541	540	539	540	48	Matsushita	50 50	51	50	51
111	Anglo Amer. C.	117	121 70	123	121 60	725	Merck	710	704	704	692
730	Amgold	775	782	795	786	650	Minnesota M.	633	626	628	621
800	B. Ottomane	783	797	801	782	215	Mobil Corp.	208	203	203	202
395	BASF (Akt)	379	380	385	376	14680	Nestlé	14800	14680	14880	14500
375	Bayer	368	385	389	364	340	Norsk Hydro	332	330 50	330 60	330
340	Buffelsfont.	368	402	402	394	810	Petrofina	823	823	823	806
31	Charter	29 45	29 85	29 90	29 50	540	Philip Morris	532	525	621	526
460	Chase Manh.	456	449 50	448	442	88	Philips	86 80	85	85	85 30
215	Cie Pétr. Imp.	204	198	198	196 30	330	Pres. Brand	339 50	345 50	356	340
44	De Beers	44 90	45 15	45 50	44 70	320	Président Steyn	342	355	351	347 80
900	Deutsche Bank	903	905	904	892	930	Quilmès	926	915	915	897
88	Dome Mines	88	91 95	92 90	90 15	730	Randfontein	806	826	838	826
220	Driefontein Ctd	234	241	243	237 10	280	Royal Dutch	275	273	273 50	271
345	Du Pont-Nem.	338	336 50	338 60	330 50	62	Rio Tinto Zinc	62	61 50	61 40	60 60
990	Elf-Gabon	968	969	969	951	280	St Helena Co	313	322 10	336	320
810	Eastman Kodak	795	795	795	783	340	Schlumberger	343	338 80	338 50	335 20
121	East Rand	132 50	143 20	145 50	140 40	56	Shell transp.	54 10	54 80	54 80	54 20
310	Ericsson	318	323	325	318	860	Siemens A.G.	865	868	868	855
250	Exxon Corp.	254	250 10	250 10	250	147	Sony	148	147	146	145
285	Ford Motors	279 50	284	285	279	183	T.D.K.	185 50	191 80	191	188 10
320	Free State	337	349 50	353	345	640	Unilever	635	632	632	620
157	Gencor	163	164	168	160 80	490	Unit. Techn.	476 50	479	479	475
215	Gén. Belgique	212 10	212 50	212 50	212 10	670	Vaal Reefs	705	741	758	738
790	Gén. Electr.	793	785	775	780	345	West Deep	372	406	405	397 90
510	Gen. Motors	518	516	515	518	345	West Hold.	360 10	386	388	378 30
59	Goldfields	57 20	61	60 50	59 80	335	Xerox Corp.	334	337 50	337 50	339
126	Harmony	138 10	142 90	144	140 10	2 01	Zambia Corp.	2 02	2 02	2 02	2 02
26	Hitachi	27	26 80	26 75	26 05						
375	Hoechst Akt.	368	379	379	372						

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent (SICAV)

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 29/11	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 153	7 093	6 820	7 170
Allemagne (100 DM)	282 890	282 750	274	288
Belgique (100 F)	14 448	14 409	13 600	14 700
Pays Bas (100 fl.)	257 400	256 500	250	262
Danemark (100 krd)	80 450	80 450	76	82
Norvège (100 k)	99 620	99 440	95	101
Grande-Bretagne (£ 1)	11 422	11 298	10 950	11 650
Grèce (100 drachmes)	9 900	9 870	8	10
Italie (1 000 lires)	4 899	4 885	4 650	5 100
Suisse (100 fr.)	329 060	329 680	319	337
Suède (100 krs)	95 240	94 480	91	97
Autriche (100 sch)	40 200	40 240	39 100	40 800
Espagne (100 pes.)	5 872	5 843	5 550	6
Portugal (100 esc.)	7 760	7 685	6 400	7 600
Canada ($ can 1)	5 786	5 677	5 520	5 780
Japon (100 yens)	2 829	2 811	2 620	2 820

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 29/11
Or fin (kilo en barre)	95300	96800
Or fin (en lingot)	95000	96600
Pièce française (20 fr)	651	657
Pièce française (10 fr)	409	.....
Pièce suisse (20 fr)	625	629
Pièce latine (20 fr)	624	620
Souverain	723	733
Pièce de 20 dollars	3320	3400
Pièce de 10 dollars	1800	1800
Pièce de 5 dollars	841 25	.....
Pièce de 50 pesos	3810	3870
Pièce de 10 florins	624	621

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. COMMUNICATION : « Un port franc » pour les citoyens de demain », par Serge Antoine ; « Carrefour du monde », par Ignacy Sachs ; « Au service des régions », par Francis Ampe.

ÉTRANGER

3. ASIE
– La fin du voyage de M. Mitterrand en Inde.

4-6. EUROPE
– ESPAGNE : la formation du gouvernement.
– R.F.A. : tous les partis sont compromis dans une affaire de pots-de-vin.
– ITALIE : un important réseau d'échanges d'armes contre de la drogue a été démantelé.

6. PROCHE-ORIENT
– ISRAEL : le voyage de M. Shamir au Zaïre.

7. AFRIQUE
– L'afflux des réfugiés d'Ouganda au Rwanda.

8. AMÉRIQUES

8. DIPLOMATIE

POLITIQUE

9. Les travaux parlementaires.
11. Désaccord à Lyon entre M. Collomb et M. Noir (R.P.R.).

SOCIÉTÉ

14. POLICE : la lutte antiterroriste.
– JUSTICE : l'absence de soutien-gorge est un motif de licenciement.
– RELIGION.
16. MÉDECINE : les réactions aux projets du ministre de la santé.

LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

17. Des pièces baladeuses dans les circuits de certaines centrales nucléaires françaises.
– POINT DE VUE : « Le satellite et l'informatique au service du géographe », par Fernand Verger.
18. La Méditerranée profonde s'ouvre à la technologie pétrolière de pointe.

CULTURE

21. EXPOSITIONS : Rétrospective Chagall, à Stockholm.
– DANSE : Monique Lourdières dans *le Songe*.
– MUSIQUE : *le Médecin malgré lui*.
24. RADIO-TÉLÉVISION : l'information matinale à la radio.
24. PRESSE.

RÉGIONS

42. Lyon, Brest, Angers, Tours : villes en chantier.
43. A PROPOS DE... la décentralisation des permis de construire.

ÉCONOMIE

44. COMMERCE.
– ÉNERGIE.
45. ÉTRANGER.
46. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (24)
INFORMATIONS « SERVICES » (25) :
La mode ; « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Annonces classées (26 à 41) ; Carnet (20) ; Programmes des spectacles (22-23) ; Bourse (47).

LE MAUVAIS TEMPS DANS LE CENTRE

12 000 hommes réquisitionnés pour aider les communes sinistrées

Plus de douze mille hommes, soldats, pompiers, agents de l'E.D.F. et de l'équipement ont été réquisitionnés pour venir en aide aux populations des départements de la Loire, du Rhône et de la Haute-Loire, où deux cent mille foyers étaient toujours privés d'électricité et de chauffage ce mardi 30 novembre au matin. De nouvelles chutes de neige au-dessus de 800 mètres et de violentes rafales de vent ont beaucoup gêné les équipes de secours. La situation reste *« très préoccupante dans plusieurs secteurs »*, estiment les responsables de la protection civile.

Le préfet de la Haute-Loire a, on le sait, déclenché le plan Orsec pour son département, tout comme l'avait fait auparavant le préfet de la Loire. L'armée a ainsi pu mettre à sa disposition plusieurs centaines *d'hommes et un important matériel.*

La plupart des écoles au sud et à l'ouest de Saint-Etienne, ainsi que dans les monts du Lyonnais, sont restées portes closes ; des entreprises de la région stéphanoise comme Creusot-Loire (deux mille cinq cents personnes), les Bennes Marrel (mille deux cents), Angenieux (six cents), *se sont mises en chômage technique par manque d'électricité. « Il faudra,* estimait-on le 29 novembre à E.D.F., *encore plusieurs jours pour rétablir totalement le réseau électrique dans tous les départements sinistrés. »*

Ces intempéries, qui ont pris de cours (bizarre d'être surpris par le mauvais temps en décembre...), conduisent à se poser quelques questions sur l'organisation des secours et, comme on le fait à Clermont-Ferrand, sur la diffusion des prévisions météorologiques.

Plaidoyer pour une régionalisation de la prévision météorologique

Correspondance

Clermont-Ferrand. — Peut-on conjurer l'exceptionnel ? Autour de cette question, soulevée par les tempêtes des 7 et 27 novembre, se trouve posé un problème de fond, qui est celui de la fonction sociale de la météorologie française, et, à travers lui, l'organisation de celle-ci.

M. René-Guy Soulage, directeur du Laboratoire associé (au C.N.R.S.) de météorologie physique à l'université de Clermont-Ferrand-II, a visiblement mal vécu ces épisodes. Derrière la volonté de modération de cet expert de l'O.M.M. (Organisation météorologique mondiale), chargé de nombreuses missions, notamment en Afrique, perce une exaspération devant les effets d'une *« trop forte centralisation de la météorologie dans notre pays »*.

Le monopole de la Météorologie nationale comporte à ses yeux un aspect positif dans la mesure où il empêche que n'importe qui raconte n'importe quoi sur le sujet, mais, dans les circonstances dramatiques actuelles, on ressent les effets négatifs de cette situation.

Celle-ci est caractérisée par un épais cloisonnement entre un organisme dépendant du ministère des transports et l'université, dont les activités en matière de recherche pourraient être mieux prises en compte. *« Une mise en œuvre commune des moyens pourrait permettre un service de prévision plus efficace*, explique M. René-Guy Soulage. *Or la coupure structurelle existante empêche les initiatives pouvant permettre une amélioration du service rendu aux usagers. »* Il mesure la largeur du fossé depuis trente ans. Il a vu, par exemple, il n'y a pas longtemps s'enliser un groupe de travail mis en place à un niveau interministériel.

M. René-Guy Soulage se fait l'avocat d'une véritable régionalisation de la météorologie. Les épisodes de novembre, particulièrement la tempête du début du mois, ont renforcé son point de vue. L'intensité du vent n'avait pas été prévue, parce que l'effet des massifs montagneux n'avait pas été pris en compte. En ce qui concerne celle de la fin du mois, la pluie prévue s'est transformée en neige. Cette évolution était envisageable, puisqu'un écart de 2 degrés a suffi pour produire le bouleversement. Elle n'a pas été *« étudiée à la loupe »*.

Globalement bonne au niveau de l'ensemble du pays, la prévision perd de son crédit dans des espaces plus limités. M. Soulage plaide en faveur d'une *« prévision régionalisée »*, en désignant du doigt la chaîne des Dômes, qu'il connaît bien pour avoir mesuré les incidences de la présence de ces reliefs sur le temps. La prise en compte des particularités locales permettrait de *« quantifier la prévision »*.

Cette plongée à l'échelle locale aurait l'avantage de rendre la météorologie « crédible », et, par conséquent, une prévision diffusée très rapidement dans le public et donc efficace pourrait être établie.

On entre dans le domaine de ce que le chercheur clermontois appelle *« la digestion de la prévision »*. Il évoque notamment la rapidité de transmission des informations afin que la météorologie « parle » efficacement aux agriculteurs, aux acteurs de la vie économique, à l'usager de la route, etc.

Dans l'état actuel de la recherche, il est possible de se montrer efficace dans le très court terme, ce que les Anglais nomment *nowcasting*. L'application des connaissances sur l'évolution du temps, jointe bien entendu à une diffusion rapide, pourrait signifier, dans un cas comme celui qui a frappé la région de Saint-Etienne, la mise en place à l'avance de dispositifs susceptibles d'en réduire les conséquences. Pour M. René-Guy Soulage, la radio est appelée à jouer un très grand rôle, comme cela se passe d'ailleurs aux Etats-Unis. Le scientifique auvergnat doit se rendre prochainement en Suède, où une action d'envergure se prépare : *« On va renseigner les gens quantitativement, c'est-à-dire que l'on va porter à la connaissance des usagers l'intensité des pluies, les endroits où se situent les brouillards, etc. ; cela revient cher, mais ça ne l'est pas si on met en balance le coût des dégâts. »*

M. René-Guy Soulage ne cesse donc de plaider la cause d'une météorologie décentralisée. Son laboratoire a proposé à la région Auvergne la création d'un institut de climatologie appliquée en aval de la Météorologie nationale et conçu *« comme une courroie de transmission avec les usagers »*. Le projet a été repoussé *« à cause du monopole »*, explique son promoteur.

LLIBERT TARAGO.

M. Jean Bernard est élu président de l'Académie des sciences

Les membres de l'Académie des sciences ont élu, lundi 29 novembre, leur nouveau président et le vice-président qui l'aidera dans sa tâche pendant l'année 1983. Il s'agit de M. Jean Bernard, spécialiste des maladies du sang, qui succède pour un an — renouvelable une fois — au président Pierre Jacquinot, et de M. Blanc-Lapierre, physicien connu pour ses travaux sur les calculs de probabilité, les théories de l'information et le traitement du signal. M. Jean Bernard était, jusqu'à présent, vice-président, et ce dernier, selon la tradition, est appelé à la présidence.

Au cours de la même séance, l'Académie des sciences a décidé de créer un Comité académique des applications de la science (CADAS), qui aura pour rôle de s'interroger sur les problèmes d'ordre industriel, commercial et financier que peuvent susciter certaines orientations dans les domaines de la technologie et des sciences appliquées (*le Monde* du 6 janvier). Ce comité, composé de huit membres correspondants de l'Académie et de huit autres personnes appartenant au milieu industriel ou à des organismes de recherche, répond aux intentions du président Jacquinot d'étendre les *« compétences de l'Académie à des questions relevant plus nettement des applications de la science, des sciences de l'ingénieur ou de la technologie »*.

C'est d'ailleurs ce même souci d'ouvrir de plus en plus l'Académie sur le monde extérieur qui a conduit les membres de l'Institut à créer un comité des relations internationales chargé d'assurer les contacts avec l'étranger et avec les autres académies des sciences.

A la radio-télévision

LE CONSEIL NATIONAL DE LA C.F.D.T. DOIT DÉCIDER DU MAINTIEN OU NON DU PRÉAVIS DE GRÈVE.

Le Syndicat unifié de radio et de télévision (SURT) C.F.D.T., majoritaire chez les techniciens de l'audiovisuel, a déposé un nouveau préavis de grève pour le jeudi 2 décembre (nos dernières éditions datées 30 novembre).

Cependant, la C.F.D.T. a réuni, ce mardi toute la journée, un conseil national extraordinaire pour décider ou non du maintien de ce préavis. Certains cédétistes estiment, en effet, que la date retenue pour ce nouveau mouvement risque de prêter à confusion, dans la mesure où l'intersyndicale de Radio-France a lancé une consigne de grève pour le vendredi 3 décembre.

Les syndicats de Radio-France entendent appuyer des revendications spécifiques, que la C.F.D.T. craint de voir confondues avec les problèmes plus généraux qu'elle entend soulever.

Le numéro du « Monde » daté 30 novembre 1982 a été tiré à 552 041 exemplaires.

LA C.G.C. S'INQUIÈTE D'UNE SUSPENSION DE L'INSTRUCTION DES CONTRATS DE SOLIDARITÉ

La confédération française de l'encadrement C.G.C. fait état, dans un communiqué, de directives données aux directions départementales de l'emploi, selon lesquelles il leur aurait été demandé de *« suspendre à partir du 1er décembre 1982 »* l'instruction des dossiers relatifs aux contrats de solidarité ou aux conventions du Fonds national de l'emploi (F.N.E.).

La C.G.C. craint, en conséquence, que les bénéficiaires des contrats ou des conventions dont les dossiers n'auront pas été instruits au plus tard le 30 novembre ne perçoivent plus une garantie de ressources basée sur les anciens taux (70 % du salaire brut), mais seulement 65 % pour la partie inférieure au plafond de la Sécurité sociale (7 080 F) et 50 % au-dessus.

La C.G.C. rappelle à ce sujet que le décret du 25 novembre 1982 réformant le système de l'indemnisation du chômage prévoyait que les salaires concernés par des contrats conclus avant le 31 décembre 1982 continueraient à bénéficier des allocations de garantie de ressources aux anciens taux.

Selon la radio vietnamienne

UNE TENTATIVE DE « RÉBELLION » AURAIT ÉTÉ DÉJOUÉE A HO-CHI-MINH-VILLE.

Bangkok (*A.F.P.*). — Les autorités vietnamiennes ont récemment déjoué une tentative de *« rébellion armée »* à Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon), indiquent des informations parvenues ce mardi 30 novembre à Bangkok. La radio officielle vietnamienne a fait état de cette tentative de rébellion en citant le journal de l'armée, le *Tap Chi Quan Doi Nhan Dan*. Enumérant plusieurs opérations de « sabotages », imputées à la Chine et aux Etats-Unis, le journal a affirmé que dans un district non précisé de Ho-Chi-Minh-Ville, *« nous avons mis au jour et démantelé une organisation ennemie qui complotait une rébellion armée »*.

Parmi les personnes arrêtées figuraient, selon le journal, *« des agents ennemis infiltrés dans des positions de responsabilités officielles de l'Etat et travaillant à des postes importants »*.

Cette tentative de rébellion est la première affaire de ce genre dont font état les autorités vietnamiennes.

Une fête pour le 10e anniversaire d'« Al Bayane » au Maroc

LOIN DE LA COURNEUVE...

(*De notre correspondant.*)

Rabat. — *Du parc de La Courneuve à la foire de Casablanca, la distance est grande, et pourtant... Le journal* Al Bayane, *organe du P.P.S. (Parti du progrès et du socialisme, nouveau nom du parti communiste marocain), l'a aisément franchie le dimanche 28 novembre en organisant avec succès sa petite « Fête de l'Humanité ».*

Il s'agissait en fait d'une première, car le journal fêtait son dixième anniversaire, mais les recettes qui ont fait leurs preuves à La Courneuve se sont avérées aussi efficaces au Maroc. Un « plateau » de vedettes de la chanson, de groupes folkloriques et de groupes de chanteurs comme on en avait rarement rassemblés ici ont attiré de nombreux jeunes dans un public de près de dix mille personnes.

Le duo Bziz et Baz, deux comiques qui furent applaudis à tout rompre quand ils promirent aux députés oublieux de leurs promesses une « bonne correction ». *Le groupe Nass el Ghioune (les Gens de la chanson), quatre musiciens et chanteurs particulièrement caustiques, reçut un accueil enthousiaste en critiquant les tares de la société marocaine.*

Prenant brièvement la parole, M. Ali Yata, secrétaire général du P.P.S. et directeur d'Al Bayane, *rappela les luttes de son journal pour l'unité nationale et l'intégrité territoriale, c'est-à-dire le rattachement des provinces sahariennes au Maroc. Il appela de ses vœux une véritable démocratie et formula le souhait que la prochaine* « expérience électorale » *(il entendait par là les élections législatives prévues pour l'été 1983) soit couronnée de succès et que les journaux de l'U.S.F.P. (parti d'opposition socialiste) soient eux aussi autorisés à reparaître.*

Pour le moment, le journal Al Bayane *est en effet le seul quotidien d'opposition de gauche qui ait pu être de nouveau publié après les événements de Casablanca de juin 1981. Son tirage a augmenté sensiblement en raison de ce monopole de fait.* — R. D.

RAYMONDE LESCUR
Spécial prix !.. Pelisses col opossum intérieur castorette 2500 F
Visons SAGA allongé 19500 F
Centre Commercial Montparnasse
17 rue de l'Arrivée - Paris 15ème

LATREILLE
Manteaux et Pardessus
du 26 nov. au 11 déc.
62 rue St André-des-Arts 6e
Tél: 329.44.10

14e SALON des ANTIQUAIRES
26 NOVEMBRE 6 DÉCEMBRE 1982
pavillon spodex
PLACE DE LA BASTILLE
ts les jrs de 11 h à 20 h
mardi et jeudi jusqu'à 23 h
samedi et dimanche de 10 h à 20 h

PIANOS
VOTRE YAMAHA
(LES PIANOS LES PLUS VENDUS DANS LE MONDE)
A PARTIR DE 16.250 F
EXCEPTIONNEL RAPPORT QUALITÉ-PRIX
HANLET
UN PIANO POUR CHAQUE TALENT
IMPORTATEUR EXCLUSIF
A Paris, 264, Fg Saint-Honoré. 766.51.94
A Vélizy, Z.I. rue Grange-Dame-Rose. 946.00.52

Editions de L'USINE
Les Prud'hommes mode d'emploi
chez votre libraire 124F

NOEL - NOUVEL AN
Offrez un beau vêtement LEGRAND
PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES ET PARDESSUS MESURE
A partir de 1.450 F
3.000 tissus
Luxueuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS et MANTEAUX sur MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
20, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 742-70-61.
Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures

STRÉA
64, rue de Rennes PARIS 6
présente ses collections croisières pour celles qui partent au soleil

SAPHIR & OR
VENEZ VOIR CES MERVEILLEUSES PETITES BAGUES QUI ONT DE BELLES COULEURS : DE 2000 A 20000 F.
9, BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPÉRA - 266.55.18
JACQUES TOUR
VOTRE AMI JOAILLIER

CHAMPAGNES CHOCOLATS VINS/ALCOOLS FOIE GRAS